Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE – N° 12374 – 4 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens — MERCREDI 7 NOVEMBRE 1984

Afrique du Sud : grève sanglante au Transvaal

Epreuve de force ?

Depuis la mi-août, l'Afrique du Sud a été le théâtre de multiples scènes de violence ; elles soulignent l'exaspération des Noirs face à un régime qui leur refuse avec brutalité leurs droits fondamentaux. Mais, avec la grève générale à laquelle de nombreux mouvements anti-apartheid ont appelé dans le Transvaal, il s'agit à présent d'une épreuve de force. Au-delà des revendications matérielles habituelles, l'exigence de droits politiques n'a jamais été aussi clairement exprimée.

Depuis qu'une révision constitutionnelle a permis d'associer des métis et des Indiens au pouvoir, l'agitation s'est répandue dans les « townships », les écoles et les mines. En l'espace de quatre mois, entre cent et deux cents personnes ont été tuées, des centaines d'autres, sinon des milliers, ont été blessées, et les dégâts matériels sont considérables. Fin octobre, pour passer au peigne fin des cités noires, le gouvernement a dû faire intervenir l'armée.

Entre-temps, les mots d'ordre des syndicats et des organisations qui luttent contre le « développement séparé » des races se sont durcis, tandis que leurs revendications matérielles se multipliaient. La communauté noire sud-africaine, qui forme les deux tiers de la population, est en effet la principale victime de la grave récession économique qui frappe le pays.

Force est de constater que la seule arme de la répression n'a pas permis aux autorités de rétablir le calme. Pour la première fois depuis longtemps, Pretoria est contraint d'envisager sérieusement de lâcher un peu de lest face à la colère des Noirs. Ceux-ci commencent enfin à réaliser qu'ils peuvent, au moins en partie, paralyser l'outil économique et ainsi remettre en cause le niveau et le style de vie des Blancs.

L'enjeu de la partie qui s'engage est donc considérable. Pretoria semble mieux armé en effet pour faire face au « terrorisme » – qui fait moins parler de lui ces derniers mois – que pour contenir l'agitation larvée qui paraît s'étendre peu à peu à l'ensemble des cités noires et des mines.

Pour le président Pieter Botha, l'épreuve est d'autant plus inopportune qu'il s'est lancé dans une vaste offensive diplomatique pour tenter de trouver un terrain d'entente avec ses principaux voisins et convaincre ses amis occidentaux qu'une stabilisation de la région était concevable sans remettre en question les fondements essentiels de son régime.

Ce pari de Pretoria est loin d'être gagné, le régime de l'apartheid paraissant bien peu amendable. L'Afrique du Sud semble vouée à plonger, lentement mais sûrement, dans une violence à laquelle les Noirs urbanisés semblent déjà se résigner pour faire valoir, aujourd'hui, leurs revendications au bien-être et, demain sans doute, leur liberté.

Quinze morts le premier jour du mouvement déclenché par les organisations anti-apartheid

De notre correspondant

Johannesburg. – Le mouvement de grève générale de quarante-huit heures lancé, lundi 5 novembre, dans la province du Transvaal par un comité regroupant de nombreuses organisations anti-apartheid a été largement suivi par la population noire, notamment dans les *townships*. La première journée a été marquée par la mort de neuf personnes, pour la plupart dans des conditions inconnues. Six autres personnes ont été tuées dans la nuit de lundi à mardi. Au moins une dizaine de Noirs ont été blessés ainsi qu'un policier blanc. Au total, près d'une cinquantaine d'arrestations ont été opérées.

L'appel à *« rester chez soi »* avait été diffusé au moyen de milliers de tracts distribués dans les cités noires. Sur l'un d'eux on pouvait lire : *« Votre sueur, votre travail et votre énergie ont été abusés pendant des années et des siècles. Pendant des décennies et des générations, le sang de vos enfants a été répandu en vain dans la honte. Debout, vous les opprimés et les écrasés. Réveillez-vous, les opprimés et les exploités. Levez-vous, vous, les déçus et les bernés. »*

Ces tracts réclamaient la suppression de l'augmentation des loyers, des tarifs d'électricité et du prix de l'eau. Ils appelaient à la réintégration des licenciés, à la libération des personnes arrêtées, et demandaient que les autorités fassent droit aux revendications des écoliers noirs. Le mot d'ordre visait toutes les catégories professionnelles, les étudiants, tous *« les travailleurs d'un pays uni qui n'a rien à vendre sinon ses chaînes. Le pouvoir au peuple »*.

Ce mouvement de grève, à l'initiative de plusieurs fédérations de syndicats et de nombreuses associations luttant contre le système ségrégationniste, avait reçu le soutien du Front démocratique uni (UDF), organisation qui a été à la pointe de la campagne de boycottage lors des élections de l'été dernier. Pour la première fois depuis longtemps, un embryon de consensus s'était réalisé autour d'un ensemble de revendications. De l'avis des organisations, le succès est indéniable. Une réussite qui n'a pas été atteinte depuis une dizaine d'années.

Dans certains secteurs comme le triangle du Vaal, où les émeutes ont éclaté début septembre, la grève a été suivie par près de 90 % des travailleurs. La région est de Johannesburg a aussi été particulièrement affectée. De nombreux grands magasins n'ont pas fonctionné normalement. Les transports en commun ont été en grande partie paralysés. Au total, 250 000 écoliers sont restés chez eux.

De nombreux incidents ont marqué cette première journée. Des chauffeurs d'autobus ont été molestés, et leurs véhicules endommagés. Des cocktails Molotov ont été lancés contre deux banques. Des cafés ont été incendiés, ainsi que des maisons particulières, notamment celle d'un policier. Presque tous les magasins de Soweto étaient fermés. Des inscriptions en rouge ont fait leur apparition sur les murs : *« Nous voulons notre liberté »*. *« Botha doit démissionner »*.

A Kathehong, Thembisa, Rotandu et Tokahi, neuf Noirs au total ont été tués dans des conditions que la police n'a pas révélées.

MICHEL BOLE-RICHARD.

(Lire la suite page 6.)

Etats-Unis : M. Reagan donné largement vainqueur

Le président sortant bénéficie de la restauration de la puissance américaine et de la reprise économique

Les électeurs américains se sont rendus aux urnes, mardi 6 novembre, pour désigner le prochain président des Etats-Unis et procéder au renouvellement de la Chambre des représentants, ainsi que du tiers (trente-trois sur cent) des sénateurs. A la veille du scrutin, M. Reagan était donné largement vainqueur, par un écart allant de 10 à 25 points, sur son adversaire M. Mondale.

Voilà un homme qui revient de loin ! Aujourd'hui en passe de savourer une victoire annoncée d'une rare ampleur, M. Ronald Reagan paraissait bien mal parti lorsqu'en janvier 1983 il faisait le bilan de ses deux premières années de mandat. Le président optimiste et sûr de lui qui, au lendemain de son élection, annonçait un *« nouveau commencement »* pour une Amérique de nouveau *« forte et respectée »* semblait embourbé dans la récession économique, tandis que sa politique étrangère péchait étrangement par les mêmes fluctuations et incertitudes si vivement reprochées dans le passé à son prédécesseur, l'infortuné Jimmy Carter.

Que s'est-il donc passé ? Faut-il crier au miracle, à l'imposture ou au génie ? Il y a dans la réussite, malgré tout relative, de M. Reagan une part de paradoxe, voire d'irrationnel. Il suffit de se reporter aux analyses faites pendant la première période du mandat présidentiel par la plupart des spécialistes pour s'en convaincre. L'accroissement du déficit budgétaire, expliquaient ces experts, ne pourrait qu'alimenter l'inflation, et, si celle-ci persistait, la reprise économique susceptible d'entraîner une diminution du chômage en serait retardée d'autant. Or il faut bien se rendre à l'évidence : jamais le déficit budgétaire n'a été, en chiffres absolus, aussi important (de l'ordre de 170 milliards de dollars en 1984 au lieu de 58 milliards en 1981), mais, dans le même temps, l'inflation est descendue à un taux particulièrement bas (4,2 %) et le chômage, lui aussi, est en très net repli par rapport au maximum de l'année 1982 (7,4 % au lieu de 11 %). Une démonstration si besoin était que l'économie n'est pas encore une science exacte.

Ce retournement spectaculaire de situation, M. Reagan le doit pour une part – et ce n'est là qu'un des paradoxes de cette présidence décidément pas comme les autres – à un homme qui n'est pas de son bord : M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, la banque centrale des Etats-Unis.

MANUEL LUCBERT.

(Lire la suite page 3)

LA STRATÉGIE DE L'OPPOSITION

L'union dans la concurrence

Le discours de l'union, la pratique de la concurrence : ainsi peut-on, aujourd'hui, décrire l'opposition et le comportement obligé de ses chefs de file. L'union c'était dimanche soir M. Jacques Chirac proposant aux deux autres présidentiables de constituer une « commission du bilan » pour évaluer l'« héritage » de la gauche. C'était lundi soir M. Raymond Barre affirmant qu'entre lui-même et les deux autres présidentiables de l'opposition il n'y a guère que des *« nuances »*. C'était aussi, jointe à cette proclamation, une façon désormais implicite, et non plus explicite, de se démarquer de M. Chirac.

Le discours sur l'union, c'est aussi une commune façon de marcher à reculons, comme si les trois présidentiables étaient effrayés d'avoir lancé le bouchon de l'ultra-libéralisme trop loin. Les voilà conduits à se définir en négatif : M. Chirac *« n'est pas reaganien »*, M. Barre récuse les étiquettes que lui donne le *« microcosme »*. M. Giscard d'Estaing accole toujours une épithète plus restrictive à son libéralisme. Mais le message est de plus en plus commun : M. Barre veut *« réduire l'emprise de l'Etat »* ; M. Chirac souhaite *« un Etat ramené à l'essentiel »* ; M. Giscard d'Estaing est un chaud partisan du *« moins d'Etat »* et du *« mieux d'Etat »*.

Cette union est, en fait, le résultat d'une contrainte, celle du système majoritaire de la V[e] République – dont M. Barre se voudrait le plus fidèle défenseur – qui impose un affrontement bloc contre bloc, camp contre camp ; ne serait-ce que parce qu'aucune force politique ne peut, *a priori*, prétendre gouverner seule (la situation des socialistes en 1981 est, de ce point de vue, exceptionnelle). L'union correspond également à une forte demande des électeurs de l'opposition, parce qu'ils attribuent les échecs de 1981 à la désunion. Quitte d'ailleurs à ce que cette aspiration à l'union, une fois satisfaite, contredise l'intérêt objectif de l'opposition, comme ce fut le cas lors des élections européennes.

Les discours sur l'union sont enfin un message à l'adresse de M. Mitterrand. Chacun sait que la survie du pouvoir passe, entre autres, en 1986, par la désunion ou le désordre à droite. Vous ne diviserez pas l'opposition, semblent répondre en chœur MM. Barre, Chirac et Giscard d'Estaing à l'actuel chef de l'Etat.

L'une des (nombreuses) erreurs qui guettent la gauche est certainement de surestimer les divisions de l'opposition, au moment précisément où, sur le fond, celles-ci tendent à se réduire. Il reste que la concurrence, à droite, reste la règle. Au vrai, elle avait commencé dès avant le 11 mai 1981. Le récent sondage de l'IFOP montrant que MM. Giscard d'Estaing, Barre et Chirac sont tous trois en mesure de battre l'actuel président est là pour les conforter dans leur démarche ; celle-ci ressemble dès aujourd'hui à une campagne pour le premier tour d'une élection présidentielle, que M. Barre prévoit désormais avant le terme normal de 1988.

Si la concurrence est aussi vive, c'est que la victoire de l'opposition en 1986 semble désormais considérée comme inéluctable. Dès lors, il est possible aux uns et aux autres d'intégrer le glissement de leur électorat vers la droite et de tenter de faire pièce à M. Le Pen sur son propre terrain. Ce sont les voix du Front national que l'on veut récupérer, chacun à sa manière, en faisant porter le débat sur les questions de société, avortement ou peine de mort.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 8.)

LES NOUVEAUX RETRAITÉS

Lire page 10 les articles de ROBERT SOLÉ : « Vieillesses sans âge » et de JEAN-LOUIS BEMER : « Les limites du bénévolat en Lorraine »

AU JOUR LE JOUR

Président

La France est un pays fort riche. Trop riche même en présidentiables. Côté socialiste, il y a MM. Mitterrand, Fabius, Mauroy, Rocard, Delors... Du côté de la droite, la troïka des opposants est riche d'espérances, d'expériences et de personnalités : MM. Barre, Chirac et Giscard d'Estaing luttent au coude à coude.

Mais la France hésite à faire son choix parmi tant de prétendants et tant de prétentions. Les popularités se croisent et s'entrecroisent dans les sondages, traduisant un trouble profond.

Lundi, enfin, on a appris avec soulagement qu'une solution existe. Les Français voteraient pour M. Reagan s'il se présentait à leurs suffrages. Or, dans quatre ans, M. Reagan sera disponible.

BRUNO FRAPPAT.

« Le Monde » et la télématique

Après quelques autres organes de presse, mais avant tous les autres pour ce qui est de l'importance et de la diversification des produits qui seront offerts au public, *le Monde* se lance dans la télématique.

Dans les mois qui viennent, et en tout cas avant la fin de 1985, plusieurs services entièrement nouveaux seront accessibles aux lecteurs du *Monde* – et aussi aux autres – qui disposent dans leur entreprise ou à domicile d'un micro-ordinateur ou d'un simple terminal Minitel :

– d'une part, la lecture en texte intégral de tous les articles publiés dans *le Monde*, sur appel de n'importe quel mot figurant dans ce texte ;

– d'autre part, et en complément, un fichier signalétique et analytique des mêmes articles, élaboré par M[me] Degez et par les services de documentation et d'informatique du *Monde* et qui fonctionne en usage interne depuis dix-huit mois.

L'intérêt de ces deux services, qui seront en temps utile complétés par une banque de données de type « événementiel », enregistrant les principaux faits de l'actualité nationale et internationale, n'échappera à personne. Qui n'a pas eu ou n'a pas en permanence, dans son travail, pour ses études ou par simple intérêt personnel, à déployer de longs efforts pour retrouver la date d'un fait, une séquence d'événements, telle ou telle « petite phrase » de nos hommes politiques, en fouillant longuement dans une masse de documents imprimés ? L'informatique devait tôt ou tard révolutionner le travail documentaire, mais encore fallait-il forger un instrument cohérent, adapté aux besoins de chacun.

ANDRÉ LAURENS.

(Lire la suite page 17.)

Un entretien avec M. Lansana Conté
chef de l'Etat guinéen

LIRE PAGE 6

commentaires

Le Monde

Le nom du père

AIMEZ-VOUS Ronald Reagan ? Alors vous êtes libéral. De ce côté-ci de l'Atlantique, bien entendu, parce que, de l'autre, c'est l'homme qui a chassé les libéraux. Avatars du vocabulaire et trahison de la traduction.

Ce que vous ne dites pas, c'est que Reagan, c'est le père. Pas besoin d'une psychanalyse de bazar pour le comprendre. C'est le père modèle 1884, modifié 1984 grâce à la télévision et à l'art tarifé de fabriquer une image.

Le père sévère, mais juste. Le père qui forme le caractère, dit à ses enfants : « Débrouillez-vous », ce qui remplit de fierté les forts ou ceux qui se croient tels. Tant pis pour les autres, les gens à problèmes. Leur malheur vient souvent de leur paresse et, pour certains, de ce qu'ils pensent trop, ce qui nuit à cette virilité dont Reagan, frère puîné de John Wayne est le symbole.

Reagan, c'est le père qui prêche la morale de l'effort individuel et laisse de côté cette morale de la solidarité si lassante à la longue et si culpabilisante.

Le père qui a des idées simples : quel repos pour l'esprit dans un monde compliqué !

LES Français ont fait une cure avec de Gaulle. Mais c'était un père ambigu, inquiétant, difficile à situer et qui constamment vous lançait d'un coup de barre dans une nouvelle tempête. Exaltant, parfois, fatigant la plupart du temps. De Gaulle, au fond, c'était le contraire de la sécurité.

De toute façon, le temps de la jeunesse est terminé : elle n'en finissait pas de tout remettre en cause. Reagan, lui, on sait où il va, ce qu'il veut. Et, pour le moment, ça marche. Derrière son drapeau et avec l'aide du Seigneur et des caméras.

Ainsi va le monde. Il lui faut de temps à autre des vieillards-paratonnerres pour éviter de songer aux orages. Le prix à payer c'est la multiplication des enfants inadaptés. C'est aussi l'irresponsabilité dans tout ce qui n'est pas la vie quotidienne et les batailles pour l'argent. Le prix à payer, pour avoir un père, c'est l'infantilisme.

JEAN PLANCHAIS.

INVITÉE

Pourquoi les Français aiment Reagan

Un entretien avec Flora Lewis, éditorialiste de politique étrangère du « New York Times »

● Il y a deux ans, une majorité de Français (51 %) *avaient une mauvaise opinion* des Etats-Unis. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 38 %. Quant à ceux qui ont une bonne opinion, leur pourcentage est passé de 30 % à 40 % (1). Etes-vous surprise *de cette évolution* ?

— Non. En novembre 1982, les Etats-Unis étaient en pleine crise, et le nombre de chômeurs était à son maximum. Ce n'est qu'en 1983 que l'économie a commencé à remonter, et c'est aussi à ce moment-là que Reagan a engagé les négociations avec l'Union soviétique. En deux ans, les choses ont eu l'air de changer. Je dis « ont eu l'air », parce que je n'y crois pas, mais la majorité des Américains y croient. Les Français aussi, c'est normal.

● Les Français pensent que les relations franco-américaines n'ont guère changé depuis 1981.

— Ils se trompent. Les relations se sont améliorées sous Giscard d'Estaing. Mitterrand les a améliorées encore davantage. Il ne joue pas les petits jeux de Giscard d'Estaing, comme le voyage à Varsovie. Giscard d'Estaing croyait nécessaire *de garder certaines touches d'anti*-américanisme. Mitterrand n'a pas ce besoin. Au contraire, avec les communistes au gouvernement, il a dû montrer qu'il n'était pas prosoviétique.

● Ils se divisent tout de même selon les clivages politiques traditionnels...

— Ce qui me frappe, c'est la relative homogénéité des réponses. L'opinion est assez unitaire. Bien sûr, les communistes sont plutôt *anti-américains* et les sympathisants du RPR plutôt pro-américains. Mais les différences ne sont pas très grandes. La gamme est moins vaste qu'on pouvait s'y attendre. Il est intéressant de noter que les communistes croient à l'aide militaire des Etats-Unis et la jugent souhaitable. Quant aux néo-gaullistes (car je n'appelle pas le RPR un parti gaulliste), ils forment bien le parti de la droite. Peut-être aussi certains trouvent-ils en Reagan *le* nationalisme qu'ils admi*raient en* de Gaulle.

● Une majorité de Français considèrent que l'influence de la culture américaine n'est pas excessive. Est-ce le signe d'une « américanisation » de la France ?

— Depuis la guerre, on a tendance, en France, à dire « américanisation » quand au fond il s'agit de « modernisation ». Les grandes surfaces, ce n'est pas américain, la voiture, ce n'est pas américain, le fast food, ce n'est pas particulièrement américain. Le discours de Jack Lang à Mexico, en 1982, était tout à fait caractéristique du dogmatisme des intellectuels de gauche en France. Il reflétait la pensée des intellectuels de gauche des années 60. On trouve *le rayonnement français naturel*, on ne parle pas de « francisation », mais on juge antinaturel un rayonnement fondé notamment sur la capacité d'invention des Etats-Unis. Le monde est perméable, les influences circulent, et la question même de l'américanisation traduit une sorte de complexe, en même temps qu'une nostalgie du dix-huitième siècle, de l'époque où le français était la langue diplomatique. Mais elle n'était parlée que par une petite élite, alors que, aujourd'hui, une grande partie de l'Afrique est francophone !

● Les Français voteraient plutôt pour Reagan que pour Mondale. Pourtant ils ne veulent pas du reaganisme en France. Comment expliquez-vous cette contradiction ?

— On ne juge pas un chef d'Etat étranger sur sa politique intérieure. C'est ce qui explique aussi l'affection des Français pour Nixon. Ce qu'on apprécie en Reagan, c'est cette image de confiance, l'image d'une Amérique qui n'est pas maussade, *un peu comme une projection* de l'image gaulliste. Quant à appliquer en France la politique de Reagan, ce n'est pas pensable. Même un gouvernement d'extrême droite ne pourrait pas le faire.

● Croyez-vous que la tradition de *l'anti-américanisme* soit morte en France ?

— Ce sentiment n'est pas profond. Je n'ai jamais trouvé que les Français soient anti-américains. Pour eux, c'est plutôt une façon de se faire valoir, un test. De Gaulle leur a appris à se *définir* contre les Américains. Comment sait-on que la France est indépendante ? Parce qu'elle s'oppose aux Etats-Unis. Il y a des moments où c'est possible, quand il n'y a pas de risques, et d'autres où ce n'est plus souhaitable, en période de crise internationale, comme aujourd'hui, où les Français ont pris conscience de l'évolution militaire soviétique.

● Apparemment les Français sont même plus « reaganiens » que les autres *Européens*...

— *Cette* préférence est à rapprocher de leur attitude sur le pacifisme et le neutralisme. Les Français croient au mythe de la défense nationale, de la sanctuarisation. Bien sûr ils *n'y croient* qu'à *moitié*, et, *dans le fond*, ils *savent que ce n'est* pas vrai, mais cela les met plus à l'aise. Les neutralistes, les pacifistes ont peur des Soviétiques. La France a un peu moins peur.

Propos recueillis par
THOMAS FERENCZI

(1) Sondage *le Monde*-Antenne 2-SOFRES (*le Monde* du 6 novembre).

LES INDES



COURRIER

L'agriculture française et le tiers-monde

M. Debatisse, ancien président de la FNSEA, député européen, nous a adressé la lettre suivante :

Dans son éditorial du mercredi 17 octobre 1984, *le Monde* a bien voulu faire référence à mon ouvrage *le Projet paysan.* L'auteur a jugé suffisant de s'appuyer sur une citation pour en conclure que mon approche de la question du développement des pays du tiers-monde se réduisait à l'idée de « *vendre* », autrement dit à préserver les égoïsmes économiques des paysans occidentaux. Je m'étonne que l'auteur de cet éditorial m'ait prêté une pensée *aussi caricaturale.*

M. Debatisse cite ensuite de longs passages de son livre. La fin du paragraphe dont nous avons cité des extraits se terminait ainsi :

« Il est temps de ne plus jouer les naïfs. Il nous suffit de vouloir vendre et de copier quelques-uns des procédés des autres : pourquoi pas l'équivalent d'un mini-plan Marshall dans les zones que nous choisirions ? »

Dans ce même ouvrage, M. Debatisse écrivait :

« La question qui se pose à nous, *formidable, nouvelle,* peut s'exprimer de la façon suivante. Est-il possible de marier l'exportation de produits, d'entreprises modernes et celle d'un modèle de développement greffé sur les pratiques traditionnelles ? Pour la plupart des experts, le mariage semble impossible. Je n'en suis pas aussi certain qu'eux. Là encore, mes rencontres avec les responsables égyptiens et marocains, tout particulièrement, m'ont donné le sentiment que quelque chose était possible. Peut-être peut-on marier la conquête extérieure des marchés et la formation de responsables agri*coles capables de déclencher* des processus d'évolution dans des groupes sociaux apparemment étrangers à toute modernité ?

« J'entends d'avance l'objection suprême. A supposer que ce pari puisse être gagné, nous allons former nous-mêmes nos concurrents de demain. En effet. Je pars du principe tout simple qu'il ne faut gâcher ni un homme ni 1 hectare de terre. Il me semble que tous ceux qui produisent sont moins mes concurrents que mes associés. »

« Pour conclure, *écrit M. Debatisse dans sa lettre*, « je rappelle que la FNSEA, dont j'ai été le président, a toujours insisté sur l'action simultanée de la vente des produits et de l'aide au développement. C'est pourquoi elle a créé l'association AFDI, dont l'objectif consiste à organiser *des échanges durables entre agricul*teurs français et agriculteurs du tiers-monde. Ces expériences locales de développement, bénéfiques aux uns et aux autres, devraient être démultipliées et amplifiées. Pays de vieille agriculture et pays d'agriculture nouvelle, la France a, sur ce point, une responsabilité qu'elle se doit d'acquitter ! »

« Furies dangereuses »

A propos de l'incarcération de Paula Jacques... si le simple fait *de vivre avec un homme qui se* place hors la loi et de ne pas le dénoncer constitue un délit, alors il existe en France des milliers de délinquantes. Ne serait-ce que toutes celles, ou presque, dont le mari, l'amant, le fiancé, le petit ami et — pourquoi chipoter ? — le père, le *frère*, le *fils*, le *copain*, le voisin de palier, ont été, sont ou seront en prison et qui leur ont conservé leur amour, leur tendresse et leur soutien au lieu de les dénoncer. Toutes celles qui ont choisi de « s'associer » (ou de rester « associées ») à des « malfai*teurs* ». *Toutes ces furies dange*reuses qui, comme Paula Jacques, mettent gravement en péril la sécurité du pays.

A. L.
(Maisons-Alfort).

La sincérité des antimilitaristes

J'ai lu dans *le Monde* du 27 octobre dernier un article intitulé : « Objecteurs : M. Hernu en désaccord avec Amnesty International. » En tant qu'ancien demandeur du statut d'objecteur de conscience et membre de l'Union pacifiste de France, je ne peux rester sans réagir à son contenu.

Notre très militariste ministre des armées n'a que faire de la sincérité des antimilitaristes. Le maintien de la durée du service civil à deux ans a une raison et une seule : empêcher que l'objection ne prenne trop d'importance.

Le nombre des objecteurs augmente ? Si on prenait des proportions inquiétantes pour l'armée ou son ministère de tutelle, on le limiterait, c'est aussi simple que cela. C'est, du reste, le chemin qu'on prend en Allemagne fédérale, où *la militarisation* va bon train.

Il s'avère donc que la « libéralisation » du statut est une bonne opération pour le ministère et surtout pour l'armée, puisqu'elle a pour effet de mettre à l'écart du contingent les éléments perturbateurs, sans remettre le moins du monde la politique militaire française en question.

Certains objecteurs et insoumis totaux l'ont bien compris, qui refusent l'offre qu'on leur fait si généreusement de faire quelque chose de plus constructif (et alléchant) qu'un an comme bidasse.

Ainsi, le refus de tout service est bien l'affirmation d'une conviction quant à la militarisation de notre société et de la planète.

PHILIPPE LE CLERRE
(Arpajon-sur-Cère).

Devon et Cornouailles

« Jeudi M. Mitterrand se rendra en Cornouailles, à Dartmouth » (*le Monde* du 23 octobre). Hélas ! non. Et j'espère que M. Mitterrand aura lu *le Midi Libre*, qui a raison et situe Dartmouth dans le Devon — sinon, il risque de susciter la même réaction que si S.M. la reine, à Cherbourg, se félicitait d'être en Bretagne.

Pardonnez ma pédanterie. Il est agaçant que les pays étrangers aient de la géographie ; depuis longtemps je ne corrige plus mes amis anglais qui pensent que le mont Blanc est en Suisse, Montpellier en Provence, etc.

JOHN HARRIS
(Clermont-l'Hérault).

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Laurens, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Directeur de la rédaction :
Thomas Ferenczi.



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

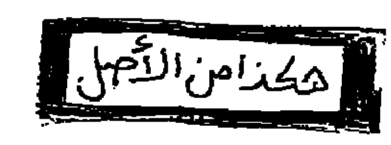
	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. — SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 500 l. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; Yougoslavie, 110 nd.



Le Monde

étranger

LES ÉLECTIONS AUX ÉTATS-UNIS

Les oubliés de la course à la Maison Blanche

Pour la plupart des électeurs américains, le choix pour la Maison Blanche se limite à un duel entre le président sortant, M. Reagan, et son adversaire, le démocrate Walter Mondale. Cependant, selon un décompte non officiel, seize autres candidats représentant quinze partis différents, sur un total d'environ deux cent vingt postulants au départ, figurent sur les listes électorales d'un ou de plusieurs des cinquante Etats américains.

Parmi les candidatures folkloriques, qui ont été écartées, on relève les noms de deux détenus, ayant en tête de leur programme... la réforme du système pénitentiaire. Un autre personnage, M. Philip Baker, du Kentucky, promettait la Lune à ses concitoyens, en voyage organisé, bien sûr, tandis qu'un habitant du New-Jersey se proposait, lui, de distribuer dix mille dollars à chaque Américain.

Les oubliés de la course à la Maison Blanche ? Il y en a pour tous les goûts : du Parti libertarien, une formation de droite, au Parti communiste, en passant par les prohibitionnistes et le Parti du monde des travailleurs, qui se paie même le luxe de présenter deux candidats au poste de chef de l'exécutif. Tous ou presque – M. Gus Hall, le chef du PC, fait exception – partagent, cependant, un point de vue : M. Reagan et M. Mondale, c'est bonnet blanc et blanc bonnet.

A droite...

A l'extrême droite de l'échiquier, on trouve M. Delmar Dennis qui défendra les couleurs du Parti américain (American Party) dans six Etats. Pour ce directeur d'une maison d'édition de Pigeon-Forge, petite ville du Tennessee, l'administration est trop tentaculaire, coûte trop cher et outrepasse ses prérogatives.

Même philosophie chez M. David Bergland, qui représentera le Parti libertarien et veut de surcroît réduire les interventions des Etats-Unis à l'étranger. Pour cet avocat de quarante-neuf ans de Costa-Mesa, en Californie, la différence entre M. Mondale et M. Reagan, explique-t-il, est celle qu'il y a entre *« un socialiste honnête »*, et un homme qui *« affirme ne pas être socialiste alors qu'en réalité il en est un »*.

Un autre candidat conservateur prône le retour à la prohibition de l'alcool, supprimée par un amendement à la Constitution fédérale en 1933. C'est M. Earl Dodge, représentant du Parti de la prohibition, qui, comme M. Dennis, est inscrit dans six Etats.

Toujours à droite, le plus bruyant des prétendants marginaux à la Maison Blanche est un économiste de la Nouvelle-Angleterre, M. Lyndon Larouche, qui, à grands renforts de dollars, a acheté des spots de trente minutes aux heures de grande écoute sur les principales chaînes de télévision.

M. Larouche, un ancien trotskiste, qui se présente comme « indépendant », est l'avocat d'un nouvel ordre économique international et de la suppression des sociétés multinationales. Il y a quelque temps, il avait qualifié l'ancien secrétaire d'Etat, M. Kissinger, d'*« agent secret des communistes »*. Le magazine *New Republic* lui prête des facilités d'accès à un niveau élevé auprès des responsables de la CIA.

... et à gauche

A gauche, le Parti communiste prosoviétique présente à nouveau la candidature de son secrétaire général, M. Gus Hall, soixante-quatorze ans. Comme en 1980, la colistière de M. Hall sera Angela Davis, la militante noire des années 60, âgée aujourd'hui de quarante ans. Le PC américain est présent dans vingt-deux Etats, ainsi que dans le district de Columbia, la circonscription de la capitale fédérale. L'équipe Gus Hall-Angela Davis n'avait obtenu que 0,05 % des voix en 1980.

Toujours à gauche, M. Dennis Serrette, quarante-quatre ans, candidat noir représenté dans trente-trois Etats, défend les couleurs d'un Parti de l'alliance indépendante (Independant Alliance Party). Cet agent des télécommunications, né à Harlem, a repris à son compte plusieurs thèmes du programme du Révérend Jackson, le candidat noir qui avait disputé à M. Mondale l'investiture du Parti démocrate.

On trouve aussi, à gauche, une candidate féministe de Virginie, mère de deux enfants, Mme Sonia Johnson, quarante-huit ans, qui défendra les couleurs du Parti des citoyens (Citizens Party). Adepte des mormons, Mme Johnson a été excommuniée de cette secte religieuse pour avoir défendu avec vigueur l'adoption d'un amendement à la Constitution fédérale sur l'égalité des droits entre les hommes et les femmes et s'être enchaînée pour manifester ses idées aux grilles de la Maison Blanche. – *(AFP, Reuter, UPI.)*

A LA VEILLE DU SCRUTIN

M. Tchernenko a dénoncé de nouveau « l'objectif délirant des Etats-Unis »

De notre correspondant

Moscou. – A la veille de l'élection présidentielle américaine, M. Tchernenko a choisi de répéter encore une fois ce qui constitue le *leitmotiv* de ses discours de politique étrangère depuis son accession au pouvoir. *« Si la situation dans le monde suscite une inquiétude, la responsabilité en incombe entièrement et complètement à la réaction impérialiste animée par les Etats-Unis. Ce sont précisément eux et leurs alliés qui poursuivent l'objectif délirant de parvenir à la suprématie militaire sur les Etats socialistes. Nous ne pouvons naturellement pas le tolérer et nous ne le tolérerons pas »*, a déclaré lundi 5 novembre le chef du PC soviétique devant des responsables des organisations de jeunesse des pays socialistes réunis à Moscou.

M. Tchernenko n'avait certainement pas l'illusion qu'il serait entendu outre-Atlantique en un tel moment ni qu'il influerait en quoi que ce soit sur le scrutin. Il a sans doute voulu seulement marquer l'événement et prendre date.

La légère amélioration des relations soviéto-américaines constatée depuis le voyage de M. Gromyko aux Etats-Unis, fin septembre, n'a guère abouti jusqu'à maintenant qu'à des résultats de pure forme. Les contacts diplomatiques normaux ont seulement repris à un rythme un peu plus soutenu. Le secrétaire d'État américain M. Shultz a eu un entretien avec le président du conseil soviétique, M. Tikhonov, à l'occasion des funérailles d'Indira Gandhi.

La surprise provoquée par les anciennes déclarations du président Reagan à propos de l'*« empire du mal »* est loin d'être oubliée. Les dirigeants soviétiques qui pensaient avoir une sorte de monopole en matière de lutte idéologique ont été pris de court par les discours manichéens de M. Reagan. Dans un long article à paraître dans la revue théorique *Kommounist*, M. Boris Ponomarev, membre suppléant du bureau politique et secrétaire du comité central, estime que la polémique n'a pas cessé. *« Ces derniers temps les politiciens et les idéologues impérialistes ont recours de plus en plus souvent (...) aux spéculations sur la morale et les valeurs éthiques. Ils affirment que la société et la politique extérieure soviétiques sont « amorales »* écrit M. Ponomarev. Selon l'auteur qui dénonce cette *« hypocrisie »*, l'amoralité est, bien entendu, du côté de l'*« impérialisme américain* [qui] *pratique une politique de force, accélère la course aux armements nucléaires, augmente fabuleusement le budget militaire, et se lance dans la « guerre des étoiles »*.

M. Tchernenko, qui a consacré une grande partie de sa vie à l'« agit-prop » a encore enfoncé le clou devant les responsables des organisations de jeunesse des pays socialistes. *« Nous ne pouvons pas ignorer la guerre psychologique massive déclenchée par les milieux impérialistes contre les pays du socialisme »*, a déclaré le secrétaire général. Il faut *« utiliser pleinement »* le Komsomol (l'organisation qui regroupe la majorité de la jeunesse soviétique) *« pour éduquer les jeunes sur le plan idéologique, politique et moral »*. Déjà, il y a quelques mois, le comité central avait insisté sur la nécessité d'insuffler aux jeunes *« l'amour de la patrie et la haine de ses ennemis »*. *« Contrairement à ce que font croire nos ennemis, il n'y a pas de phénomène de crise dans la jeunesse »* et les Soviétiques peuvent être *« fiers »* de la jeune génération, a ajouté lundi M. Tchernenko.

DOMINIQUE DHOMBRES.

M. Ronald Reagan donné largement vainqueur

(Suite de la première page.)

Vivant symbole de l'orthodoxie monétaire, cet ancien fonctionnaire démocrate du Trésor, en provoquant volontairement une récession de l'économie à partir de 1980 pour réduire l'inflation, avait partiellement contribué à la perte de celui qui l'avait nommé à ce poste, M. Carter. La reconduction dans ses fonctions en juin 1983 de cet homme intraitable, plus sensible aux exigences du long terme – rigueur monétaire et dollar fort – qu'aux sollicitations immédiates – gonflement des liquidités et distribution des crédits au service d'une reprise rapide, – fut assurément, de la part de M. Reagan, une décision avisée, dénotant autant de sagesse que de prudence. Après avoir atteint le fond en novembre 1982, la machine économique avait déjà commencé à repartir depuis le début de l'année 1983, mais le maintien de M. Volcker marqua, à n'en pas douter, un tournant, dans la mesure où se manifestaient de la sorte une continuité et une volonté.

Dès son entrée en fonctions à la Maison Blanche, l'ancien gouverneur de Californie avait, à dire vrai, manifesté par ses orientations et quelques formules choc qu'il fallait se garder de ne voir en lui qu'un vieil acteur un peu cabot et dilettante. Des slogans ? Dans son discours inaugural, le nouvel élu déclare : *« Le gouvernement* (c'est-à-dire l'Etat) *n'est pas la solution à nos problèmes. Le gouvernement est le problème. »* C'est non seulement le dos tourné à l'idéologie rooseveltienne du New Deal, mais à cinquante ans de consolidation et de perfectionnement de l'Etat-providence.

Des principes simples

Les principes ? Ils sont simples : il faut moins d'impôts, moins de dépenses fédérales et moins de réglementations administratives. Le résultat doit être une limitation de la taille et de l'influence du pouvoir fédéral. Car, – en bonne logique reaganienne, et historique – ce n'est pas le gouvernement qui a créé les Etats fédérés et devrait en tirer profit en les maintenant sous sa férule, mais les Etats qui se sont dotés d'un gouvernement et sont donc, de ce fait, en droit de le contrôler.

Aussitôt dit, aussitôt fait. M. Reagan est à peine installé dans le bureau ovale qu'il présente un programme de redressement économique en rupture avec le budget, en cours, de son prédécesseur : au cours des trois prochaines années, les impôts doivent subir un abaissement de 30 % et les dépenses publiques connaître une réduction drastique. La seule exception concerne la défense nationale à laquelle, sur cinq ans, 1 600 milliards de dollars devront être affectés. En 1984, l'augmentation réelle des dépenses militaires aura été de 40 % par rapport à 1981, le budget de la défense frisant dans la dernière loi de finances adoptée par le Congrès avant de se séparer le mois dernier, les 300 milliards de dollars.

Les réticences de la Chambre des représentants, où les démocrates après les élections de novembre 1982 renforceront leur majorité, amèneront des aménagements au plan présidentiel. L'essentiel, toutefois, sera maintenu : au lieu d'être de 30 %, la diminution des impôts sur le revenu des personnes et des entreprises ne sera que de 25 %... Les députés essaient de sauver ce qu'ils peuvent dans les coupes sombres de l'administration dans les dépenses sociales. Le choc n'en est pas moins rude : réduction de la durée des indemnités de chômage, suppression des « Food stamps » (bons d'alimentation) pour toute une série de catégories de personnes, suppression des repas scolaires gratuits, etc., alors même que le nombre officiel de pauvres, selon les critères américains, (environ 10 000 dollars par an pour une famille de quatre personnes) ne cesse d'augmenter : ils étaient 25 millions en 1981, ils sont 35 millions en 1984. Les minorités sont le plus durement touchées : le taux de pauvreté atteint 28,4 % de la population hispanique en 1983 et 35,7 % des Noirs (globalement, ce taux est de 15,2 %).

Les dégâts de la politique ainsi mise en œuvre, dont l'un des credos est la déréglementation et la mise au régime sec des fonctionnaires (et des douze mille contrôleurs aériens licenciés collectivement en août 1981 pour fait de grève) ne sont pas seulement de nature sociale. Les réductions des rentrées fiscales conjuguées au programme massif d'armement creusent rapidement le déficit budgétaire, maintenant ainsi les taux d'intérêt à un niveau élevé, compte tenu surtout de la baisse de l'inflation. Simultanément, la surévaluation du dollar attire sur le marché des produits étrangers en quantité croissante, provoquant à partir de 1983 une dégradation accentuée de la balance commerciale. A la fin de 1984, le déficit des échanges devrait avoir quintuplé par rapport à 1980.

Si, en matière économique, M. Reagan a été immédiatement en mesure d'appliquer les principes qu'il proclamait, il en est allé différemment en ce qui concerne ses convictions morales. Qu'il s'agisse de l'interdiction de l'avortement, du rétablissement de la prière à l'école, des limitations au *busing* (le ramassage scolaire destiné à lutter contre la ségrégation scolaire), les intentions présidentielles en sont, pour l'essentiel, restées au stade du discours, au grand dépit de l'extrême droite qui ne le cache pas. C'est, assurément, en ces domaines qu'un deuxième mandat de M. Reagan pourrait lui donner le temps de concrétiser ses idées.

Remontée en puissance

La volonté de remontée en puissance que reflète le succès de l'idéologie reaganienne devait immanquablement se traduire, sur le plan extérieur, par une politique de fermeté. L'Amérique est de nouveau debout, le monde entier n'a qu'à bien se tenir. Les premiers à faire les frais de ce discours « musclé » sont, évidemment, les Soviétiques. D'emblée, M. Reagan retrouve les accents oubliés de la guerre froide. Accusés d'alimenter le *« terrorisme international »*, les Russes sont, entre autres gracieusetés, qualifiés par le chef de l'autre superpuissance de *« menteurs »* et de *« tricheurs »*. Moscou, bien sûr, réplique sur le même registre.

La grande affaire, cependant, qui va occuper pleinement les Etats-Unis et ses alliés occidentaux jusqu'à la fin de 1983, c'est la riposte au déploiement par les Soviétiques des SS-20. Un dialogue finit par s'engager. M. Reagan, longtemps, s'en tint à l'option zéro : ni Pershing-2 ni missiles de croisière en Europe occidentale, si les Russes démantèlent leurs fusées déjà installées et pointées vers l'Ouest. De propositions en contre-propositions, on semble approcher d'un accord pendant l'été 1982, avec la formule dite de la « promenade dans la forêt » (pas de Pershing-2, 50 à 100 missiles de croisière, contre 75 SS-20 en Europe et 90 en Asie). Les négociateurs s'étaient-ils imprudemment avancés ? L'accord, finalement, ne se fait pas. A la fin de 1983, conformément à la décision de l'OTAN de 1979, les premières fusées Pershing arrivent dans plusieurs pays occidentaux.

De tous les dossiers de politique étrangère, celui-là est sans doute celui où la diplomatie américaine, relayée par celles de ses alliés, à commencer par la France, a remporté le succès le plus net. L'épreuve de force risquée par Moscou s'est terminée à son désavantage. Mais le résultat est qu'entre les deux grandes puissances les ponts sont désormais coupés. Il faudra attendre les dernières semaines précédant le scrutin présidentiel pour que M. Reagan rencontre, enfin, en la personne de M. Gromyko, un dirigeant soviétique de haut rang.

En Amérique centrale, autre dossier prioritaire pour Washington, si le pire a été évité – M. Reagan a préféré envoyer ses « marines » à la Grenade plutôt qu'au Nicaragua, – les tensions demeurent. Dans un premier temps, l'administration républicaine, faisant passer les considérations humanitaires au second plan, a semblé donner la préférence aux solutions fortes : soutien à un gouvernement salvadorien prisonnier de l'armée, rétablissement des livraisons d'armes au régime militaire guatémaltèque, suppression de l'aide, pourtant très modeste, au Nicaragua, contre lequel la CIA va entreprendre une douteuse opération de minage portuaire condamnée par la Cour internationale de La Haye.

Peu à peu, malgré tout, le réalisme prend le dessus sur l'idéologie. Washington entre en contact avec les rebelles salvadoriens et appuie la tentative de négociation engagée par le président Duarte après son retour au pouvoir au printemps dernier. Par ses pressions sur certains opposants, l'administration républicaine s'efforce d'ôter le maximum de crédibilité aux élections nicaraguayennes. Mais celles-ci, finalement, se tiennent. L'avenir dira si les absents ont eu tort. On peut gager qu'un Reagan réélu « dans un fauteuil » continuera de harceler le régime sandiniste, mais il lui sera maintenant plus difficile de dénier toute légitimité au président Ortega et à ses compagnons.

Déboires au Proche-Orient

C'est en fin de compte au Proche-Orient que l'absence d'une doctrine claire aura le plus fait défaut à l'équipe Reagan. Après avoir envisagé le conflit existant dans cette région dans la perspective d'un *« consensus stratégique »* entre les Etats-Unis, Israël et les pays arabes modérés, Washington est, par la suite, revenu à une approche plus modeste du problème. Le 1er septembre 1982, M. Reagan présentait un plan de règlement, qui avait au moins le mérite d'aborder le problème palestinien et réclamait d'Israël un gel de la colonisation des territoires occupés, ainsi qu'un retrait partiel de Cisjordanie. Mais l'opposition de Jérusalem et, surtout, l'embrasement du Liban contribuaient à remiser au placard ces intentions louables. Victimes de trois attaques terroristes meurtrières, les troupes américaines de la force d'interposition internationale se retiraient finalement sans gloire de Beyrouth. La baisse de prestige des Etats-Unis dans la région ne facilitera assurément pas leur rôle futur dans la recherche d'un règlement.

« Il aboie plus qu'il ne mord », avait-on l'habitude de dire de M. Reagan, lorsqu'il était gouverneur de Californie. A quelques exceptions près – dont l'invasion de la minuscule Grenade est la plus notable –, le jugement s'est vérifié dans l'action internationale du président républicain depuis 1981. Sa politique chinoise en témoigne : l'ancien ami de Taiwan n'a-t-il pas été reçu à Pékin avec tous les honneurs en avril dernier ? Les pays du tiers monde, envers lesquels Washington ne manifeste guère de générosité (réduction de l'aide, gonflement de l'endettement par le jeu des taux d'intérêt), savent, quant à eux, que les morsures de la puissance impériale américaine peuvent être fort douloureuses.

MANUEL LUCBERT.

● *Assassinat du président d'un comité de coopération avec Hanoï.* – Le professeur Edward Cooperman, professeur de physique à l'université de Fullerton (Californie), a été assassiné le 13 octobre par un réfugié vietnamien. Agé de quarante-huit ans, le professeur Cooperman était président du Comité américain pour la coopération scientifique avec le Vietnam. Ce comité a la charge de gérer les crédits du gouvernement des États-Unis destinés à l'échange de chercheurs entre les deux pays et à financer des programmes de coopération.

Quatre ans de « reaganisme » en chiffres

	1980	1981	1982	1983	1984
Chômage (en % de la population active)	7 %	7,5 %	9,5 %	9,5 %	7,5 % (estim. OCDE)
Croissance (évolution du PIB en volume)	–0,3 %	2,6 %	–1,9 %	3,4 %	6 % (estim. OCDE)
Prix à la consommation	13,5 %	10,4 %	6,1 %	3,9 %	4 % (estim. OCDE)
Déficit budgétaire (en milliards de dollars)	60	60	110	195,4	175,3
Balance commerciale (en milliards de dollars)	–25,3	–27,9	–36,3	–69,4	–130 (estimation)
Balance courante (en milliards de dollars)	0,4	4,5	–11,21	–41,6	–90 (estimation)
Le dollar (moyenne annuelle en francs)	4,22	5,43	6,57	7,62	8,61 (10 prem. mois 84)

A considérer les tableaux que nous publions et qui concernent les principaux indicateurs économiques des cinq dernières années, on peut considérer que la politique économique de M. Reagan a pleinement réussi en matière d'inflation, que la croissance, après un « passage à vide » en 1982, devrait atteindre un très haut niveau fin 1984, et que le chômage, très élevé en 1982 et en 1983, revient, en 1984, pratiquement à son niveau de 1980. *Mais* ces résultats, dont les Américains ne peuvent que se féliciter, ont été obtenus en dépit d'un accroissement considérable des déficits (déficit du budget fédéral et déficit des échanges extérieurs), alors que M. Reagan avait justement promis en 1980 de rétablir ces équilibres. Mais il est vrai que *les* déficits commerciaux ont été favorisés par la montée du dollar, dont la valeur, par rapport au franc, a tout simplement doublé en quatre ans.

AMÉRIQUES

Canada

DANS SON PREMIER « DISCOURS DU TRONE »

M. Mulroney a lancé un appel à la réconciliation nationale

De notre correspondant

Montréal. — Le premier ministre conservateur M. Brian Mulroney a présenté lundi 5 novembre à Ottawa son programme de gouvernement en invitant les parlementaires à participer à la *« noble tâche de réconciliation nationale, de renouveau économique et de justice sociale »*.

Dans le discours du Trône lu au Sénat selon la tradition par le gouverneur général, Mme Jane Sauvé, qui représente la reine d'Angleterre au Canada, le chef du gouvernement fédéral a confirmé qu'il accorderait la priorité au redressement économique et à la lutte contre le chômage. Les détails du programme économique ne seront révélés que jeudi par le ministre des finances, M. Michael Wilson.

M. Mulroney a annoncé qu'il avait l'intention de consulter les gouvernements des dix provinces et les agents économiques pour obtenir leur collaboration active dans le plan de redressement économique. *« L'objectif*, a-t-il déclaré, *sera de créer au Canada un nouveau climat plus propice à la prise de décisions économiques. »*

Conformément à ses promesses, M. Mulroney s'est engagé à *« redonner au Canada sa réputation de lieu propice aux affaires »*. Il a présenté une stratégie en trois volets : *« rétablir la responsabilité financière »* par la réduction du déficit budgétaire, *« supprimer les obstacles à la croissance »* et *« favoriser les nouveaux investissements »*.

Les mots *« consensus »* et *« réconciliation »* reviennent à plusieurs reprises dans le discours de M. Mulroney qui a bâti toute sa carrière politique sur le « dialogue ». *« Ce nouveau Parlement*, a-t-il déclaré *nous offre une occasion peut-être unique dans notre histoire de surmonter les différends qui ont pu nous diviser par le passé »*. M. Mulroney faisait surtout allusion aux relations difficiles entre Ottawa et Québec qu'il s'est engagé à améliorer.

Réaction favorable au Québec

Contrairement à son prédécesseur M. Trudeau, le nouveau premier ministre est tout à fait disposé à négocier avec le gouvernement indépendantiste du Québec pour le convaincre de signer la Constitution adoptée en 1981 par les neuf autres provinces. Le gouvernement québécois qui avait bien accueilli l'élection de M. Mulroney a réagi favorablement à *« l'ouverture »* constatée dans le discours du Trône.

Sur le plan international, le premier ministre a annoncé qu'il souhaitait renforcer les relations avec les Etats-Unis (premier partenaire du Canada), car il existe de *« nombreuses possibilités encore inexploitées de collaboration fructueuse »*. Le Canada doit jouer *« à nouveau un rôle actif et constructif sur la scène mondiale »* a affirmé M. Mulroney qui s'est engagé également à renforcer la position de son pays au sein de l'OTAN en assumant *« pleinement les obligations qui lui incombent »* au titre de la défense.

Le discours du Trône a été bien reçu par les gouvernements des provinces, par les milieux d'affaires, et même, curieusement, par certains syndicats qui voyaient encore récemment en M. Mulroney le Reagan canadien. En revanche l'opposition à la Chambre des Communes a sévèrement critiqué le discours.

BERTRAND DE LA GRANGE.

LA VICTOIRE ÉLECTORALE DES SANDINISTES AU NICARAGUA

Le Front entend continuer le « dialogue national » avec l'opposition

Sans attendre les résultats officiels, M. Daniel Ortega s'est, le lundi 5 novembre, déclaré vainqueur du scrutin du 4. Il assurera ses fonctions de président de la République à partir du 10 janvier prochain. Un tiers environ des députés de la prochaine Assemblée, législative et constituante, appartiendront à l'opposition sandiniste. Notre envoyé spécial à Managua rapporte que les autorités révolutionnaires entendent poursuivre le dialogue avec l'opposition, ouvert cinq jours avant le scrutin. Cependant, les *Contras* ont, dès le lendemain de la consultation, levé la trêve qu'ils avaient annoncée : le ministre des communications, M. Enrique Schmidt, a trouvé la mort lors d'un accrochage entre soldats nicaraguayens et rebelles dans le nord du pays.

De notre envoyé spécial

Managua. — Le Front sandiniste de libération nationale a largement remporté les élections générales du 4 novembre. Ce n'est vraiment pas une surprise. A s'en tenir aux derniers résultats officiels connus, les sandinistes obtiendraient de 65 % à 70 % des suffrages exprimés — c'est-à-dire environ dix points de moins que ce qu'ils avaient déclaré escompter.

Ils s'affirment cependant très satisfaits. Le Front installe ses candidats, MM. Daniel Ortega et Sergio Ramirez, à la présidence et à la vice-présidence de la République. Il va contrôler la prochaine Assemblée nationale constituante (avec 60 sièges environ sur 90). L'Assemblée sera présidée par le commandant Nunez (l'un des neuf de la direction nationale du Front). Elle devra rédiger une charte politique renforçant la démocratie qualifiée de *« révolutionnaire »* par le nouveau chef de l'Etat.

Les sandinistes, qui ont réussi à organiser un scrutin dans l'ordre, la discipline et la régularité malgré les conditions difficiles, le peu d'expérience et la guerre, sont sur le point d'atteindre leurs objectifs. Le commandant Bayardo Arce les avait récemment définis à l'occasion d'une rencontre avec les dirigeants du Parti socialiste nicaraguayen (en fait, le Parti communiste prosoviétique) : *« Il s'agit*, disait-il, *de progresser vers le socialisme en utilisant l'arme des élections que l'impérialisme nous impose. »* Les sandinistes expliquent leur score plus faible que prévu par deux considérations : 1) *« Des milliers de militaires engagés dimanche sur les théâtres d'opérations n'ont pas pu voter »*, dit M. Tomas Borge, ministre de l'intérieur ; 2) le peuple est « mécontent » : les dirigeants sandinistes l'admettent pour la première fois. La pénurie, le manque de transports, de médicaments, la bureaucratie. Mais, ajoute M. Tomas Borge : *« Mécontentement ne signifie pas hostilité au sandinisme. »* Cela dit, précise le ministre de l'intérieur, *« nous allons corriger nos erreurs »*.

MM. Ortega et Borge confirment que le *« dialogue national* engagé la semaine dernière avec une trentaine d'organisations politiques, économiques, sociales et religieuses (y compris la Coordination démocratique et les représentants de l'Eglise catholique), *va se poursuivre »*. L'espace de liberté accordé à l'opposition pendant la campagne électorale *« sera maintenu »* ; mais la censure sera toujours appliquée *« pour toutes les informations militaires ou concernant la sécurité de l'Etat »*.

Les dirigeants des oppositions, de l'intérieur et de l'extérieur, se montrent naturellement moins confiants. La Coordination démocratique n'est pas certaine de continuer à participer au *« dialogue »*, et parle d'*« impasse »*. Pour M. Eden Pastora, qui est retourné dans son bout de jungle dans le sud du Nicaragua, *« c'est une farce »*. Et il déplore que M. Brooklin Rivera, chef des Miskitos, ait décidé de négocier avec Managua.

Le taux d'abstention n'est pas négligeable compte tenu du contexte particulier du scrutin. Surtout — et c'est peut-être l'élément le plus intéressant, — deux petits partis, le Parti libéral indépendant — resté sur les bulletins en dépit de la décision de non-participation des dirigeants — et le Parti conservateur démocrate, obtiennent environ 10 % des suffrages chacun. C'est beaucoup. C'est la preuve que les termes de « libéraux » et de « conservateurs » (les partis traditionnels depuis le dix-neuvième siècle) comptent encore. Il est clair maintenant que la Coordination démocratique aurait — même dans les conditions difficiles de campagne qui lui étaient imposées par le gouvernement — remporté un vrai succès. Elle aurait pu capitaliser les voix de tous les mécontents, des indécis et des adversaires du sandinisme.

Elle a laissé passer sa chance — et aussi une chance d'infléchir l'évolution politique au Nicaragua. L'avenir dira si les dirigeants (manifestement divisés sur leur stratégie) de la Coordination démocratique ont eu tort ou raison de céder au *« recommandations »* de leurs amis, notamment des Etats-Unis. M. Virgilio Godoy, dirigeant du PLI, plus habile et plus « politicien » que M. Arturo Cruz, pourrait bien être, demain, le vrai porte-parole de l'opposition intérieure.

Les sociaux-chrétiens de gauche du PPSC ont fait une prestation modeste (environ 5 %) ; ils sont plus proches des sandinistes (par leurs contacts avec l'Eglise « populaire ») que les conservateurs ou les libéraux. Les trois partis d'extrême gauche : le Mouvement populaire d'action marxiste-léniniste (MAP-ML), le Parti communiste du Nicaragua (issu d'une scission du Parti socialiste nicaraguayen) et le PSN (la plus orthodoxe des formations qui se proclament *« communistes »*) ont été laminés : c'est que leurs bases ouvrières sont très faibles. Et, surtout, le Front sandiniste occupe, en fait, déjà l'espace politique qu'ils pouvaient espérer conquérir.

MARCEL NIEDERGANG.

La guerre est le problème numéro un

nous déclare M. Daniel Ortega

De notre envoyé spécial

Managua. — La structure du pouvoir sandiniste ne sera pas modifiée après l'élection d'un président, d'un vice-président et d'une Assemblée de quatre-vingt-dix membres, à la fois législative et constituante, contrôlée par les sandinistes : M. Daniel Ortega nous l'a confirmé à la veille du scrutin à l'occasion d'un entretien au Country Club de Managua, sur la colline où résident maintenant certains dirigeants et des personnalités amies. De cette colline, entourée d'une exubérante végétation tropicale, on aperçoit le lac, couleur de plomb, et les volcans. Puis la ville — sans plan, avec ses herbes folles entre les ruines, ses rues défoncées, — qui a éclaté dans toutes les directions depuis le tremblement de terre de 1972.

« Les militants, dit-il, *doivent appliquer la ligne définie par la direction du Front. Nous sommes la force politique dominante. Le programme mis au point par la direction du Front sera mis en exécution par le prochain gouvernement. De ce point de vue, il n'y aura pas altération des structures de pouvoir. »*

A l'exception de M. Tomas Borge, une sorte de procureur à la Fouquier-Tinville, et de M. Victor Tirado, d'origine mexicaine mais naturalisé nicaraguayen, les commandants de la direction du Front sont jeunes. Depuis 1979, ils ont progressé avec prudence, et parfois avec beaucoup de maladresse dans les coulisses secrètes du pouvoir. Ces très jeunes révolutionnaires, orgueilleux, qui prétendent bâtir un Etat socialiste et révolutionnaire *« pas comme les autres »*, répugnent à admettre leur adhésion au marxisme-léninisme. Ils se réclament plus volontiers de Cesar Auguste Sandino (qui n'était pas communiste) et de leur premier dirigeant Carlos Fonseca. Ils disposent maintenant d'une « légitimité » dont personne ne peut dire l'usage qu'ils en feront.

« Nous ne fermerons pas la porte, répète M. Daniel Ortega, après les autres.

M. Daniel Ortega, comme ses camarades du groupe des neuf, exerce un attrait certain sur la majorité de la jeunesse nicaraguayenne, le plus ferme soutien du régime : un atout important dans un pays où la moitié de la population a moins de vingt ans. On l'a encore vu au dernier meeting de masse, lors de la clôture de la campagne du Front à Managua.

Des dizaines de milliers de militants enthousiastes, garçons et filles, étaient massés sur la place des Héros-et-des-Martyrs, entre le lac sans vie et la cathédrale en ruines. Beaucoup étaient venus en délégation, ou rangés derrière les bannières de leurs ministères ou de leurs organisations. Mais la joie, la ferveur, n'étaient pas feintes. Et, ce soir-là, M. Daniel Ortega a su aussi être tribun. La voix bien posée, il a soudain haussé le ton pour crier : *« Nous devons être prêts à nous battre dans les rues de Managua contre les Américains, avec des fusils, avec des pierres ou avec des machètes. »* Face à cette forêt de drapeaux rouge et noir, dans la rumeur des tambours, il a demandé *« un vote massif »* pour *« la réforme agraire, pour Sandino, pour les volcans et les lacs du Nicaragua, pour son soleil et pour l'amour »*.

Ce vote massif, il l'a obtenu. Pour quoi faire ? *« C'est la guerre*, dit-il, *qui est le problème numéro un. Non seulement parce qu'elle tue de jeunes hommes, mais parce que la moitié de la valeur de nos exportations va à la défense. »*

Dans ce Nicaragua où tout se sait, où les langues sont déliées, où les *bolas* (rumeurs) sont quotidiennes, la manière dont la direction collégiale des neuf commandants travaille est le secret le mieux gardé. Que ces neuf dirigeants suprêmes aient réussi à conserver leur cohésion et leur unité apparente face à l'extérieur est également surprenant. Mais c'est un fait.

La grande affaire, l'obsession pour les commandants, et pour M. Daniel Ortega, c'est la menace d'invasion américaine. Aux Nations unies, le coordinateur de la junte avait précisé que l'attaque aurait lieu le 15 octobre. *« En fait*, dit-il, *j'ai annoncé que le processus commencerait le 15 octobre. Mais il y a plusieurs phases. La première a consisté à déplacer des unités de la FDN vers le sud. Huit cents mercenaires de cette organisation armée se trouvent au Costa-Rica, au sud de Rivas. Des avions les ravitaillent en armements et en matériel depuis la zone du canal de Panama. Pendant la seconde phase, il s'agira pour nos adversaires d'aggraver la tension avec le Costa-Rica, de multiplier les incidents de frontière. Ce plan est toujours en vigueur. Au Honduras, la situation n'a pas changé. Ce pays est devenu une base militaire américaine. En dernier lieu, nos voisins réclameront le soutien et l'intervention des États-Unis. »*

Pourtant, les négociations directes se poursuivent entre le Nicaragua et les États-Unis. Une nouvelle réunion des deux délégations a eu lieu la semaine dernière à Manzanillo, au Mexique. Mais sans plus de succès que les précédentes, assure-t-on ici. Et M. Daniel Ortega précise : *« Nous avons fait savoir aux Américains que nous étions disposés à une démilitarisation réelle, au départ de tous les conseillers militaires étrangers de la région centraméricaine. Mais les États-Unis ont fait une contre-proposition qui se réfère seulement à la présence des conseillers militaires qui n'appartiennent pas à des pays de l'hémisphère occidental. »*

M. N.

De la misère à la présidence

« Mes camarades m'ont choisi parce que j'ai acquis de l'expérience. » M. Daniel Ortega a la voix basse, une élocution rapide, la moustache tombante, l'œil triste derrière les lunettes à grosses montures d'écailles qui lui mangent le visage. Il donne l'impression, au premier abord, d'être timide. Plutôt frêle dans son uniforme vert olive, les épaulettes frappées des étoiles de commandant de la révolution, il a un maintien sans affectation. Il n'a pas le sens des formules à l'emporte-pièce et la brutalité calculée de M. Tomas Borge, le ministre de l'intérieur, ni le brio à la limite de la provocation de Bayardo Arce, autre *comandante*, responsable des relations internationales, l'élégance nonchalante qui plaît aux militantes de Jaime Wheelock. Daniel Ortega semble le plus « neutre » des dirigeants. C'est, en apparence, le « petit poucet » dans ce « groupe des neuf » commandants qui détiennent la totalité du pouvoir et vont continuer à l'exercer.

Et pourtant, le pouvoir peut transformer un homme, et surtout en faire un symbole. L'accession à la présidence de Daniel Ortega est logique. Il était le seul des « neuf » à être également membre de la junte de gouvernement.

Coordonnateur d'un organisme exécutif chargé d'appliquer la politique décidée en commun par les « neuf », sa tâche était, et sera, de réaliser le programme de gouvernement défini par la direction du Front sandiniste. A ce poste-clé, Daniel Ortega a effectivement acquis beaucoup d'expérience, une connaissance solide de tous les dossiers intérieurs et internationaux, et aussi le sens de l'esquive et de la fausse confidence.

M. Daniel Ortega est né le 11 novembre 1945 à La Libertad (département de Chentales), au nord du lac de Nicaragua, dans une famille très modeste. Deux de ses frères sont morts, dit-on, par manque de soins médicaux : une situation banale, aujourd'hui encore, dans les foyers pauvres de ce pays. Pour fuir la misère, la famille Ortega décide d'aller tenter sa chance à Managua. Dans les quartiers misérables de la capitale, Daniel grandit entre la colère et la honte, très influencé par son père, un fervent admirateur de Sandino, le « petit général triste » qui a tenu tête aux troupes américaines, dans les montagnes du Nord, au tournant des années 30.

En 1962, à l'âge de dix-sept ans, Daniel Ortega adhère au Front sandiniste de libération nationale, qui vient de se fonder. Des débuts timides et peu convaincants. Comme ses camarades étudiants, il a bien sûr les yeux tournés vers Cuba, où Fidel Castro consolide sa révolution. Ils rêvent tous de lutte armée, de Sierra Maestra. Ils rédigent des tracts, des feuilles ronéotypées incendiaires qui attirent l'attention de la police de Somoza. En 1963, ils font du militantisme dans les banlieues populaires — sans beaucoup de succès. Tomas Borge, aujourd'hui ministre de l'intérieur, commente avec humour cette période : *« On en était arrivé à réclamer des adductions d'eau et des pavés dans les rues. Heureusement, nous nous sommes réveillés. »*

« Tercériste »

Somoza aussi se réveille. En 1967, il envoie Daniel Ortega au cachot, avec d'autres militants du Front. A l'intérieur, les maquisards développent leurs actions. Ils s'interrogent sur la meilleure stratégie révolutionnaire. La « guerre populaire prolongée » (GPP), thèse défendue par Tomas Borge, est critiquée par les « prolétariens », dont les chefs sont Carrion, Wheelock et Nunez (aujourd'hui membres de la direction nationale des neuf « comandantes » du Front ; ils insistent, eux, sur l'importance de l'action politique de masse. Le Front éclate.

Le 27 décembre 1974, Daniel Ortega sort enfin de prison, grâce à l'action d'un commando révolutionnaire qui a pris des diplomates et des personnalités somozistes en otages le soir du réveillon de Noël. Il se lance alors résolument dans l'action et, avec son frère Humberto, l'actuel commandant en chef de l'armée populaire sandiniste, il fonde la ligne *tercériste* — la troisième voie, — qui tente de faire la synthèse entre les positions des partisans de la GPP et les « prolétariens ».

Les « tercéristes » sont favorables à une stratégie d'alliance avec la bourgeoisie d'opposition. En octobre 1977, ils attaquent Ocotal, Masaya et San-Carlos. En janvier 1978, l'assassinat de Pedro Joaquin Chamorro, directeur de *la Prensa*, par le clan Somoza, sonne l'hallali du régime, en provoquant un mouvement d'insubordination généralisé, la grève, puis un premier soulèvement à l'automne 1978, et enfin l'insurrection du printemps 1979. Somoza tombe le 19 juillet. Daniel Ortega a déjà été choisi par ses camarades de la direction nationale du Front (trois « tercéristes », trois « prolétariens » et trois de la « GPR ») pour être leur « homme » dans la junte révolutionnaire de gouvernement.

Daniel Ortega n'a pas trente-neuf ans. Il est maintenant le numéro un officiel. Il jure que ses relations avec ses camarades de la direction n'en seront pas affectées.

M. N.



AMÉRIQUES

Chili

La démission du premier ministre, M. Jarpa consacre le nouveau durcissement du régime Pinochet

Correspondance

Santiago. – On avait tant de fois annoncé son départ qu'on finissait par ne plus y croire. M. Onofre Jarpa, qui exerçait à la fois les fonctions de ministre de l'intérieur et de chef du gouvernement, paraissait décidé à s'accrocher à son poste contre vents et marées. Le lundi 5 novembre, pourtant, il a présenté sa démission au chef de l'État, le général Pinochet. M. Jarpa aura donc résisté un peu moins de quinze mois. *« Ma tâche est devenue impossible »*, a-t-il déclaré à la presse, les yeux larmoyants. M. Jarpa a reconnu qu'il avait échoué. *« Il faut être réaliste. Nous n'avons atteint aucun des objectifs que nous nous étions fixés. »*

Une réunion qui s'est tenue récemment à Rome entre douze membres de l'épiscopat chilien et un groupe de cent cinquante exilés, parmi lesquels figuraient le dirigeant socialiste Clodomiro Almeyda et l'ex-sénateur communiste Volodia Teitelboim, serait à l'origine de cette décision. *« Lorsqu'on voit des évêques rencontrer les principaux dirigeants du communisme soviétique, il n'y a plus qu'à tirer l'échelle »*, a déclaré le ministre. Les participants avaient sévèrement critiqué le refus du gouvernement de reconnaître le droit pour tout Chilien de vivre dans sa patrie. M. Jarpa ne comprend pas que *« tant de gens s'allient avec les communistes ou adoptent une attitude ambiguë à leur égard... Je suis absolument convaincu que toute entente avec les communistes constitue une erreur terrible du point de vue politique et une grave menace pour notre indépendance »*.

Il est sans aucun doute sincère, ce fervent partisan de la guerre à outrance contre le marxisme : l'attitude de plus en plus hostile de l'Église catholique chilienne à l'égard d'un gouvernement censé défendre les *« valeurs occidentales et chrétiennes »* ne pouvait que désarçonner ce « croisé ».

Mais, si M. Jarpa quitte le gouvernement, c'est avant tout parce que sa politique d'ouverture a complètement échoué. Le « plan Jarpa » visait deux objectifs principaux : en premier lieu, neutraliser l'extrême gauche ; en second lieu, faire en sorte que l'opposition reconnaisse la légitimité du régime en échange d'élections législatives anticipées et d'une réorientation de la politique économique. Il disposait au départ de l'appui des formations politiques modérées et – semble-t-il – d'un secteur important des forces armées.

Le « dialogue » engagé en septembre 1983 avec les dirigeants de l'Alliance démocratique devait pourtant tourner court, et, très vite, le ministre de l'intérieur a cessé d'être considéré comme un interlocuteur valable. L'échec en juillet d'une tentative de regroupement des partis de droite ne fit qu'accroître son isolement.

Dans le domaine économique, M. Jarpa obtint certes, en avril, le départ des « Chicago Boys », ces tenants de l'hyperlibéralisme. Mais l'arrivée au ministère des finances de M. Escobar et à l'économie de M. Collados ne s'est traduite par aucun changement de fond. M. Jarpa n'a guère été plus heureux dans son offensive contre le Parti communiste. Celui-ci est en effet plus actif que jamais, et commence à recueillir les fruits de sa politique unitaire.

Ce que le ministre de l'intérieur n'a pas dit, c'est que le principal responsable de la faillite de cette politique est le général Pinochet.

Si le chef de l'Etat avait fait appel, en août 1983, à l'ex-président du Parti national, ce n'était pas pour libéraliser le régime, mais pour gagner du temps. Le mouvement des *protestas* avait atteint, en effet, son point culminant. Dès le mois d'octobre, il était clair que la marge de manœuvre de M. Onofre Jarpa s'était considérablement réduite. Pourquoi n'a-t-il pas quitté le gouvernement plus tôt ? Sans doute parce qu'il a cru jusqu'au dernier moment que le général Pinochet souhaiterait maintenir au moins l'apparence d'une ouverture.

Après le discours prononcé le 29 octobre par le chef de l'Etat, dans lequel celui-ci avait définitivement coupé les ponts avec l'opposition, la situation de son principal collaborateur civil était devenue intenable.

L'ensemble du gouvernement a présenté sa démission. La logique voudrait que le général Pinochet s'entoure désormais d'hommes prêts à le suivre dans la lutte sans merci qu'il veut mener contre l'opposition.

JACQUES DESPRÉS.

EUROPE

Yougoslavie

LE PROCÈS DES SIX CONTESTATAIRES

Certains accusés mettent en cause la compétence du tribunal

De notre correspondant

Belgrade. – Le procès des six contestataires yougoslaves, MM. Vladimir Mijanovic, Pavlusko Imsirovic, Miodrag Milic, Dragomir Olujic, Gordal Jovanovic et Milan Nikolic, s'est ouvert lundi 5 novembre devant le tribunal départemental de Belgrade, en présence d'une centaine de personnes (nos dernières éditions du 6 novembre), une autre centaine étant devant la porte de la salle d'audience, trop petite pour accueillir tous ceux qui avaient voulu y assister. On remarquait un nombre jamais vu à un procès politique en Yougoslavie de représentants des organisations internationales, notamment d'Amnesty International, de la Fédération internationale des droits de l'homme, du Comité de surveillance des accords d'Helsinki et d'un groupe de députés du parti des Verts de l'Allemagne fédérale, conduit par Mme Petra Kelly. Quinze journalistes étrangers au total avaient obtenu une carte d'entrée, mais certains ne pourront assister aux audiences qu'un jour sur deux.

Le manque de place dans la salle d'audience a donné lieu à de bruyantes manifestations du public, et, devant la cohue qui s'était créée, l'épouse de M. Mijanovic a annoncé que les parents de tous les accusés, solidaires de ceux qui attendaient devant la porte, avaient décidé eux aussi, en signe de mécontentement, de ne pas user de leur droit d'entrée dans la salle.

A leur arrivée dans le palais de justice, les accusés, qui se présentaient en prévenus libres (ils avaient obtenu leur remise en liberté à la suite d'une longue grève de la faim), ont été salués par des applaudissements nourris venant de la foule et par des cris réclamant au président de la cour une salle d'audience plus grande. Ces réclamations sont demeurées sans écho, ce qui a amené M. Mijanovic à déclarer qu'il refuserait sa collaboration à la cour et qu'il ne répondrait pas à ses questions. De son côté, M. Imsirovic a voulu savoir si les cinq juges de la cour étaient membres du Parti communiste et s'ils se considéraient soumis, dans ce cas concret, aux obligations découlant du principe du centralisme démocratique. Dans l'affirmative, a-t-il souligné, les juges ne pourront pas être objectifs, ce qui est contraire aux règles élémentaires de la justice. Enfin M. Milic a demandé que le président, M. Zoral Stojkovic, soit récusé parce qu'il lui avait refusé la photocopie d'un de ses documents saisis par la police, dont il avait besoin pour sa défense. M. Milic a immédiatement distribué le texte ronéotypé de sa déclaration aux représentants de la presse, sous le regard embarrassé du président, qui, visiblement, ne s'attendait pas à ce geste sans précédent d'un accusé politique.

Les questions des trois accusés, qui soulèvent quelques-uns des problèmes fondamentaux de la justice yougoslave, ont provoqué une certaine confusion. C'est elle qui, semble-t-il, a conduit le président à lever la séance une demi-heure à peine après son ouverture et à reporter la suite du procès à ce mardi matin 6 novembre.

PAUL YANKOVITCH.

Pologne

Les suites de l'assassinat du Père Popieluszko

Un colonel de la police politique a été inculpé

Un colonel de la police politique (SB), Adam Pietruszka, a été inculpé, lundi 5 novembre, de complicité d'enlèvement et d'assassinat à la suite du meurtre du Père Popieluszko, pour lequel trois autres officiers de rang inférieur ont déjà été arrêtés et inculpés en tant que responsables. Ces trois hommes sont présumés être les auteurs directs du crime. Le colonel Pietruszka avait été arrêté vendredi 2 novembre – à la veille des obsèques du prêtre – en même temps qu'un lieutenant-colonel, Leszek W..., qui, lui, a été remis en liberté et fait l'objet d'un complément d'enquête. D'autre part, le général Zenon Platek a été suspendu de ses fonctions. Tous ces officiers appartenaient, semble-t-il, à la même section du ministère de l'intérieur, en charge des affaires religieuses.

Lundi également, le professeur Edward Lipinski, un économiste de grande renommée à présent âgé de quatre-vingt-seize ans, membre de l'Académie des sciences et cofondateur du KOR (Comité de défense des ouvriers), a adressé au général Jaruzelski une lettre ouverte par laquelle il lui demande de démissionner de ses fonctions. *« Nous voulons croire*, écrit M. Lipinski, *que ce n'est pas vous, général, qui avez ordonné l'assassinat du Père Popieluszko, mais c'est vous qui en êtes responsable. (...) »* Ce n'est pas *« le premier acte de terrorisme »*, ajoute M. Lipinski : *« Des miliciens ont assassiné Grzegorz Przemyk, l'armée a tiré sur les ouvriers de la Baltique et les mineurs de Wujek, des Polonais ont été tués dans des commissariats et des prisons. Ces meurtres sont accablants pour vous et votre gouvernement. »* Le meurtre du Père Popieluszko, affirme encore le vieux professeur, illustre l'état d'esprit dans lequel sont éduquées l'armée, la milice et la police politique.

Parallèlement, seize anciens membres du KOR et de Solidarité ont dénoncé les attaques lancées par la presse officielle contre cinq militants connus du syndicat, accusés d'être des *« maîtres de la provocation »* désireux d'exploiter l'assassinat du Père Popieluszko. Selon les signataires de ce texte, ces attaques sont du même type que celles qui *« ont créé le climat qui a permis le meurtre du Père Popieluszko. Elles ont pour but d'éveiller la haine, d'aggraver les tensions et l'inquiétude au sein de la société »*.

M. Malcolm Rifkind, ministre d'Etat chargé des relations Est-Ouest au Foreign Office, qui a entamé une visite de quatre jours à Varsovie, s'est rendu dès lundi sur la tombe du Père Popieluszko, où il a déposé une gerbe, au milieu des drapeaux et des banderoles portant les emblèmes de Solidarité. Dans une brève déclaration à la presse, M. Rifkind a souligné que le Père Popieluszko représentait *« des idéaux auxquels le peuple polonais s'identifiait »*, et il a fait part de *« la grande émotion ressentie par le gouvernement et le peuple britanniques »* à la suite de sa mort tragique.

M. Rifkind, qui est le premier membre d'un gouvernement de l'OTAN à se rendre en Pologne (si l'on excepte le cas très particulier du premier ministre grec Papandréou) depuis le coup de force de décembre 1981, a encore expliqué que sa présence en Pologne témoignait de l'intérêt que portait le gouvernement britannique à la restauration d'un dialogue entre le pouvoir et la société polonaise. Il a souhaité que la levée de l'état de guerre et la récente amnistie de la plupart des prisonniers politiques *« soient le prélude à de nouvelles réformes souhaitées par le peuple polonais »*.

En plus de ces déclarations et de ces gestes, clairement destinés à éviter toute mauvaise interprétation de sa venue à Varsovie par l'opinion tant polonaise que britannique, M. Rifkind a déjà rencontré deux anciens conseillers de Solidarité, MM. Geremek et Mazowiecki, ainsi que M. Onyszkiewicz, ancien porte-parole du syndicat. Le diplomate britannique, qui est l'invité d'un vice-ministre polonais des affaires étrangères, M. Ernest Kucza, doit avoir un entretien avec M. Jozef Czyrek, membre du bureau politique. Il doit aussi rencontrer des représentants de l'épiscopat. – *(AFP, Reuter, UPI, AP.)*

● *La Charte 77 réagit à l'assassinat du Père Popieluszko.* – La Charte 77, mouvement tchécoslovaque de la défense des droits de l'homme, a condamné dans un communiqué le meurtre du Père Popieluszko, *« acte de terrorisme et de haine aveugle »* qui provoque *« indignation et dégoût »*. Vivant dans un pays soumis *« aux mêmes destins et systèmes politiques »* que la Pologne, les membres de la Charte, *« ne sont pas disposés à croire que cette opération terroriste, commise par des membres de la police secrète, n'ait pas été inspirée par des forces encores plus puissantes »*. La Charte 77 invite les Polonais à *« ne pas succomber aux provocations ni à la lassitude »*. – *(AFP.)*

DIPLOMATIE

LA VISITE EN FRANCE DU PRÉSIDENT DE LA RFA

MM. von Weizsäcker et Mitterrand prônent le dialogue avec l'Europe de l'Est

La construction d'une Communauté européenne forte sous l'impulsion de la France et de la République fédérale, l'ouverture d'un dialogue avec l'Europe de l'Est, tels ont été les thèmes dominants des conversations qu'ont eues le lundi 5 novembre M. Mitterrand et le président de la République fédérale d'Allemagne, M. von Weizsäcker. Arrivé à Orly en début d'après-midi, le président allemand avait été accueilli par M. Mitterrand, qui l'avait ensuite accompagné jusqu'à sa résidence, l'hôtel Marigny, proche de l'Elysée. Les deux chefs d'Etat se sont ensuite retrouvés pour un dîner à l'Elysée, auquel étaient conviées plus de cent trente personnes.

« Libre et forte, notre communauté pourra poursuivre avec l'autre partie de l'Europe un dialogue que la France veut ouvert, nourri, sérieux, compréhensif, bénéfique pour tous », a notamment déclaré M. Mitterrand. Il a aussi souhaité *« que, au-delà des appartenances diverses sinon antagonistes, demeure sur le continent européen une unité fondamentale, et que partout sur ce continent il soit possible, un jour, d'imaginer un autre langage »*.

M. von Weizsäcker a pour sa part évoqué *« les liens particuliers, familiaux et nationaux, qui unissent les Allemands de l'Ouest à ceux qui habitent dans l'autre Etat allemand » (...) « Comme les Polonais, les Tchèques et d'autres, ils portent la lourde charge de l'Europe divisée, mais ils sont et restent des Européens comme nous »*, a-t-il dit. *« C'est pourquoi nous aspirons à une paix qui permette de surmonter les séparations à l'échelle européenne. »*

AFRIQUE

UN ENTRETIEN AVEC LE CHEF DE L'ÉTAT GUINÉEN

« L'aide de l'étranger ne remplacera jamais l'effort que nous devons consentir nous-mêmes »

nous déclare M. Lansana Conté

Conakry. — Au pouvoir depuis sept mois à Conakry, le colonel Lansana Conté, président du comité militaire de redressement national, s'est montré à ce jour avare de déclarations publiques, assurant consacrer tout son temps à la remise en marche d'un pays ruiné par la dictature de Sekou Touré. Il vient de nous accorder le premier entretien destiné à un organe de presse et de préciser la façon dont il entend s'acquitter de sa mission en y associant le *« maximum de Guinéens »*, car *« l'aide de l'étranger ne remplacera jamais l'effort que nous devons consentir »*.

De notre envoyé spécial

— Monsieur le président, sept mois après le coup d'Etat du 3 avril, quelle est la situation exacte de votre pays ?

— On a du mal quand on est à l'étranger à réaliser dans quelle situation nous nous trouvons. Durant vingt-six ans, la Guinée, ce fut Sekou Touré. Nous n'avions ni courrier, ni téléphone, ni journaux ; il était dangereux de se montrer avec un Européen en public. Nous n'avions pas de contact avec le reste du monde et celui-ci ne connaissait de la Guinée que son président. Lui, il s'exprimait ! Pour parler et pour écrire, il était fort. Et il disait souvent de bonnes choses. Cela a séduit beaucoup de monde, notamment parmi vos compatriotes, et certains y croient encore...

» En Guinée, les illusions se sont vite envolées. La réalité était à l'opposé de ce qu'il disait. Il parlait de démocratie, de mobilisation populaire, toute la population était enrôlée dans les organisations politiques : le Guinéen s'est mis à vivre pour la politique. Il a désappris le travail. On obtenait un poste non parce qu'on était compétent, mais par flatterie ou par délation ; l'avancement se faisait à coup de lettres anonymes ; on détournait les femmes de leur foyer, les enfants du droit chemin ; tout le monde avait peur. Le résultat, c'est un peuple totalement démobilisé qui a perdu le sens de l'initiative et de la responsabilité.

» Les multiples entraves à la libre circulation des hommes et des marchandises, les lourds prélèvements en nature exigés des paysans, ont fait chuter notre production agricole. Les routes, les voies ferrées, le réseau téléphonique, ont été laissés à l'abandon. La Guinée est à construire. Ce pays que l'on dit le plus riche de l'Afrique de l'Ouest est aujourd'hui le plus sous-développé : l'héritage du régime défunt, c'est aussi tout cela.

» A l'étranger on a surtout parlé des détentions arbitraires, du camp Boiro où on laissait mourir les gens de faim et de soif.

» Il y a eu probablement plusieurs milliers de morts. Mais Sekou Touré est responsable de beaucoup plus que cela : un pays à l'abandon, un tissu social détruit, des citoyens passifs... Le plus important pour nous, aujourd'hui, c'est de changer les mentalités, de mettre tous les Guinéens au travail, de leur redonner le goût d'entreprendre, de l'ambition pour eux et pour leur pays.

— C'est une lourde tâche, elle exige une grande cohésion entre vous, un régime stable...

— Je sais que l'étranger nous observe... c'est vrai : nous sommes encore divisés. Le précédent régime nous a laissé cet autre lourd héritage : la désunion entre les Guinéens. Il a joué les ethnies les unes contre les autres, a créé un problème peuhl. Sekou Touré n'était entouré que de gens de sa famille, de son clan ; cela n'a pas empêché sa propre ethnie malinké de beaucoup souffrir de la répression. A sa mort, ses héritiers étaient prêts à s'affronter, les armes à la main ; cela aurait déclenché une guerre civile et peut-être l'éclatement du pays.

» C'est d'abord pour cela que les militaires sont intervenus : pour éviter un bain de sang. Et si le peuple nous a accueillis avec enthousiasme, ce n'est pas uniquement à cause de la liberté retrouvée, c'est parce qu'il attend des militaires qu'ils garantissent la paix civile. Dans tous mes déplacements en province, je sens cette volonté s'exprimer. Ma première ambition est de préserver, de fortifier, cette unité retrouvée.

» Pour la IIe République, tous les Guinéens sont égaux. Nous ne privilégierons dans le choix des hommes que la compétence, l'honnêteté et le travail. Mon premier devoir est de ne tolérer aucune division au sein de l'armée : elle doit montrer l'exemple. Je n'ai pas cherché le pouvoir et je suis prêt, le jour venu, à retourner à ma campagne, mais tant que je serai président, j'assumerai toutes mes responsabilités, et la première, c'est la maintien de notre unité.

« Nous avons besoin de lucidité »

— Quel premier bilan faites-vous de votre action durant ces sept mois ?

— Nous avons entrepris le redressement dans tous les secteurs à la fois. Pour l'éducation, la santé, l'industrie, de grandes conférences nationales se sont déjà tenues. Notre premier examen de passage, ce fut la rentrée scolaire. Grâce à la mobilisation générale des cadres de l'enseignement et au concours de pays amis, je crois que nous l'avons réussie. La tâche qui nous attend reste considérable. Pour la mener à bien, la première chose dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est de lucidité. Nous disons à nos amis de nous critiquer, de montrer du doigt ce qui ne va pas.

» Je sais qu'il y a encore beaucoup à corriger, qu'il se passe chez moi des choses que je n'aime pas. Les habitudes de corruption, de fainéantise, de parasitisme, sont dures à faire disparaître. L'existence pour le sily, notre monnaie, d'un cours réel beaucoup plus bas que le cours légal encourage la spéculation...

» Chez les fonctionnaires, la routine, la paperasserie, les lenteurs administratives, c'est encore un héritage du passé ; nous avons pratiquement conservé tous les cadres de l'ancien régime...

— Pour soigner le malade, vous donnez l'impression de préférer la médecine à la chirurgie...

— Oui, par tempérament et aussi parce que vingt-six années, cela marque profondément les gens : ils ont pris de mauvaises habitudes parce qu'ils ont été trompés. Nous devons améliorer les conditions de leur vie matérielle : une monnaie stable, de bonnes conditions de travail, sans cela, nos discours resteront des vœux pieux. Mais nous savons aussi que les mentalités ne changent pas en un jour. Il faut laisser aux hommes la possibilité de se corriger, garder confiance en eux. Je préfère perdre un peu de temps dans le redressement du pays, mais le faire avec un maximum de Guinéens, parce que, demain, nous aurons besoin de toutes les bonnes volontés.

» Mais le moment viendra où il faudra avoir fait son choix. Ma patience aura des limites : ceux qui n'auront pas évolué s'en apercevront.

— Qu'attend la Guinée de la coopération internationale ?

— Les premières années vont être dures pour nous ; la réforme monétaire va nous imposer des sacrifices. Il nous faut en adoucir les conséquences pour le peuple, qui a beaucoup souffert et qui ne comprendrait pas et n'accepterait pas une chute brutale de son niveau de vie. Le FMI devrait aussi avoir des experts en psychologie des peuples...

» C'est sur ce point que l'aide que nous apportera l'étranger sera déterminante. Mais, à court terme, ce dont nous avons besoin, ce n'est pas uniquement d'aide financière. Il nous faut, en premier lieu, assainir notre maison et, pour cela, savoir où en sont exactement nos finances, nos banques. Je ne déciderai rien sans avoir une bonne connaissance de la situation et des conséquences des actions que nous aurons à entreprendre. Nous avons demandé à la France des experts pour nous aider à étudier tout cela.

» Je dois dire ici combien je suis satisfait des résultats de la visite que vient d'effectuer chez nous votre ministre du développement et de la coopération, M. Christian Nucci. Mais, quelle que soit l'aide que nous apportera l'étranger, elle ne remplacera jamais l'effort que nous devons consentir nous-même : notre richesse, c'est d'abord le travail de nos habitants.

» Les ressources de notre sous-sol ne doivent pas nous illusionner : nous avons besoin d'aide extérieure pour les mettre en valeur. Nous devons mériter la confiance des investisseurs par notre travail, nos compétences.

» Pour pouvoir acheter à l'étranger ce qui est nécessaire à la mise en valeur de nos richesses, il faut exporter davantage, cesser d'importer ce que nous pouvons produire nous-mêmes. Ma priorité aujourd'hui, c'est l'agriculture : je veux que l'année prochaine la Guinée soit autosuffisante en matière alimentaire comme elle l'était avant et pendant la colonisation.

Coopération avec tous

— Monsieur le président, dans cette coopération internationale, quelle est pour vous la place de la France ?

— La Guinée veut être amie avec tous les peuples du monde, quelles que soient leurs options politiques ; nous nous interdisons d'intervenir dans les affaires intérieures des autres Etats et souhaitons développer notre coopération avec tous.

» Mais il est vrai que certains pays sont plus proches de nous par la géographie ou par l'histoire. C'est le cas de la France. Je pense m'exprimer au nom de tous les Guinéens en disant que c'est une grande joie pour nous de renouer avec votre pays des liens étroits.

» Et il ne s'agit pas uniquement de paroles : le choix que nous avons fait d'unifier notre système éducatif à partir de l'enseignement du français et l'aide précieuse que vos meilleurs éducateurs nous ont apportée cet été pour préparer notre rentrée scolaire en sont les premiers témoignages.

— Les militaires sont-ils au pouvoir pour longtemps ?

— Pour le temps qui sera nécessaire ; probablement assez longtemps. Nous n'avons pas le choix : il faut calmer les esprits, donner aux Guinéens le sens de l'effort, de la responsabilité, les mettre au travail, relancer l'économie. Parler de partis politiques dans l'état actuel de délabrement de la société guinéenne, c'est stupide ; je ne veux même pas d'associations : aujourd'hui, elles se constitueraient sur des bases ethniques. Nos priorités sont évidentes, et, pour assurer le redressement national, nous devons être étroitement unis : pourquoi encourager de nouvelles divisions ? Lorsque le pays se sera redressé, de nouveaux choix seront à faire ; les Guinéens seront alors, nous l'espérons, redevenus des gens responsables : dans ces conditions, un débat public pourra être utile au pays : la démocratie telle que vous l'entendez aura alors enfin un sens pour nous.

— Le prochain sommet de l'OUA aurait dû se tenir à Conakry. Vous y avez renoncé. Quelle est aujourd'hui la position de la Guinée envers cette organisation et qu'attend-elle de ce sommet ?

— Ce sommet sera très important pour l'Afrique. Nous sommes face à de multiples et graves problèmes. Saurons-nous nous attaquer sérieusement à ces problèmes ? L'Afrique va-t-elle enfin réaliser que la question la plus importante pour elle est celle du développement économique ? L'enjeu du sommet est là.

» Or, à la veille de son ouverture, on ne parle que du Tchad et du Sahara occidental. Il ne s'agit pas de nous désintéresser de ces régions. Quand des frères africains sont en difficulté, nous devons les aider. Mais, actuellement, c'est l'inverse qui se produit : ces conflits locaux contaminent toute l'Afrique. A cause du Sahara occidental, les Africains se divisent en deux blocs, l'OUA est à la veille d'éclater !

» Nous autres, Etats africains, devrions encourager l'union et non la division, et pour cela nous abstenir d'appuyer un pays au détriment de l'autre. La Guinée se refuse à choisir entre l'Algérie et le Maroc. Elle restera à Addis-Abeba quelle que soit la solution adoptée à propos de l'admission de la RASD. La coopération entre les Etats africains serait meilleure et plus franche si chacun de nous s'interdisait de tolérer sur son territoire toute activité de subversion dirigée contre un autre Etat africain. »

Propos recueillis par
JEAN-CLAUDE POMONTI.

Un « père du régiment »

Installé dans un bureau, au deuxième étage de ce Palais des congrès que Sekou Touré avait fait construire, avant sa mort, pour y recevoir le sommet de l'Organisation de l'unité africaine, M. Lansana Conté, président du conseil militaire de redressement national (CMRN), formé lors du coup d'Etat du 3 avril, a conservé toute sa simplicité. Quelques gardes traînent dans le couloir, et, à l'heure du rendez-vous, il ouvre la porte en personne, grande silhouette en boubou marron et blanc, cigarette à la main. Il s'installe sur un canapé. *« Vous les journalistes,* dit-il en souriant, *vous ne savez que poser des questions. »* Pendant trois heures, cet homme, âgé d'au moins cinquante ans, qu'on dit réservé, qui préfère écouter plutôt que parler, va se livrer au jeu des questions et des réponses, ne se levant que pour aller chercher une canette de bière dans son réfrigérateur ou pour fermer la porte à clé, car il ne veut plus être dérangé.

Le président Conté est un ancien « père du régiment ». Il parle volontiers *« rigueur »*, *« morale »*, *« discipline »*. *« Malheureusement,* dit-il, *nous devons faire de la politique, mais nous la faisons au nom de principes. »* Il n'apprécie pas les écarts de ses collaborateurs. Surtout, cet officier sorti du rang, qui a déjà passé près de trente ans sous l'uniforme et dont Sekou Touré se méfiait — le laissant longuement, de 1975 à 1984, occuper les fonctions sans grand contenu de chef d'état-major adjoint de l'armée de terre, — a visiblement décidé d'être le « patron » de la Guinée. Il a eu tout le loisir de jauger l'état de son pays et de mesurer le mal que Sekou Touré lui a fait.

M. Lansana Conté a des cordes à son arc. Avant de tomber en disgrâce, ce Soussou a été le conseiller de la guérilla de Guinée-Bissau, qui a mené la vie dure, avant l'indépendance, à l'armée portugaise. C'est lui qui, en 1970, avait été chargé d'assurer la protection de Conakry, lorsque des opposants guinéens et des Portugais tentèrent de renverser Sekou Touré. Parmi ses proches collaborateurs, on retrouve plusieurs de ces officiers qui ont vieilli sans promotion, un peu en marge du régime, et qui créèrent la surprise en avril, en écartant de la succession l'entourage du dictateur disparu.

Le président Conté a une idée très précise de ce qu'il veut faire. Il digère vite les dossiers et, s'il laisse à d'autres le plaisir de se mettre en avant, il garde un œil sur toutes les affaires de l'Etat, se prononçant, lui-même, en dernier ressort, sur les questions importantes. Avec lui, ce sont les « anciens » d'une armée marginalisée par Sekou Touré qui ont relevé le défi de la reconstruction du pays. M. Lansana Conté continue de vivre, bien modestement, au camp Samory, une caserne délabrée de Conakry. Chaque matin, pour gagner son bureau, où il donne encore un peu l'impression de camper, il traverse donc une capitale dont les ruines ne peuvent que lui rappeler l'ampleur de la tâche qui l'attend.

J.-C.P.

Tunisie

Le président Bourguiba a été hospitalisé

De notre correspondant

Tunis. — Le président Bourguiba est souffrant et a dû être hospitalisé, lundi 5 novembre, à Tunis, mais son état n'inspire pas d'inquiétude, assure-t-on dans les milieux gouvernementaux.

Un premier communiqué diffusé dans la matinée avait indiqué que, à la suite *« d'une légère indisposition due au surmenage »*, le président devait observer *« un repos en chambre pendant quelques jours »*. Mais, dans l'après-midi, ses médecins traitants annonçaient que, afin *« d'assurer une meilleure surveillance et procéder à un traitement approprié »*, le chef de l'Etat avait été admis au service de cardiologie de l'hôpital Ernest-Conseil de Tunis.

L'entourage de M. Bourguiba s'était montré quelque peu préoccupé de son insistance à participer, la semaine passée à Alger, à toutes les cérémonies marquant le trentième anniversaire de la révolution, le 1er novembre, alors que son âge — quatre-vingt-un ans — et son état de santé lui commandent de se ménager. Il avait regagné Tunis vendredi dernier, après un séjour de quarante-huit heures à Alger.

M. D.

République sud-africaine

Grève sanglante au Transvaal

(Suite de la première page.)

Des heurts souvent violents ont opposé des hommes participant au boycottage à des membres d'un conseil municipal. L'un d'entre eux a été mortellement blessé par des employés municipaux qui ont ouvert le feu sur des manifestants qui tentaient d'incendier une maison appartenant à l'un des leurs.

Un policier noir est également mort dans la nuit de dimanche à lundi après avoir été grièvement blessé à Duduza, au sud-est de Johannesburg, par des jets de pierres. Ce policier est la première victime dans les rangs des forces de l'ordre depuis le début de l'agitation dans les cités noires, le 3 septembre, qui au total a fait plus de quatre-vingt-dix victimes. Selon le *Sunday Star*, les événements qui ont affectés l'Afrique du Sud depuis le 13 février, que ce soit d'abord dans les écoles noires, puis lors de la grève des mines d'or et enfin au cours des émeutes dans les *townships*, ont causé la mort de cent quarante personnes. D'importantes forces de police sillonnaient lundi les cités noires ou contrôlaient les identités à des barrages. Des milliers de tracts ont été lancés d'un hélicoptère au-dessus de la cité satellite de Johannesburg ainsi qu'au-dessus d'Eldorsdo Park pour inciter la population à se rendre au travail. La grève, proclamaient-ils, *« nous portera préjudice à nous seuls et pas aux organisations qui en sont à l'origine »*.

La situation reste très tendue, d'autant que l'électricité a été coupée à Sharpeville, les résidents n'ayant pas payé leur note depuis début septembre. Le conseil municipal de Lekoa, qui regroupe plusieurs *townships*, a menacé de faire de même dans d'autres cités et d'arrêter également la distribution d'eau. *« Ils veulent nous faire payer les humiliations dont ils ont souffert »*, a déclaré l'un des habitants.

Ce mouvement de grève devait se poursuivre mardi. Déjà l'UDF se réjouit de son *« succès écrasant »*, ajoutant : *« Le gouvernement doit tenir compte de la voix du peuple. Le plus grand tort qu'il pourrait avoir serait une fois de plus d'ignorer des demandes justifiées et de répondre à cette grève seulement par la violence. »*

Quinze jours après l'opération combinée de la police et de l'armée à Sebokeng, le 23 octobre, un grand nombre d'organisations sont parvenues à mobiliser des centaines de milliers de travailleurs et d'écoliers. Le gouvernement pourra-t-il continuer à faire la sourde oreille, alors que des troubles de plus en plus violents se produisent également dans la région de Port-Elizabeth, au sud, et que les syndicats apportent leur précieux soutien à ceux qui protestent contre l'augmentation du coût de la vie et leur exclusion des institutions politiques ?

MICHEL BOLE-RICHARD.



La controverse sur l'avortement

La controverse soulevée depuis une semaine par M. Jacques Chirac à propos de la législation sur l'interruption volontaire de grossesse a connu de nouveaux développements. Alors que M. Chirac s'est élevé contre la *« banalisation »* de l'avortement qu'aurait, notamment, provoqué son remboursement par la Sécurité sociale, M. Raymond Barre, de son côté, lors de l'émission « L'heure de vérité », lundi 5 novembre, sur Antenne 2, a rappelé qu'il avait lui-même signé, comme premier ministre, la loi de 1979 reconduisant celle de 1975, car *« il s'agissait d'une question d'ordre public »*. Soulignant, qu'il *« faut faire confiance à la responsabilité des femmes »*, M. Barre a estimé que ce problème a été *« réglé et qu'il serait tout à fait inopportun de susciter beaucoup d'agitation autour de lui »*. M. Barre s'est enfin demandé s'il ne faudrait pas *« réserver le remboursement seulement aux cas de détresse »*.

Mme Simone Veil, qui avait défendu en 1974 le premier projet de loi, promulgué en janvier 1975, a déclaré sur Antenne 2 que, *« si l'on devait revenir sur la loi concernant l'interruption volontaire de grossesse, l'ancienne situation de 1974 reviendrait, tout aussi mauvaise »*. L'ancien ministre de la santé a ajouté que cela *« ne servirait à rien pour ce qui concerne la natalité, toutes les études montrant que les conséquences sur ce plan seraient, sinon nulles, du moins infimes »*, citant l'exemple du Québec, *« qui a un des taux de natalité le plus faibles et qui a toujours une législation répressive sur l'avortement »*.

Mme Yvette Roudy, ministre des droits de la femme, a stigmatisé, au cours d'une conférence de presse lundi 5 novembre, les propos de M. Jacques Chirac, les qualifiant de *« bassement électoralistes »*. *« Il n'y a aucun lien, a-t-elle ajouté, entre cette réglementation et le taux de fécondité des femmes. Là où il y avait culpabilité, injustice et désordre, le législateur a, répondant aux vœux des femmes, apporté dignité, justice et ordre »*, et a, en outre, *« mis fin au scandale financier que représentait l'exploitation de la détresse des femmes »*. Cette *« exhortation à des valeurs tout à fait réactionnaires »* montre, a conclu Mme Roudy, qu'*« une droite peut en cacher une autre, plus musclée »*.

Une liberté encadrée

Lorsque, en 1979, l'Assemblée nationale rendit définitif un texte adopté, à titre expérimental, pour cinq ans, en 1975, l'attitude de bien des députés socialistes pouvait être à juste titre qualifiée de maximaliste. Ne demandaient-ils pas à l'époque le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse, ainsi que la levée de l'autorisation parentale pour les mineures et la suppression de la condition de résidence pour les étrangères ?

Certains d'entre eux n'avaient-ils pas souhaité que le délai légal de l'interruption de grossesse soit porté à vingt semaines, à l'instar de ce qui se passe outre-Manche ? Le groupe avait, en cours de débat, transigé à quatorze et le gouvernement maintenu le délai de dix semaines.

Une fois la gauche au pouvoir, qu'advint-il de toutes ces propositions ? Rien, sinon le maintien, et l'inscription dans les textes, d'une seule d'entre elles : le remboursement par la Sécurité sociale, devenu effectif depuis 1982. C'est dire que la gauche au pouvoir a considérablement modifié son point de vue : elle est passée de la revendication de l'avortement libre au maintien d'une législation modérée, « encadrée », proche de celle qu'ont adoptée la plupart des pays européens : la Grande-Bretagne qui maintient des délais particulièrement longs fait à cet égard figure d'exception.

Lorsque M. Jacques Chirac, aujourd'hui, déclare au « Club de la presse » que de 1975 à 1979 il a *« observé cette loi »* et constaté que *« au lieu de mettre en valeur tous les moyens que l'on avait prévus pour dissuader les femmes d'avorter dans toute la mesure du possible »*, l'on avait *« au contraire mis en œuvre une pratique qui permettait de considérer que l'avortement était une chose banale, normale, ordinaire... »*, il prend quelques libertés avec la réalité.

Pendant ces cinq années, il a fallu, au contraire, durement combattre pour que le droit nouveau s'établisse dans les faits, et que la loi, malgré l'obstruction déterminée de certains, soit, simplement, respectée. M. Chirac a certes le droit d'avoir changé d'avis entre 1975 — il était premier ministre lorsque la loi fut adoptée — et 1979, lorsque, redevenu simple député, il vota contre. Que ne le dit-il pas ?

CLAIRE BRISSET.

Des chiffres qui parlent faux

On peut aujourd'hui se demander quelle a été la part de l'avortement dans la baisse de la natalité en France et à l'étranger. On a le droit de craindre que l'IVG gratuite ne devienne un substitut à la contraception. Le cas de certains pays, comme la Hongrie, montre que cette crainte n'est pas totalement absurde, et la forte augmentation du nombre d'IVG au cours des premiers mois de 1984, indiquée par Mme Yvette Roudy elle-même, peut préoccuper. On peut encore plus s'inquiéter des conséquences à long terme de la baisse de la natalité et, comme l'a dit M. Chirac au cours du « Club de la presse », *« vouloir faire comprendre qu'il y a intérêt à ce que nous ayons un peu plus d'enfants »* : sur ce point, d'ailleurs, les préoccupations du président du RPR ne paraissent pas très éloignées de celles du gouvernement.

Mais, pour justifier ce nouveau souci et pour étayer sa nouvelle thèse de suppression de la gratuité de l'avortement, M. Chirac, *en dépit de ses appels au « bon sens »*, s'est appuyé sur des raisonnements absurdes et sur des chiffres faux.

Absurde tout d'abord le raisonnement consistant à estimer, à partir des *« témoignages de savants incontestables »*, que *« dans la baisse de la natalité, 30, 35, 40 % sont imputables aux pratiques de contraception et d'avortement »*. En effet, compte tenu de l'âge actuel du mariage en France, chaque femme aurait en moyenne dix enfants si elle ne faisait rien pour l'éviter : l'avortement et la contraception en général sont donc au sens strict responsables de la totalité de la baisse de la natalité ; mais ces pratiques ont commencé il y a deux siècles, bien avant la pilule et la chute récente de la fécondité, elle, a débuté en France comme dans la plupart des pays européens vers 1964, avant la généralisation des contraceptifs chimiques.

D'autre part, il n'y a pas eu, comme l'a affirmé M. Chirac, *« au lendemain du vote de la loi de 1975, une chute de l'ordre de 10 % de la natalité pendant les dix-huit mois suivants »*. On a constaté en 1976 un arrêt de la baisse entamée les années précédentes, et le taux de fécondité proche de 1,8 % a remonté progressivement pour culminer vers 1,95 % en 1981. Une remontée qui n'a, bien entendu, rien à voir avec la loi de 1975, puisqu'on a constaté, au cours de cette période, la même remontée au Royaume-Uni et une stabilisation aux Pays-Bas, en République fédérale, en Autriche ou en Suisse, à des niveaux plus bas.

De même, la nouvelle baisse de 1982 et de 1983 a-t-elle été enregistrée dans presque tous les pays d'Europe occidentale. En France, elle n'a d'ailleurs été que de 6,3 % en 1983 et non de 15 % *« au lendemain de la loi qui a institué le remboursement par la Sécurité sociale »*, comme l'a dit le président du RPR. La baisse ayant été spécialement sensible en mars et en avril 1983, cela aurait impliqué cette année-là une durée particulièrement brève des grossesses... Ajoutons que sur les six premiers mois de 1984, malgré le fort accroissement du nombre des avortements, on n'a compté que deux mille naissances de moins (0,26 %) que sur la même période de 1983...

Quant à l'accroissement de la population au Maghreb évoqué par M. Chirac, il est une préoccupation d'abord pour les Etats concernés, handicapés dans leur développement malgré l'émigration — même si celle-ci n'était pas bloquée aujourd'hui. Encore ne faudrait-il pas exagérer cette croissance démographique. La population des trois pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) actuellement de 51,1 millions d'habitants, sera dans quarante ans selon les projections de la division de la population des Nations unies, de 140,8 millions, ce qui ne représente pas *« quatre fois plus d'hommes »*, mais 34 millions de moins que la population des trois « pays environnants » du nord de la Méditerranée (Espagne, France, Italie) dont la population se sera tout de même accrue de 17 % en quarante ans.

GUY HERZLICH.

LA DISCUSSION BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Intérieur et décentralisation : les prémices d'un vrai débat

Les députés socialistes ont, seuls, approuvé, le lundi 5 novembre à l'Assemblée nationale, les crédits du ministère de l'intérieur et de la décentralisation. Les élus du RPR et de l'UDF ont voté contre, ceux du PCF se sont abstenus. Les crédits, d'un montant de 47 861 millions de francs, sont en augmentation de 14,6 % sur ceux de 1984 et représentent 4,37 % de l'ensemble des dépenses de l'Etat.

M. Pierre Joxe voulait un grand débat parlementaire sur la sécurité et la police. Il ne l'a pas eu. Pourtant, tous les groupes de l'Assemblée nationale exigent, ou pour le moins disent souhaiter, ce grand débat, ils l'ont encore redit lundi. Et le ministre de l'intérieur, en réservant aux députés son grand discours-programme, en ouvrant largement devant eux le dossier de la police et donc de la sécurité, leur a offert une occasion.

Alors, pourquoi ce rendez-vous manqué ? Est-ce parce que l'opposition — si elle fait de l'insécurité un de ses thèmes de propagande favoris — refuse, en fait, d'en débattre sérieusement de peur de voir ses arguments se dégonfler, comme le pense la majorité ? Peut-être. La faiblesse des intervenants de l'UDF, qui n'ont fait que rabâcher de vieux clichés, pourrait justifier cette explication. Mais l'orateur du RPR, M. Emmanuel Aubert, député des Alpes-Maritimes, a montré que la droite pouvait avoir, sur le sujet, un discours réfléchi qui, sur bien des points, rejoint celui de M. Joxe.

Il est vrai, surtout, que la discussion budgétaire ne se prête guère à l'organisation d'un débat de fond. Les députés — qui sont des élus locaux — ont voulu aussi aborder les problèmes de la décentralisation. Comment leur en vouloir, alors que les collectivités locales connaissent quelques difficultés pour s'adapter à leurs nouvelles responsabilités, même si ce n'est pas pour l'heure le souci principal du ministre de l'intérieur et de la décentralisation ? En outre, les contraintes du débat budgétaire limitent sérieusement les temps de parole des orateurs et donc ne permettent pas une large discussion. M. Joxe, qui fut trois ans président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, ne pouvait l'ignorer. S'il souhaite une grande discussion parlementaire, il peut toujours faire, comme le prévoit le règlement de l'Assemblée, une déclaration au nom du gouvernement, suivie d'un débat.

La discussion des crédits du ministère de l'intérieur a néanmoins permis aux grandes forces politiques de préciser leur position sur la sécurité. M. Aubert a ainsi constaté que ce qu'il réclamait pour la police dès 1980 n'était toujours pas appliqué. Lui aussi, il pense qu'il faut une loi-cadre, et une loi de programmation. En l'état, le budget pour 1985 *« n'est ni meilleur ni pire que ceux qui l'ont précédé*, dit-il, *il est aussi fondamentalement mauvais »*. Et si le porte-parole du RPR ne s'obnubile pas sur l'augmentation des effectifs de la police, il constate que *« les effectifs opérationnels sont toujours insuffisants, pis, même, ils diminuent »*. Manque de moyens de la police donc, mais aussi sévère critique de l'action de M. Badinter. Quant à M. Joxe, comme il vient d'entrer en fonctions, il n'est encore que *« suspect »* car *« l'admirable bonne volonté »* de son discours n'a pas convaincu M. Aubert.

Quant à M. Louis Maisonnat (PC, Isère), s'il justifie l'abstention de son groupe par le manque de moyens de la police, il refuse de succomber au *« désir sécuritaire »*, critiquant ceux qui *« à gauche »* regrettent *« la politique judiciaire menée depuis 1981 »*. Au contraire, par sa voix, les communistes se félicitent de l'action menée en matière de sécurité depuis 1981. Il faut, dit-il, *« rechercher la prévention ou la dissuasion des délits, sanctionner sévèrement leurs auteurs sans chercher à les désespérer »*. Il ajoute : *« Nous n'acceptons pas la mort des policiers comme nous refusons celle de tout citoyen. Il n'y a pas de choix en ce domaine »*. Il se félicite du récent arrêt de la Cour de cassation sur les contrôles d'identité car *« on ne doit pas transiger sur le respect de la légalité ou de la personne humaine »*.

M. Bertrand Delanoë (PS, Paris) n'est pas loin de cette analyse. Son intervention visait manifestement à remettre les pendules socialistes à l'heure, et la présence dans l'hémicycle, pendant qu'il parlait, de M. Lionel Jospin prouvait qu'il parlait bien au nom du PS quand il donna une autre tonalité que celle chantée par M. Jean-Pierre Destrade, porte-parole du parti, il y a quelques jours (*le Monde* du 1er novembre).

Pour M. Delanoë, qui s'adressait, à l'évidence, à la droite, le rôle des élus n'est pas d'*« accroître la peur de leurs concitoyens »* ; et s'il faut associer à la prévention et à la dissuasion la répression, celle-ci ne peut se faire par *« des lois ou des juridictions d'exception »*. La *« fidélité »* aux principes socialistes est donc *« la condition même de l'efficacité »* en matière de sécurité.

Un discours que n'a peut-être pas entendu M. Georges Sarre (PS, Paris), puisque celui-ci s'est longuement félicité de l'augmentation ces dernières années des effectifs de la police et qu'il a demandé, à propos des meurtres de policiers, *« que l'exécution des peines prononcées à l'encontre de ces assassins soit spécifique »*, relevant sans le critiquer que *« d'autres* [M. Destrade était du nombre] *ont demandé que les réductions de peines soient exclues »*.

M. Joxe n'a pas eu le grand débat qu'il souhaitait mais lui et d'autres en ont largement présenté les prémices.

THIERRY BRÉHIER.

M. Joxe : rattraper les retards d'équipement de la police

M. Pierre Joxe a ouvert la discussion des crédits du ministère de l'intérieur et de la décentralisation par un long discours-programme essentiellement consacré à la police nationale.

M. Joxe souligne que, face à ceux qui demandent *« toujours plus de police »*, il allait *« en faire mieux »*.

Constatant que, *« à gauche comme à droite, nous avons toujours évité d'ouvrir le débat sur la police »* et après avoir souligné la qualité de la gendarmerie dans le milieu rural, il met en cause la politique urbaine suivie depuis la guerre. Il déclare : *« Le résultat de cette politique incohérente est, à présent, largement exploité par ceux qui sont les principaux responsables du climat d'insécurité qu'elle a engendré. »*

Ayant détaillé les renforcements de moyens dont dispose la police nationale depuis 1981, M. Joxe, chiffres à l'appui, constate que l'accroissement de la délinquance remonte à de nombreuses années et qu'au contraire depuis 1983 cette tendance *« semble se retourner »*. Aussi, pour lui, il ne faut pas parler *« sans cesse du malaise de la police »*. Il y a simplement *« interrogation sur l'avenir »* parce que celui-ci *« n'a pas été bien préparé »*. Il critique le fait qu'il n'y ait pas eu de programmation de l'effort budgétaire de modernisation de la police dans les décennies précédentes quand *« la conjoncture économique le rendait relativement aisé »*. Il est donc, pense-t-il, urgent de le faire maintenant. Il évoque les locaux de police et les logements des policiers, le parc automobile et le développement de l'utilisation de l'informatique. Le ministre de l'intérieur s'étonne particulièrement que depuis 1960 les laboratoires de la police scientifique soient laissés *« à l'abandon »*.

Il faut donc *« engager un effort de moyen et long terme dans tous ces domaines pour combler ces retards »*. M. Joxe annonce pour 1985 des crédits supplémentaires pour augmenter la dotation des commissariats en micro-informatique, le regroupement *« en un seul bâtiment moderne et fonctionnel de plus de quinze services du ministère actuellement dispersés dans Paris »* et des modifications dans la structure de son administration. Seront ainsi créés une direction des libertés publiques et un service de la police scientifique et technique au sein de la direction générale de la police nationale.

Le ministre de l'intérieur estime que ce programme donnera aux policiers la possibilité de *« construire une police moderne »*. A ce propos, il souligne que *« la discipline* [est] *un des éléments essentiels dans un service public hiérarchisé et organisé pour l'ordre public »* et déclare : *« Il faut que cesse définitivement cet esprit frondeur et désordonné d'une minorité qui s'imagine qu'elle peut s'affranchir des règles de la fonction publique et qui trouble la tranquillité publique, inquiète l'opinion publique et parfois même — c'est un comble — porte atteinte à l'ordre public. »*

Pour les cinq ans à venir, il souhaite un effort programmé pour l'informatique, les transmissions, l'équipement individuel des policiers et des véhicules. A dix ans, il faut, estime-t-il, programmer l'amélioration du parc immobilier, particulièrement dans les zones urbaines, les nouvelles agglomérations et les zones frontalières. Mais il compte prendre aussi des décisions immédiates, notamment en matière d'informatique, de moyens de transmission et de statut du personnel.

Surtout, le ministre de l'intérieur va s'efforcer de réduire les *« charges indues »* imposées aux policiers dont 7 à 20 %, selon les estimations, *« se consacrent à des tâches qui ne relèvent pas directement de leur mission de sécurité publique »*. Déjà, il annonce concrètement une réduction des interventions de la police en matière de recouvrement d'impôts et une stricte limitation de son rôle dans les acheminements de plis administratifs. A plus longue échéance, il souhaite que les mairies prennent en charge la délivrance de certains actes administratifs, comme elles le font déjà ainsi que les sous-préfectures dans les zones où c'est la gendarmerie qui a la responsabilité de certaines tâches de police.

M. Joxe prévient aussi qu'il a l'intention de porter de sept à huit mois la formation des gardiens de la paix et qu'il va demander aux commissaires de police de consacrer une heure par semaine à la formation de leur personnel. L'entraînement au tir va aussi être accru. Enfin, le ministre veut ajouter, *« au soutien financier indispensable, un soutien moral durable »* aux familles des policiers tués. Un service particulier d'assistantes sociales va être créé, et M. Joxe étudie la possibilité de faire bénéficier les enfants d'une *« sorte de rente éducation »*. En conclusion, il souligne qu'en matière de police et de sécurité *« il n'existe pas de voie univoque, de solutions souples et immédiates »*.

Le ministre de l'intérieur a enfin annoncé qu'il souhaite ouvrir à l'Assemblée nationale un autre débat sur la défense civile.

● *M. Jean-Louis Delecourt*, secrétaire général du Mouvement gaulliste populaire (MGP), affirme : *« Au moment où le gouvernement prépare un projet de loi sur la famille tandis que le ministre de l'intérieur se prononce à juste raison pour le droit de vote aux élections locales des immigrés de longue date, M. Chirac se compromet dans une surenchère bassement démagogique avec M. Le Pen. (...) Le MGP (...) condamne cette escroquerie qui consiste à prôner une doctrine importée de l'étranger en se référant abusivement à l'exemple du général de Gaulle, démarche qui est aussi celle de M. Barre, et considère que sa mission prioritaire est aujourd'hui de reconstruire le mouvement qui représentera le gaullisme politique, éliminé pour l'instant du débat public mais toujours présent au sein du peuple français. »*

Un « grand flic » de gauche

Le débat fut morne. Et, pourtant, ce fut un événement. La gauche au gouvernement n'a jamais bien su quel discours tenir sur la police. De tradition, elle se méfie de ce domaine, épousant les mythes ambiants sur un métier suspect, aux arcanes mystérieux, le royaume des mains sales en somme. Inversement, dans l'affolement électoraliste ou gestionnaire, elle n'évite pas — on l'a vu récemment avec les déclarations, jugées intempestives par ses propres amis politiques, du porte-parole du PS — de succomber à la tentation, aux raccourcis unilatéralement répressifs, confortant la mauvaise réputation policière. Police ne pourrait se marier avec principes, démocratie, droit et libertés. Bref, on s'en méfie ou on s'y moule.

Or voici qu'un ministre de l'intérieur socialiste tient un discours de « grand flic », mêlant l'autorité et la lucidité, la connaissance précise des dossiers policiers et les rappels déontologiques, le constat sans démagogie sur l'étonnant sous-développement de la police française et l'affirmation sans concession de son identité politique. De l'avis de tous les observateurs présents habitués du Palais-Bourbon, un tel discours-programme sur l'état des lieux policiers n'a pas de précédent. On a pu ainsi apprendre — ou s'entendre confirmer — que les locaux de police sont souvent peu reluisants, que l'âge moyen du parc automobile policier atteint presque trois ans et demi, que l'administration centrale du ministère de l'intérieur est dispersée en plus de trente implantations différentes, que, sur les 5 000 logements gérés par la police parisienne seuls 250 sont à Paris même, que la police scientifique — née historiquement en France — n'emploie que 60 spécialistes contre 1 000 en RFA, que l'identité judiciaire, faute d'équipements modernes, ne peut intervenir que sur 10 % des cas qui lui sont soumis, que récemment encore 10 000 policiers en tenue ne travaillaient pas... en tenue, que les tâches non policières, dites « indues », occupent le temps de 7 % à 20 % des effectifs en tenue, etc.

Cependant, ce plaidoyer *pro domo*, appelant la programmation sur cinq à dix ans d'une modernisation de la police urbaine, s'accompagnait de références à la Déclaration des droits de l'homme de 1789, d'une définition de la sécurité — élargie à celle du travail, des revenus, de la santé — comme une *« exigence du mouvement ouvrier »*, de l'affirmation que *« la recherche de la sûreté peut mettre en danger d'autres droits de l'homme »*, de la proposition d'un Livre blanc sur les projets du ministre destiné à *« tout citoyen »*, ou encore de la décision d'instituer au ministère de l'intérieur une *« direction des libertés publiques »*, future interlocutrice des organisateurs de défilés, afin de conjuguer le droit de manifestation, la paix publique, et la transparence du maintien de l'ordre.

Evidemment, M. Joxe n'a pas tout inventé. Au-delà de la différence des personnalités, il doit beaucoup à son prédécesseur, M. Gaston Defferre, et à plusieurs de ses collaborateurs qu'il a gardés à ses côtés : les objectifs de professionnalisation et de modernisation qu'il s'assigne correspondent à des projets accumulés depuis un an par la direction générale de la police nationale. De même, a-t-il une dette à l'égard de M. Gilbert Bonnemaison, le Monsieur Prévention de la gauche, auquel il a rendu un hommage appuyé. Mais, au cœur du dispositif gouvernemental — le Conseil national de prévention de la délinquance (CNPD) qu'anime M. Bonnemaison restant encore à ses marges, — M. Joxe donne à la doctrine policière de la gauche une cohérence, une épaisseur et une ambition sans reniements. Homme d'autorité, il veut que les policiers obéissent, soient irréprochables, *« donnent l'exemple »*, mais aussi qu'ils se mobilisent et adhèrent à un projet qui reprend la plupart des exigences syndicales de ces dix dernières années.

A-t-il le temps ? Ne vient-il pas trop tard, comme l'illustre le fait que, financièrement, le budget de la police n'a pas l'ampleur de ceux de 1982 et 1983 ? Interrogation qui explique sans doute que le premier ministre, tenté de presser le pas en organisant rapidement un conseil des ministres sur la sécurité, ait décidé de d'abord laisser le champ libre au ministre de l'intérieur. A cette question, M. Joxe semble lui répondre : peu importe, comme si les élections de 1986 ne devaient pas déterminer son action. Il agit pour prendre date. Pour prouver la gauche, c'est-à-dire inscrire sa marque, quoi qu'il lui arrive par ailleurs.

EDWY PLENEL.

société

LES NOUVEAUX RETRAITÉS

Vieillesses sans âge

La vieillesse n'est plus ce qu'elle était. Sa durée, son statut, et même sa définition ont changé au fil des ans. Cette étonnante mutation, lourde de conséquences, vient d'être soulignée par deux réunions d'experts : un congrès international de gérontologie à Rome et un colloque de la Société française d'hygiène, de médecine sociale et de génie sanitaire à Paris.

Les Français vivent de plus en plus vieux. Ce phénomène, dû aux progrès de la médecine et à de meilleures conditions sanitaires, se conjugue avec la baisse de la fécondité pour provoquer un véritable « papy-boom ». Selon le professeur Henri Péquignot, le septuagénaire de 1984 se porte nettement mieux que le sexagénaire de 1960. Ce dernier pouvait espérer encore vivre 15,9 ans (pour un homme) ou 20,1 ans (pour une femme). Le sexagénaire d'aujourd'hui a déjà « gagné » deux bonnes années sur ces chiffres. Progression spectaculaire chez les grands vieillards de quatre-vingt-cinq ans et plus : leur nombre est passé de 200 000 en 1950 à 580 000 actuellement et atteindrait 900 000 à la fin du siècle. La proportion des personnes âgées augmente donc sans cesse. Déjà, un Français sur six a plus de soixante ans.

On voit ainsi, de plus en plus, des « familles à quatre étages », comprenant des enfants, des parents, des grands-parents et des arrière-grands-parents. Selon M. Paul Paillat (INED), un Français de cinquante-neuf ans sur quatre appartient à de telles familles. Cette cohabitation de générations modifie les relations sociales et crée de nouvelles responsabilités. Aujourd'hui, un salarié qui part en préretraite peut avoir un fils chômeur, des petits-enfants et un parent à charge... Ce qui n'empêche pas 1,5 million de Français de plus de soixante-quinze ans de vivre dans une grande solitude. Sans compter les « couples seuls » (un sur trois dans cette tranche d'âges) qui ne font parfois qu'additionner les difficultés matérielles de deux handicapés.

Une nouvelle image de la vieillesse, plus positive, est apparue en France depuis une vingtaine d'années. Des activités spécifiques ont été créées pour le « troisième âge », une politique a été inventée à son intention.

Reclassement symbolique

« C'était un reclassement symbolique », remarque M. Rémi Lenoir, maître-assistant de sociologie à Paris-I. Une autre étape devait être franchie, l'an dernier, avec les Assises nationales des retraités et des personnes âgées : ils sont censés se prendre en charge à travers leurs associations, au lieu de laisser des experts parler en leur nom.

Mais il ne suffit pas d'être nombreux ou réunis en associations pour constituer une force sociale. Trop d'inégalités traversent le « troisième âge » — y compris une inégalité des sexes (les femmes vivent en moyenne cinq ans de plus que les hommes) et une inégalité devant la mort (les enseignants vivent en moyenne dix ans de plus que les ouvriers agricoles). « Vieillesse » ne peut plus s'employer qu'au pluriel. Cette population hétérogène est surtout divisée par l'âge de ses membres, puisque l'éventail s'élargit sans cesse en raison d'un curieux paradoxe : si on vit de plus en plus vieux en France, on cesse d'y travailler de plus en plus tôt.

En 1954, quatre septuagénaires sur dix exerçaient encore une activité professionnelle. Aujourd'hui, il n'y a plus que 1 % d'actifs chez les plus de soixante-cinq ans, et cela est dû en partie à l'extension du salariat (1). Chez les plus de soixante ans, la proportion est passée de 22,6 % en 1968 à 10 % en 1982. Elle baissera encore avec le succès obtenu par le droit à la retraite à soixante ans. Les chiffres sont tout aussi spectaculaires dans la tranche d'âges cinquante-cinq-soixante ans, où les cessations anticipées d'activité, volontaires ou non, se multiplient.

Jusqu'à une époque récente, la société se partageait en trois mondes bien définis : l'enfance (on se formait), la vie adulte (on travaillait) et la vieillesse (on se reposait en attendant la mort). Que reste-t-il de ces univers rassurant ? Toutes les frontières d'hier ont bougé. La formation se veut permanente, les jeunes vivent dans la hantise du chômage, et, chaque année, de gré ou de force, des personnes en pleine possession de leurs moyens vont rejoindre la cohorte des retraités. Ce n'est plus la biologie qui détermine la vieillesse mais la conjoncture économique.

Un énorme gâchis

Or la plupart des préretraités n'ont pas le sentiment d'être vieux. Le seul modèle qu'on leur propose est celui du « troisième âge ». Modèle récusé avec force. Faudra-t-il parler de deuxième âge et demi ?

M. Xavier Graullier, chargé de recherches au CNRS, a étudié de près ces quinquagénaires, *« trop vieux pour être actifs, trop jeunes pour être à la retraite »*, et qui se retrouvent brusquement dans un *« plein temps de temps libre »*. Ils passent généralement par une période euphorique (*« les grandes vacances »*), bientôt suivie d'une crise d'identité assez profonde, avec un sentiment de mort sociale. Ce n'est que dans un troisième temps qu'ils découvriront la *« nouvelle vie »* tant vantée, souvent marquée par un *« activisme socioculturel »* assez artificiel.

« Dix millions d'hommes et de femmes en France sont condamnés à l'inutilité sociale », constate abruptement P. Brasseul (2). Condamnés à n'être que de simples consommateurs, sans avoir toujours les moyens de consommer. Cet énorme gâchis est vrai, notamment pour les préretraités, qui coûtent très cher à la société tout en privant leurs entreprises d'une expérience précieuse.

Le secrétaire d'Etat chargé des retraités et des personnes âgées plaidait, le 17 octobre en conseil des ministres, pour le bénévolat *« dans tous les cas où il ne se substitue pas à des emplois existants ou à créer »*. Mais le bénévolat est une réponse bien mince à cet immense problème de société. Tous les experts admettent qu'il faudra s'engager dans des voies beaucoup plus audacieuses. Les Assises nationales des retraités et personnes âgées recommandaient *« de nouvelles formules permettant une répartition différente des temps de formation, de vie professionnelle, loisirs et retraite, alternées tout au long de la vie »*. Cesser en somme de découper l'existence en rondelles et de donner à l'âge une signification qu'il n'a plus. On ne devrait pas vieillir par décret.

ROBERT SOLÉ.

(1) Chiffre cité dans « Vieillir en France », *la Documentation française*, 27 juillet 1984.

(2) *Gérontologie*, juillet 1983.

Les limites du bénévolat en Lorraine

De notre correspondant

Nancy. — La préretraite s'est banalisée au point de devenir un des paramètres classiques de la politique de l'emploi. En Lorraine, elle touche désormais plus de cinquante mille personnes, agissant souvent sur les sidérugistes comme une sorte de « retraite-couperet », beaucoup n'étant pas psychologiquement préparés à une telle situation.

Si on considère parfois les préretraités comme des privilégiés, nombre d'entre eux sont mal dans leur peau, ce qui se devine, mais plus mal encore dans leur statut : *« Selon son âge, le préretraité passe d'un statut à un autre. Ainsi, dans le cas de la sidérurgie, le préretraité ayant perdu son emploi brutalement ne perd que progressivement son statut d'actif, en passant par la dispense d'activité de cinquante à cinquante-cinq ans, avec maintien sur les effectifs de l'entreprise, puis par la cessation anticipée d'activité, avant d'accéder, après une période de garantie de ressources, au statut de retraité »*, résume une jeune sociologue nancéienne, Mme Monique Legrand, chargée par différents organismes d'études sur la préretraite en Lorraine.

Il existe une réglementation extrêmement restrictive des activités post-professionnelles des préretraités. Le texte de l'UNEDIC du 20 juillet 1983 définit le bénévolat par la négative. Ainsi, un préretraité peut adhérer à un mouvement associatif à but non lucratif, mais ne doit pas exercer de tâches administratives dans une association. La frontière entre travail bénévole et travail rémunéré reste souvent une question d'appréciation laissée aux ASSEDIC départementales.

« L'ambiguïté des textes, qui n'interdisent pas d'ailleurs toute activité, favorise le développement des craintes et des fausses rumeurs, comme l'interdiction du bénévolat, et conduisent les préretraités à adopter des attitudes attentistes, commente Mme Legrand. *Beaucoup développent ainsi un sentiment d'inutilité sociale. Le préretraité n'est ni un salarié ni un retraité, et pas vraiment un chômeur. »*

Cette précarité n'est, certes, pas vécue par tous les préretraités avec la même angoisse. Les plus touchés sont les travailleurs qui avaient leur emploi du temps entièrement axé autour de leur activité professionnelle. La vie familiale, le déroulement complet de la journée prend, pour eux, une tout autre dimension. *« Même des loisirs qui se définissaient auparavant comme une période privilégiée entre deux temps de travail n'ont plus le même attrait*, ajoute Mme Legrand. *L'absence d'activité professionnelle brise aussi et surtout le système des relations sociales. »* Plus question de faire la route avec le voisin ou de s'arrêter au retour pour jouer aux cartes. On aboutit parfois à une véritable mort sociale, voire à un alcoolisme naissant. *« Moi, j'ai tout multiplié par deux. Le matin, dix minutes au lieu de cinq pour me raser, vingt minutes pour boire le café au lait »*, explique un préretraité de Longwy.

Trois sortes d'associations

Malgré les ambiguïtés de la législation sur le bénévolat, plus d'une trentaine d'associations de préretraités à but non lucratif ont pris naissance en Lorraine, en l'espace d'un à deux ans. Leur diversité est grande. En première place, figurent les associations d'information et de défense des préretraités. Généralement issus de mouvements syndicaux, ces groupes ont pour but d'aider leurs adhérents à aborder une législation sans cesse mouvante et donc de plus en plus complexe.

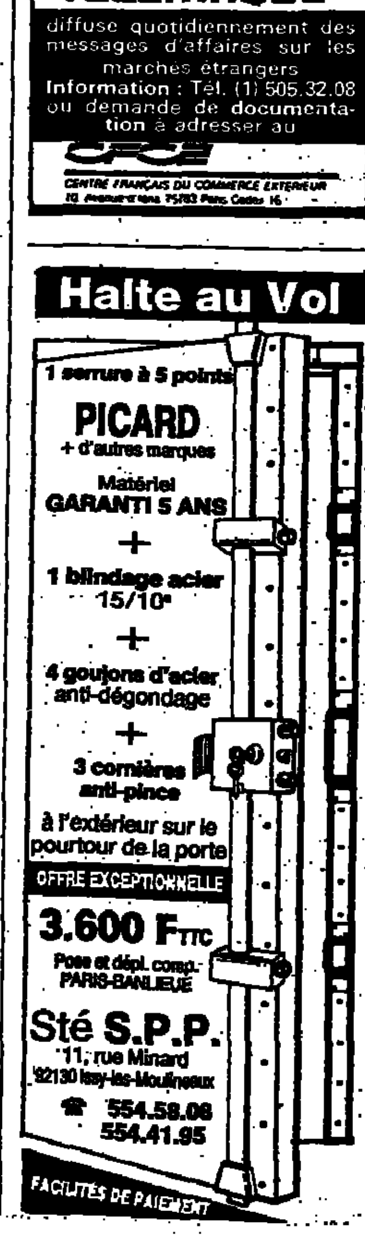
Deuxième grand type : les associations de travail bénévole. L'Atelier fer et bois de Nilvange, par exemple, a été créé par une quarantaine de préretraités qui ont remis en état un local afin de faire une expérience de *« travail libre collectif »*. C'est la reconstitution d'une ambiance d'atelier, avec les contraintes de rentabilité et de production en moins.

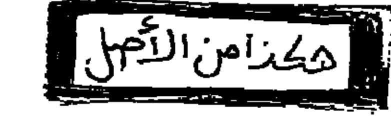
Enfin, on voit naître des groupes d'animation culturelle qui sont souvent le prétexte pour éviter un isolement. Le Groupe des marcheurs de Mexi, près de Longwy, en est une illustration, la marche n'excluant pas les discussions et les découvertes d'intérêt commun en tout genre. Même regroupement à Hagondange, où une vingtaine de préretraités s'attachent à la recherche et au rassemblement de documents concernant la vie locale, en rapport avec l'évolution des technologies.

Quatre mille à cinq mille préretraités se sont ainsi pris en charge. Mme Legrand pense qu'il ne faut surtout pas se substituer à eux. *« Les créations d'associations sont une réponse de personnes encore actives qui refusent de sombrer dans une mentalité d'assisté. »*

JEAN-LOUIS BEMER.







APRÈS L'INCULPATION DE BERNARD LAROCHE POUR L'ASSASSINAT DE GREGORY VILLEMIN

L'heure des psychanalystes

De notre envoyé spécial

Epinal. – En inculpant d'assassinat, le lundi 5 novembre à 16 heures, Bernard Laroche, cousin germain du père de Grégory Villemin, jeté pieds et poings liés dans la Vologne, le 16 octobre dernier à Docelles (Vosges), le juge d'instruction, Jean-Michel Lambert, aura, au moins provisoirement, permis à tout le pays de sortir d'un long cauchemar éveillé.

Cette inculpation résistera-t-elle à la longue instruction qui s'amonce ? Jusque sur les marches du palais de justice d'Epinal, Bernard Laroche n'a cessé de clamer son innocence. Mais dans l'immédiat, l'essentiel n'est pas là. La région tout entière avait, physiquement, besoin de souffler. Ces trois semaines d'une enquête hallucinante ont charrié trop de boue, distillé trop de poison ; incestes, adultères, chantages sournois et mesquineries de toutes sortes : l'intimité de tout un clan familial, ni meilleur ni pire sans doute que les autres, s'est trouvée jetée en pâture à la France entière. « *Il était temps que cela se termine* », résume M. Yvon Homel, maire d'Aumontzey, où résidait Bernard Laroche.

Des dizaines de journalistes qui s'agglutinent aux barrières des pavillons, fouillent les greniers et les mémoires, subtilisent ou achètent à coup de centaines de milliers de francs les photos de famille. Des Estafette de gendarmerie, sirènes hurlantes sur les routes de montagne, jour et nuit. Des interrogatoires toujours recommencés, des gardes à vue qui tournent court, des dizaines de membres du clan soumis à des dictées de la main gauche pour démasquer le « corbeau » qui avait revendiqué, par lettre, l'assassinat. Par dessus tout, cette suspicion terrible qui n'épargnait personne : trois semaines à se répéter que le voisin, le cousin, le frère, est peut-être le monstre.

Farces macabres

« *Les psychanalystes vont avoir du boulot !* », résume un observateur. En effet. Ils apparaissent dans cette histoire davantage à leur place que les juges ou les graphologues. Une course-poursuite entre deux cousins germains, Bernard et Jean-Marie. Depuis qu'ils ont atteint l'âge d'homme, depuis que Bernard a courtisé en vain la femme de Jean-Marie, Bernard s'épuise à rattraper Jean-Marie. Jean-Marie se fait construire une orgueilleuse villa avec « poutres apparentes » au sommet d'une colline qui domine Lépanges. Bernard, sur une colline qui surplombe Aumontzey, se fait aussi construire une maison.

A la sueur de son front, Jean-Marie devient « chef », surveillant de chaîne à l'usine Autopoussin. Bernard, en septembre dernier, est à son tour nommé chef d'une équipe de nuit à la filature Ancel. Mais il est un domaine où Bernard ne rattrapera jamais Jean-Marie. Ce dernier est le père d'un petit garçon rieur et espiègle, Grégory, qu'on surnomme Titi. Bernard a aussi un fils, Sébastien, né à dix jours d'intervalle. Il l'appelle également Titi. Mais Titi-Sébastien est handicapé hydrocéphale.

Bernard, père malheureux, s'est-il mué lentement en un marionnettiste pervers ? Peu après la mort de son propre père, en 1981, a-t-il commencé à multiplier lettres et appels anonymes, d'abord à Jean-Marie, le rival, le père comblé, puis à toute la parenté ? L'ouvrier de la filature, le bon gros garçon serviable, estimé de ses voisins, a-t-il tenté d'engluer le clan tout entier dans une toile d'araignée, dans les insultes anonymes, de vagues menaces, des farces macabres ? A Jean-Marie : « *Tu viens de tapisser des chambres en bleu, je le sais* » ou « *Le vieux s'est pendu dans la grange, allez vite voir* ». En fond sonore de ces interventions, un disque des Charlots que les gendarmes ont saisi chez lui, « *Chef, un petit verre, on a soif* ». Parfois, un quart d'heure durant il se contente de respirer. « *Tu as peur, hein ?* » Un jour, au beau milieu d'une fête familiale, est-ce encore lui qui fit livrer un cercueil tout neuf chez son oncle ? Machiavélique, a-t-il tenté de tirer parti de la brouille qui oppose Jean-Marie à son demi-frère Jacky, en s'efforçant dans ses appels de « réhabiliter » Jacky ?

Peu après l'assassinat, Jean-Marie, carabine au poing, s'est précipité chez son demi-frère. Laroche, lui, est insoupçonnable. Parent et confident irréprochable, il recueille les plaintes des victimes du « corbeau » conseille, console. « *Assurément, un brave gars* » convient Aumonzey. Mais les relations à l'intérieur du clan sont empoisonnées. Ils doivent tous changer de téléphone et se faire inscrire sur la liste rouge.

Peu à peu, pour se venger, tout le monde se met à téléphoner à tout le monde. Les gendarmes découvrent, effarés, que chacun des membres de la tribu reconnaît être l'auteur d'au moins un appel anonyme. « *Sept cents, au total, en trois ans* » a recensé la grand-mère. Ce n'est plus une famille, c'est un club d'insultes par correspondance. « *Ton Titi, je le tuerai* », a menacé plusieurs fois le « corbeau ».

Pourquoi le 16 octobre, Laroche aurait-il décidé de passer à l'acte ? Sa belle-sœur Murielle Bolle, quinze ans, a raconté, lundi, cette journée par le menu au juge d'instruction. Laroche serait donc venu la chercher, vers 16 h 30, à la sortie du collège. L'homme et la jeune fille se connaissent bien : il arrive souvent à Murielle de garder le petit Sébastien. Justement, l'enfant se trouve aussi dans la voiture. Bernard et sa belle-sœur seraient partis directement chercher Grégory, qui joue au bac à sable devant chez lui à Lépanges ; ils le font embarquer dans la voiture. Le petit garçon, reconnaissant son camarade de jeu, serait monté sans méfiance. Bernard aurait alors posté la lettre qui l'a confondu : « *Te voilà content avec ton pognon, ton fils est mort, je me suis vengé.* »

Puis, la voiture ayant toujours à son bord les deux enfants, l'adolescente et l'assassin présumé, se dirige vers le village de Docelles. Selon la jeune fille, Bernard et Grégory se seraient éloignés de la voiture, Bernard revenant seul après quelques minutes. On connaît la suite.

Quelques heures plus tard, le corps de Grégory sera retrouvé dans la rivière, entravé par des nœuds de tisserand, assez lâches pour lui permettre de bouger, le bonnet rabattu sur la tête. L'autopsie ne décèlera sur son visage aucune trace de rictus. Le petit garçon, à aucun moment, n'a eu peur.

L'instruction devra s'attacher à préciser le rôle de Murielle. Pourquoi ne s'est-elle résolue à parler que trois semaines après le début de l'enquête ? Entendue, une première fois, il y a quelques jours, elle avait fourni un faux témoignage, prétendant avoir vu Bernard chez lui à l'heure du crime, à sa descente du car scolaire. C'est ce témoignage qui avait permis d'innocenter l'inculpé d'aujourd'hui, alors confondu par les expertises graphologiques. Après une journée de garde à vue, le 1er novembre, les enquêteurs avaient dû le relâcher.

Laroche, entre ces deux interpellations, n'a rien tenté pour s'enfuir : « *mais je serais bien incapable de tuer un enfant* », répétait-il aux journalistes, montrant ses mains de bûcheron. « *Il reste dans le champ de l'enquête* », précisaient, en écho, les gendarmes à qui voulait les entendre. On ne devait attendre que quelques jours. Des témoignages devaient vite établir que Murielle ne se trouvait pas dans le car scolaire au moment du crime. Lundi soir, l'adolescente racontait tout.

Trois hommes ont eu, ce soir-là, bien du mal à avoir la jubilation discrète. Ce sont le capitaine Sesmat, le commandant Chaillan et l'adjudant Lamirand, les trois gendarmes qui ont mené l'enquête. A-t-on assez raillé leurs maladresses, les pièces à conviction oubliées, les empreintes effacées, et, tout au long de l'enquête, un certain triomphalisme hors de propos ? A-t-on assez agité le spectre du dessaisissement au profit de la police ? S'est-on assez moqué d'eux, dégringolant de branche en branche du baobab généalogique des Villemin, perdus dans le labyrinthe des rumeurs, des rancœurs, des jalousies et des soupçons familiaux ? Pour l'heure, ils savourent leur revanche.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

● *Campagne d'affiches pour sensibiliser les lycéens aux maladies vénériennes.* – L'union départementale des sociétés mutualistes (UDSM) de la Côte-d'Or organise, dans les établissements scolaires de la région dijonnaise, une campagne d'affiches pour sensibiliser les élèves aux dangers des maladies sexuellement transmissibles (MST). Deux affiches, à une semaine d'intervalle, expliquant les risques de contamination, de stérilité et d'infections sont prévues pour mettre en garde les lycéens contre ces maladies qui atteignent, plus d'un million de personnes en France chaque année.

● *Trois morts et six blessés dans l'accident d'un minibus scolaire.* – Trois adolescentes, âgées de quinze à dix-neuf ans, ont été tuées et six enfants de sept à douze ans gravement blessés, lundi 5 novembre, dans un accident de la circulation sur la RN 4 à Nant-le-Petit (Meuse). Les enfants rejoignaient, après une promenade en forêt, le centre éducatif Montplone, où ils étaient placés par la DDASS, à bord d'un minibus scolaire qui, après avoir brusquement freiné sous la pluie, a heurté un camion.

AU TRIBUNAL DE REIMS

Canular idéologique

De notre envoyé spécial

Reims. – A la chambre correctionnelle du tribunal de Reims, M. Delteil est un président traditionnel. Dans cette affaire d'usage de faux en écritures publiques et d'immixtion sans titre dans une fonction publique qui, par sa nature, sortait de l'ordinaire, l'idéologie en ayant été le seul mobile, il se sentait peu enclin à écouter les raisons de ces trois jeunes gens libertaires et écologistes. Il n'entendait, lui, retenir que leurs aveux. Car tout était reconnu.

En novembre et décembre 1982, Catherine Gusco, Christian Drouet et Pascal Ruffier avaient, bel et bien, adressé à des habitants de Reims des convocations en bonne et due forme les invitant à se rendre au commissariat pour y être fichés et photographiés «*dans le cadre du fichage général de la population entrepris par la police nationale depuis plusieurs années*».

Mais pourquoi ce singulier canular ? Pas pour s'amuser, évidemment, mais pour montrer combien, aux yeux de ceux qui l'organisaient, était inquiétante et dangereuse cette idée d'un fichier «violences, attentats, terrorisme» qui, à l'époque, était dans l'air. La preuve de ce danger n'était-elle pas, au reste, apportée par l'effet même du canular ? N'avait-on pas vu soixante-dix Rémois venir ainsi au commissariat sans se poser de questions. N'avait-on pas lu, aussi, l'exemple dans la région de soupçons portés contre tel ou tel manifestant antinucléaire, notamment à Chooz dans les Ardennes, comme M. Vincent Leroy, cité comme témoin par les prévenus ?

M. Leroy a raconté son aventure. Alors qu'il lui arriva, en sa qualité de représentant du mouvement, d'être l'interlocuteur des autorités locales lors des plus violentes manifestations, il lui suffit, en 1982, d'avoir fait, pendant ses vacances, un voyage en Inde pour qu'à son retour il découvre à l'aéroport de Roissy qu'il figurait sur une liste de personnes à contrôler. Voilà pourquoi, expliquaient donc en substance les prévenus, nous avons fait ce que nous avons fait.

M. Delteil n'éprouvait qu'un médiocre intérêt à ces explications. Tout cela, disait-il, est bel et bon, mais vous nous racontez là des histoires qui n'ont pas grand-chose à voir avec notre affaire. Supposons même que vous ayez telle ou telle conviction, ça ne vous autorise pas à vous immiscer dans une fonction publique.

« *Mais, monsieur le Président, l'aspect politique est fondamental.*

– *Alors, en somme, vous êtres heureux d'être ici aujourd'hui ?*

– *Il nous restait peu de moyens autres pour exprimer notre inquiétude.*

– *Eh bien, le tribunal vous dit seulement que vous avez beaucoup de chance de vivre en France.* »

Exprimer l'inquiétude

Et un peu plus tard, en écoutant plaider Me Alain Fournier et Me Jocelyne Beyer qui, pour expliquer le geste, rappelait ce projet du fichier qui devait porter de deux mille à cent mille le nombre de personnes suspectes et l'avis favorable qu'y avait donné la commission nationale Informatique et libertés, M. Delteil ne put retenir une autre réflexion : ce problème des fichiers n'est pas de la compétence du tribunal, il est de celle du gouvernement français.

Substitut du procureur de la République, M. Jean Lassalle devait requérir des peines d'amende de 5 000 F. Pour lui aussi, « *il existe d'autres moyens pour exprimer ses inquiétudes à l'endroit de l'informatisation et des fichiers, et la preuve en est apportée par tous les articles et toutes les émissions de radio ou de télévision dans lesquelles les oppositions peuvent s'exprimer* ».

Finalement, le tribunal a estimé que 3 000 F d'amende suffisaient. Mais M. Delteil a tenu à ajouter à l'intention des condamnés : « *Le délit existe bel et bien, quelles que soient vos motivations politico-idéalistes.* » Catherine Gusco, Christian Drouet et Pascal Ruffier, et la dizaine d'amis qui les accompagnaient, n'avaient plus qu'à repartir un peu déconcertés d'avoir finalement trop attendu et espéré d'un procès qui, en fin de compte, les laissait bien solitaires.

J.-M. THÉOLLEYRE.

JUSTICE

EN CONGRÈS A AIX-EN-PROVENCE

Les avocats de gauche ne veulent pas être des « béni-oui-oui »

De notre envoyé spécial

Aix-en-Provence. — Le Syndicat des avocats de France (SAF) veut rester un aiguillon pour le gouvernement. En matière judiciaire et de droits de l'homme, celui-ci a longtemps paru exemplaire. Mais, selon Me Alain Molla (Aix-en-Provence), *« l'épreuve des responsabilités a immanquablement assombri l'image du pouvoir »*. Devant certains dérapages, le SAF doit-il se montrer intransigeant ?

Les trois cent cinquante avocats qui ont participé, à Aix-en-Provence, au XIe Congrès du syndicat, en ont débattu du 1er au 3 novembre, et leur réponse est nuancée : le SAF ne veut pas rompre avec le gouvernement, mais les mille cinq cents adhérents que revendique son président, Me Frank Natali (Évry), se refusent à être des *« béni-oui-oui »*.

Ils l'ont fait savoir avec un certain agacement à M. Raymond Forni, président (socialiste) de la commission des lois de l'Assemblée nationale, venu leur demander de choisir leur camp, c'est-à-dire celui de la majorité. L'intervention de M. Jean-Pierre Plantard, directeur adjoint du cabinet du garde des sceaux, n'a guère été mieux accueillie. Le SAF a condamné l'extradition, au mois de septembre, de trois Basques espagnols, et les congressistes ont assez mal pris que le représentant de M. Badinter justifie ce qu'ils considèrent comme injustifiable.

Avocats et de gauche, les militants du SAF ont dû avaler, ces derniers mois, beaucoup de couleuvres. Cela va du projet de budget du ministère de la justice qualifié par eux de *« quasi dérisoire »* au *« raidissement des mesures relatives aux étrangers »*.

Toutes les facettes de la politique judiciaire ont été passées au tamis au cours de ce congrès, qui avait pour thèmes « Changer la justice », « Quelles pratiques professionnelles ? ». A côté de pépites comme l'abolition de la peine de mort et la disparition de la Cour de sureté de l'Etat, le SAF découvre, navré, des scories, tel l'« enlisement » du projet de création de tribunaux de l'application des peines, projet adopté au cours de l'été 1983 par le conseil des ministres. Ce projet vise à transférer à des magistrats du siège la décision d'accorder aux détenus les permissions de sortir et les libérations conditionnelles. Certaines de ces libérations le sont actuellement par la chancellerie seule.

La création de ces nouveaux tribunaux supposerait l'embauche de nombreux magistrats. Mais ce projet a également été mal accueilli à droite, et le SAF soupçonne le gouvernement de céder *« au ravage de l'idéologie sécuritaire »*.

Ni « béni-oui-oui » ni « godillots », les militants du SAF n'entendent pas pour autant faire preuve *« d'irresponsabilité »*. On perçoit chez eux, à l'égard du gouvernement, ce que Me Molla a appelé une *« reconnaissance pour l'acquis »*. Malgré de fortes tentations d'épouser certaines causes extrêmes, tentations qui se sont manifestées lors de votes serrés, les congressistes ont repoussé une motion sur le Pays basque et une autre sur la Corse, inspirées par les thèses nationalistes les plus intransigeantes.

Le SAF, par exemple, exige l'arrêt des poursuites engagées à Bastia à l'encontre de Me Marie-Hélène Mattéi, qui, à la sortie d'une audience, a accusé les magistrats de rendre des décisions politiques. Mais, à la différence de sa version initiale, la motion adoptée ne fait plus référence à la « censure » de soirées culturelles ni à « l'exhumation » de lois désuètes en Corse. M. Forni et, avec lui, le gouvernement socialiste ne peuvent sans doute espérer faire rentrer le SAF dans leurs rangs, mais, de leur point de vue, les dégâts sont limités.

BERTRAND LE GENDRE.

★ Syndicat des avocats de France, 21 *bis*, rue Victor-Massé, 75009 Paris. Tél. : 282-01-26.

SCIENCES

UNE PREMIÈRE SPATIALE

La navette Discovery doit capturer et ramener deux satellites

Pour sa deuxième mission, la navette américaine Discovery quittera en principe le centre spatial Kennedy mercredi 7 novembre à 13 h 18 (heure française) avec deux satellites de télécommunications à bord. Elle y reviendra jeudi 15 novembre à 12 h 57, avec toujours deux satellites de télécommunications à bord. Mais ce ne seront pas les mêmes : pour la première fois, des satellites inutilisables doivent être capturés en orbite et ramenés au sol pour réparation et réutilisation ultérieure.

C'est un pas supplémentaire par rapport à ce qui a été fait en avril dernier : le satellite Solar Max, destiné à l'étude des éruptions solaires, avait été — difficilement — capturé et réparé en orbite par deux astronautes qui changèrent des composants électroniques dont la panne interdisait au satellite de s'orienter vers le soleil (*le Monde* des 10, 11 et 13 avril).

Un marché d'occasions

Les cinq membres de l'équipage Discovery mettront en orbite, jeudi 8 novembre, un satellite canadien, Anik D-2, puis, vendredi 9, un satellite américain, Syncom 4-1. Le samedi 10 novembre, ils tenteront de capturer le satellite indonésien Palapa B-2 et, deux jours plus tard, le satellite américain Westar-6. Ces deux satellites avaient été mis en orbite en février 1984 par la navette Challenger, mais les étages de transfert (PAM-D) qui devaient les envoyer vers l'orbite géostationnaire étaient défectueux : les satellites se retrouvèrent sur des orbites complètement inadaptées à leur mission. Considérés comme perdus, ils furent remboursés à leurs propriétaires par les compagnies d'assurances, qui en ont maintenant la propriété.

Ces compagnies devraient en partie récupérer leurs débours (180 millions de dollars au total) s'il se confirme qu'après leur retour au sol les satellites pourront, sans grand frais supplémentaires, être remis à neuf et renvoyés plus tard en orbite. Neufs, les satellites coûtaient entre 35 et 40 millions de dollars ; le reste de l'assurance couvrait les frais de lancement et la perte de recettes que l'absence d'un satellite entraîne pour l'exploitant téléphonique. La récupération de Westar-6 et de Palapa B-2 coûtera 5,5 millions de dollars aux assureurs, qui espèrent ensuite vendre les satellites. Ce serait la première transaction d'un nouveau marché : celui du satellite d'occasion.

Cinq astronautes seront à bord de Discovery pour cette mission. Le commandant de bord est Frederick Hauck, qui participa comme pilote à la deuxième mission de Challenger en juin 1983. Le pilote est David Walker, qui fait son premier vol. Les trois ingénieurs sont Joseph Allen, Anna Fischer et Dale Gardner. Anna Fischer a déjà volé en novembre 1982, lors de la cinquième mission de la navette Columbia. Dale Gardner est aussi un récidiviste : il participa en septembre 1983 à la troisième mission de Challenger. Pour Anna Fischer, c'est le baptême spatial : après Sally Ride et Kathryn Sullivan, elle va devenir la troisième Américaine de l'espace.

Si le largage d'un satellite est pour les astronautes une opération maintenant bien rodée, il n'en est pas de même de la saisie et de l'arrimage dans la soute d'un satellite, d'autant qu'il s'agit, dans le cas présent, d'engins de forme cylindrique qui tournent sur eux-mêmes. Pour la récupération de Palapa B2, Hauck et Walker devront amener Discovery à une dizaine de mètres du satellite.

Allen s'installera dans un des fauteuils propulsifs essayés en début d'année (*le Monde* daté 12-13 février) et devra rejoindre le satellite, fixer sur celui-ci une sorte de grappin spécialement conçu, et utiliser son propre système propulsif pour stopper la rotation. Manœuvrant depuis l'intérieur de la navette le bras télémanipulateur, Anna Fischer pourra alors saisir Palapa B-2 et le ramener, ainsi qu'Allen, à l'intérieur de la soute où Gardner l'attendra pour l'arrimer, après en avoir détaché une grande antenne qui empêcherait la fermeture de la soute si elle restait en place. Le même processus sera mis en œuvre le lendemain pour Westar-6, à ceci près qu'Allen et Gardner permuteront.

MAURICE ARVONNY.

SPORTS

CYCLISME

VALLET ET FRANK RÉCIDIVENT A GRENOBLE

Repris en main par un organisateur privé, Marc Braillon, qui dirige une société de travail temporaire apportant une aide financière au sport, et orchestrés par l'ancien champion de France Henry Anglade, les Six Jours de Grenoble se sont terminés, le 5 novembre, par le succès de l'équipe franco-danoise, Vallet-Frank, déjà victorieuse à Paris-Bercy au mois de février.

L'épreuve a obtenu un succès populaire encourageant, alors que le cyclisme sur piste tente péniblement de refaire surface. L'affiche, il est vrai, ne manquait pas de qualité. Elle réunissait notamment le recordman de l'heure Francesco Moser, Bondue, Gisiger, Clerc, Hofeditz et l'Australien Wiggins, considéré comme un des maîtres de la spécialité, qui ont donné une bonne réplique aux vainqueurs.

Ces séquences de sport-spectacle auxquelles s'est intéressé le ministre de la jeunesse et des sports, M. Alain Calmat, présent le dernier soir, ont, d'autre part, fourni à de jeunes routiers tels que Vincent Barteau, révélation du Tour de France, ou Charles Mottet, le lauréat du Tour de l'Avenir, l'occasion de se familiariser avec l'apprentissage du vélodrome.

Pour la circonstance, Grenoble innovait — une fois de plus — avec des Six Jours féminins. Dans cet exercice d'un genre nouveau, Jeannie Longo, associée à la championne du sprint Isabelle Gautheron, n'a laissé aucune chance à ses rivales.

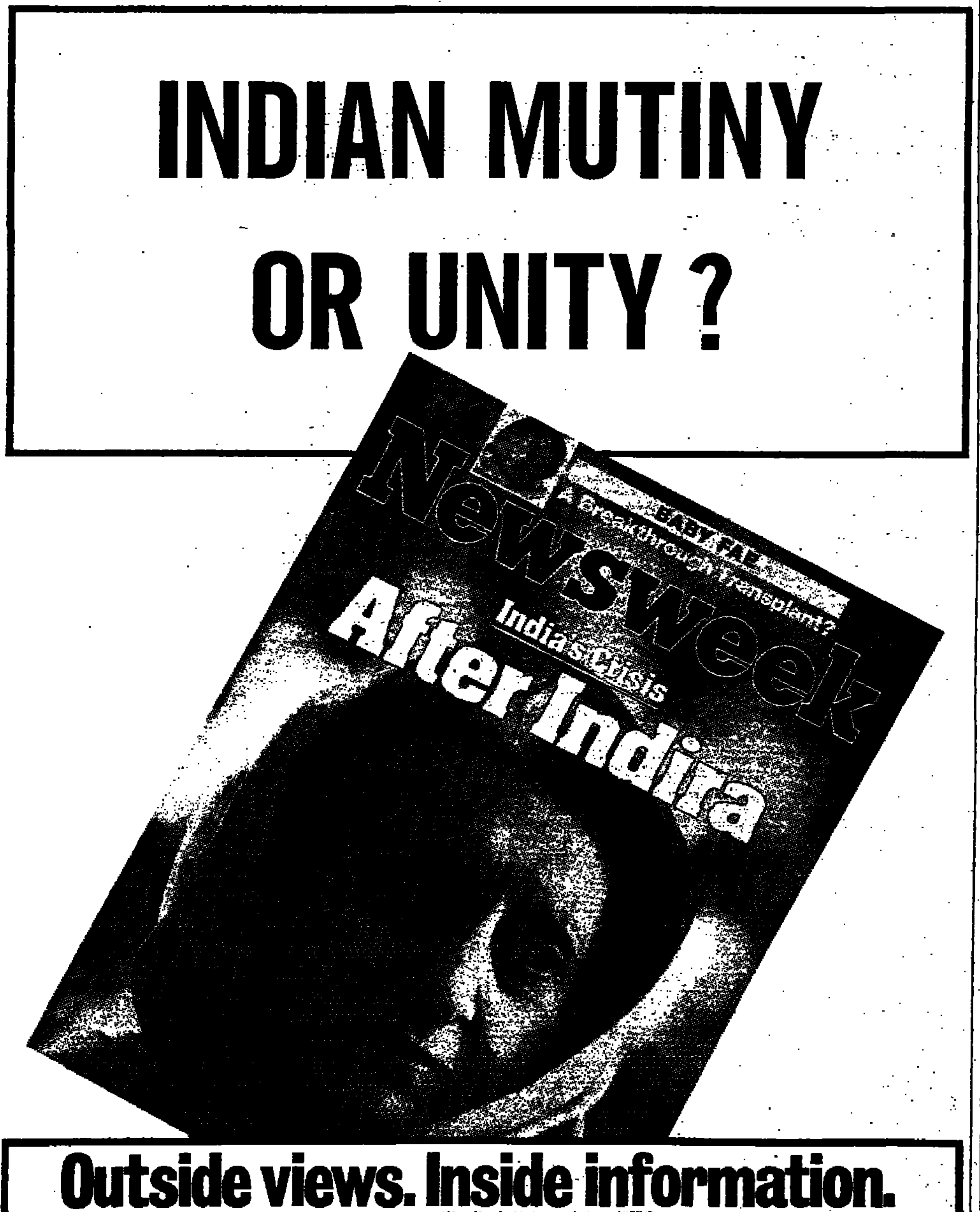
J. A.

● TENNIS : *McEnroe vainqueur et suspendu.* — Après six rencontres, l'Américain John McEnroe et le Suédois Mats Wilander sont désormais à égalité, trois victoires chacun. Le numéro un mondial a, en effet, battu Wilander en trois manches (6-2, 3-6, 6-2), lors de la finale du tournoi de Stockholm le 5 novembre.

En raison de sa *« conduite non sportive »* au cours de la demi-finale contre le Suédois Anders Jarryd, l'Américain s'est vu infliger une amende de 2 100 dollars. Le total de ses amendes en douze mois dépassant 7 500 dollars, il encourt automatiquement une suspension qui peut être de vingt et un jours s'il ne participe à aucune exhibition ou bien de quarante-deux jours. McEnroe a renoncé à faire appel. Dans tous les cas, il pourra participer à la finale de la Coupe Davis contre la Suède du 16 au 18 décembre à Göteborg.

● AUTOMOBILISME : *Gérard Toth succède à Gérard Larrousse chez Renault.* — Le remplaçant de Gérard Larrousse, qui est passé chez Ligier, à la direction de la compétition et de Renault-Sport à la Régie est, depuis le 5 novembre, Gérard Toth, un ingénieur de l'Ecole de physique et de chimie de Paris, âgé de quarante-trois ans.

[Entré à la régie Renault le 13 septembre 1976 en tant que directeur à la Société d'études et de réalisations industrielles (SERI), il est ensuite devenu, en 1980, assistant du directeur des recherches et développements automobiles, en 1981, assistant du directeur général adjoint technique automobile puis, en 1982, directeur de la qualité.]



Newsweek

Traduction du texte inséré ci-contre :

« Inde : mutinerie ou unité ? »

EN BREF

Le porte-parole du Vatican nommé prononce en Afrique

Cité du Vatican (*AFP*). — Le Père Romeo Panciroli, directeur de la salle de presse du Vatican depuis juin 1976, a été nommé, le 6 novembre, pronońce apostolique en Afrique et archevêque titulaire.

Le Père Panciroli représentera le Saint-Siège au Libéria et en Gambie. Il sera également délégué apostolique en Sierra-Leone et en Guinée.

Emotion après deux nouveaux meurtres à Nice

Nice. — Le meurtre, dans la nuit de dimanche 4 à lundi 5 novembre à Nice, d'un pompiste, M. Fabrice Messadia, trente-cinq ans, père de cinq enfants, tué d'une balle dans la tête par des inconnus qui ont raflé 347 francs dans le tiroir-caisse et celui, quelques heures plus tard, de la caissière du zoo de Saint-Jean-Cap-Ferrat, Mme Eliane Richard, trente-quatre ans, tuée d'une balle en plein cœur (un peu plus de 1 000 francs ont été dérobés), portent à quatre le nombre des crimes de sang ayant le vol pour mobile, commis en moins de trois mois dans les Alpes-Maritimes.

Le 17 août dernier, un coiffeur de Saint-Laurent-du-Var, M. Bernard Soulieul, quarante-cinq ans, avait été égorgé dans son salon pour une poignée de billets de 100 francs. Le 25 octobre, le livreur d'une boulangerie de la banlieue de Nice, M. Raymond Pariente, cinquante-sept ans, était tué de deux coups de fusil par un drogué qui avait emporté 180 francs.

Cette poussée de violence a suscité une très vive émotion dans la région où de nombreuses manifestations de soutien aux familles des victimes ont eu lieu. La chambre syndicale de la réparation automobile a demandé au préfet de police des Alpes-Maritimes, M. Ceccaldi, une entrevue pour obtenir de *« véritables mesures de protection des stations-service »* et M. Francis Palmero, sénateur des Alpes-Maritimes, est aussi intervenu auprès de M. Joxe, ministre de l'intérieur, pour lui demander *« quelles mesures il compte prendre pour lutter contre l'insécurité dans une région cosmopolite et attrayante pour les délinquants et les caractériels »*. — (*Corresp.*)

UN LIVRE PLAIDOYER DU CAPITAINE BARRIL

Le capitaine Paul Barril vient de publier un ouvrage autobiographique, *Missions très spéciales*, aux Presses de la Cité (256 pages, 80 F). L'ancien adjoint du chef d'escadron Christian Prouteau à la tête du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), puis chef par intérim de ce même GIGN après la nomination de M. Prouteau comme chargé de mission auprès de l'Elysée, s'y livre à un plaidoyer *pro domo*, accusant notamment la hiérarchie policière d'avoir cherché à briser sa carrière.

Mis en cause à propos des activités multiformes de la *« cellule antiterroriste »* mise en place à l'Elysée en 1982 autour de M. Prouteau, et, en particulier, à propos de l'arrestation de trois Irlandais à Vincennes, en août 1982, le capitaine Barril est depuis mars en disponibilité pour cinq ans de la gendarmerie.

Sur la « bavure » irlandaise — qui a provoqué l'inculpation de deux gendarmes, — le capitaine estime qu'elle était justifiée en tant qu'opération de police judiciaire préventive, mais il reconnaît que, d'un point de vue judiciaire, elle n'a pas évité les erreurs.

● *Le sabotage d'Ajaccio est revendiqué.* — Une organisation, s'intitulant Groupe d'action corse du 1er novembre, inconnue jusqu'ici, a revendiqué, lundi 5 novembre, le sabotage commis jeudi dernier (*le Monde* du 3 novembre) contre un convoi exceptionnel destiné à EDF. Un rotor de 74 tonnes, prévu pour la centrale thermique du Vazzio, a été précipité dans le port d'Ajaccio. Dans un communiqué, ce groupe évoque *« la mémoire des soldats corses et français tombés en Algérie, victimes du colonialisme »*, ainsi que *« la mémoire des combattants algériens tombés pour la libération de leur patrie »*. Pour authentifier son action, cette organisation a détaillé les trois sortes de bombes fumigènes utilisées au cours de cette opération. Deux descriptions sur trois correspondent aux constatations de la police.



Le Monde

culture

VARIÉTÉS

UN « OPÉRA CARTOON »

Diane Dufresne a des milliers d'enfants

Diane Dufresne, la Québécoise, propose son nouveau spectacle produit par Albert Koski, à partir du mercredi 7 novembre au Cirque d'Hiver : un « opéra cartoon » de Luc Plamondon et Angelo Finaldi où elle interprète en chansons l'histoire d'une rockeuse qui tombe amoureuse d'un rayon rose.

Diane Dufresne revient à la manière d'une étoile qui brille, se retire et réapparaît encore plus lumineuse. Elle est de nouveau sur une scène avec ses rêves et ses voyages, ses extravagances et sa liberté, son extraordinaire « beat » et sa joie de vivre, sa manière de rire sur elle-même et son besoin d'espace, de swing et de couleurs.

« Je fais mon métier à l'ancienne manière, dit Diane Dufresne. *Je n'essaie pas de vendre des disques, de fabriquer des shows en série. J'ai vingt ans de carrière et je ne suis pas blasée. J'y crois encore. Je « fight », je me bats, je donne toute mon énergie sur scène, je provoque, je cherche à amener les gens où je veux, à faire éclater un délire. Parfois, en jouant avec le public, j'arrive vraiment à toucher la folie, une autre dimension. »*

« Quand je prépare un spectacle, j'entre dans un nouvel univers. Et peu à peu je deviens schizophrène. Toutes mes cordes de sensibilité sont extérieures. Même ma violence. Je suis fragile. Après une série de concerts, il me faut prendre l'avion et changer de climat. Je vais en Californie, au bord de la mer ou dans les bois, je devins anonyme. Mais quitter le public quand on le voit une fois tous les deux ans seulement, et un seul soir, c'est comme une peine d'amour. C'est très douloureux. Je sais qu'il n'y a pas beaucoup de monde aujourd'hui dans le show-business qui parle du public comme d'un être humain. Mais je considère les gens qui forment le public comme mes enfants. C'est mon côté maternel. Je n'ai pas eu le temps de faire des enfants. Les gens m'aiment. Je les aime aussi et j'en prends soin. »

Diane Dufresne est née dans un quartier ouvrier de Montréal : *« Je suis une fille de l'Est, et j'ai l'accent de la rue. Mon père a d'abord été agent d'assurances. Et puis il est devenu star dans son affaire : il est passé courtier. »* A quinze ans, Diane Dufresne commence à travailler dans un hôpital pour pouvoir se payer des cours de chant et de diction, le soir : *« Je chantais des chansons de Léo Ferré, de Charles Aznavour et de Gilbert Bécaud. »* A dix-neuf ans, elle part pour Paris, étudie le chant chez Jean Lumière et l'art dramatique chez Françoise Rosay. Elle chante dans les clubs de la rive gauche : l'Échelle de Jacob, le Port du salut et l'Écluse, avant de retourner au Québec.

En 1969, Diane Dufresne retrouve une partie de sa vraie nature dans une revue, *les Girls,* où elle improvise à corps perdu dans son « joual » natal. Elle fait aussi la rencontre du musicien François Cousineau, qui va lui donner une nouvelle orientation musicale. Elle découvre le rock, qui devient pour elle quelque chose de viscéral, comme son parler québécois. Et c'est dans la conjugaison de ces deux éléments qu'elle va trouver son identité de chanteuse.

Luc Plamondon et François Cousineau écrivent pour Diane Dufresne un album et un spectacle : *Tiens toé ben j'arrive.* D'autres revues suivront à Montréal et à Paris, où elle apparaît fine, pleine de nuances et d'humour, où elle bouge, swingue, vocalise, « scate », évoque ici Janis Joplin, là Elvis Presley, sa *« première histoire d'amour ».*

Au Cirque d'Hiver, Diane Dufresne est seule. Avec ses musiciens, des lasers, le rayon rose et des chansons de Luc Plamondon écrites avec des mots simples, *« mais dans l'espace,* souligne la chanteuse. *Pour que les gens puissent rêver. Plus tard, j'aimerais vieillir avec la nature, voir évoluer les arbres et les fleurs avec les changements de saison. Mais, pour l'heure, je veux encore « fighter ».*

CLAUDE FLÉOUTER.

AU CENTRE POMPIDOU

« Télévision 84 », un forum d'images de sons et de conversations

La télévision va vite, on ne voit le plus souvent les émissions qu'une fois (Canal Plus vient de rompre la règle). Les feuilletons, les dramatiques, les documents historiques, les séries artistiques passaient jusqu'ici comme passent les jours, aussitôt remplacés par d'autres, aussi éphémères. La manifestation qui a lieu — pour la cinquième fois cette année — au Centre Pompidou permet de voir (ou de revoir) certaines productions, de prendre du recul et de dresser sinon *« une sorte de bilan annuel »* (comme il est dit un peu ambitieusement), du moins une réflexion critique et comparative des styles et des écritures.

« Télévision 84 », qui est organisé aussi par les trois chaînes, ainsi que par Intermédia, la SACEM et la SACD (Société des auteurs et compositeurs dramatiques), propose cette année une sélection d'émissions regroupées par thème ou par genre. Pendant six jours, du 7 au 12 novembre, on pourra donc revoir une soixantaine de documents projetés dans différentes salles, accompagnés d'un ou deux débats par jour avec des créateurs, des techniciens, des responsables et des journalistes.

★ Au programme : mercredi 7 « L'histoire à la télévision », projections de 14 h à 20 h 30, débat à 21 h.

Jeudi 8, « Images pour la télévision », avec un débat (14 h 30) sur la production et la programmation face à la mutation des réseaux de diffusion, service public et entreprise privée, voie hertzienne, câble, satellite ; projections de 14 h à 22 h présentant une sélection d'émissions des stations régionales de FR3, suivies d'un débat (21 h) sur un an de régionalisation.

Vendredi 9, « Le son à la télévision », débats à 15 h et 21 h.

Samedi 10, « Variétés », projections de 14 h à 21 h 30.

Dimanche 11, « Variétés », projections de 14 h à 21 h.

Lundi 12, « La télévision à la première personne », projections de 14 h à 21 h, débat à 21 h.

La culture à TF 1

BRAVOS, MAIS PAS BIS

Tout au début, ce rendez-vous s'appelait « Pleins feux » et avait duré près de cinq années sur TF 1. Depuis plus d'une année, José Artur et Clément Garbisu avaient rebaptisé « Bravos » ce magazine des amoureux du spectacle et du théâtre, plus particulièrement peut-être parce qu'il recueillait des applaudissements toujours plus nombreux. « Bravos », en effet, avait son public d'habitués. Plus de 8 % des téléspectateurs certains soirs aimaient entendre la voix de José Artur et regarder les reportages nocturnes de Clément Garbisu. « Bravos » était le seul magazine du théâtre sur TF 1 et devenait, au fil du temps, un peu comme « Apostrophes », sur Antenne 2, un institut médiatique. « Bravos », apprend-on, disparaît et sera remplacé prochainement par un magazine pluri-culturel (*le Monde* du 2 novembre). Le théâtre y trouvera-t-il son compte ?

MARC GIANNESINI.

PATRIMOINE

Péril en Tonnerrois

Le 6 novembre 1983, M. Léo Grézard, député (PS) de l'Yonne, attirait à l'Assemblée nationale, l'attention du ministre délégué à la culture sur *« l'état d'abandon dans lequel se trouve, depuis plusieurs années, le château de Maulnes »,* situé sur la commune de Cruzy-le-Château (Yonne).

Construit vers 1570 et déjà décrit par J. Androuet du Cerceau comme un des *« plus excellents bâtiments de France »* (1576), classé monument historique en 1942, le château de Maulnes-en-Tonnerrois, où l'influence italienne (et peut-être l'intervention directe de l'architecte Serlio) s'est remarquablement exprimée, menace ruine.

Le cas n'a rien, malheureusement, de bien original, sinon qu'au lieu de mettre sur la sellette une traditionnelle « incurie » de l'Etat et de l'administration, c'est la négligence du propriétaire qu'il faut évoquer ou son impossibilité financière de contribuer à la restauration de ce bâtiment qu'il a pourtant acquis en 1959.

Depuis cette date, l'Etat a, pratiquement seul, entretenu le château sans parvenir toutefois à la mise hors d'eau de cet édifice privé. Actuellement, les toitures sont à nouveau percées, le château est soumis aux intempéries, les communs s'écroulent et le reste suivra si aucune solution n'est trouvée, l'expropriation semblant devoir actuellement être la seule décision envisageable. Mais combien de châteaux l'Etat, les régions ou les collectivités locales seront-ils capables de prendre en charge pour enrayer la lente disparition de ce patrimoine de prestige ?

FRÉDÉRIC EDELMANN.

CINÉMA

« LES YEUX, LA BOUCHE », de Marco Bellocchio

Le temps de la réconciliation

En 1965, un jeune acteur d'origine danoise, Lou Castel, débutait, avec éclat, dans le premier long métrage d'un jeune réalisateur italien, Marco Bellocchio, alors âgé de vingt-six ans. Le film s'intitulait *les Poings dans les poches.* Contemporain de *Prima della rivoluzione* de Bertolucci, il exprimait, avec une rage peu commune, une violence atroce, le délire intellectuel et moral d'un adolescent (frappé symboliquement d'épilepsie) contre sa famille. En détruisant celle-ci, Alessandro détruisait l'ordre bourgeois, ouvrait une longue ère de contestation chez le réalisateur.

En 1982, Lou Castel a reparu dans *les Yeux, la bouche* (réalisé avant *Henri IV le roi fou,* présenté à Cannes cette année). Il est revenu chez Bellocchio, après avoir tourné sous la direction de Liliana Cavani, Damiani, Lizzani, Fassbinder, Chabrol, Tacchella, Wenders, Monicelli, Benoît Jacquot et quelques autres... Lou Castel porte les cheveux longs, il a le visage et le corps un peu empâtés, mais il garde — ou retrouve — une présence fascinante, des gestes impulsifs. Il s'appelle Giovanni. Acteur bohème, il rejoint sa famille, à la veille du Jour de l'an, pour les obsèques de son frère jumeau, Pippo. Celui-ci s'est suicidé.

Le contraste entre l'atmosphère de fête hivernale d'une ville industrielle du Nord et l'atmosphère de deuil d'un appartement bourgeois, c'est du Bellocchio pur. On éprouve un malaise à voir Giovanni épier les siens derrière les vitres, avant d'entrer, puis secouer frénétiquement le cadavre étendu dans le cercueil, comme s'il voulait le ramener à la vie. Emanuelle Riva, mère gémissante, se plaint, assise sur son lit, l'oncle, Michel Piccoli, prend des airs désinvoltes et cyniques. Les autres membres de la famille ressemblent à tous ces êtres sur lesquels Bellochio s'est souvent acharné. L'intrusion de Giovanni va-t-elle démolir le rituel d'ordre qu'on essaie de maintenir ? Non, elle va le consolider, si bizarre que cela puisse paraître.

Après avoir réglé des comptes avec une délectation de plus en plus morbide (*le Saut dans le vide*), Bellocchio, la quarantaine passée, tire le trait, sans doute final, du bilan et introduit, dans une mise en scène toujours inventive, par ses changements de ton inattendus, les éléments d'une réconciliation avec le passé, son passé, ses révoltes et ses haines. Lou Castel lui sert de truchement puisque Giovanni, non sans sursauts, d'ailleurs, entre l'ancienne attitude et la nouvelle, va s'efforcer de faire croire à sa mère que Pippo ne s'est pas donné la mort, ne s'est pas détaché d'elle. Pour se délivrer de sa propre culpabilité, il pousse en avant Vanda, la maîtresse de son jumeau. Enceinte de celui-ci, cause de son suicide pour avoir refusé de s'enchaîner par le mariage et la maternité, cette fille d'émigrés sud-américains regimbe. Elle appartient à un autre milieu, à une génération pour laquelle mai 68 et la démolition des valeurs bourgeoises n'ont pas de sens. Energique, têtue, ironique à l'occasion, Angela Molina représente ardemment une force de vie, de liberté, de sexualité niant toute contrainte. Lorsqu'elle assiste à une projection du film *les Poings dans les poches,* la boucle commence à se boucler.

Car Giovanni est bien l'acteur de ce film d'autrefois, l'Alessandro qui tuait sa mère aveugle. Et, à partir de là, dans la relation Lou Castel-Angela Molina, *les Yeux, la bouche* devient une œuvre où la réalité affective doit être assumée, où la tendresse doit triompher des hallucinations, du déchirement entre la mère d'aujourd'hui et l'image de l'amour apportée par Vanda. Giovanni évoque sa carrière depuis le premier film de Lou Castel. Avec une surprenante intensité émotionnelle, Marco Bellocchio conduit ensuite les dernières hésitations de son personnage devant le choix à faire, vers un double renouveau. Il a obtenu de tous ses interprètes un jeu étrange et magnifique. Depuis, *Henri IV,* d'après Pirandello, a été une pause assez incertaine. Et Bellocchio prépare une nouvelle adaptation du *Diable au corps...*

JACQUES SICLIER.

★ Sortie le 7 novembre.

AU TROISIÈME FESTIVAL DU FILM DE BASTIA

Violence et nostalgie

Le troisième Festival du film des cultures méditerranéennes, qui vient d'avoir lieu à Bastia, s'est achevé par le couronnement d'un long métrage grec : *le Prix de l'amour,* de Tonia Markétaki, (*le Monde* du 2 novembre).

Sur le cours Paoli, artère principale de Bastia, flottaient encore les gaz lacrymogènes et tremblaient les fumeroles des cocktails Molotov. Les cars de CRS étaient massés comme aux grands jours. Ce n'était pas le troisième Festival de cinéma que visait la manifestation violente, et qui a fait plusieurs blessés. Le cours Paoli conduit au théâtre, palais du Festival pour dix jours, et aussi au palais de justice où étaient jugés en appel deux nationalistes plastiqueurs. C'était Bastia fin octobre...

En dépit du ciel estival, l'orage est dans l'air. Le réalisateur égyptien Raafat Mihi menace de se retirer de la compétition si l'Israélien Yehuda Ne'eman ne s'en retire pas lui-même. Vieilles histoires des familles méditerranéennes. Un pétard mouillé. Pourtant *l'Avocat,* le film égyptien, se réduit à une satire assez anodine de la corruption généralisée du pays, et le film israélien, *Compagnons de route,* se veut un témoignage sur le rôle vital du mouvement pour la paix en Israël, un film *« non uniquement israélien mais israélo-palestinien ».* C'est au demeurant un polar politique à la Costa-Gavras plutôt bien ficelé, un document éclairant sur les rapports réels des ethnies. Et le cinéma méditerranéen est peut-être d'abord une façon de voir plus clair dans les problèmes d'un monde durement morcelé.

Entre une rétrospective du cinéma grec et un hommage à l'Italien Comencini, le Festival de Bastia présentait douze films en compétition et une dizaine d'invités. Thèmes communs : la montagne et non la mer, les villages désertés, la vie difficile, les hommes partis au loin, le rôle central de la femme, révoltée ou victime. *Les soldats de plomb,* premier film de l'acteur espagnol José Sacristan, raconte l'histoire d'un Oreste qui préfère le compromis de l'argent au massacre des traîtres. *Le Prix de l'amour,* de Tonia Markétaki, d'un esthétisme appuyé, situé dans la Corfou du début du siècle est le sombre mélodrame d'une honnête fille séduite et abandonnée, sous-tendu de revendications sociales : Bertolucci n'est pas loin, mais Bertolucci n'est pas là.

Le film le plus fort, le plus dense est sans doute *le Miroir* du Turc Erden Kiral : un paysan y oblige sa femme à recevoir l'homme qui la courtise, qu'il égorge et enterre dans leur cabane, sous la litière du bœuf. Passe l'hiver, au bout duquel, par un silence de plus en plus lourd, la femme rejoint le mort qu'elle a fini par aimer. huis clos qui évoque un certain cinéma japonais, celui de l' *Ile nue,* par exemple ; le mélo, à travers des images d'une somptueuse sauvagerie, retrouve simplement le tragique universel.

Des couleurs plus tendres, pour finir avec l'humour italien de Pupi Avati dans *Una gita scolastica* (une excursion scolaire). Un professeur de lettres — dont on aimerait qu'il soit Woody Allen — et un professeur de dessin conduisent en 1914 leurs élèves de Bologne à Florence, à travers champs et forêts : itinéraire initiatique dont nul ne sort indemne.

Le Festival de Bastia est devenu l'événement majeur — et à peu près unique — de la vie culturelle en Corse, une action efficace pour arracher l'île à la tentation du ghetto, et qui répond à un besoin réel : en témoigne le très vif succès de ces rencontres.

BERNARD RAFFALLI.

RENCONTRES DE VALENCE

La mise en scène de la première personne

Les Rencontres cinéma et littérature étaient lancées à Valence en 1983 sur le thème du libertinage. Elles ont été consacrées cette année aux lettres, confessions et journaux intimes. Pendant cinq jours, du 30 octobre au 4 novembre, on s'est posé beaucoup de questions sur l'écriture à la première personne.

Y a-t-il, comme l'affirme l'écrivain Guy Scarpetta, un retour des journaux intimes ? Alain Philippon, critique aux *Cahiers du cinéma,* abonde dans ce sens : *« Le cinéma des années 70* (Wenders, Akerman, Duras) *arrive après les utopies libertaires et communistes. Il n'y a plus de surmoi politique, d'où un retour sur eux-mêmes des cinéastes et de leurs personnages. »* Pour sa part, Eric Marty, professeur de littérature, réfute cette double argumentation. *« Le journal,* dit-il, *n'est pas un genre mais une pratique. »* Ensuite, il lui paraît erroné de dire que cette pratique renvoie au miroir.

« Le je ne s'oppose pas au moi, *il sert à s'inscrire en faux par rapport au* on *du monde »,* estime Eric Marty. De son côté, l'écrivain Marcelin Pleynet note que la modernité fait sauter la chronologie : *« On prend en compte,* dit-il, *des événements historiques en les réactualisant. Tout devient contemporain, tout s'inscrit dans une écriture globale. »*

Qu'est-ce que ce *je* qui écrit ? Comment le fait-il ? Pourquoi ? La sincérité existe-t-elle ? Le présent existe-t-il ? Qu'est-ce que cela signifie, quand les cinéastes retournent leur caméra vers eux-mêmes ? Dans l'esprit des organisateurs (Françoise Calvez, directrice du Centre de recherche et d'action culturelle, en collaboration avec Dominique Païni), la littérature n'était conçue que comme *« un point de vue impur, d'où l'on interroge le cinéma ».* Elle s'est néanmoins taillé la part du lion au cours des tables rondes quotidiennes animées par des écrivains et des critiques.

Les cinéastes invités, Joseph Morder, Alain Tanner, Gérard Courant, Edgardo Cozarinsky, Pascal Kané, sont finalement restés un peu en marge. Pourtant, la programmation (une cinquantaine de films, courts ou longs métrages réalisés pour leur presque totalité après 1970) donnait matière à bien des développements. De la vision lyrique chez Coppola, *Apocalypse Now*) à l'intimité souriante de Danielle Jaeggi (*Mon tout premier baiser*), de la dérision de Vincent Toledano (*Narcisse*) à la gravité de Wim Wenders (*Nick's Movie*), les spectateurs de la manifestation valentinoise ont pu faire l'expérience de la richesse du thème. De ses ambiguïtés, aussi.

Joseph Morder ou Jonas Mekas font basculer le privé dans le public (*la Maison de Pologne, Diaries, notes et sketches*) tandis que Cozarinsky (*la Guerre d'un seul homme*) se révèle intimement à travers des images et des textes qui ne lui appartiennent pas, apparemment extérieurs à lui.

« La sincérité n'est qu'un imaginaire au second degré », écrivait Roland Barthes, qui a été avec Godard la référence la plus constante. Cette phrase a servi d'exergue aux Rencontres de Valence. Elle peut aussi en être le résumé et la conclusion.

MARYSE VAVASSEUR.

Les griffes de Gérard Lauzier

La Tête dans le sac — le film suit de près l'album du même titre, mais les scènes érotiques ont été escamotées, la fin est différente. Gérard Lauzier découpait ses bandes dessinées comme des séquences. Il se sert maintenant du cinéma pou les animer. Quelques mouvements d'appareil n'ajoutent rien à sa technique du récit en dessins.

Mais surtout — on l'avait déjà constaté avec *P'tit con* — les personnages de Lauzier perdent, en passant à l'écran, le trait dur, cruel, qui les rend tous dérisoires ou antipathiques. Ici, Marisa Berenson, Jacques François et Riton Liebman sont les seuls à retrouver le réalisme typé de leurs modèles. Lauzier réalisateur a limé les griffes de Lauzier dessinateur.

La crise de la cinquantaine chez un patron de publicité, arrogant macho détrôné par le fils d'un copain et grugé par une fille traînant dans un monde louche, est transformée en vague comédie de mœurs dont les gags relèvent du boulevard, avec caricature conventionnelle de spécimens bourgeois et d'homosexuels des deux sexes. Physiquement, Guy Marchand n'est pas Jean (rebaptisé Romain). Trop bon comédien pour rater sa partie, il arrive, pourtant, à nous amuser et à nous placer de son côté.

J. S.

★ Voir les films nouveaux.

Rock synthétique de Mike Oldfield

Salle comble et enthousiaste à Bercy, lundi 5 novembre, pour Mike Oldfield, venu offrir une suite harmonieuse de climats, de mélodies simples, claires, interprétées avec dynamisme et un peu de clownerie.

Le triomphe de Mike Oldfield a coïncidé avec l'arrivée sur le marché du show business de la marque Virgin : *Tubular Bells,* un des succès les plus remarquables de l'histoire du rock, est le premier album paru sous ce nouveau label. *Tubular Bells* est joué pour la première fois au London Elizabeth Hall en juillet 1973, avec Kevin Ayers, Nick Taylor, les musiciens de Gong et Henri Cow. Un extrait de l'album sera utilisé par le film *l'Exorciste.*

Viendront ensuite d'autres succès commerciaux incontestables, comme *Hergest Ridge, Boxed* et *Ommadown.* Deux années de retraite et de méditation rendront plus spectaculaire encore un retour comme une explosion avec *Exposed,* interprété durant une tournée européenne par quarante-six musiciens, comprenant un noyau rock, une section de cordes et de vents classique et un chœur. Ces nouvelles prestations donnent à Oldfield le goût de la scène, tandis qu'il fabrique de plus en plus de *hit single,* de titres qui grimpent aussitôt au sommet des hit-parades européens.

Mike Oldfield s'entoure d'une équipe neuve (Simon Philips à la batterie, Phil Spalding aux guitares, Mickey Simmonds aux claviers, Harold Zuschrader au computer, Maggie Reilly et Barry Palmer aux voix) et entreprend cette tournée où tout est soigné, techniquement parfait, brillant même et un peu trop synthétique.

C. F.

★ Le 7 à Toulouse (complexe Compans-Casarelli) ; le 8 à Bordeaux (la patinoire de Mériadeck) ; le 9 à Clermont-Ferrand (maison des sports) ; le 10 à Strasbourg (hall Rhenus).

Jean Fléchet le cinéaste occitan

Deux films assez différents, *Histoire d'Adrien* et *la Trace,* ont évoqué ces dernières années, de manière très personnelle, le monde paysan français. *La Trace* suivait un itinéraire individuel, *Histoire d'Adrien* faisait revivre une France, sa crise, au moment critique où la campagne commence à se dépeupler au profit de la ville.

Un jeune homme quitte son village pour se faire montreur d'ours. Jean Fléchet, spécialiste du cinéma occitan, fait revivre à coups de belles images des paysans dignes de Millet, qui parlent un pâtois méridional très châtié. Univers de rêve, joli, gentil, inodore, incolore.

Objet de curiosité plus qu'étude d'une société encore soudée par ses valeurs, *le Montreur d'ours* déçoit d'autant plus qu'on espérait un grand film « régional », à damer le pion aux « Messieurs » de la ville, et d'abord de la capitale, auxquels il est fait allusion au cours du récit.

L. M.

★ Voir les exclusivités.

théâtre Ouvert

PROLONGATION jusqu'au 24 nov.

théâtre éclaté

noises d'Enzo Cormann

Ne ratez pas l'occasion de dire plus tard : "j'y étais" (L'Express). Une vraie écriture théâtrale d'aujourd'hui (Révolution). A voir coûte que coûte (Télérama). Le spectacle le plus original de ce début de saison (Le Nouvel Observateur). Distribution "haut de gamme" (Le Monde). Un commando de comédiens extras. Superbement réglé (L'Humanité). C'est très accueil (Le Quotidien). Mise en scène très cinéma (Le Matin). Réussite remarquable. Langue brûlante, violente (Témoignage Chrétien).

le Jardin d'hiver

4 bis Cité Véron 18e — 262.59.49

TNS 84/85

Direction Jacques Lassalle

ALLEMAGNE(S)

- Philoctète / Heiner Müller
- Entre chien et loup / Christoph Hein (création française au TNS)

Mises en scène / Bernard Sobel
Théâtre de Gennevilliers
7-13 Novembre 84

- Verkommenes Ufer / Heiner Müller

Schauspielhaus Bochum
Karge et Langhoff
15-17 Janvier 85

ITALIE

- Macbeth / Shakespeare
- Enrico IV / Shakespeare

Teatro Due,
Compagnia del Colletivo,
Parma.
27 Novembre - 1er Décembre 84

(88) 35.63.60

AU PORT DU RHIN
1, rue du Petit-Rhin - Strasbourg

Le THÉATRE NATIONAL de CHAILLOT invite les lecteurs du Monde à la représentation en avant-première de

L'EMPIRE DE DADI

d'après l'œuvre d'Erik SATIE
mise en scène de JACOBO ROMANO,
partition musicale JORGE ZULUETA,
avec le GRUPO DE ACCION INSTRUMENTAL de BUENOS AIRES

Le mercredi 14 novembre 1984, à 20 h 30,
au Grand Théâtre — Théâtre National de Chaillot
Place du Trocadéro, 75116 Paris.

Les invitations seront envoyées au fur et à mesure de la réception des demandes, dans la mesure des places disponibles

- - ✂ - - - - - - - - - - - -

ED

Invitation pour : 1 personne (*)
2 personnes

A retourner au *Monde*
J.-F. Couvreur, 5, rue des Italiens
75427 Paris CEDEX 09
accompagnée d'une enveloppe AUTOCOLLANTE non timbrée à vos nom et adresse

(*) Rayer la mention inutile.



CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

ÉGLISE SAINT-SEVERIN Mardis 6 et 13 novembre à 21 h (p.a. Brossard Mondial Musique)	ATELIER MUSIQUE de VILLE D'AVRAY DIR. : JEAN-LOUIS PETIT **BACH** : autour des 2e et 5e BRANDEBOURGEOIS
THÉATRE NATIONAL DE L'OPÉRA OPÉRA-COMIQUE SALLE FAVART Jeudi 8 novembre à 20 h (p.a. Valmalète)	**CONCERT BEETHOVEN** Septuor op. 20 Quatuor op. 127, nº 12 par les musiciens de l'Orchestre national de l'Opéra
THÉATRE MUSICAL du MUSÉE GRÉVIN 10, bd Montmartre 75009 Vendredi 9 novembre à 20 h 30 Loc. : 246-84-47 3 Fnacs (p.a. Valmalète)	**MASTERS' CONCERTS** Eva **GRAUBIN** Violon Teodor **PARASKIVESCO** Piano SCHUMANN, FRANCK DEBUSSY
THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Dimanche 11 novembre à 18 h 30 (p.a. Valmalète)	ORCHESTRE **PASDELOUP** Sol. : Maria-Joao **PIRES** Dir. : Gérard **DEVOS** BACH, BEETHOVEN HAYDN
THÉATRE MUSICAL DE PARIS CHATELET Lundi 12 novembre à 20 h 30 (p.a. B.C.P.)	**EDDA MOSER** ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS J.-P. WALLEZ, direction MOZART
SALLE GAVEAU Lundi 12 novembre à 20 h 30 (Valmalète)	Récital du pianiste AMÉRICAIN Abbey **SIMON** BACH, MENDELSSOHN CHOPIN, LISZT
ÉGLISE DE LA MADELEINE Mardi 13 novembre à 21 h (p.a. Valmalète)	**CONCERTS LAMOUREUX** Chorale Elisabeth BRASSEUR **STABAT MATER DVORAK** Dir. : Jacques **MERCIER**
THÉATRE MUSICAL DU MUSÉE GRÉVIN 10, bd Montmartre du 15 novembre au 31 décembre à 20 h 30 Du mercredi au dimanche Loc. : tél. 246-84-47 (Valmalète)	**«IL ÉTAIT 3 FOIS...»** Opéra drôle en 3 actes de Graciane **FINZI**
THÉATRE NATIONAL DE L'OPÉRA OPÉRA-COMIQUE SALLE FAVART Dimanche 18 novembre à 20 h (p.a. Valmalète)	CONCERT **MOZART HAYDN** par les **SOLISTES de l'OPÉRA** Violon solo Pierre Doukan
THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Jeudi 22 novembre à 20 h 30 (Valmalète)	Récital de piano Michaël **LEVINAS** SCHUMANN, BEETHOVEN CHOPIN
Salle GAVEAU vendredi 23 novembre à 20 h 30 Loc. : 563-20-30	Trois concertos pour harpe **ZABALETA** ORCHESTRE P. KUENTZ BOIELDIEU : Concerto RODRIGO : Concerto Serenata et Aranjuez (version pour harpe du compositeur)

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

VIE ET MORT D'ARLEQUIN : Espace Kiron (373-50-25), 20 h 30.

LE JEU DU HASARD : Grand-Hall Montorgueil (296-04-06), 20 h 30.

LA FIGURANTE DE L'OPÉRA : Ile Saint-Louis (633-48-65), 20 h 30.

L'ÉCOLE DES FEMMES : Champigny, CC Gérard-Philipe (880-90-90), 21 h.

OTHELLO : TEP (364-80-80), 20 h 30.

L'ILLUSION : Odéon-Théâtre de l'Europe (325-70-32), 20 h 30.

PHOENIX PARK : Quai de la Gare (585-88-88), 20 h 30.

LE JEU DE L'AMOUR ET DU HASARD : Saint-Denis, TGP (243-00-59), 20 h 30.

YALTA : Antony, Firmin-Gemier (666-02-74), 21 h.

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), 19 h 30 : Ballets (Premier orage, Icare, le Sacre du printemps).

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Ivanov.

PETIT ODÉON, Théâtre de l'Europe (325-70-32), 18 h 30 : le Mal du pays.

CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34), 18 h 30 : Oreste ; 20 h 30 ; jeu, 15 h, dim., 16 h : la Panne.

Les autres salles

ANTOINE - SIMONE BERRIAU (208-77-71), 20 h 30 : le Sablier.

ARTISTIC-ATHEVAINS (379-06-18), 20 h 30 : la Ville marine.

ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 21 h : Monsieur Vernet.

ATALANTE (606-11-90), 20 h 30 : Sang d'encre.

ATELIER (606-49-24), 21 h : la Danse de mort.

ATHÉNÉE (742-67-27) Salle Ch.-Bérard, 18 h 30 : le Rêve l'Alembert.

BASTILLE (357-42-14), 19 h 45 : les Escaliers du Sacré-Cœur (voir aussi Festival d'automne).

BOUFFES DU NORD (239-34-50), 20 h 30 : Dom Juan.

BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 21 h : la Salle à manger.

BOUVARD ex-POTINIÈRE (261-44-16), 21 h : Théâtre de Bouvard.

CARTOUCHERIE, Th. de la Tempête (328-36-36), I. l'Orestie : 20 h ; Agamemnon, II., 20 h 45 : la Surprise de l'amour. — Épée de Bois (808-39-74), 20 h ; Paradoxe sur le comédien. — Th. de l'Aquarium (374-99-61), 20 h 30 : l'Intruse - Léonie est en avance.

CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Galerie, 20 h 30 : la Galerie du Palais. La Resserre, 20 h 30 : Lucrèce Borgia.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21), 20 h 45 : Léocadia.

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 45 : Messieurs les ronds-de-cuir. II. 19 h : le Journal de Jules Renard.

DIX HEURES (606-07-48), 21 h : Embrasse-moi ou je tire : 22 h : Pleure pas, c'est de la politique ; II. 20 h 30 : Au secours papa, maman veut me tuer.

EDOUARD-VII (742-57-49), 20 h 30 : Désiré.

ESPACE MARAIS (584-09-31), 18 h : Pâques.

ESSAION (278-46-42), I. 19 h : Mary contre Mary ; 20 h 45 : la Couronne de fer ; 22 h 15 : On m'a cassé l'heure.

GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 h 45 : Grand-Père.

GALERIE 55 (326-63-51), 20 h 30 : Educating Rita (version anglaise).

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

JARDIN D'HIVER (255-74-40), 21 h : Noises.

LUCERNAIRE (544-57-34), I. 18 h 30 : Loin du grenier ; 20 h 15 : Ubu enchaîné ; 22 h : Hiroshima mon amour. — II. 18 h 30 : la Femme fauve ; 20 h 30 : Pour Thomas ; 22 h 30 : Du côté de chez Colette. Petite salle, 22 h 30 : le Seaside rendez-vous.

LYS-MONTPARNASSE (327-88-61), 20 h : l'Ecole des filles ; 22 h 30 : Waiting for the Sun ou la Nef des fous.

MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : Un otage.

MANUFACTURE (722-09-58), 20 h 30 : les Nuits difficiles.

MARIE-STUART (508-17-80), 20 h 30 : Savage/Love.

MARIGNY (256-04-41), 20 h 30 : Napoléon.

MATHURINS (265-90-00), Petite salle, 21 h : Attention à la p'tite marche.

MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.

MOGADOR (285-28-80), 20 h 30 : Cyrano de Bergerac.

MONTPARNASSE (320-89-90). Grande salle, 21 h : Duo pour une soliste. Petite salle, 21 h : la Carte du tendre.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourloupe.

ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : Sarah et le cri de la langouste.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : le Dindon.

POINT VIRGULE (278-67-03), 18 h : Nicomède.

PORTE SAINT-MARTIN (607-37-53), 20 h : Kean.

SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : On m'appelle Emilie.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-36-82), 20 h 45 : De si tendres liens.

TEMPLIERS (303-76-49), 20 h 30 : la Vie d'artiste.

TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79). I. 20 h 30 : l'Ecume des jours.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous, on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80). 20 h 30 : Oh ! les beaux jours.

THÉATRE DE L'UNION (246-20-83), 20 h 45 : Dis à la lune qu'elle vienne.

THÉATRE DU TEMPS (355-10-88), 21 h : Lysistrata.

VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : 15 h 30 : les Temps difficiles.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous, on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80). 20 h 30 : Oh ! les beaux jours.

THÉATRE DE L'UNION (246-20-83), 20 h 45 : Dis à la lune qu'elle vienne.

THÉATRE DU TEMPS (355-10-88), 21 h : Lysistrata.

VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : 15 h 30 : les Temps difficiles.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 15 : Rhinocéros ; 21 h 30 : Baby or not baby ; 22 h 45 : le Président.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres ; II. 20 h 15 : Super Lucette ; 21 h 30 : Deux pour le prix d'un ; 22 h 30 : Limite 1

BOURVIL (373-47-84), 20 h : Et si le Bon Dieu en était une bonne ? ; 21 h 15 : Y'en a marr...ez vous ?

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 21 h : Impasse des morts.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Il n'y a pas d'avion à Orly ; 22 h 15 : Bonjour les ordures.

POINT VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Moi, je craque, mes parents raquent.

SENTIER DES HALLES (236-37-27), 20 h 15 : Les dames de cœur qui piquent ; 21 h 30 : Marshall nous voilà.

THÉATRE 3 sur 4 (327-09-16), 20 h 30 : Psy cause toujours ; 22 h : J'le f'rai plus, c'est promis.

TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Phèdre : 21 h 30 : Le cave habite au rez-de-chaussée ; 22 h 30 : Le roi d'Hermeland.

VIEILLE GRILLE (707-60-93), 20 h : Tania, P. Favre.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : La gauche mal à droite.

DEUX ANES (606-10-26), 21 h : Les zéros sont fatigués.

Le music-hall

A DEJAZET (887-97-34) 20 h 30 : le Paradis du catastrophe.

BATACLAN (700-30-12) 20 h 30 : Megumi Satsu (dern.).

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : Pepe de Cordoba.

OLYMPIA (742-25-49) 20 h 30 : P. Sébastien, Ph. Lavil.

PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : E. Mitchell.

PARC DE LA VILLETTE (240-27-28), 20 h 15 : le Quatuor ; 22 h : TSF.

SPLENDID (208-21-93), 21 h : M. Boujenah.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), 22 h 30 : Jacinta.

ZÉNITH (245-44-44), 20 h 30 : J. Hallyday.

Opéra

ESPACE CARDIN (266-17-81), 20 h 30 : Orphée aux enfers.

RANELAGH (288-64-44), 21 h. la Serva padrona - la Querelle des Bouffons.

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-47-77), 20 h 30 : la Périchole.

Opérettes

BOBINO-ELDORADO (241-21-80), 20 h 30 : Hourra Papa.

Les concerts

Eglise St-Germain-l'Auxerrois, 20 h 30 : Chœur Grégorien de Paris, dir. : F. Polgar (chants grégoriens).

Radio-France, Auditorium 106, 18 h 30 : Ch. Petrescu (Boulez).

Salle Pleyel, 20 h 30 : Ensemble Orchestral de Paris, dir. : J.-P. Wallez (Schumann, Mahler, Mendelssohn).

Théâtre 18, 20 h 30 : C. Petit-Heugel, P. Bouyer (Spohr, Meyerbeer, Schubert...).

Festival d'automne

(296-12-27)

Théâtre de la Bastille (357-42-14), 21 h : Spinoza.

5e Festival de jazz de Paris

(273-06-66)

Palais Omnisports de Bercy (342-01-23), 19 h : Bil Evans. B. McFerrin, Miles Davis Septet.

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Mardi 6 novembre

CONCERTS Radio France

MUSIQUE AU PRÉSENT

GRAND AUDITORIUM Samedi 10 nov. 17 h (entrée libre)	ENSEMBLE INSTRUMENTAL du NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE Dir. : Yves PRIN Alain MEUNIER, violoncelle Trio BIRGE-GORGE-VITET F. VERCKEL, R. FRANÇOIS - E. IVES drame musical instantané

MUSIQUE DE CHAMBRE

RADIO FRANCE Samedi 10 à partir 11 h. Dimanche 11 à partir de 14 h 30 (entrée libre)	DÉDICACES ET COMMANDES 6 concerts piano-quatuors 3 concerts Créations
GRAND AUDITORIUM Lundi 12 nov. 20 h 30	Récital Arthur GRUMIAUX, violon Dinorah VARSI, piano LEKEU - MOZART - FAURÉ

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

THÉATRE DES CHAMPS ÉLYSÉES Mardi 13 nov. 20 h 30	Dir. : Vaclav NEUMANN Hervé Derien, violoncelle DVORAK - MAHLER

Loc. : RADIO FRANCE, salles et agences

COMPAGNIE JEAN-CLAUDE DROUOT

KEAN

DUMAS / SARTRE
mise en scène de JEAN-CLAUDE DROUOT

LA PRESSE UNANIME...

On y sent un bonheur d'être, et de jouer. *Le Figaro*

Jean-Claude Drouot appréciera qu'on le félicite... *France Soir*

Une bien agréable surprise : un très beau spectacle. *Le Matin*

Réussite rare, au-delà du miracle. *Provençal-Dimanche*

20h

THEATRE DE LA PORTE ST MARTIN 607 37 53

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur : Daniel Barenboim

Salle Pleyel - 20h30

7, 8 novembre
James CONLON, direction
Anne Sophie MUTTER, violon
VERDI - ALVIN SINGLETON
DEBUSSY - BRAHMS

14, 15, 16 novembre
Bernard HAITINK, direction
DEBUSSY - BIZET - FRANCK

22, 23 novembre
Evgueni SVETLANOV, dir.
Natalia GUTMAN, violoncelle
DVORAK - RIMSKI-KORSAKOV

LOCATION SALLE PLEYEL OU 563.07.96

PETER EÖTVÖS
dirige
IVES - BOUCOURECHLIEV (création mondiale)
LACHENMANN (création mondiale) - JANACEK
Ensemble InterContemporain
Avec Sigune von Osten, soprano
Cristian Petrescu, piano
Lundi 12 novembre 20 h 30 - Théâtre du Rond-Point location 256 70 80
eic

SPECTACLES

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

15 h : Nous voulons les colonels, de M. Monicelli ; 19 h : Films réalisés par les étudiants de l'IDHEC ; 21 h : Hommage à Fritz Lang : Métropolis, de F. Lang.

BEAUBOURG (278-35-57)

Relâche

Les exclusivités

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : UGC Opéra, 2e (574-93-50).

AMERIKA RAPPORTS DE CLASSE (All., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

L'AMOUR A MORT (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Miramar, 14e (320-89-52).

L'AMOUR PAR TERRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LE BAL (Fr.-It.) Cinoches, 6e (633-10-82).

BAARA (Malien, v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

LE BAROUDEUR (A., v.f.) : Gaîté Boulevard, 9e (233-67-06).

BROADWAY DANNY ROSE (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Forum, 1er (297-53-74) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte Carlo, 8e (225-09-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

CARMEN (Esp., v.o.) : Calypso, 17e (380-03-11).

CARMEN (Franco-It., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

COTÉ CŒUR, COTÉ JARDIN (Fr.) : Studio Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32.

EMMANUELLE IV (**) (V. Ang., v.f.) : George V, 8e (562-41-46).

ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

EUSKADI HORS D'ETAT (Fr.) : Reflet Quartier latin, 5e (326-84-65).

LES FAUSSES CONFIDENCES (Fr.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

LA FEMME PUBLIQUE (Fr.) (*) : Denfert, 14e (321-41-01).

LA FILLE EN ROUGE (A., v.o.) : Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

LE FUTUR EST FEMME (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A., v.f.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (An., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

HISTOIRE D'O N° 2 (Fr.) (**) : Arcades, 2e (233-54-58).

HOLLYWOOD VIXENS (A., v.o.) (**) : Quintette, 5e (633-79-38).

HOTEL NEW HAMPSHIRE (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

JOURNAL INTIME (Hongrois, v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

JOYEUSES PAQUES (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LE JUMEAU (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Français, 9e (770-33-88) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LIBERTÉ LA NUIT (Fr.) : Saint-André des Arts, 6e (326-80-25) ; Olympic, 14e (544-43-14).

LISTE NOIRE (Fr.) : Paris Ciné I, 10e (770-21-71).

LOCAL HERO (Brit., v.o.) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

LES MALHEURS DE HEIDI (A., v.f.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Action Rive Gauche, 5e (354-47-62) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (561-94-95) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LE MEILLEUR (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (575-94-94) ; Lincoln, 8e (359-36-14) ; Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LE MOMENT DE VÉRITÉ (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (723-69-23). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Ermitage, 8e (563-16-16) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

LE MONTREUR D'OURS (Fr.) : Le Latina, 4e (278-47-86).

POLICE ACADEMY (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46). – V.f. Français, 9e (770-33-88). ; Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77).

PRENOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LES RIPOUX (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Danton, 6e (225-10-30 ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (359-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

SOUVENIRS SOUVENIRS (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.), 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : Movies 1er (260-43-99) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Rex, 2e (286-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (575-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Images, 18e (522-47-94).

SPLASH (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (225-10-30). – V.f., Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Mistral, 14e (359-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

SUPERGIRL (A., v.o.) : Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

STAR WAR LA SAGA (A., v.o.), **LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI** : Escurial, 13e (707-28-04) ; Balzac (v.o., v.f.), 8e (561-10-60).

SUDDEN IMPACT (LE RETOUR DE L'INSPECTEUR HARRY) (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LE TARTUFFE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

TOP SECRET (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16). – V.f. : UGC Rotonde, 6e (575-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-93-40).

LA TRICHE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

LES TROTTOIRS DE BANGKOK (Fr.) (**) UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Calypso, 17e (380-03-11).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

LE VOL DU SPHINX (Fr.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

VOLS ENTRE RÊVE ET RÉALITÉ (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Calypso, 17e (380-03-11).

LES FILMS NOUVEAUX

AMADEUS, film américain de Milos Forman. V.O./Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; 7 Parnassiens, 14e (329-83-11) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; V.F./Rex, 2e (236-83-93) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

AMOUREUX VOLONTAIRES, film soviétique de Serguei Mikaelian. V.O./Cosmos, 6e (544-28-80).

AVE MARIA, film français de Jacques Richard. Forum Orient, 1er (233-42-26) ; Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Lumières, 12e (246-49-07) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38) ; 7 Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Images, 18e (522-47-94).

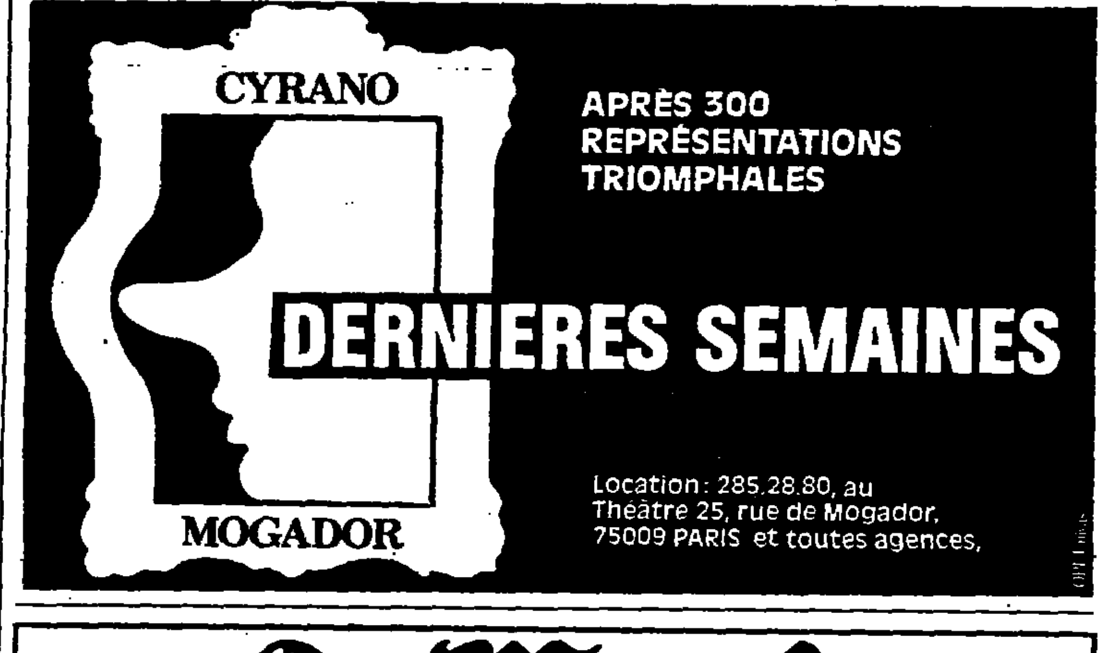
RIVE DROITE, RIVE GAUCHE, film français de Philippe Labro. Forum Arc-en-ciel, 1er (297-53-74) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (326-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Bastille, 12e (307-54-40) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; 7 Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Mistral, 14e (539-52-83) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; 3 Secrétan, 19e (241-77-99).

SOLLERS JOUE DIDEROT, film français de J.-P. Fargier. Studio 43, 9e (770-47-55).

LA TETE DANS LE SAC, film français de Gérard Lauzier. Forum, 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Galaxie, 14e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Images, 18e (522-47-94).

THE HIT, film britannique de Stephen Frears. Forum, 1er (297-53-74) ; V.O./Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 7 Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; V.F./Impérial, 2e (742-72-52) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; La Bastille, 12e (307-54-40) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

THIS IS THE ARMY, film de Michael Curtiz. V.O./Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).





SPECTACLES

Les grandes reprises

ALIEN (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14); République Cinémas, 11e (805-51-34); Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

ALICE DANS LES VILLES (All., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

L'AMI AMÉRICAIN (All., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65); Action Christine Bis, 6e (329-11-30); Marbeuf, 8e (561-94-95); Action La Fayette, 9e (329-79-89).

L'ARNAQUE (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

L'ASCENSEUR (A., v.f.) (*) : Arcades, 2e (233-54-58).

AU FIL DU TEMPS (All., v.o.) : 14 Juillet Racine, 6e (326-19-68).

L'AURORE : Logos-I, 5e (354-42-34).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

BARBEROUSSE (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

BARRY LYNDON (Angl., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

BIQUEFARRE (Fr.) : Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

BLADE RUNNER (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71).

BLANCHE-NEIGE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LE CHAT QUI VENAIT DE L'ESPACE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LES CHAUSSONS ROUGES (A., v.o.) : Balzac, 8e (561-10-60).

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL (A., v.o.) (*) : Champo, 5e (354-51-60).

LA CINQUIÈME COLONNE (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (329-11-30).

LA CORDE (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26); Reflet Médicis, 5e (633-25-97) ; Action Christine, 6e (329-11-30); Elysées Lincoln, 8e (359-36-14); George-V, 8e (562-41-46); Action La Fayette, 9e (329-79-89); 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81); Parnassiens, 14e (320-30-19); 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. Paramount Marivaux, 2e (296-80-40); UGC Opéra, 2e (574-93-50); Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LE CRI (It., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

LES DAMNÉS (It., v.o.) (*) : Champo, 5e (354-51-60).

DE L'AUTRE COTÉ DE L'IMAGE (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

DÉLIVRANCE (A., v.o.) (*) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

LE DERNIER TANGO A PARIS (It., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bots.-A. v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

DON GIOVANNI (It., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-97-76).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

L'ÉNIGME DE KASPAR HAUSER (All., v.o.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16).

L'ÉTAT DES CHOSES (A., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

EXCALIBUR (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

FAME (A., v.o.) : André-Bazin, 13e (337-74-39).

LA FEMME FLAMBÉE (A., v.o.) (**) : Grand Pavois, 15e (556-46-85).

FARREBIQUE (Fr.) : Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-56).

GLORIA (A., v.o.) : Sam., dim., Ciné 13 Première, 18e (259-62-75).

L'HOMME AU COMPLET BLANC (A., v.o.) : Logos-II, 5e (354-42-34).

HOTEL DU NORD (Fr.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

J'AI LE DROIT DE VIVRE (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic Marylin, 14e (544-43-14).

JÉSUS DE NAZARETH (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LAURA (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (329-11-30) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

LIQUID SKY (A., v.o.) (**) : Cinoches, 6e (633-10-82).

LA LÉGENDE DU GRAND JUDO (Jap., v.o.) : République Cinémas, 11e (805-51-33).

LILI MARLEEN (All., v.o.) : Rivoli, 4e (272-63-32).

LA MAIN AU COLLET (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).

MALEVIL (Fr.) : Rialto, 19e (607-87-61).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

METROPOLIS (All.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Calypso, 17e (380-30-11).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

LA MORT EN CE JARDIN (Fr.) : Logos II, 5e (354-42-34).

NOBLESSE OBLIGE (A., v.o.) : Logos II, 5e (354-42-34).

NUAGES FLOTTANTS (Jap., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

LA NUIT DE VARENNES (Fr.) : Cinéma Présent, 19e (203-02-55).

L'OMBRE D'UN DOUTE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Studio Galande, 5e (354-72-71).

PARSIFAL (All., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria (h.sp.), 1er (508-94-14).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Club de l'Etoile, 17e (380-42-05).

LA POURSUITE INFERNALE (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).

RASHOMON (Jap., v.o.) : St-Lambert, 15e (532-91-68).

RUE CASES NEGRES (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

RUSTY JAMES (A., v.f.) : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

SCIUSCIA (It., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65).

SEPT ANS DE RÉFLEXION (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07) ; Balzac, 8e (561-10-60).

SUNSET BOULEVARD (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

SPARTACUS (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (329-44-40).

TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

THE ROSE (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

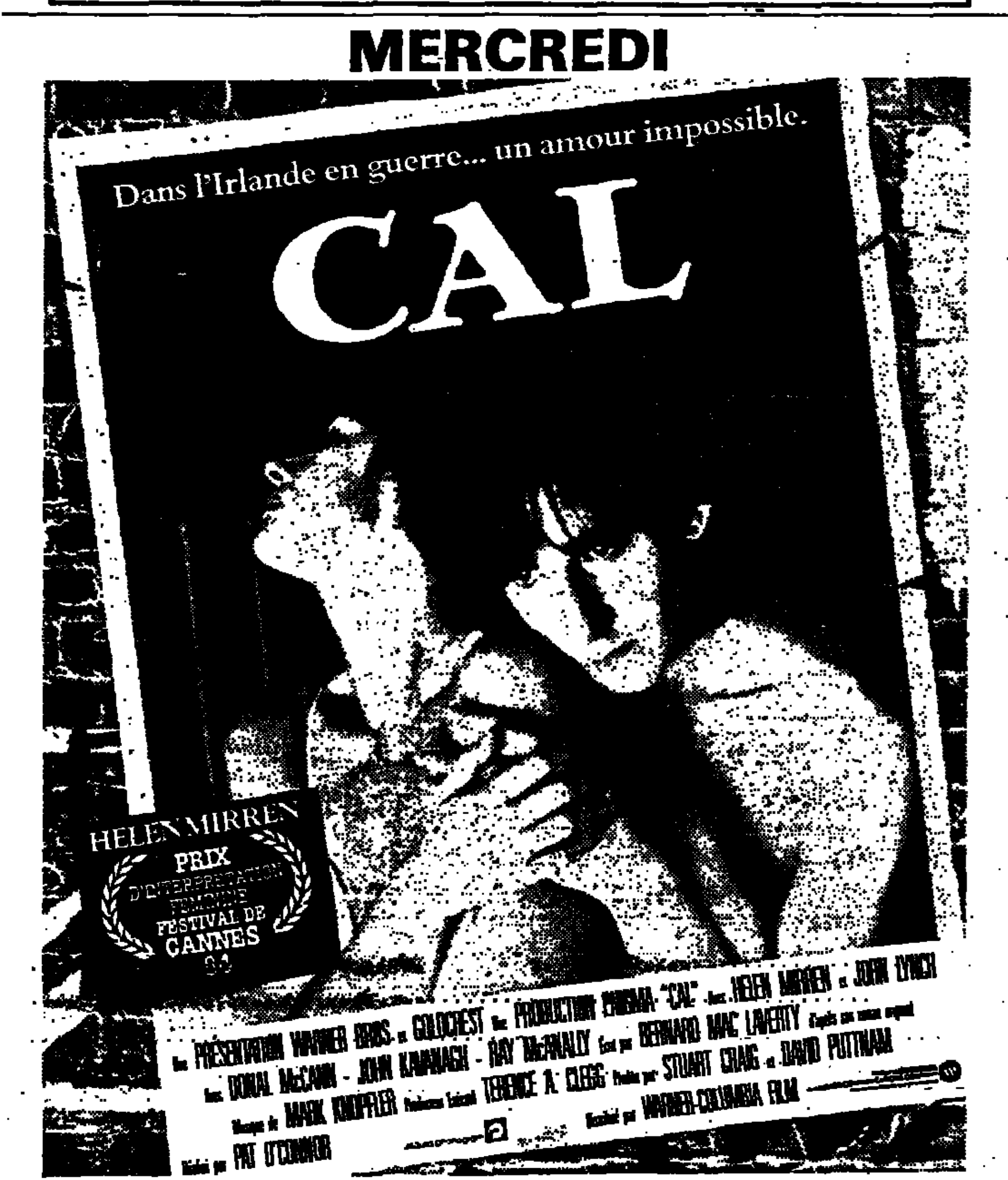
ZABRISKIE POINT (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

YOYO (Fr.) : Cinéma Présent, 19e (203-02-55).

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES



MERCREDI



RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 6 novembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Les grandes expéditions de l'équipe Cousteau.

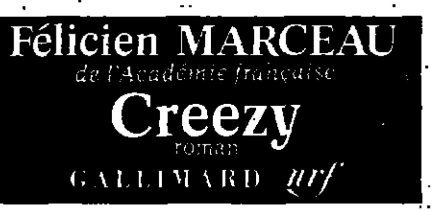
21 h 35 Bravos.
Emission de José Artur et Clément Garbisu.
Le dernier numéro de ce magazine de l'actualité théâtrale. Au sommaire : le Dindon, *de Feydeau ;* les Temps difficiles, *d'E. Bourdet ;* Dom Juan, *etc.*

22 h 25 Présentation de la soirée spéciale « élections américaines ».
TF 1 organise un nuit spéciale à l'occasion des élections aux Etats-Unis. L'antenne rester ouverte de 0 h 40 à 9 heures le mercredi matin.

22 h 35 Cinéma : les Hommes du président.
Film américain d'A.J. Pakula (1976), avec D. Hoffman, R. Redford, J. Warden, M. Balsam, H. Holbroock, J. Robars (Rediffusion).
Deux journalistes du Washington Post *mènent une enquête sur le cambriolage de l'immeuble du Watergate et découvrent une affaire d'État. La reconstitution minutieuse de la vie d'un grand journal américain est plus forte que l'analyse politique des événements qui amenèrent la chute du président Nixon. Joués par des vedettes, les reporters sont devenus des héros hollywoodiens.*

0 h 40 Election américaine.
Soirée spéciale en direct du studio I. Yves Mourousi, Dominique Bromberger et Simon Serfaty accueilleront MM. John Maresca, ministre conseiller de l'ambassade américaine, William Schoenfeld, doyen de l'Université de Californie à Irvine. Des spécialistes des problèmes américains, dont Michel Freyche, Pierre Lellouche. En duplex, des studios de CBS à Washington, Gérard Saint-Paul recevra des invités. D'autres duplex et des reportages sont prévus à Paris, où sont réunies des équipes de journalistes américaines. Vers 4 heures du matin, estimation définitive des résultats et analyse avec les invités.

DEUXIÈME CHAINE : A 2



20 h 40 Les dossiers de l'écran : la Race des seigneurs
Film français de P. Granier-Deferre (1973), avec A. Delon, S. Rome, J. Moreau, C. Rich, J.-M. Bory, L. Seigner (Rediffusion).
Un jeune député appartenant à un parti de gauche mène des intrigues pour obtenir un portefeuille ministériel. Il est gêné par sa liaison avec une cover-girl trop amoureuse. Dans cette libre adaptation d'un roman de Félicien Marceau, le conflit des sentiments et de l'arrivisme est escamoté. On s'intéresse surtout à l'interprétation d'Alain Delon en jeune loup de la politique.

22 h Débat : Grandeur et servitude de la vie publique.
Goût du pouvoir, sincérité, vie publique et vie privée des hommes politiques. Quel rôle jouera sur eux le développement des médias ? Avec les journalistes Catherine Nay, Jean Ferniot, Philippe Tesson, René Andrieu, l'historien Pierre Miquel et le romancier Félicien Marceau.

23 h 15 Journal.
23 h 30 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : le Bossu.
Film fançais d'A. Hunebelle (1959), avec J. Marais, Bourvil, S. Selman, F. Chaumette, J. Le Poulain, P. Cambo (Rediffusion).
A Paris, sous la Régence, un bossu joue un curieux rôle dans la lutte d'un chevalier errant qui veut faire rendre sa mère et sa fortune à une héritière dépossédée par un gentilhomme assassin. L'imagination feuilletonesque de Paul Féval est réduite, ici, à des images et à une intrigue assez plates. Seul Jean Marais a du panache.

22 h 20 Journal.
22 h 50 Vidéo à la chaîne.
22 h 55 Musiclub.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Drôles d'histoires ; 17 h 12, Paire de bofs ; 18 h 40, Albert Camus ; 18 h 55, Dessin animé : Inspecteur Gadget ; 19 h, feuilleton ; l'Age heureux ; 19 h 15, Informations ; 19 h 50, Atout PIC.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Pour ainsi dire : les lettres d'Eluard et Gala.
21 h Jean Tardieu, l'artisan de la langue ; l'homme de l'arrière-monde.
21 h 30 Musique : Diagonale, ou l'actualité de la chanson ; libre-parcours variétés.
22 h 30 Nuits magnétiques : qui c'est, Fanon ? Les oreilles d'Amman ou les juifs du pape.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : *Don Quichotte*, de R. Strauss ; *Atmosphères*, de Ligetti ; *Tarass Boulbas*, de Janacek, par l'Orchestre national de France, dir. G. Kuhn, sol. H. Derrien, violoncelle.
23 h Les soirées de France-Musique : Jazz-club.

Mercredi 7 novembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

7 h Nuit de l'élection américaine (suite et fin).
Résumé, en direct de l'ambassade des Etats-Unis, puis rappel, vers 8 heures, des résultats avec M. Ewan Galbraith, ambassadeur des Etats-Unis à Paris ; réactions à Bonn et à Moscou. L'émission réunira une centaine d'invités, parmi lesquelles Mme Edith Cresson, Nicole Bernheim, MM. Jean-Pierre Cot, Jean-François Poncet, Alain Chevalier, Paul-Loup Sulitzer et Guy Sorman. Elle se terminera vers 9 heures.

11 h 20 TF1 Vision plus.
11 h 50 La une chez vous.
12 h Feuilleton : Gorri le diable.
12 h 30 La bouteille à la mer.
13 h Journal.
13 h 40 Vitamine.
16 h 25 Microludic.
16 h 50 C'est super : l'herpétologie.
17 h 10 Hip-hop.
17 h 25 Jack spot.
17 h 50 Journal.
18 h Des jouets par milliers.
18 h 10 Le village dans les nuages.
18 h 30 Série : Danse avec moi.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Cocoricocoboy.
19 h 53 Tirage du Tac-o-tac.
20 h Journal.
20 h 30 Tirage du Loto.
20 h 35 Série : Dallas.

21 h 25 Document : la Vieille Dame du Népal.
Un voyage en compagnie de Freya Stark ; réal. Colin Luke et S. Haycock.
Portrait d'une infatigable dame âgée de quatre-vingt-huit ans, qui voyage à dos de poney à 4 000 mètres d'altitude par – 30 °C dans les montagnes du Népal.

22 h 25 Branchés musique.
Un spécial Serge Gainsbourg, interviewé par F. Hardy, avec J. Dutronc, A. Bashung, J. Birkin et I. Adjani.

23 h 5 Télé-foot : spécial Coupe d'Europe.
23 h 25 Journal.
23 h 45 C'est à lire
23 h 50 Clignotant.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal et météo.
12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilleton : Les amours des années 50.
13 h 45 Dessins animés : Wattoo, Wattoo; X-Or.
14 h 15 Récré A 2.
16 h 50 Micro-Kid.
17 h 25 Les carnets de l'aventure.
18 h Platine 45.
Fun fun ; Alain Bashung, Platine Sixties, Tina Turner, Culture Club...
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 Football : Metz-Dynamo de Dresde.

22 h 20 Magazine : Cinéma, cinémas.
De M. Boujut, A. Andreu et C. Ventura.
Un hommage à François Truffaut ; le cinéma des avocats ; le maquilleur Frank Vestmore ; le chef-opérateur Henri Alekan, filmés par Raul Ruiz ; un extrait du dialogue entre Fritz Lang et Jean-Luc Godard...

23 h 20 Journal.
23 h 35 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

14 h 55 Questions au gouvernement en direct de l'Assemblée nationale.
17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 55 Dessin animé : Lucky Luke.
20 h 5 Les Jeux.
20 h 35 Ring-parade Cadence 3.
Emission de Guy Lux et Leila Milcic.
Avec Julien Clerc entouré d'Hervé Vilard, Christophe, Axel Bauer, Francis Cabrel...
22 h Journal.
22 h 20 Téléfilm : Dis, dis-moi que tu m'aimes.
D'Yves Barbara, avec Caroline Appère, Marion Game...
Qu'est-ce qui peut bien faire courir Caroline ? De petites annonces en petites annonces, de cabines téléphoniques en terrasses de brasserie, Caroline, jeune fille de quinze ans, a peut-être des rendez-vous mystérieux. C'est ce que pense Michel, un garçon de son âge.
23 h 10 Vidéo à la chaîne : Vidéo musée.
23 h 15 Prélude à la nuit.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Drôles d'histoires ; 17 h 10, La fabuloserie ; 17 h 40, Le club des puces ; 17 h 55, Les molécules (chaleur nucléaires) ; 18 h, Les ados : cours et vole ; 18 h 30, Vie régionale ; 18 h 55, Dessin animé : Inspecteur Gadget ; 19 h, Feuilleton : L'âge heureux ; 19 h 15, Informations ; 19 h 50, Atout PIC : Bernard Krief.

FRANCE-CULTURE

7 h Le goût du jour
8 h 15 Les enjeux internationaux.
8 h 30 Les chemins de la connaissance : le vin dans sa gloire (et à 10 h 50 : cherchez la voix).
9 h 5 Matinée de la science et les hommes : problèmes cosmologiques.
10 h 30 Musique : miroirs (et à 17 h).
11 h 10 Le livre ouverture sur la vie : « le Bon Gros Géant », de Roald Dahl.
11 h 30 Feuilleton : la San-Felice.
12 h Panorama.
12 h 45 Avant-première : où en est Philippe Caubert, auteur-interprète de la « Danse du Diable ».
14 h Un livre, des voix : « Pacific Palissades », de Jack-Alain Léger.
14 h 30 Passage du témoin, de T. Ferenczi, avec J.-F. Lyotard et F. Burckhardt (rediffusion de l'émission du 3 novembre).
15 h 30 Lettres ouvertes.
17 h 10 Le pays d'ici : en direct de Seine-et-Marne.
18 h Subjectif : Agora, à 18 h 35, Tire ta langue...
19 h 30 Perspectives scientifiques : la biologie végétale.
20 h Musique mode d'emploi.
20 h 30 Les enfants de minuit, par Mildred Clary. Entretien avec l'écrivain, textes lus par René Farabet.
21 h 30 Musique : Pulsations, IVe Festival d'art sacré de Charleville-Mézières.
22 h 30 Nuits magnétiques : qui c'est, Fanon? Les oreilles d'Amman ou les juifs du pape.

FRANCE-MUSIQUE

2 h Les nuits de France-Musique.
7 h 10 Actualité du disque ; à 8 h 45, en fanfares.
9 h 8 Le matin des musiciens : « Capriccio » ; Liszt et la musique représentative ; œuvres de Liszt, Janequin.
12 h 5 Concert – les orgues historiques du Nord : œuvres de Gervaise, Le Roy, Titelouze, Francisque, Balbastre, Cherubini, Mozart... par André Isoir.
13 h 32 Les chants de la terre.
14 h 2 Jeunes solistes.
15 h Musiques et musiciens du Nord : redécouvrir André Cluytens ; à 16 h 30, profil d'Albert Roussel.
17 h Histoire de la musique.
18 h Concert : œuvres de Marsh, Runswick, Nordheim, Brooks, par Electric Phoenix.
19 h 15 L'imprévu.
20 h Le temps du jazz : les inédits de l'âge classique.
20 h 30 Concert : *Night Fantasies*, de Carter ; *Images pour piano, livre 1*, de Debussy ; *Davidsbündlertänze*, de Schumann ; *Lyon, les Cloches de Genève, Nuages gris, Méphisto-valse nº 1*, de Liszt, par Ursula Oppens, piano.
23 h Les soirées de France-Musique : Verveine-scotch ; à 1 h, Poissons d'or.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 7 NOVEMBRE

– *MM. Claude Cheysson*, ministre des relations extérieures, et *Jean François-Poncet*, ancien ministre des affaires étrangères, commenteront les résultats des élections américaines sur Europe 1 à 7 heures.

– *MM. Alain Juppé*, adjoint au maire de Paris, membre du comité central du RPR, *Maxime Gremetz*, secrétaire du comité central du PCF, en duplex de Paris, *Jean-Claude Gaudin*, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, et *Van Vilder*, consul général des Etats-Unis, en duplex de Marseille, ainsi que des journalistes, en duplex de Washington, analyseront les résultats des élections américaines sur RMC à 7 heures.

– *MM. Henry Kissinger*, ancien secrétaire d'Etat américain, en duplex de Washington, et *Jacques Delors*, ancien ministre français de l'économie et des finances, en duplex de Bruxelles, seront invités au journal de 20 heures sur Antenne 2.

COMMUNICATION

«Le Monde» et la télématique

(Suite de la première page.)

Ce sera chose faite avec les trois services que nous mettons actuellement sur pied, et pour lesquels une convention a été récemment conclue avec G. CAM. Serveur. De son Minitel ou de son terminal, l'utilisateur professionnel ou grand public pourra consulter soit notre banque de données « événements » pour une première recherche rapide, soit notre fichier analytique pour retrouver les références de l'article du *Monde* où le même événement est traité plus en détail ; il pourra s'arrêter là — et se reporter à la collection du journal s'il préfère travailler « sur papier » — mais l'accès au texte intégral sera toujours disponible pour tous ceux qui ne disposent pas de la collection du *Monde* et désirent accéder à cette bibliothèque de l'avenir que sera le stockage sur mémoire électronique de tous les écrits, analyses et commentaires d'un grand quotidien comme *le Monde*.

Ce n'est pas tout, car nous comptons aussi utiliser l'informatique comme un instrument de recherche et de progrès des connaissances dans un domaine jusqu'à présent inexploré et qui nous est pourtant familier : les sciences sociales et politiques. Michel Tatu, dont l'intérêt pour la « kremlinologie » est bien connu de nos lecteurs, achève actuellement la mise sur pied d'une banque de données sur l'élite dirigeante soviétique. Dès les premiers mois de 1985, cette banque sera accessible par les mêmes moyens télématiques à tous ceux qui, en France et à l'étranger, cherchent à savoir non seulement la composition des groupes qui ont entouré M. Tchernenko à telle ou telle étape de sa longue carrière, mais plus simplement *« qui est qui »* et *« qui fait quoi »* en URSS, ou encore l'inventaire des principales administrations soviétiques, leur « profil » et leur histoire.

Or le progiciel, unique actuellement dans le monde, qui a été développé pour cette banque de données avec l'aide de l'Agence de l'informatique, est susceptible de bien d'autres applications à d'autres domaines. Nous pensons notamment à une banque de données sur les institutions et la vie politique française, en commençant par un traitement informatique chaîné dans le temps des résultats électoraux d'une consultation à l'autre. Les services informatiques du *Monde* avaient déjà mis au point de nombreux programmes permettant la présentation et les recoupements les plus complets possibles des résultats électoraux, comme nos lecteurs ont pu le constater. Ces services enrichis et complétés seront prochainement mis à la disposition de tous les utilisateurs intéressés en France et dans le monde.

Nous n'oublions pas pour autant l'informatique *« grand public »*. En attendant la mise au point d'un journal électronique, *le Monde*, qui a déjà développé, en interne, une base de données « sigles et adresses » (plus de 10 000 organismes recensés), mettra prochainement à la disposition de tous les détenteurs de Minitel, outre cette base, un service « pédagogique », basé sur l'important fonds des *Dossiers et documents* réalisés au fil des ans, et actuellement sous la responsabilité de Daniel Junqua. Outre ce service plus spécialement destiné à nos jeunes lecteurs et utilisateurs, il fera connaître par la même voie le sommaire du quotidien et de ses publications annexes.

Ces activités de diversification dans un secteur entièrement nouveau exigeaient des structures nouvelles. Il nous est apparu utile de constituer une filiale du *Monde*, travaillant en liaison étroite avec le quotidien pour l'exploitation de son immense fonds documentaire, mais de manière distincte. Jean-Marie Dupont, directeur adjoint, et Michel Tatu, coordonnateur de ces projets télématiques, ont été chargés de prendre à cette fin les contacts nécessaires.

L'informatique, la télématique, apparaissaient à beaucoup jusqu'à présent comme un merveilleux jouet mais comme quelque chose d'un peu abstrait, sans contenu clairement exploitable, hormis un aspect ludique qui a en effet alimenté les premiers engouements. Que faire d'un micro-ordinateur ? A quoi doivent servir ces Minitel qui seront deux millions en France l'an prochain ? Un peu comme le meilleur cerveau ne vaut que par ce qu'y introduisent l'instruction et l'éducation, l'informatique a besoin de contenu, d'informations, de services et de banques de données adaptées à ce nouveau mode d'expression et de diffusion des connaissances. *Le Monde* entend bien occuper son « créneau » dans cette nouvelle révolution technologique des dix prochaines années.

ANDRÉ LAURENS.

L'ORÉAL ENTRE DANS LE CAPITAL DE CANAL PLUS

La société L'Oréal vient d'entrer dans le capital de Canal Plus, en reprenant les parts détenues par M. Guy Merlin (5 %) et la Compagnie d'exploitation des grandes marques (5 %). Avec 10 % du capital de la chaîne, L'Oréal devient son troisième actionnaire par ordre d'importance.

Aujourd'hui, le capital de la première société de télévision de droit privé, titulaire d'une concession de service public, se décompose ainsi : Havas (42,13 %), Compagnie générale des eaux (15 %), L'Oréal (10 %), Société générale (6,60 %), Assurance du groupe de Paris-vie (5 %), Garantie mutuelle des fonctionnaires (5 %), Banque nationale de Paris (3,34 %), Crédit lyonnais (3,34 %), Crédit commercial de France (3,34 %), Banque régionale d'escompte et de dépôt (1,50 %), Consortium de valeurs immobilières (1,50 %), *Nice-Matin* (1 %), *Ouest-France* (0,66 %), Société pour le développement de la télévision (0,34 %), Centre France communications (0,33 %), *le Bien Public* (0,33 %), *le Midi Libre* (0,33 %), *la République du Centre* (0,20 %).

Par l'intermédiaire d'Havas et du secteur bancaire nationalisé, l'Etat contrôle près de 60 % du capital de Canal Plus.

PRÉAVIS DE GRÈVE A TDF POUR LE 8 NOVEMBRE

Les sections syndicales CFDT, CGT et FO de Télédiffusion de France ont déposé un préavis de grève de vingt-quatre heures pour le jeudi 8 novembre pour protester contre certaines conditions de travail et le blocage des effectifs. En cas d'arrêt de travail, les programmes des trois chaînes de télévision seraient réduits au service minimum.

LE CARNET DU Monde

Naissances

— Michèle et Bernard DECRÉ,
Augustin, Marie et Anne-Elise
ont la joie d'annoncer la naissance de

Angèle,
le 3 novembre 1984.
16, hameau Boileau,
75016 Paris.

— M. Axel le Blanc
et Mme, née Magdeleine le Bel de Penguilly,
Frédéric LIONEL-DUPONT
et Diane Mordacq
sont heureux d'annoncer la naissance de leur petit-fils et fils,

Tanguy,
Paris, le 30 octobre 1984.

7, rue des Arènes, 75005.
5, rue de Lille, 75007.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de

Maurice BOERES,

rappelé à Dieu le dimanche 4 novembre 1984 en son domicile, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

De la part de
May Boeres,
son épouse,
Philippe et Marylou Van Surell,
Pierre et Christiane Gosset,
Claudine Boeres,
Michel et Nicole Boeres,
ses enfants,
Et de Catherine, Odile, Patrick, Bénédicte, Cécile, Bertrand, Xavier, Luc, Arnaud, Muriel,
ses petits-enfants.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 7 novembre 1984, à 16 heures, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul d'Evry, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille à Evry.

Selon les désirs du défunt, des dons peuvent être adressés à l'attention de la recherche sur la leucémie (chèque libellé à l'ordre de son Lion's Club d'Evry-Corbeilles, qui transmettra).

22, rue du Bras-de-Fer,
91000 Evry.

— Mme Marthe Meyer
et ses enfants,
M. et Mme Jean Haas
et leurs enfants,
Mme Philippe Armand Favre
et ses enfants,
M. Georges Bousquet,
ses sœurs, enfants, belles-filles et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Violette Marcel FAVRE,
née Darbon,

survenu le 2 novembre.

L'inhumation a eu lieu le 5 novembre, à Versailles, dans l'intimité familiale.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Emmanuel FRAENKEL

s'est éteint, dans sa quatre-vingt-deuxième année, à son domicile de Gommecourt, le 4 novembre 1984.

L'inhumation aura lieu le 7 novembre, au cimetière du Montparnasse, à 11 heures.
De la part de
Son épouse, Mme Berthe Fraenkel,
Ses enfants et petits-enfants,
Fraenkel, Zucman, Guevirtzmann, Parienté, Victor,
Et de la famille Elkan.

199, boulevard Malesherbes, 75017.
4, rue des Fauconniers,
78270 Gommecourt.

— Mme Pierre Guénoun,
Anne-Sylvie et Jean-Lucien
Et toute la famille
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre GUÉNOUN,
maître de conférences
à l'université Paris-IV (Sorbonne),
croix de guerre 1939-1945,
ancien de la 2e DB,

survenu le 23 octobre 1984.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Pierre Hermann
et ses enfants,
M. et Mme Daniel Cohen
et leurs enfants,
Et toute la famille,
ont le regret de faire part du décès de

Pierre HERMANN,

survenu le 1er novembre 1984.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

53, rue du Général-de-Gaulle,
95880 Enghien.

— Claudine Herrmann,
Nicole et Pierre Samuel,
leurs enfants et leur petite-fille,
Jean-Claude et Annie Pecker,
font part du décès de

Léon HERRMANN,
ancien élève
de l'Ecole normale supérieure,
professeur honoraire
aux universités
de Bruxelles et de Rennes,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
grand officier
de l'ordre de Léopold-II,
membre des Forces françaises libres,

à Coubert (Seine-et-Marne), le 1er novembre 1984.
Son inhumation a eu lieu le 6 novembre 1984 à Reims, cimetière de l'Est.
3, avenue du Lycée-Lakanal,
92340 Bourg-la-Reine.
8, rue Tournefort, 75005 Paris.

— Les amis de

Mlle Marcelle IMPERIALI,
agrégée de l'Université,
professeur honoraire,

font part de son décès, survenu le 26 octobre 1984 dans sa quatre-vingt-onzième année.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Dijon-Polygone.

1, rue André-Rivoire,
38100 Grenoble.

— **Marie Simone LONSDALE-CROUCH,**
née Beraud,

nous a quittés le 18 octobre 1984, après de longues années de maladie, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Ses enfants,
Gerald et Marie-Diane Calderon,
Michael Lonsdale,
Ses sœurs et beau-frère,
Anne-Marie Foret,
Janine et Marcel Arland,
Sa belle-sœur,
Pamela Crouch,

Ses petits-enfants, amis et proches l'ont accompagnée à l'église Saint-François-Xavier et au cimetière de Montmartre dans la paix et l'espérance.

— Mme Hebbelynck-Nivoche,
son épouse,
M. et Mme Christian Santereau
et leurs fils,
M. et Mme Yves Nivoche,
M. et Mme Nivoche-d'Almeida
et leur fille,
Ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Robert Meunier
et leurs enfants,
M. et Mme Henri Tytgat,
Les familles Nivoche, Amagat, Gonet et Pigoreau,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Lucien NIVOCHE,
ingénieur,

survenu le 31 octobre, à Paris.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Saint-Jean de Montmartre et l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de Saint-Lubin-en-Vergonnois (Loir-et-Cher).

46, rue d'Orsel,
75018 Paris.

— Le président du conseil d'administration,
Le président du conseil de perfectionnement,
Le directeur,
L'Union amicale des professeurs
Et les personnels du Conservatoire national des arts et métiers,
ont le regret de faire part du décès du

professeur Jean ROYON,
chevalier
de l'ordre national du Mérite,
officier des Palmes académiques.

Les obsèques auront lieu le jeudi 8 novembre 1984, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-du-Rosaire, place des Marronniers, à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne).

— Mme Joseph Schmid,
M. et Mme Eric Schmid
et leurs enfants,
M. et Mme Fernand Schmid
et leurs enfants,
M. Philippe Schmid,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph SCHMID,
consul général de France à Fès,
chevalier
de l'ordre national du Mérite,

survenu à Fès le 29 octobre 1984, dans sa cinquante-septième année, des suites de maladie.
Un office religieux a été célébré à Fès, le 31 octobre, en l'église Saint-François-d'Assise.
Le présent avis tient lieu de faire-part.
Consulat général de France à Fès,
Boîte postale 227, Fès (Maroc).

— La direction générale de l'Union des assurances de Paris a la tristesse de faire part du décès, survenu le 4 novembre 1984, de

Jean-Hugues THUILLIER,
directeur de la communication.

Les obsèques auront lieu jeudi 8, à 13 h 45, en l'église Saint-Pierre de Montrouge, 75014 Paris.

— Sauverny. Chambéry.

Mme Kristina Van-Wynsberghe,
née Runkel,
M. Hugues Van-Wynsberghe,
Mlle Nilla Runkel,
M. Niko Runkel,
Mme Francine Van-Wynsberghe,
Mme Mutti Runkel,
Mme Paule Hubeau,
M. et Mme Francis Van-Wynsberghe
et leurs enfants,
Les familles Hubeau, Demylle, Runkel, Delassus, Machard, Thery, parentes et alliées,

ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils ont éprouvée en la personne de

M. Robert VAN-WYNSBERGHE,
retraité
inspecteur principal de la Concorde,
ancien résistant,

décédé le 30 octobre 1984, à l'âge de cinquante-sept ans.

Ses obsèques ont eu lieu le vendredi 2 novembre, à 15 heures, en l'église de Sauverny, suivies de l'inhumation au cimetière de la commune.

« Les Poncettes »,
Sauverny, 01220 Divonne-les-Bains.
147, rue Marcoz,
73000 Chambéry.

Remerciements

— La famille de

Jacques BEAUVAIS

remercie tous ceux qui ont témoigné leur fidèle attachement à leur ami, collègue, camarade.

— Mme Lucien Junillon,
M. Alain Junillon,
Mme Maurice Junillon
et ses filles,
Et toute la famille,
profondément touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées, adressent leurs sincères remerciements aux personnes qui se sont associées à leur peine.

Messes anniversaires

— L'Association de l'X Mémorial invite tous les polytechniciens et leurs familles à participer, comme chaque année, à la messe pour les X décédés qui sera célébrée le samedi 10 novembre, à 11 heures, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, à Paris-5e, par Mgr Mouisset, ancien évêque de Nice.

— Vous qui l'avez aimé et admiré, souvenez-vous de

Jacques de BEAUMARCHAIS,
ambassadeur de France,

à l'occasion du cinquième anniversaire de sa mort.
Une messe a été dite à son intention en l'église de Sare (Pyrénées-Atlantiques).

Novembre 1979-novembre 1984.

— L'Association des Français libres fera célébrer le vendredi 9 novembre, à 19 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides, une messe anniversaire (portes ouvertes) à la mémoire du

général de GAULLE,
chef de la France libre
et président d'honneur de l'Association.

Il est demandé aux associations d'anciens combattants et de résistants de porter le présent avis à la connaissance de leurs membres et de déléguer leur porte-drapeau à cette cérémonie.

— Il y a dix ans,

Edmond LANIER

quittait sa famille.

Ceux qui l'ont connu et aimé sont invités à participer ou à s'unir d'intention à la messe qui sera célébrée le samedi 10 novembre, à 10 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy.

Manifestation du souvenir

— Une cérémonie anniversaire à la Grande Mosquée en souvenir des musulmans morts pour la France.
Des prières seront dites au cours d'une cérémonie privée en présence du représentant de M. le président de la République, des membres du gouvernement et du Parlement, du corps diplomatique et des corps constitués, samedi 10 novembre 1984,
— 15 heures, pose d'une plaque au nom de
Mohamed Ben ZOUAOU,
premier imam,
membre d'honneur
des médaillés de la Résistance française,
décédé il y a quarante jours, place du Puits-de-l'Ermite.
— 16 heures, un service de cars civil et militaire assurera le transport des délégations au cimetière de Bobigny pour se recueillir sur la tombe du regretté
imam Ben ZOUAOU.
Vae Victis, 32, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris.

Communications diverses

— ACADÉMIE DE LUTÈCE

Exposition de peinture
15, rue Merlin, Paris-11e,
Me Voltaire.

12 au 23 novembre, après-midi sauf samedi et dimanche

Vernissage 9 novembre, 17 heures.

— 9 novembre, 19 h 30, dîner-débat, hôtel Lutétia, 45, boulevard Raspail, Paris, sur « Projet coalition contre aberrations ». Renseignements : UMPS, 15, rue Erlanger, 75016 Paris. Tél. : 527-78-76.

INFORMATIONS « SERVICES »

VIE ASSOCIATIVE

Le Forum des « humanitaires »

Le monde, mon village, est un jouet cassé. Cette évidence s'impose à qui a participé au IIe Forum international de la coopération volontaire (1) à Agen, du 25 au 28 octobre. Une cinquantaine d'associations humanitaires présentèrent leur travail dans le tiers-monde.

Constatation : l'arrogance des Etats qui envahissent d'autres Etats. Question : pourquoi cette perversion de la force ? Les catastrophes naturelles — cyclones, sécheresse — ne suffisent-elles pas à déstabiliser la vie des populations ?

Evidence : la détresse du monde. Des millions de personnes déplacées, par continents entiers. Si l'on sait qu'un enfant sur deux est un réfugié, au Guatemala par exemple, on ne s'étonne plus du nombre d'associations vouées à l'enfance : Aide et action, Aide à l'enfance tibétaine, Ecole sans frontières, Enfants réfugiés du monde, Enfance et partage, Partage avec les enfants du tiers-monde, SOS enfants sans frontières...

Les « Naam »

Constat encore, la vanité des grandes organisations internationales, croqueuses de devises, monstres qui s'auto-nourrissent, les miettes allant à ceux qu'elles ont mission de secourir. Efficacité des associations — on les appelle aussi les Organisations non gouvernementales (ONG) — grandes ou petites, éclatantes ou discrètes, qui œuvrent sur le terrain.

M. Ba Mamadou, mauritanien, qualifie de « positif » le travail des ONG. *« Au début, dit-il, certains Etats d'Afrique ont cru que ces organismes avaient un rôle subversif. Depuis quatre ans, ils ont pris conscience de la valeur de leur travail. »* Comment cela ? *« Elles font plus que les gouvernements pour la simple raison qu'elles s'attaquent à la base des problèmes, non au sommet. »*

Par les films, les témoignages des organisations, ce forum fut l'occasion de constater l'état de santé — ou de délabrement — du monde, l'éclatement des frontières. La caméra saisit les Indiens Miskitos au Nicaragua, plonge sur un hangar qui abrite des handicapés ayant sauté sur des mines en Angola, visite un centre de médecine traditionnelle au camp de réfugiés de Khao I Dong, en Thaïlande; un gros plan cerne une école en Afghanistan où, cils baissés, suivant des caractères avec son doigt, un enfant répète sa leçon avec son grand-père.

Respect des traditions ancestrales et coordination caractérisent le travail des associations. Pour Chantal, médecin à Action internationale contre la faim, *« toute démarche isolée est vouée à l'échec »*, qu'il s'agisse des actions d'urgence et de développement à mener de front ou de la collaboration entre associations.

Au Ladakh, par exemple, Aide à l'enfance tibétaine a ouvert des écoles pour les enfants des réfugiés et fait appel à Ingénieurs sans frontières pour amener l'eau et construire des chauffe-eau solaires.

M. Bernard Ledea-Ouedraogo présente une expérience originale : les Naam — des groupements paysans — au Burkina-Faso (ex-Haute-Volta). Les Naam empruntent à l'Afrique les valeurs humaines de solidarité et à l'Occident ses techniques... Ils mobilisent une région ? *« Ce n'est pas étranger, ce n'est pas plaqué, c'est nous. »* Ils conservent les valeurs traditionnelles de l'Afrique ? *« Il faut respecter toutes les valeurs,* dit-il, *et il faut que la demande vienne de la base : alors, les choses ont une racine. »*

Le colonialisme de l'ONU

Si une place spéciale fut réservée à l'Afghanistan, on peut l'attribuer à la présence d'Anne de Beaumont, qui échappa à l'embuscade dans laquelle tomba l'équipe d'Antenne 2 le 17 septembre, aux nombreux témoignages des seize associations membres de la Coordination humanitaire européenne pour l'Afghanistan, à la venue, en fin, d'un Afghan.

Le Forum d'Agen, d'après les participants, a rempli son rôle de mise en commun d'expériences, d'informations. L'an prochain, on souhaite qu'il s'attaque aux problèmes de fond de la conception du développement. Pour le Père Pierre Ceyrac, un jésuite, qui, après quarante-trois ans en Inde, travaille depuis mai 1980 dans les camps de réfugiés de Thaïlande, *« le développement n'est pas une affaire économique comme on le croit trop souvent en Europe. Le développement est d'abord culturel »*. Il insiste sur ses conséquences perverses : *« Les techniques modernes tuent l'artisanat local, accélèrent la production et ne se préoccupent pas de la distribution de la richesse. »*

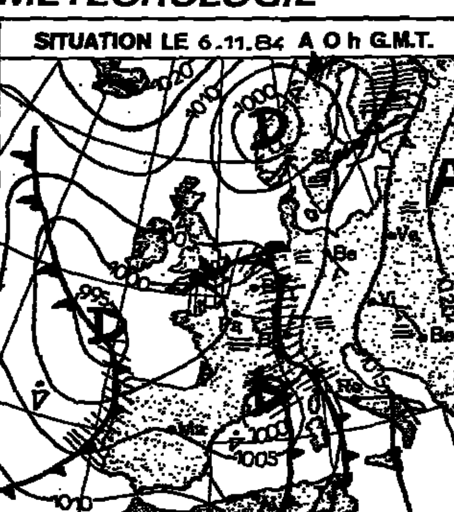
Débat d'idées toujours, la question du témoignage. Le docteur Fyot (Médecins du monde) affirme la priorité de l'éthique — droit à la santé, à la vie — sur les règles politiques — principe de la souveraineté d'un Etat, non immixtion dans ses affaires intérieures. Il est prêt à témoigner d'une réalité qui *« dépasse en horreur ce que l'on peut imaginer »*. Le docteur Malhuret (Médecins sans frontières) propose une « charte pour la protection des équipes humanitaires ».

Faux débat enfin : le rapport marketing-éthique. Si certaines associations *« vendent l'image que demande la population au détriment du rôle d'information »*, cela reste l'exception. L'essentiel, d'après Pierre-Bernard Lebas, directeur d'Aide et action, *c'est d'« avoir la foi en ce que nous faisons : aucune technique au monde ne pourra jamais remplacer cette foi »*.

DANIELLE TRAMARD.

(1) Le Forum d'Agen, dû à l'initiative de la Guilde européenne du raid, bénéficie du soutien des collectivités locales de Lot-et-Garonne qui assurent 60 % de son financement. Les Mutuelles unies et le groupe Drouot assurent les 40 % restants.

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 07.11.84 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 6 novembre à 0 heure et le mercredi 7 novembre à 24 heures.

Des perturbations actives circulent toujours autour de la vaste dépression s'étendant du proche Atlantique à l'Europe occidentale.

Mercredi, une zone de temps pluvieux et couvert s'étendra en début de matinée de la Bretagne à l'Aquitaine. Elle progressera vers l'est pour concerner l'après-midi les régions de la moitié est, à l'exception de la Corse et de l'extrême Sud-Est. Les pluies seront fortes à très fortes en versants sud à sud-ouest des massifs de la moitié sud avec des orages, modérés ailleurs en moitié sud, plutôt faibles au Nord.

Avant l'arrivée de ces pluies, le temps sera gris avec des brouillards fréquents.

A l'arrière de la zone de pluie, le ciel sera encore très nuageux. Des averses se produiront de la Bretagne et du Cotentin au Sud-Ouest.

Les vents de secteur sud à sud-est seront assez forts près des côtes de la Méditerranée.

Les températures minimales seront de 8 à 12 degrés de la Bretagne à l'Aquitaine, 8 à 10 degrés en Lorraine et en Alsace, de l'ordre de 10 degrés en Méditerranée, 3 à 7 degrés ailleurs. Les maxima atteindront 10 à 17 degrés du nord au sud.

Sens d'évolution pour la fin de semaine :

De l'air humide continuera à circuler sur la France dans un courant de sud à sud-ouest.

Temps prévu pour la fin de semaine :

Jeudi, un temps couvert et pluvieux prédominera le matin sur les régions de l'Est. Les pluies cesseront progressivement en cours de journée, persistant le soir près des frontières.

Sur les autres régions, le temps sera moins humide mais, en dépit de quelques éclaircies, les nuages resteront abondants. Ils donneront même quelques averses, près de la Manche et de l'Atlantique surtout.

Les vents de sud-est seront assez forts le matin près de la Méditerranée.

Les températures maximales atteindront 12 à 20 degrés du nord au sud.

Vendredi et samedi, le temps restera humide avec encore des passages pluvieux, plus importants en versants sud des massifs. Quelques éclaircies concerneront toutefois les régions de l'Ouest et la Corse. Les vents de secteur sud seront assez forts par intervalle près des côtes.

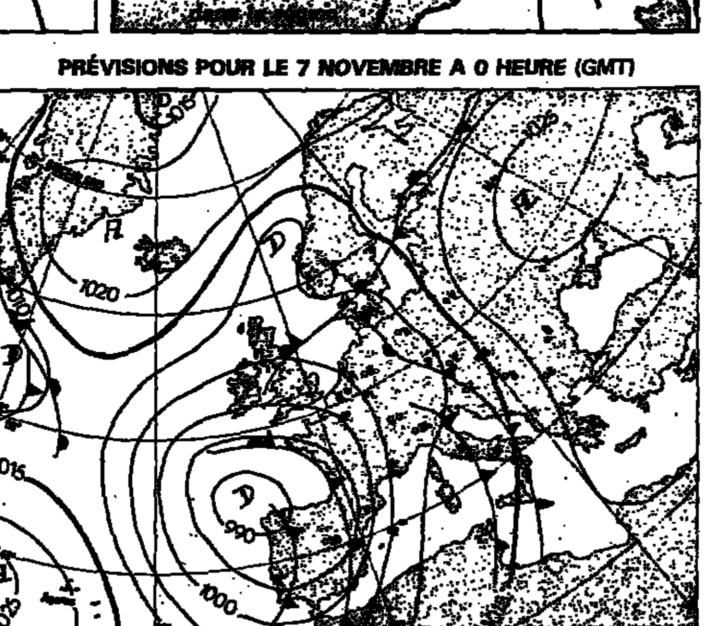
La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 6 novembre, à 7 heures, de 999,9 millibars, soit 750 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 5 novembre; le second, le minimum de la nuit du 5 novembre au 6 novembre) : Ajaccio, 21 et 15 degrés; Biarritz, 13 et 7; Bordeaux, 14 et 5; Bourges, 10 et 9; Brest, 11 et 8; Caen, 8 et 7; Cherbourg, 10 et 7; Clermont-Ferrand, 13 et 8; Dijon, 9 et 7; Grenoble-St-M.-H., 12 et 7; Grenoble-St-Geoirs, 17 et 7; Lille, 6 et 6; Lyon, 12 et 7; Marseille-Marignane, 17 et 15; Nancy, 11 et 5; Nantes, 12 et 8; Nice-Côte d'Azur, 18 et 14; Paris-Montsouris, 10 et 9; Paris-Orly, 10 et 9; Pau, 12 et 4; Perpignan, 16 et 11; Rennes, 10 et 8; Strasbourg, 12 et 4; Tours, 10 et 6; Toulouse, 15 et 7; Pointe-à-Pitre, 26 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 24 et 12; Amsterdam, 11 et 4; Athènes, 22 et 10; Berlin, 8 et 1; Bonn, 11 et 7; Bruxelles, 9 et 7; Le Caire, 25 et 15; îles Canaries, 25 et 17; Copenhague, 9 et 7; Dakar, 30 et 25; Djerba, 25 et 15; Genève, 9 et 4; Istanbul, 18 et 13; Jérusalem, 19 et 9; Lisbonne, 17 et 13; Londres, 9 et 6; Luxembourg, 10 et 7; Madrid, 14 et 6; Montréal, 10 et 7; Moscou, 3 et 0; Nairobi, 24 et 15; New-York, 21 et 13; Palma-de-Majorque, 20 et 13; Rome, 21 et 17; Stockholm, 9 et 6; Tozeur, 25 et 14; Tunis, 27 et 16.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 7 NOVEMBRE A 0 HEURE (GMT)



PARIS EN VISITES

JEUDI 8 NOVEMBRE

« L'île de la Cité », 14 h 30, angle pont de l'Archevêché, quai de la Tournelle.

« Jardin Kahn », 15 heures, rue des Abondances, Mme Bachelier.

« L'art et la marine », 15 heures, palais de Chaillot, Mme Bouquet des Chaux (Caisse nationale des monuments historiques).

« Salons de l'Hôtel de Ville), 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).

« Musée de Cluny », 14 h 30, 6, place Paul-Painlevé (Mme Ferrand).

« Village d'Auteuil », 14 h 30, métro Eglise-d'Auteuil (Les Flâneries).

« L'abbaye du Val-de-Grâce », 15 heures, 277 *bis*, rue Saint-Jacques (Paris et son histoire).

« L'île de la Cité », 15 heures, 1, rue d'Arcole (Paris autrefois).

CONFÉRENCES

14 h 30 : 62, rue Madame : « Egypte pharaonique » (Arcus).

19 heures : 14 cours Albert-Ier, M. J. Bourgeois : « Pour une renaissance du chant » (Les Amis de Richard Wagner).

ÉCHECS

Le championnat du monde

NULLE ET REPOS

Et de treize ! Pas de surprise lundi dans la vingt-deuxième partie du championnat du monde : nulle en vingt coups sur proposition de Kasparov, comme il se doit, qui reste toujours mené 4-0.

Treizième nulle d'affilée donc, et, pour se reposer, si l'on peut dire, les deux joueurs ont déposé conjointement une requête, acceptée par la Fédération internationale des échecs, demandant le report de la vingt-troisième partie pour cause... d'anniversaire. Pas le leur mais celui de la révolution d'Octobre, le soixante-septième, que l'URSS fêtera le mercredi 6 novembre.

Karpov et Kasparov n'ont pas voulu être les seuls à « travailler » ce jour-là, férié pour tout le monde, et la vingt-troisième partie a été reportée au vendredi 9 novembre. Une occasion de voir ce que donnent les lendemains de fête aux échecs.

Blancs : KASPAROV
Noirs : KARPOV
Vingt-deuxième partie
Début Catalan

1. d4	Cf6	11. Cç3	Ca6
2. ç4	é6	12. Taç1	Dd6
3. g3	d5	13. Cé5	Fxg2
4. Fg2	Fé7	14. Rxg2	ç6
5. Cf3	0-0	15. Fxf6	gxf6
6. 0-0	dxç4	16. Cf3	Tfd8
7. Dç2	a6	17. Tfd1	Db4
8. a4	Fd7	18. Da2	Td7
9. Dxç4	Fç6	19. é3	Tad8
10. Fg5	a5	20. Tç2	Nulle

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des lundi 5 et mardi 6 novembre :

DES DÉCRETS

- Portant création de la réserve naturelle géologique de la région de Digne (Alpes-de-Haute-Provence).
- Portant publication de l'accord sous forme d'échange de lettres entre la France et l'Argentine portant création d'une commission générale franco-argentine signé à Buenos-Aires le 26 juillet 1984.

EN BREF

FORMATION

STOMATHÉRAPIE. — Le centre hospitalier régional de Bordeaux propose aux infirmiers et infirmières diplômés d'Etat depuis plus de cinq ans une spécialisation en stomathérapie. Cette formation n'est dispensée que dans deux centres en France : Bordeaux et Lyon. Le stage aura lieu au cours du premier trimestre 1985.

★ **Ecole d'infirmières de l'Hôpital Saint-André, 91, cours d'Albret, 33000 Bordeaux. Tél. : (56) 96-31-08 (avant le 30 novembre).**

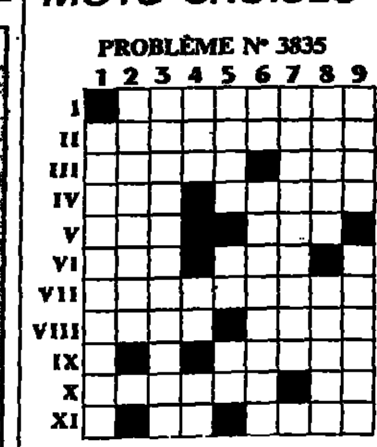
EXPOSITION

POURTANT QUE LA CAMPAGNE EST BELLE. — Pour sauvegarder le patrimoine rural français, la RATP, en collaboration avec l'association Maisons paysannes de France, organise, du 9 au 30 novembre, à la gare du Châtelet-les Halles du RER une exposition de cent vingt photos. Le but : informer sur les différents types de construction et de matériaux ; sensibiliser le public devant les maisons en ruine ou défigurées par une restauration non appropriée, et... intervenir.

★ **Maisons paysannes de France, 3 *bis*, rue Léo-Delibes, 75116 Paris. Tél. : 727-11-20 (Michèle Bikant).**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3835



HORIZONTALEMENT

I. Avec lui, on a intérêt à glisser. — II. Courageuse en temps de guerre; paresseuse en temps de paix. — III. S'incruste parfois après avoir été plaqué. Poste peu avancé. — IV. Manière d'être stupide. Ne sont jamais loin quand cela barde. — V. Réformateur religieux tchèque. Soumis à un examen. — VI. Petits légumes. Accorda, à tort, sa main à Fenris. — VII. Rétablissait donc dans ses fonctions. — VIII. A souvent une activité débordande. Franche connexion. — IX. Agréable physiquement, désagréable sentimentalement. — X. Morne plaine. Préposition. — XI. Bien digéré. Nous fait la bise.

VERTICALEMENT

1. Empêche les cœurs de s'épanouir. — 2. Industrie qui manque de bras. — 3. Ont donc le sens de l'observation. — 4. Mot d'ordre. Réaction primaire. Forme de pouvoir. — 5. Faire place nette. Symbole chimique. En pente. — 6. Sont dans la gêne. Comme un certain calme ou un certain front. — 7. Prise à la gorge. — 8. Se trouve donc dans une position de force ou de détente. Mêler un produit de la mer. — 9. Sont plus agitées sur mer que sur terre. Voit donc venir ou ne voit pas venir.

Solution du problème n° 3834

Horizontalement

I. Nostalgie. — II. Ultérieur. — III. Mie. Emile. — IV. Ivre. Age. — V. Sinus. — VI. Mée. Epair. — VII. Arsin. — VIII. Etudes. — IX. Opinent. — X. Sapée. Sée. — XI. Serre. Es.

Verticalement

1. Numismates. — 2. Olivier. As. — 3. Sternes. Ope. — 4. Te. Eu. Ieper. — 5. Are. Sentier. — 6. Lima. Un. — 7. Geignardes. — 8. Iule. Enée. — 9. Ere. Prestes.

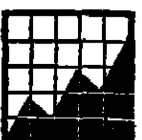
GUY BROUTY.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/col. TTC
OFFRES D'EMPLOI	51,00	60,48
DEMANDES D'EMPLOI	15,00	17,79
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

DIRECTEUR DU MARKETING OPERATIONNEL

Un important **laboratoire pharmaceutique,** filiale d'un groupe international, recherche son

DIRECTEUR DU MARKETING OPERATIONNEL.

Il aura pour mission, assisté d'une équipe de médecins et de pharmaciens, de définir la tactique opérationnelle du marketing de ces produits et de gérer la promotion des différentes spécialités pour les réseaux de ventes (180 personnes).

Ce poste basé à **Paris,** placé sous l'autorité du Directeur Général, ne peut convenir qu'à un cadre confirmé, doté d'une solide formation supérieure et possédant une bonne expérience marketing / vente dans l'industrie pharmaceutique.



Merci d'adresser lettre, C.V., et prétentions à
PIERRE LICHAU S.A. - s / réf. 11726 -
BP 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

DHL

Directeur Régional Général

France

La direction des opérations françaises, espagnoles et portugaises du leader incontesté dans le Monde International de la Messagerie est une occasion que tout directeur ambitieux et expérimenté ne peut se permettre d'ignorer.

La personne que nous recherchons doit avoir plusieurs années de direction générale, ainsi qu'une expérience heureuse des ventes et du marketing et devrait avoir assez d'énergie et de maturité pour diriger et motiver plus de 500 employés de différentes nationalités. Votre rôle vous mettra en contact avec des directeurs d'importantes compagnies internationales et d'organisations gouvernementales et par conséquent, nous ne pensons pas que quelqu'un de moins de 30 ans aurait assez d'expérience pour ce rôle.

Nous avons développé des marchés dans plus de 100 pays et avons des bureaux dans plus de 500 grandes villes de par le monde entier, mais notre croissance continue à une allure exceptionnelle. Les nouveaux développements commerciaux constitueront donc une partie cruciale de votre emploi.

En tant que Directeur Régional Général, vous serez basé dans une des principales villes de France, dont le choix pourra être discuté.

En plus d'un excellent salaire, les avantages sont en rapport avec l'importance de cette situation et ce à quoi vous pouvez vous attendre de la part d'une compagnie internationale prospère et allant de l'avant.

Veuillez envoyer un c.v. complet en anglais à:
Mssrs. R. Napier, European Personnel Director, DHL International, Rue Colonel Bourg, 105B, B.t.e. 4, 1140 Bruxelles, Belgique.

DIRIGER un cabinet conseil en recrutement

Vous réussissez bien mais, tout en continuant d'exercer votre métier de consultant, vous souhaitez une responsabilité plus globale : gestion, animation d'une équipe de consultants, relations clients, développement...
En un mot, le travail d'un responsable de cabinet.
C'est ce que nous vous proposons : seconder le dirigeant de notre société, qui doit faire face à une expansion régulière et constante.
Si vous êtes depuis plusieurs années consultant chez un conseil en recrutement, nous avons besoin de vous pour poursuivre ce développement.
Nous serons exigeants et nous souhaitons que vous le soyez aussi.
Votre travail vous garantira une rémunération élevée.

Nous avons demandé à M. BERTHELOT.
149 rue Saint-Honoré, 75001 PARIS, de recevoir votre candidature sous référence M. Vous pouvez ainsi lui préciser les cabinets avec lesquels vous ne souhaitez pas être mis en contact.
Une totale discrétion vous est assurée.

Etablissements Henri COINEAU

Entreprise de négoce de produits pétroliers fortement implantée dans sa région.
(200 points de vente, 180 000 m³ distribués, C.A. 600 MF),
nous consolidons notre développement en renforçant nos structures de direction et créons la fonction de

directeur administratif et financier

Limoges

Directement adjoint au gérant de l'entreprise, vous êtes responsable des services comptables, de la trésorerie, du service informatique et du contrôle de gestion. Outre la mise en œuvre de moyens modernes de coordination entre les services, et de contrôle de l'activité, vous jouez un rôle permanent de Conseil auprès de la Direction.

Jeune, ESC + DECS... une expérience similaire vous a préparé à assumer une large responsabilité dans une entreprise en forte expansion.

Nous vous remercions d'adresser votre offre de collaboration (lettre, C.V., rémunération) sous la référence 811 M à Mme Bernié, Résonance, 80 rue Taitbout 75009 Paris, qui respectera vis-à-vis de nous les souhaits de confidentialité exprimés.

résonance

AQUITAINE
GRANDE VILLE
1 h 30 DE BORDEAUX

Une société de négoce proche de l'agriculture recherche son

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Ce gestionnaire compétent, ayant une large expérience de direction, participera à l'élaboration et à la mise en œuvre sur cinq années du plan de redressement de l'entreprise.

Ce poste est à prendre d'ici à la fin de l'année et comporte des conditions très attractives.

Merci d'envoyer une lettre manuscrite accompagnée d'un CV expliquant vos motivations sous réf. D 60 à ARGUVENTE, 10, rue Berthollet, 75005 Paris. Réponse rapide et discrétion assurées.

L'association
MAISON DE LA CULTURE DU HAVRE
recherche

UN DIRECTEUR

Ecr. lettre + c.v. dét. av. le 1er déc. 1984 à : Monsieur le Président de la M.C.H., espace O.-Niemeyer, B.P. 1106, 76063 LE HAVRE Cedex.

LA VILLE D'OYONNAX (Ain)
recrute
son Directeur
des services culturels.
Expérience administrative et artistique exigées.
Candidature avec c.v. et photo à Monsieur le Maire,
01108 OYONNAX CEDEX,
avant le 17 novembre 1984.



emplois régionaux

BLAUPUNKT France SA renforce la capacité de création de la jeune équipe de sa "cellule développement" et recherche un

ingénieur électronicien

qui se verra confier les tâches suivantes :
- la plus importante, la recherche continue d'intégration de moyens informatiques et électroniques utilisables par la "cellule développement" : mise en place et exploitation de la CAO, utilisation de nouvelles technologies et des banques de données ;
- veiller à l'excellence des performances du matériel de la cellule ;
- collaborer à l'interprétation et à la mise en cause des critères techniques utilisés pour les essais des produits.

Toute formation complémentaire sera assurée par la société.

Cette fonction, à pourvoir à Caen, offre des opportunités de carrière à un collaborateur à potentiel créatif et adaptable, qui possèdera si possible une première expérience.

La maîtrise de l'allemand est vivement souhaitée, à défaut la connaissance de l'anglais est impérative.

Si ce poste vous intéresse, adressez courrier manuscrit, CV et prétentions sous réf. BIM au

cog hébert conseil
Péricentre IV
149, rue de la Délivrande 14000 CAEN
Discrétion assurée

Une société du **Groupe BOSCH**

Dans le cadre du démarrage d'un nouvel établissement nous voulons nous doter d'un support informatique performant pour nos activités de gestion et de conception (C.A.O.).
Afin de gérer le nouveau centre de calcul, nous recherchons notre futur

CHEF D'EXPLOITATION

L'expérience de matériel type HP 3000 et/ou VAX 780 est très souhaitable (2 opérateurs). Réf. 81232/A

Par ailleurs, la mise sur informatique de l'ensemble de notre gestion de production sera conduite par un

CHEF DE PRODUIT INFORMATIQUE

Le titulaire que nous recherchons aura une formation d'ingénieur ayant une expérience du secteur électronique et familier de la gestion informatique.
La connaissance système ou de programmation sera appréciée mais non nécessaire. Réf. 81232/B

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence du poste choisi à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Ingénieurs informaticiens

DEBUTANTS - FORMATION GRANDES ECOLES

Une très importante entreprise du secteur tertiaire, basée dans le **Sud de la France** (proche ville universitaire) recherche des informaticiens débutants pour assurer le développement de logiciels sur ordinateurs IBM de haut de gamme.
La haute technicité du secteur informatique de cette entreprise est un atout majeur dans la formation et le potentiel d'évolution des candidats.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 4008 à :

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

JEUNE INGÉNIEUR RESPONSABLE DES MONTAGES EXTERIEURS (France et Export)

ENSAIT - ESITM - ESTIT
option Mécanique textile
+ 2 à 3 ans minimum
expérience industrielle

Un très important constructeur de matériels de filature de l'Est + de 1 000 personnes, réalisant un CA élevé à l'exportation recherche ce jeune ingénieur qui sera formé à la gestion humaine et technique d'un service Montages Extérieur de 60 personnes.
Mission : organisation et suivi technique et économique d'importants chantiers extérieurs, gestion et formation du personnel de montage.
Des connaissances de base de la filature fibres longues sont indispensables.
Brefs déplacements fréquents.
Poste d'avenir stable.
Résidence 68, région touristique proche ville universitaire.
Logement facilité.
Discrétion absolue garantie.

Adr. CV dét. ss réf. 1121 à
SELETEC Conseil
67008 STRASBOURG CEDEX

CHEF DES SERVICES COMPTABLES

200 - 250 000 F

Charentes Poitou
Agro-alimentaire

Une société française de l'agro-alimentaire, filiale de l'un des premiers groupes de la grande distribution, et qui occupe une position de leader sur son marché tant par la qualité de ses produits que par la mise en oeuvre de technologies de pointe, recherche UN CHEF DES SERVICES COMPTABLES. Il sera chargé de la comptabilité générale traitée sur IBM 34 avec établissement des bilans, comptes d'exploitation et comptes de pertes et profits. Il développera la comptabilité analytique. Il élaborera les budgets et il en suivra la réalisation. Il établira les prévisions de trésorerie et il en assurera le suivi avec la plus grande attention au moyen d'un micro-ordinateur et d'un Minitel. Il sera responsable des déclarations fiscales. Dans le cadre des lignes d'action définies par le Groupe, il assurera la relation avec les banques pour la négociation des financements d'investissements. Le titulaire du poste, âgé d'au moins 28 ans, possèdera une formation ESC option finances-comptabilité et/ou DECS et une expérience de plusieurs années acquise dans une fonction semblable. Il connaitra le traitement informatique de la comptabilité et le nouveau plan comptable. Il sera rompu aux transactions financières et aux relations avec la banque.
Ecrire sous référence 726/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 Paris.
Discrétion assurée.

AFCOREM



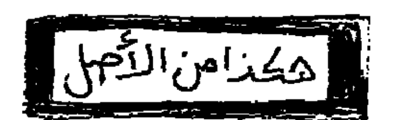
emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)



emplois régionaux





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Responsable Service Packaging

La Société EVIAN – 1,1 Md de F de C.A. ; principales marques : Evian, Badoit, Fruité... – a mené ces dernières années une vigoureuse politique de développement technique, notamment dans le domaine des emballages où l'innovation a été constante.

C'est pourquoi le recrutement du Responsable Packaging de la société revêt une importance particulière.
Il devra en effet conduire avec son équipe des projets de recherche de toute nature touchant aux emballages au sens large : bouteilles, cartons, packs, palettes, bouchons..., en ayant à la fois le souci de l'innovation et de la maîtrise des coûts.

Pour concrétiser ses projets, il collaborera étroitement avec le marketing, l'ingénierie, les achats, les usines, les fournisseurs de matériels et de matières premières et ses homologues d'autres sociétés du Groupe BSN. L'anglais lui sera indispensable.

Pour ce poste situé à Evian, au Centre de Recherche et Développement, nous recherchons un **Ingénieur Généraliste** ayant déjà fait ses preuves dans des postes touchant au conditionnement des produits de grande consommation.

Il pourra mettre en valeur dans cette fonction son aptitude au dialogue tout en exprimant sa créativité et en développant son expérience industrielle, ce qui lui ouvrira, au sein de la société ou du Groupe BSN, de larges perspectives d'évolution...

BSN GROUPE

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. B 23 M en précisant rémunération actuelle à : BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75381 Paris Cedex 08.

HAVAS CONTACT

Assistants Chefs de Produits

Vous êtes diplômé d'une grande école de commerce. Vous avez réalisé, au cours de vos études, des stages très opérationnels qui ont prouvé votre capacité à entreprendre et votre volonté de concrétiser vos actions.

BSN rassemble aujourd'hui l'équipe de marketing la plus importante en France à travers ses différentes sociétés dont les produits sont leaders sur leurs marchés respectifs : Gervais-Danone, Kronenbourg, Evian, Panzani, Amora, Diépal...

Chaque société élabore sa propre stratégie marketing et détermine les moyens nécessaires à sa réalisation, mais le Groupe BSN, grâce au professionnalisme de ses équipes, par la complémentarité et la diversité des expériences possibles et par les nombreux contacts qu'il favorise, apporte à chacun une formation de premier plan.

Nous vous proposons d'intégrer la Direction du Marketing de l'une des sociétés du Groupe en tant qu'Assistant Chef de Produit et de prendre en charge la gestion d'une ligne de produits.

L'évolution de vos responsabilités sera à la mesure de vos talents, mais les opportunités seront nombreuses tant au sein de ces sociétés que du Groupe BSN, en France et à l'étranger.

Compte tenu de l'implantation géographique de nos sociétés, ces postes sont majoritairement basés dans de grandes villes de province.

BSN GROUPE

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. B 15 M à : BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75381 Paris Cedex 08.

HAVAS CONTACT

IBM IBM IBM IBM IBM

POUR SON CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SITUÉ À LA GAUDE PRÈS DE NICE

RECHERCHE

Pour le développement de produits de télécommunication (Contrôleurs de communication, Convertisseurs de signaux, réseaux)

DES JEUNES INGÉNIEURS TELECOM

- (X, E.C.P., MINES, ENST, ESE, ENSIMAG), débutant(e)s ou ayant une courte expérience.
- *Ces postes nécessitent une bonne connaissance de la langue anglaise.*

Ils impliquent des stages ou missions de longue durée en France ou à l'étranger, notamment aux Etats-Unis.

Les personnalités de valeur pourront accéder à des responsabilités techniques et humaines à haut niveau au sein de la Compagnie IBM.

Envoyez candidature détaillée et C.V. à : Louis SAHUC - Service du Personnel - IBM FRANCE - 06610 LA GAUDE en mentionnant la référence M 11

MASH

IBM IBM IBM IBM IBM



2 ingénieurs recherche minérale

Languedoc - Roussillon

Un Groupe Chimique international désire intégrer 2 jeunes ingénieurs dans un Laboratoire Recherche - Développement du domaine des produits pour supports de catalyseurs et catalyseurs.

L'activité se situe tant au stade Laboratoire qu'au stade Pilote ; c'est l'inter-face avec la fabrication pour les procédés existants et les transferts technologiques du Laboratoire au Pilote et au stade industriel (le Laboratoire est intégré à l'Usine).

Dotés d'une large autonomie ils animeront chacun une équipe de 2/3 Chimistes au Laboratoire et 1 Agent de Maîtrise et 2/3 Ouvriers au Pilote.

Ces postes conviennent à des **ingénieurs ayant une formation complémentaire (thèse - génie chimique etc...) ayant de solides connaissances en Minérale, à la recherche du premier emploi ou nantis d'une toute première expérience dans le domaine.**

L'importance du Groupe permet *d'envisager à terme de 3/4 ans, une évolution de carrière* à des postes de responsabilité dans d'autres secteurs (Ingénierie - Production - Développement).

La rémunération est ouverte en fonction des compétences et de l'expérience acquise.

Adresser au **Cabinet R.C.C.** lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle *en précisant la référence* **466-M**

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

RCC Recherche / Conseil / Cadres
6, AVENUE DU COQ - 75009 PARIS

IMPORTANT ETABLISSEMENT
INDUSTRIEL DE L'ÉTAT
Région Ouest Littoral

RECHERCHE

un Ingénieur

dégagé obligations militaires, ayant expérience de quelques années en mécanique ou électricité, dans milieu marine ou off shore si possible, et préparé à utiliser informatique, pour assurer responsabilité préparation de la maintenance d'installations complexes (documentation, outillages, rechanges).

un Ingénieur Électricien

confirmé, ayant sens affirmé du commandement et expérience solide du montage et de la mise en route d'installations électriques complexes, pour occuper poste chef monteur électricien

un Ingénieur

diplômé Ecole d'Ingénieurs

libéré obligations militaires, pour promotion méthodes CAO au sein d'un bureau d'études de constructions navales et, en particulier, mise en place d'un système de schématique. Expérience des constructions navales appréciée.

un Ingénieur

spécialiste du calcul des structures

dégagé des obligations militaires, ayant une expérience dans le domaine de la construction navale ou de l'off shore pour assurer responsabilités dans ce domaine au sein d'un grand bureau d'études.

Ecrire avec C.V. détaillé et photographie
sous nº 8.549 *le Monde* Pub.
service ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.



contrôler le moyen terme dans une entreprise performante

UNISABI, Société Française du groupe international Mars Inc : 1000 employés, 3 usines récentes, plus de 2 milliards de francs de chiffre d'affaires, une croissance soutenue (+ de 20% par an), 25% d'exportation et des produits performants PAL, FROLIC, CANIGOU, WHISKAS, BREKKIES, KITEKAT, RONRON, LOYAL.

Chez nous, les financiers sont totalement impliqués dans l'activité et associés à la réflexion de chacun des départements. Leur compréhension des affaires de l'entreprise constitue leur force principale et s'appuie sur des méthodes et techniques financières développées et pratiquées dans une société leader au sein d'un groupe performant. Selon leurs aptitudes et leurs résultats, ils se voient rapidement proposer une évolution au sein des services financiers mais également vers d'autres départements ou sociétés du groupe en France ou à l'étranger.

Diplômé de l'enseignement supérieur (H.E.C., ESSEC, ESC ou *équivalent) avec 4 ans d'expérience, vous exercez la fonction de* **CONTROLEUR DE GESTION** dans une entreprise pratiquant des techniques financières et comptables avancées. Vous avez l'expérience du traitement des données et vous souhaitez exercer des *responsabilités qui soient ouvertes sur le monde de l'entreprise* pour mettre à profit votre culture économique et vos talents de manager.

Au sein de l'équipe de planification financière d'UNISABI, le (la) **RESPONSABLE DU MOYEN TERME** doit disposer à la fois d'un très bon niveau technique pour élaborer des méthodes performantes de prévisions et d'une capacité de conviction pour y faire adhérer les différents départements de l'entreprise.

Vous aurez d'une part la responsabilité de la valorisation des plans à moyen terme, dans le cadre de la stratégie définie par la Société. D'autre part, vous participerez, en liaison avec les responsables opérationnels à l'élaboration des projets d'investissement important et vous en assurerez le suivi.

Le poste est à pourvoir dans un environnement agréable dans la région d'Orléans (1 heure et demie de Paris). Le candidat retenu utilisera l'anglais et aura directement accès aux technologies nouvelles et notamment à un IBM PC.

Sa rémunération ne sera pas inférieure à **220.000 F/an** +

Envoyez votre C.V. et photo à l'attention de UNISABI
Département du Personnel (Réf. RPF) - B.P. 7
45550 SAINT DENIS DE L'HOTEL

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.65



Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

POUR LYON
IMPORTANTE SOCIÉTÉ RECHERCHE

INGÉNIEUR-ÉLECTRONICIEN (H. ou F.)

grande école

Adresser lettre manuscrite c.v. et photo à Havas Région 15342, B.P. 1000, 69222 Lyon Cedex 02.

Jeune ingénieur électronicien

Sud-Ouest - 140 000 F +

Notre établissement industriel recrute pour renforcer sa « Division Recherche et Développement » un **jeune ingénieur électronicien** spécialisé dans l'**informatique scientifique** (temps réel).

Son rôle sera d'abord de prendre en charge et de mener à bien un projet d'acquisition et de traitement informatisé de mesures et de données.

Une première expérience de 2 ans serait souhaitable.

Le poste est une réelle opportunité pour un candidat désirant allier technologie de pointe et informatique.

La taille de l'établissement permet un développement de carrière important et varié, en particulier dans le domaine des « process ».

Merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V., photo) sous la référence IE/LM, à notre Conseil.

MEDIA BA

ORECI 13, rue de Castellane 75008 PARIS

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Composants et Instruments

recherche dans le cadre de son développement



- Diplômé de l'enseignement technique supérieur (électronique ou électromécanique)
- Maîtrisant la langue anglaise.

Il lui sera confié au sein du bureau d'études, la responsabilité du développement de produits.

(Référence 101)

UN INGENIEUR DE VENTES DEBUTANT

- Diplômé de l'enseignement technique supérieur.
- Après une formation produits et vente de 6 à 12 mois dans une des unités de la Division située à Dole (Jura), il sera intégré à l'équipe de ventes soit en région parisienne, soit dans une agence de province.

(Référence 102)

UN INGENIEUR DE VENTES CONFIRME

- Diplômé de l'enseignement technique supérieur, il a déjà acquis une expérience de la vente dans le domaine des composants qui lui permettra d'être immédiatement opérationnel.
- Son poste sera basé à Lyon.

(Référence 103)

UN GESTIONNAIRE STOCKS (PREVISIONS DE VENTE)

UN TECHNICO-COMMERCIAL SEDENTAIRE

- Ces deux postes sont offerts au sein d'un service clients entièrement informatisé situé dans l'une des unités de la Division à Meaux (Seine et Marne).
- Les candidats doivent être titulaires d'un DUT ou BTS, option technique et avoir acquis une expérience de 2 à 5 ans en gestion commerciale.
- Ils participeront activement à l'amélioration du service rendu aux clients.

(Référence 104)

Pour ces postes, la pratique de l'anglais est un atout supplémentaire.

Les candidats qui souhaitent s'intégrer à un groupe performant et mondialement connu adresseront leur CV, photo et prétentions à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 sous référence 3548 qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

EVOLUER Nous sommes une société française filiale du Crédit Lyonnais et de McDonnell Douglas. Nous progressons vite dans un marché dynamique : l'informatique des utilisateurs. Participant à notre croissance, vous assurez donc votre développement personnel.

VIVRE Nous sommes une société à taille humaine qui privilégie la communication. Nos clients sont des partenaires et tissent avec nous des liens étroits de confiance mutuelle. Autonome sans être isolé, vous participez à la vie de votre équipe.

CREER Nos collaborateurs sont des professionnels compétents et nos moyens informatiques des outils performants. Nous concevons et réalisons des solutions novatrices à des problèmes variés (finance, marketing, personnel,...). Utilisant pleinement vos connaissances, vous créez dans une société qui innove.

Diplômé Grande Ecole Scientifique ou Gestion

Si vous avez 2 à 4 années d'expérience commerciale en informatique ou une forte motivation pour la négociation, rejoignez-nous comme

INGÉNIEUR MARCHÉ

Responsable d'affaires, vous aurez à promouvoir les services de CEGI-TYMSHARE dans les grandes entreprises françaises et internationales et à gérer le développement de vos clients. *Réf. 1102*

Si l'informatique et ses applications vous attirent, rejoignez-nous comme

INGÉNIEUR CONSULTANT

vous prendrez progressivement la responsabilité d'une clientèle de grandes entreprises auprès desquelles vous exercerez un métier de conseil, d'assistance et de mise en place d'applications. *Réf. 1103*

Si vous avez de solides connaissances en informatique et une réelle expérience de la programmation, rejoignez-nous comme

INGÉNIEUR LOGICIEL

vous participerez à des projets variés dont vous prendrez progressivement la responsabilité complète, de la conception à la mise en place. *Réf. 1104*

cegi tymshare

Nous vous formerons aux nouvelles techniques de l'informatique : langages de 4ème génération, micro-ordinateurs, télécommunications, applications réparties.
Envoyez à l'attention de Madame Katherine KALOCSAI, Directeur des Opérations France, un bref C.V. en mentionnant le poste qui vous intéresse.
CEGI-TYMSHARE, 106, Bureaux de la Colline, 92213, SAINT-CLOUD — Tél. 602 70 12

Banque parisienne recrute pour sa Direction des Engagements



Classe VI

Disposant d'une large délégation de décision et d'une large autonomie administrative, son activité s'exerce sur un portefeuille d'entreprises : étude, présentation des dossiers de crédit, gestion, administration, suivi des risques, relations permanentes avec le réseau.

Profil :
- expérience de plusieurs années du crédit aux entreprises,
- sens du risque et de la relation commerciale.

Assistants crédit HF

Gradés III-IV

Ils ou elles auront en charge le suivi quotidien des engagements, des opérations, du fonctionnement des comptes, en relation avec le réseau, ainsi que la préparation des dossiers de crédit.

Ils ou elles seront en relation avec les services d'exploitation.

Profil :
- pratique de l'analyse financière,
- bonnes connaissances des opérations bancaires,
- qualités requises : sens de l'organisation, méthode.

Ces postes présentent des perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe les sociétés avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en contact, à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

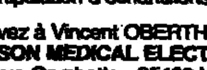
MEDIA PA

GILSON INTERNATIONAL

NOUS savons concevoir utilement des matériels de laboratoire.
Dans le cadre de nos diverses activités, nous imposons notre efficacité dans le domaine de la manipulation automatique d'échantillons liquides (programmable).
Dynamiques dans notre adaptation à l'évolution permanente de la recherche et de la demande, nous commercialisons nos innovations sur un marché international porteur.

VOUS possédez une solide formation en chimie-biologie (D.E.A., maîtrise,...) ?
Vous avez acquis, en quelques années, une expérience variée en laboratoire ?
La micro-informatique est devenue pour vous un jeu utile ?
Vous maîtrisez bien l'anglais ?

Voulez-vous devenir l'ASSISTANT de notre



(manipulation d'échantillons liquides).

Ecrivez à Vincent OBERTHUR
GILSON MEDICAL ELECTRONICS
72, rue Gambetta - 95400 VILLIERS LE BEL.



L'unité de gestion des ressources humaines de notre organisme, l'un des plus importants établissements spécialisés dans le financement de l'immobilier, désire confier ses opérations de recrutement à un(e)

jeune psychologue

Son action s'étendra de la prise en compte des désirs du service demandeur afin de préciser le profil requis jusqu'à la proposition au responsable du ou des candidats retenus.

Sa collaboration sera requise également pour les actions internes de mutations et de promotions.

Il participera à des actions ponctuelles relevant de la gestion des ressources humaines : études sur les qualifications, définitions de fonctions, gestion de candidatures grâce à l'outil informatique.

Ce collaborateur a autorité sur une petite équipe et agit en liaison étroite avec les responsables du service et la hiérarchie de l'entreprise.

Ce poste basé à Paris est évolutif et conviendrait à une personne ayant une expérience de 2 années dans le recrutement.

Si ce poste vous intéresse, adressez courrier manuscrit, CV et prétentions sous référence JC au

cog hébert conseil

Poissonnière Commercial Building
11, Fg Poissonnière 75009 PARIS
Discrétion assurée



Barclays Bank S.A.

recherche pour sa Direction des Grandes Entreprises
à Paris

SPECIALISTE CREDITS EXPORTS HF

27 ans min.

Ce candidat devra justifier, outre d'une expérience bancaire de base, d'une excellente connaissance de tous les produits du financement du Commerce Extérieur (crédit acheteur, crédit fournisseur, préfinancement, cautions, etc...) acquise au sein d'une banque de renom et avoir la maîtrise de la langue anglaise.

EXPLOITANT ENTREPRISES HF

26 ans min.

De formation supérieure, avec une expérience bancaire d'au moins 4 ans, dont 2 ans minimum dans l'exploitation clientèle entreprises, le candidat devra posséder une excellente connaissance des produits bancaires, le sens du risque, l'aisance du contact avec la clientèle et maîtriser parfaitement l'anglais.

Prière d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à
Mme Michèle SEVAUX - DIRECTION DU PERSONNEL
33, rue du 4 Septembre - 75002 PARIS.



Hewlett-Packard France : 40 % de croissance annuelle du CA, 2700 personnes, 3ème exportateur de matériel informatique en France, leader dans le domaine de l'Instrumentation électronique. Les signes de cette expansion : le démarrage d'un nouveau site industriel à l'Isle d'Abeau, au Sud de Lyon. Les fondements de cette réussite : des solutions commercialement adaptées, une forte capacité d'innovation, la gestion attentive des ressources humaines. Hewlett-Packard France favorise le choix des carrières dans un environnement international où les activités sont très diversifiées et où autonomie, sens du défi et mobilité sont des critères porteurs d'évolution et de réussite.

MESURE ET SYSTEMES

■ Ingénieurs et techniciens électroniciens de maintenance

Débutants - ENIB, ESEO, ESIEE, DUT, ... ou avec une première expérience, ils interviennent au sein du Service après-vente de l'activité Mesure et Systèmes.
Responsables en laboratoire de la maintenance de produits très sophistiqués (appareils de test et de mesures nécessitant la connaissance de l'électronique analogique et numérique), ils joueront un rôle d'assistance technique à la clientèle.
Leur intégration au N° 1 mondial de l'Instrumentation électronique leur permettra d'acquérir la maîtrise des technologies de pointe et d'évoluer rapidement vers des fonctions commerciales ou d'assistance logicielle. Les postes sont basés en Région Parisienne. Réf. CE/01/2/M.

■ Ingénieurs électroniciens technico-commerciaux

En liaison directe avec le district manager, l'ingénieur technico-commercial est responsable sur son secteur géographique de la commercialisation de nos produits. Au-delà de la prospection et de la présentation des produits, cet ingénieur d'affaires s'attache à identifier les besoins de chacun de ses clients pour fournir un conseil de haut niveau technique.
Il intervient donc en véritable spécialiste auprès de ses interlocuteurs, des ingénieurs des milieux industriels et scientifiques. Ingénieurs électroniciens de formation - ENST, ESE, INSA, ENSERG, ... - les candidats possèdent si possible une première expérience de la vente de produits de haute technologie.
Ces postes sont basés sur PARIS-RENNES-TOULOUSE-STRASBOURG-PAU et LYON. Réf. V/01/2/M.

INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE ET DE GESTION

■ Ingénieurs logiciel

Le conseil technique avant-vente constitue une dimension clé de la fonction. De l'étude des besoins et du cahier des charges jusqu'à la proposition des solutions, vous êtes l'interlocuteur privilégié du client.
Vos compétences dans le domaine **de la téléinformatique et des réseaux** vous permettent d'appréhender des situations très diversifiées. De plus, la formation de nos clients met en oeuvre vos qualités pédagogiques pour animer et concevoir les séminaires produits.
Enfin, une assistance technique sous forme de contrats personnalisés - réactualisation des logiciels - requiert une forte implication personnelle pour atteindre notre objectif principal : la satisfaction de nos clients. Vous avez une formation supérieure - ESE, INSA, ISEP, ... - complétée par une première expérience similaire de 2 ans minimum.
Ces postes sont basés à LILLE - BORDEAUX - RENNES - LYON - PARIS.
Réf. SE/02/5/M.

■ Ingénieurs commerciaux

La responsabilité d'un secteur géographique vous permettra de mettre à profit votre expérience de la négociation à haut niveau et votre détermination à conclure des affaires importantes en commercialisant la gamme HP 1000, 3000, 9000... que ce soit en informatique scientifique et technique ou en informatique de gestion. Prospection, qualification, propositions de solutions spécifiques, vous aurez à donner toute la mesure du conseil auquel nous sommes attachés.
De formation supérieure, grande école d'ingénieur ou de gestion vous avez nécessairement une première expérience réussie - 2 ans minimum - dans l'un de ces domaines.
Ces postes sont basés à LYON - LILLE - PARIS - ROUEN - STRASBOURG - NANTES - RENNES - POITIERS et GRENOBLE. Réf. V/02/4/M.

DIVISION RESEAUX

◪ Chefs de projet Electroniciens (analogique/numérique) ou Informaticiens

Si vous êtes passionné par la recherche, avec une 1ère expérience de 2 à 3 ans et si vous avez un goût prononcé pour les responsabilités, vous rejoindrez notre département Recherche et Développement (+ de 50 ingénieurs).
Dans un secteur stratégique, nous développons pour l'informatique de demain des produits de hautes technologies.
Notre mission s'étend des réseaux locaux à la responsabilité mondiale de la connexion aux réseaux publics. Réf. GND/1/M.

DEPARTEMENT SERVICE INFORMATIQUE INTERNE

◪ Informaticiens de gestion

Notre service informatique a pour objectif d'être un modèle dans l'utilisation de nos produits (matériels et logiciels) : pratique d'une informatique décentralisée avec utilisation du temps réel, des bases de données.
L'interaction entre utilisateurs et informaticiens développe l'intérêt du travail et la qualité des systèmes.
Nos futurs informaticiens se verront confier la responsabilité du développement et la mise en place de logiciels : ils en assureront également l'évolution (adaptation, optimisation, ...).
Ces fonctions recquièrent une formation de type : ingénieur, grande école de commerce option informatique, maîtrise d'informatique + IAE.
Une expérience même courte serait appréciée. Réf. SC/1/M.

DIVISION EUROPENNE DE SUPPORT INFORMATIQUE

◪ Ingénieur process engineering

Notre futur collaborateur aura la mission d'analyser les processus de réparation actuellement adoptés et de faire des études de maximisation de la productivité. Il proposera de nouvelles solutions techniques sur le plan des méthodes, de l'organisation et de la planification.
Votre formation ingénieur ECP, ECL, ENSERG... et votre expérience en production faciliteront votre intégration dans la Division et vous permettront d'accomplir efficacement votre mission avec la collaboration des ingénieurs et techniciens de l'équipe. Réf. CSG/M/1.

Pour les postes référencés ■, une formation de 6 à 9 mois dans nos entités européennes complétera vos connaissances. Une bonne pratique de l'anglais nécessaire, favorisera votre évolution en France comme à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier, CV, photo et prétentions, en précisant la référence géographique choisie à :
■ Hervé Gallon, Hewlett-Packard France, Service du Recrutement, Parc d'Activités du Bois Briard, Avenue du Lac, 91040 Evry Cédex.
◪ Christine Chesneau, Hewlett-Packard France, Département du Personnel, 5 Avenue Raymond Chanas, 38320 Eybens.

Hewlett-Packard France :
le partenaire de vos ambitions.



GROUPE EXPANSION

recherche

JEUNE

contrôleur de gestion

Intégré dans le Service Contrôle de Gestion, il sera chargé, pour plusieurs produits Presse, d'élaborer les budgets annuels, de suivre, en liaison avec les responsables de ses produits, les résultats mensuels et d'assimiler rapidement les différentes techniques propres à la Presse. Il devra en outre, réaliser toutes les études qui lui seront confiées et faire preuve d'initiatives pour en proposer lui-même. Il doit devenir l'interlocuteur privilégié de la Direction et des Responsables de Départements pour les produits dont il aura la charge.

Ce poste conviendrait à un ou une JEUNE DIPLÔMÉ(E) d'ÉTUDES SUPÉRIEURES COMMERCIALES ou de GESTION débutant ou ayant 1 an d'expérience, motivé par un travail en équipe, dans un groupe où les contacts humains sont primordiaux.

Les dossiers de candidatures – sous référence 2929 M, à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC.

DMC®

– C.A. : 6 milliards de francs ; 14.000 personnes dans le monde –

recherche pour sa

DIVISION INGENIERIE

réalisant 70 % de son activité à l'étranger, un

responsable des grands projets de complexes industriels

Sous l'autorité du DIRECTEUR de DIVISION auquel il sera rattaché, il sera responsable de la coordination générale, des Études effectuées par les Experts sectoriels de la Division et de la réalisation complète des projets industriels pouvant atteindre 150 millions de francs. Sa responsabilité s'étendra à la totalité des aspects d'un grand projet : études, planification, gestion, lancement et suivi des travaux, reporting, contrôle, assurances... impliquant à tous niveaux l'animation des hommes.

Ce poste – qui exige tempérament de "battant" et sens aigu des responsabilités – conviendrait à INGÉNIEUR MINES, ECP, ARTS & MÉTIERS..., âgé de 35 ans minimum, possédant une expérience réussie dans la GESTION et la RÉALISATION de GRANDS PROJETS – ANGLAIS courant indispensable – Disponibilité.

Les dossiers de candidatures – sous référence 2930 M, à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC.

Organisme de Financement du Secteur Agricole, siège Paris, recrute un

ingénieur

☐ Formation : de préférence Ecoles Supérieures d'agronomie ou Economie et Gestion. Expérience confirmée du milieu agricole.

☐ Aptitudes : habitude des responsabilités dans la conduite des projets. Sens des relations humaines et de la négociation.

☐ Profil du poste : Analyse des Programmes proposés au financement dans leurs aspects techniques et financiers, avec soucis particulier des exigences de formation qu'ils impliquent. Production de rapports analytiques et de synthèse. Travail au Siège parisien et déplacements en Province.

Adresser C.V. détaillé en indiquant le niveau de rémunération annuelle, sous n° 70.079, Publicité Roger Bley, 101 rue Réaumur 75002 Paris.

P.R.B.

De la formation au développement des ressources humaines

Le très grand Groupe Financier Privé que nous sommes met à la disposition de ses différentes sociétés, et plus particulièrement des équipes de formation de chacune d'elles, ses intervenants en matière de formation, de perfectionnement, et d'assistance audiovisuelle...

Vous avez 30 ans environ, une formation supérieure (Sciences Humaines et Sociales, Ecoles Commerciales, Sciences Economiques...). Vous avez été quelques années Consultant en formation dans un cabinet Conseil ou au sein d'un service Développement des Ressources Humaines dans un groupe de sociétés. Vous aspirez à prendre rapidement plus de hauteur de vue et de responsabilités.

Nous vous les offrons. Après avoir animé avec succès des actions de formation à la fois dans les sociétés et au niveau du Groupe, vous serez amené à participer à la conception, à l'animation et au suivi de nouveaux programmes adaptés à la demande de chacune.

A terme nous souhaitons vous confier l'animation complète du service comprenant 8 personnes et tous les supports techniques de pointe (audiovisuels, vidéo, informatique) que vous maîtrisez déjà aujourd'hui au plan pédagogique.
Bientôt vous deviendrez donc le Conseil en stratégie des ressources humaines que vous souhaitez être, et que nos sociétés attendent en appui de leurs propres actions.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 1744Mà

SOURCES 16 rue Jean-Jacques Rousseau - 75001 Paris (qui transmettra).

MATRA



recherche pour le Service Juridique de la Direction du Personnel : H/F

Juriste d'Entreprise

compétent en droit du travail

Il a une responsabilité d'études de législation sociale, impliquant la consultation d'organismes spécialisés, et participe à la définition de la règlementation et à la mise en oeuvre de ses applications.

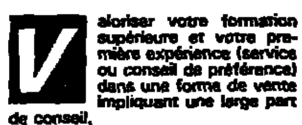
Il est fréquemment consulté par les chefs du personnel et par les différentes directions opérationnelles de la société auprès desquels il exerce un rôle de conseil et d'assistance en matière de droit du travail.

Diplômé d'études supérieures en droit, (DEA, DESS droit du travail) ou Sciences Po, il apporte une compétence et une «pratique» juridique acquise par une expérience minimum de 3 ans. Il se fera apprécier par sa rigueur dans l'analyse, sa clarté dans la synthèse, ses qualités de communication et son sens de l'équipe.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo sous N° NK 1168 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - 3 avenue du Centre - Centre de MONTIGNY 78182 — SAINT-QUENTIN YVELINES CEDEX

Maîtrise Lettres, CELSA, Sciences Eco...

Le conseil et la vente dans un secteur clé de la communication !



Valoriser votre formation supérieure et votre première expérience (service ou conseil de préférence) dans une forme de vente impliquant une large part de conseil.
Optimiser vos qualités d'écoute et de synthèse pour intervenir en véritable partenaire de l'entreprise,
Développer vos qualités rédactionnelles et votre créativité, mais aussi votre sens du concret pour proposer des solutions originales et adaptées,
C'est ce que vous propose une des sociétés leader dans un secteur clé de la communication !
Vous bénéficierez :
- d'une fonction exceptionnellement riche et formatrice auprès d'interlocuteurs de haut niveau,
- d'un appui logistique et technique important,
- d'une rémunération motivante et rapidement évolutive,
- d'une ambiance jeune au sein d'une équipe de professionnels motivés.

Et, cela va de soi, vous recevrez une formation complète à notre secteur d'activité et nos méthodes pour vous permettre de mener à bien votre mission de développement et de conseil.
Si vous avez une bonne maturité d'esprit, des idées et la volonté de vous investir, nous allons nous entendre.

Adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle), sous réf. M/3228, à Patrick FORET - MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS.



Rejoignez une équipe qui fonce !

MEDIA BA

Préparer notre contrôle de gestion

Nous sommes une importante société étrangère d'assurances sur la vie. Notre développement régulier nous conduit à créer, en vue de la mise en place d'un contrôle de gestion, la fonction d'analyste comptable au sein de notre service de comptabilité générale.

Votre mission sera d'effectuer l'examen approfondi des opérations comptables enregistrées, telles que le contrôle de l'imputation des frais généraux, la surveillance des comptes courants des agents. A partir de la synthèse de ces travaux, vous aurez à élaborer des tableaux de bords mensuels, préconiser les actions correctives, établir les circuits de documents et assurer le dialogue permanent avec l'informatique et les responsables de services auprès desquels vous aurez un rôle de conseil.

B.T.S. ou D.E.C.S., votre compétence et votre expérience d'au moins 3 ans en comptabilité et informatique devraient faire de vous notre homme. Votre souplesse et votre sens de la communication seront, avec une réelle largeur de vues, des atouts supplémentaires pour réussir.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 8634M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

GROUPEMENT PROFESSIONNEL SECTEUR ASSURANCES

recherche pour sa section **STATISTIQUES**

UN SPÉCIALISTE *HF* de l'analyse des données

Les candidats à ce poste devront justifier d'une formation supérieure de type ENSAE ou ISUP, ainsi que d'une première expérience significative dans une fonction analogue.

Ce poste à la rémunération motivante offre des possibilités d'évolution intéressante.

Prière envoyer dossier candidature avec photo en précisant la rémunération annuelle brute souhaitée, sous réf. SA2, à
M. D. DERYNCK - **A.G.S.A.A.**
118, rue de Toqueville - 75850 PARIS CEDEX 17

Bleu.

BANQUE INTERNATIONALE
(siège social à Paris)
recherche
pour son département du crédit

COLLABORATEUR/TRICE

(niveau cadre)

pour assister le responsable des recouvrements dans l'analyse, le suivi et la renégociation de certaines créances internationales litigieuses.

Le(la) candidat(e) recherché(e) aura acquis une expérience d'au moins 3 à 5 ans dans le domaine des crédits bancaires internationaux (euro-crédits et engagements par signature) ainsi qu'une parfaite connaissance de l'anglais (parlé et écrit).

Une formation juridique générale serait appréciée, mais n'est pas indispensable.

Env. c.v. et prétentions s/n° 8.555 *le Monde* Pub., service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

- VOUS AVEZ UNE EXPÉRIENCE DE 2 A 3 ANS DE RÉDACTION TECHNIQUE.
- VOUS AVEZ FAIT PARTIE D'UNE ÉQUIPE DE COMMUNICATION ou DE VENTE.
- VOUS AVEZ PEUT-ÊTRE INTÉGRÉ UNE AGENCE DE PUBLICITÉ.

NOUS VOUS PROPOSONS UN POSTE DE

RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION

DIRECTEMENT RATTACHÉ A LA DIRECTION COMMERCIALE DE NOTRE GROUPE

POUR notre journal, les publi-reportages, tracts et notices, le montage des manifestations diverses, salons ou congrès, il nous faut

UNE PERSONNE CRÉATIVE, MAIS SURE, INTÈGRE, ORGANISÉE.

Envoyer lettre manuscrite + c.v. + photo + prétentions sous référence n° 1 511 à

Centre de Psychologie et d'Efficience
17, rue des acacias 75017 Paris

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES

INGÉNIEURS GDES ÉCOLES UNIVERSIT.

pour assurer des développem. :
— Langage C/UNIX ou
— Assembleur, Pascal logiciel de base ;
— TRANSMISSIONS.

Ecrire au :
78-80, avenue Galliéni,
tour Galliéni 1,
93174 BAGNOLET CEDEX.

ORGANISME PARA-PUBLIC recherche

UN INGENIEUR SYSTEME

ayant une expérience DPS 8, GECOS 8 et GECOS 3. Poste impliquant de nombreux déplacements en province. Niveau de rémunération compris dans une fourchette de 153.468 F à 219.108 F (de AC4 à IEA 3), selon compétences et expérience. Adresser lettre + CV complet à C.N.A.F., Bureau des Relations Sociales, 23, rue Daviel, 75634 PARIS Cedex 13.

Ingénieurs

confirmés ou 2 à 3 ans d'expérience.
Si vous êtes intéressés par l'un des domaines :
— SYSTEME TEMPS REEL,
— PROCESS INDUSTRIEL,
— TELE-INFORMATIQUE,
— TRAITEMENT D'IMAGES.
— CAO.

nous vous proposons de vous intégrer dans notre équipe d'INGENIEURS SPECIALISES.

Merci d'adresser C.V. et prétentions à :





telsa informatique

9, boulevard Jean Jaurès - 92100 BOULOGNE.

publival

Nous distribuons en France des produits de toute technologie. La très forte croissance de notre activité (+ 80% en 1 an) nous conduit à créer un poste de

CONTROLEUR DE GESTION

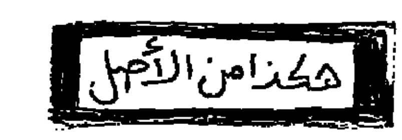
Reportant au Directeur Général, vous aurez un double rôle :
- *animer le cycle budgétaire et analytique de l'entreprise.*
- *être le responsable du développement et de l'exploitation de l'outil informatique de la société.*

Dans un premier temps, vous participerez à la mise en place de l'outil informatique et des procédures associées avec l'aide d'un cabinet de conseil.

Profil :
- *Vous êtes diplômé d'une grande école de commerce, débutant ou ayant au plus un an d'expérience.*
- *Vous êtes ambitieux, rigoureux et vous recherchez une ambiance de travail jeune et dynamique.*

Localisation proche banlieue Ouest

Adresser lettre et C.V. sous référence 80573 M à :
BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX
qui transmettra



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

INGENIEURS

participez à notre réussite

(Expansion 1984 : 100%)
Société d'informatique spécialisée en

INFORMATIQUE BANCAIRE
TELEMATIQUE - VIDEOTEX
TELEPAIEMENT

recherche

INGENIEURS et ANALYSTES EXPERIMENTES

pour concevoir et réaliser des logiciels systèmes *et d'application sur sites centraux et* micro-ordinateurs répartis.

La QUALITE des relations dans notre entreprise, l'INTERET des projets qui nous sont confiés permettent d'offrir un travail enrichissant, compatible avec les aspirations de chacun.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence SIA
Jean-Jacques DAGNAC
57, rue Vasco de Gama
75015 PARIS.

SEGIME

Responsable des Études et Opérations Financières

Premier Groupe alimentaire français, avec 25 milliards de Francs de chiffre d'affaires en 1983, BSN a acquis de solides positions en France et à l'étranger *et poursuit son effort de développement sur le plan* international.

La Direction du Financement et de la Trésorerie coordonne le financement à long et court terme de l'ensemble du Groupe, tant en France qu'à l'étranger.

Dans ce cadre, le Responsable des Études et Opérations Financières assure le montage des opérations financières sur les différents marchés des capitaux français ou internationaux, participe à l'étude et à la réalisation des opérations d'acquisitions, de cessions ou de restructurations internes.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure, ayant acquis au moins 5 ans d'expérience au sein de la direction financière d'une banque d'affaires ou d'un grand groupe industriel international.

BSN GROUPE

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. F9M en précisant rémunération actuelle à : BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75381 Paris Cedex 08.

HAVAS CONTACT

Juriste Marques et Modèles
Paris

Le Groupe BSN – 1er groupe agro-alimentaire français avec 25 Mds de Frs de C.A. – connaît depuis plusieurs années une forte croissance dont la concrétisation la plus récente a été l'acquisition des sociétés POMMERY et LANSON.

Afin d'assurer la conservation et le développement de son patrimoine de titres de propriété industrielle qui s'accroît régulièrement, le Directeur Juridique du Groupe recherche un Juriste spécialisé dans la gestion des marques et modèles.

Son expérience – 5 à 10 ans environ – aura été acquise en entreprise et/ou en cabinet.
Titulaire d'une Maîtrise de Droit, de préférence complétée d'un DESS de Propriété Industrielle, il possédera une bonne pratique de l'anglais. Il saura mettre en valeur ses qualités d'organisation, d'autonomie et d'aisance relationnelle.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. R15M en précisant rémunération actuelle à : BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75381 Paris Cedex 08.

HAVAS CONTACT

Edition enseignement technique

Principal Editeur de livres et de matériels d'enseignement, HACHETTE publie pour tous les niveaux, dans toutes les disciplines, de la Maternelle à l'Université.

Nous publions en particulier sur le marché en croissance de l'enseignement technique. Savez-vous, par exemple, que les candidats des séries G (Gestion) sont les plus nombreux au BAC ?

Nous cherchons pour notre Branche Education un EDITEUR ASSISTANT qui travaillera sur ce secteur de l'enseignement technique.

Peut-être est-ce un professionnel de l'édition, mais pas forcément... Il est, par exemple, actuellement ingénieur, professeur dans l'enseignement technique, voire contrôleur de gestion.

Vous aurez pour mission de réaliser et de publier un certain nombre de livres, de logiciels et de matériels audiovisuels. Interface entre les auteurs et tous ceux qui contribuent à la fabrication des produits, vous aurez une responsabilité à la fois d'édition et de gestion.

Vous êtes tout à la fois rigoureux et pédagogue ? Vous savez que vos bons contacts professionnels sont un de vos atouts ? Vous vous sentez capable de discuter avec des professeurs ?

Alors écrivez-nous ! (lettre manuscrite + C.V.) à *Service Gestion des Cadres - 12, rue François 1er - 75008 Paris* - sous référence 405.



HACHETTE

chef de produit junior

europ assistance

Nous sommes bien connus comme le leader *de l'Assistance notamment aux particuliers.* Notre dynamisme s'appuie sur une équipe Marketing soucieuse d'élaborer des produits toujours plus performants sur de nouveaux marchés. Au sein de ce service, nous créons un poste de Chef de Produit Junior pour le secteur des produits destinés au grand public. Ce jeune collaborateur se verra confier le suivi des produits existants, leur développement. Il participera à la création de nouveaux produits adaptés aux besoins du marché. Il sera en relation avec la force de vente et les équipes d'assistance. Il créera les moyens et supports nécessaires à sa réflexion : enquêtes, outils d'analyse... Il interviendra dans l'élaboration de communication nécessaire à l'information du public. Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (ESC) justifiant d'une première expérience de la fonction acquise éventuellement dans un secteur de service. Notre développement nous conduit à rechercher un jeune collaborateur de fort potentiel, capable de grandir avec nous.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 414.84 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS

CB Chantal Baudron. s.a.

Organisation et Publicité

MEMBRE DE SYNTEC

UNIGRAINS

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES, D'INTERVENTION ET DE FINANCEMENT
POUR LE DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES AGRO-ALIMENTAIRES
(90 personnes) **CRÉE** à PARIS (Pont de l'Alma — rive droite), le poste

JEUNE DIPLÔMÉ
AGRO-AGRI, ESCAE, MAÎTRISE SCIENCES ECO, ETC.
ÉTUDES RÉGLEMENTATION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX

Relevant du Chef du Service économie des produits céréaliers, il étudiera et proposera toute action permettant d'améliorer les échanges commerciaux de céréales sur les plans national et international ; il sera notamment chargé de :
• rassembler et analyser les informations techniques, économiques et réglementaires relatives à la commercialisation des céréales ;
• assurer *le suivi* d'actions conjoncturelles visant à favoriser les exportations ;
• étudier les moyens logistiques du secteur et proposer des évolutions techniques, commerciales et financières.

Courts déplacements en province.
Le candidat — 25 ans minimum — a une formation supérieure et un début d'expérience dans un domaine réglementé par la C.E.E. et — si possible — céréalier ou son environnement.

Vous pouvez téléphoner pour informations complémentaires (296.55.00) ou écrire sous réf. 43 M en précisant votre salaire actuel à notre conseil Monique LAVRUT ou Richard BÉNATOUIL — **GROUPE BBC** — 1 bis, place de Valois, 75001 PARIS.

Réponse rapide et discrétion absolue assurées.

HAVAS CONTACT

etap

4, rue Massenet 75116 Paris



Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Directeur de production
référence PX 214 AM

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE RENOMMÉE, réalisant des biens d'équipement en chaudronnerie inox et fortement exportatrice, recherche le **Directeur de Production** d'un de ses départements dont le CA est de 300 millions.

Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école ECP, AM, ENSI, ayant environ 10 ans d'expérience de direction de fabrications dans le secteur chaudronnerie ou mécanique (la connaissance des productions en moyenne série serait un atout), témoignant de très réelles qualités d'animateur, d'organisateur et de gestionnaire. Réelles possibilités d'évolution de carrière.

Poste à Valenciennes.

Ordre de grandeur de rémunération : 300 000 F

Attaché de direction financière
référence BL 216 AM

Leader mondial sur ses marchés, une Société Industrielle Française réalisant des produits "Grand Public", offre un poste intéressant et évolutif à un **jeune Attaché de Direction Financière.**

Sa mission : seconder le Directeur Financier sur l'ensemble de ses responsabilités et en particulier assurer le suivi :
• de la gestion comptable (générale et analytique) et trésorerie,
• *des procédures informatiques en cours de réalisation (matériel* CII DPS 37 – 35 terminaux) et pour un rôle de liaison entre les utilisateurs et les informaticiens,
• du contrôle de gestion (plan-budgets).

Son profil : ESSEC, ESCP ou équivalent (DECS apprécié) ayant acquis des connaissances en gestion, comptabilité, informatique au cours d'une première expérience réussie d'au moins 2 ans en milieu industriel et dans le cadre d'une Direction Financière performante.

Poste à Paris.

Attachés de presse
référence OW 213 AM

UN TRÈS GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS recherche **deux Attachés de Presse** pour les intégrer à son service Relations Publiques.

Ces postes (**dont l'un se situe à Paris et l'autre dans le Nord**) conviendraient à des candidats Sc. Po., Maîtrise de Gestion ou diplôme supérieur équivalent (*formation complémentaire* CELSA *ou école de journalisme appréciée), ayant impérativement* une expérience professionnelle (3 ans minimum), soit comme journaliste économique, soit comme attaché de presse d'une grande entreprise privée ou publique. Disponibilité, esprit de synthèse, sagacité et capacités relationnelles sont nécessaires ainsi qu'un sens aigu des responsabilités pour assumer un rôle de communication auquel l'entreprise attache une importance toute particulière.
Connaissance de l'anglais indispensable.

Ingénieur brevet
référence NO 212 CM

UN CABINET DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, solidement implanté, recherche un **Ingénieur Brevet diplômé du CEIPI** ayant de préférence une première expérience professionnelle (une solide expérience en propriété industrielle serait *indispensable si le candidat n'était pas diplômé du* CEIPI), capable d'exercer son activité avec autonomie.

Connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand nécessaire.

Ce poste peut se situer au choix du candidat à Paris ou à Strasbourg.

Membre de Syntec

Mines, ECP, AM, ENSI, fort potentiel postes opérationnels
référence AK 215 AM

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE RENOMMÉE, leader dans plusieurs de ses activités, réalisant des biens d'équipements et exportant plus de 50 % de son CA, étoffe les équipes opérationnelles de ses usines et recherche de **Jeunes Ingénieurs,** grandes écoles généralistes, débutants ou ayant une première expérience.

Ils seront solidement formés aux techniques mises en œuvre par la Société, en assumant des missions concrètes leur permettant de connaître tous les secteurs des usines : méthode, fabrication, contrôle, gestion de production, sous-traitance...
Ils seront ainsi à même d'assumer rapidement des responsabilités autonomes.
Premiers postes à Valenciennes.

Toute candidature, homme ou femme, sera traitée avec la discrétion habituelle.

etap — 4, rue Massenet 75116 Paris



Adjoint au Directeur du Personnel

Nous sommes une Société de Services en communication occupant une place de choix, tant en raison de sa technicité de pointe, que de son ouverture nationale et internationale.

Nous recherchons un Adjoint qui saura s'intégrer à notre Direction du Personnel et ce poste est pour nous important.

Vous avez une formation supérieure où l'option "personnel" a été présente, et vous pouvez justifier d'une expérience réussie de 4 à 6 ans qui vous a permis d'être un bon généraliste de cette fonction, y compris le recrutement.

Disponible et rigoureux, vous avez du goût pour ce métier, dont vous mesurez les possibilités et les difficultés.

Au-delà de votre participation active à la gestion courante, des études ponctuelles que vous effectuerez, vous prendrez en charge les recrutements et devrez être capable de devenir un trait d'union pour les problèmes de relations humaines.

En plus de vos connaissances, il vous faudra savoir agir à la fois avec souplesse, fermeté et discernement.

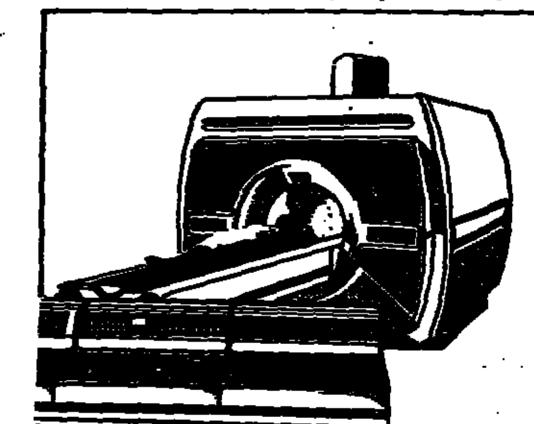
Merci, si vous vous sentez concerné par un tel projet, d'envoyer lettre manuscrite, C.V. sous référence 84607 M à Madame Claude FAVEREAU

EMPLOI **centor**

13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

AFCOREM

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



THOMSON CGR

PROFESSIONNELS DE LA PRODUCTION, A VOUS DE RELEVER NOTRE DÉFI INDUSTRIEL !

Nous sommes l'un des leaders mondiaux de l'imagerie médicale. Dans un secteur stratégique, nous créons, réalisons et commercialisons des équipements de haute technologie au service de la santé.
Améliorer la productivité. Optimiser l'utilisation de moyens industriels. Maîtriser les coûts, réduire les délais, dans un environnement international très concurrentiel : tel est notre défi industriel. A vous de le relever et de gagner !
Nous vous confions des responsabilités importantes au sein de notre Direction Industrielle :

UN INGÉNIEUR GESTION PRODUCTION

Jeune Ingénieur Grande École, vous avez une expérience de la gestion de production informatisée (5 ans environ). Vous serez responsable, pour un Département de 450 personnes :
- *de l'ordonnancement des programmes de fabrication, de l'évaluation des besoins, de l'adaptation des moyens nécessaires à leur réalisation,*
- *du suivi des dossiers de fabrication (20.000 articles), demandes approvisionnements, sous-traitance interne et externe.*
- *de la gestion des stocks de matière et des en-cours.*

Ce poste est à pourvoir à STAINS. **Réf. 145.**

UN ADJOINT AU RESPONSABLE DES FABRICATIONS

De formation Ingénieur, vous avez 40 ans environ et possédez une expérience réussie dans le domaine de la conduite d'ateliers de fabrication de produits performants (mécanique fine et électronique). Vous prendrez, dans un premier temps, la responsabilité d'un atelier d'une centaine de personnes et assisterez le responsable de l'ensemble des fabrications (300 personnes environ), pour la mise en œuvre de nouveaux processus.
Vous avez des qualités de manager et êtes rompu aux problèmes d'utilisation d'outils informatiques dans la conduite de production.
Ce poste est à pourvoir à STAINS. **Réf. 146.**

UN RESPONSABLE DES DEVIS

Ingénieur de production, vous possédez une expérience de 2 à 3 ans dans un service DEVIS. Vous devrez :
- *créer et animer la base de données de Prix de Revient Industriels, de tous les produits fabriqués dans les unités françaises et étrangères de la Branche,*
- *établir les devis prévisionnels des nouveaux produits en liaison avec la Direction Technique.*
- *effectuer la comparaison des prix de produits similaires en vue d'optimiser les coûts de production.*

Des déplacements fréquents sont à envisager.
Poste à pourvoir à ISSY-LES-MOULINEAUX. **Réf. 24**

UN RESPONSABLE DE L'INTÉGRATION ET DE L'INSTALLATION IRM (DÉBUTANT)

Valorisez votre formation récente d'ingénieur Electronicien, DEVENEZ UN SPÉCIALISTE IRM *(Imagerie Résonance Magnétique).*
Vous deviendrez responsable de l'intégration sur site et de l'installation en clientèle de nos systèmes IRM (équipement lourd de haute technicité).
Avec une équipe de quelques techniciens, vous prendrez en charge la mise au point technique (électronique, mécanique) de l'ensemble de l'appareil et assurerez les différentes phases de mise en fonctionnement en clientèle.
Cette fonction implique des déplacements en France et à l'étranger (20 à 30 % de votre temps).
Ce poste est à pourvoir dans notre centre de BUC. **Réf. 156**

UN RESPONSABLE GESTION DES STOCKS (DÉBUTANT)

Jeune Ingénieur ou diplômé d'une école de Gestion, vous êtes intéressé par la mise en place des systèmes de gestion informatisée.
DEVENEZ UN PROFESSIONNEL DE LA PRODUCTION.
Rattaché au Responsable de la gestion des commandes clients, vous optimiserez les stocks par adéquation aux besoins, en approvisionnant sur programmes de production et sur stocks minis.
Ce poste est à pourvoir à STAINS. Réf. 113

Nous vous remercions d'adresser vos candidatures en précisant la référence du poste choisi à Yves KULIG – THOMSON CGR – 3, rue d'Amiens, 93240 STAINS.

LA PERFORMANCE PAR LES HOMMES



THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

HAVAS CONTACT

MATRA COMMUNICATION

Nous connaissons un fort développement (CA, 600 MF, ayant triplé en 3 ans) et construisons l'avenir en diversifiant notre activité. Nous créons au sein de notre Département DIRECTION ETUDES et TECHNOLOGIE, situé à BOIS D'ARCY, deux postes (H/F) d'

INGENIEURS D'ETUDES
Grandes Ecoles

L'un d'eux aura déjà une expérience en **Traitement de la Parole.** Nous lui confierons l'animation d'une équipe d'Etudes et d'Applications en Téléphonie et Bureautique.

L'autre peut être débutant. Nous l'orienterons vers les problèmes de traitement Numérique (Modems et Téléphonie).

Merci d'adresser lettre de candidature+ photo+ CV sous référence **JD 185** à
MATRA COMMUNICATION — SERVICE DU PERSONNEL
Rue Jean-Pierre Timbaud — BP 66 — 78390 BOIS D'ARCY

UN IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL
DOTE DE PUISSANTS MOYENS INFORMATIQUES
RECHERCHE

LE RESPONSABLE DU SERVICE ARCHITECTURE ET SUPPORT TECHNIQUE

Encadrant une équipe de haut niveau, ■ il a la responsabilité de conduire les études propres à documenter les choix architecturaux dans le domaine des équipements informatiques (matériels et logiciels), ■ il définit les choix des matériels et logiciels standard qui participent à l'informatisation des postes de travail, ■ il en assure le support technique, ■ il assiste les groupes de projet dans le choix et la mise en œuvre des équipements.

Justifiant d'une large expérience dans la conduite de projets, ce futur collaborateur : ■ est diplômé de l'enseignement supérieur (école d'ingénieur ou équivalent), ■ parle un anglais courant, ■ est capable d'évoluer au sein du groupe.

Merci d'écrire à notre Conseil, sous réf. T102,

INFORAMA carrières
la technologie par les hommes

THOMSON CSF
DIVISION TRAVAUX EXTÉRIEURS

recrute un

CONTRÔLEUR DE GESTION

de formation École de Gestion ou de Commerce avec 4 à 5 ans d'expérience.

La fonction nécessite l'habitude de contacts à tous niveaux. Dans un secteur dynamique en développement elle inclut la responsabilité de la gestion du département industriel du centre de Saint-Denis.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à Mme LAVAL, THOMSON CSF-DTEX, 34, boulevard Ornano, 93204 SAINT-DENIS.

THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

HAVAS CONTACT

Constructeur informatique
recherche URGENT
DEUX INGENIEURS
Formation MIAGE
expérimentés en bureautique.
Tél. pour R.-V. 784-74-82.

Le Monde

Le secrétariat de rédaction assure avec une vingtaine de personnes, la mise en page et le «bouclage» des éditions quotidiennes, suppléments Loisirs et Aujourd'hui, des publications mensuelles telles le Monde de l'Education et le Monde Diplomatique. Pour renforcer notre équipe nous recherchons un

Journaliste secrétaire de rédaction

Après une période de formation à nos publications, nous vous confierons la responsabilité de plusieurs rubriques en collaboration étroite avec le premier secrétaire et la rédaction en chef.
Nous souhaitons rencontrer des professionnels du secrétariat de rédaction d'une trentaine d'années possédant obligatoirement une expérience significative dans un ou plusieurs journaux quotidiens.
De formation journalistique, avec une culture générale acquise par l'expérience ou par des études supérieures, le secrétaire de rédaction devra mettre en oeuvre, chaque jour, sa capacité à réagir à l'imprévu, grâce à son esprit de décision et à son sens inventif de l'organisation. Chaque jour aussi, il réussira à concilier les exigences techniques d'une maquette avec les impératifs de la hiérarchisation de l'information.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo) réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 488/1M, 55 avenue Bugeaud - 75116 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

—— Membre de Syntec ——

Informatique systèmes temps réel

Appartenant à un groupe de 300 personnes (C.A. : 100 MF), ECL (SSII 100 personnes) recherche le

Responsable de sa division informatique systèmes temps réel

Ingénieur diplômé d'une grande école, vous possédez plus de 5 ans d'expérience en informatique industrielle.

Votre très bonne connaissance des problèmes techniques et de la négociation commerciale à haut niveau nous intéresse.

Sous l'autorité du Directeur Général, vous serez chargé du **développement de l'activité** de cette division gérée en centre de profit.

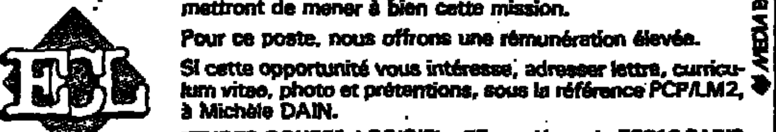
Outre l'assistance technique en clientèle, il sera de votre ressort de fixer des orientations et des choix afin d'accroître notre part de marché dans ce secteur.

Vos qualités de gestionnaire, d'animateur et votre expérience du milieu vous permettront de mener à bien cette mission.

Pour ce poste, nous offrons une rémunération élevée.

Si cette opportunité vous intéresse, adresser lettre, curriculum vitae, photo et prétentions, sous la référence PCF/LM2, à Michèle DAIN.

ETUDES-CONSEIL-LOGICIEL - 55, rue Hermel - 75018 PARIS



MEMBRE DE SYNTEC-Informatique

MEDIA PA

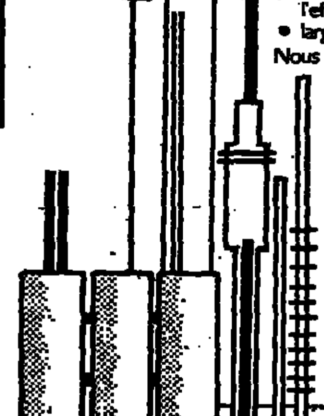
Esso

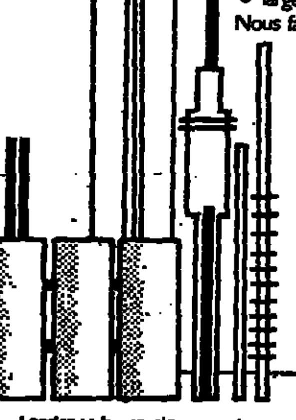
Relever les défis du monde industriel de demain

Nous sommes décidés à relever les défis du monde industriel de demain.

Nous savons que le Pétrole restera la première ressource énergétique du Monde pendant les décennies à venir, et nous sommes résolument engagés dans les processus d'adaptation et de modernisation nécessaires.
Nous nous donnons les moyens de nos ambitions :
- développement continu de l'exploration et de la production de pétrole brut.
- modernisation profonde de l'outil de raffinage et du réseau de distribution.
- mise en place de méthodes de gestion modernes faisant appel à la compétence et à l'efficacité des hommes.
- large recours aux possibilités de l'informatique dans tous les secteurs d'activités.

Nous faisons partie du Groupe EXXON ce qui est pour nous un atout décisif.





Nous poursuivons le développement de nos technologies par des programmes de recherches diversifiés et efficaces.
Si vous êtes séduit(e) par ce projet, si vous êtes jeune diplômé(e) d'
une grande école (X, Centrale, Mines...)
et si vous avez complété votre formation à l'ENSPM ou dans une Université américaine,
Si votre dynamisme est à la dimension de votre ambition et si vous êtes mobile et ouvert(e) à toutes les perspectives de développement,
Si vous avez le goût des contacts humains,
Nous devons nous rencontrer car vous trouverez avec nous la possibilité de faire la preuve de vos capacités et de réaliser une carrière motivante et diversifiée.
Pour acquérir les bases de votre métier, nous vous offrons une première expérience dans notre laboratoire de Recherches & Développement.
Veuillez adresser votre candidature au Centre de Recherches ESSO, Service Relations Sociales, Rue du Tronquet, 76130 MONT SAINT AIGNAN

DESSEIN



Leader en bureautique
nous recherchons
ING. ÉLECTRONICIENS
URGENT. 784-74-82.

PME leader dans son domaine (systèmes transactionnels)
recherche
ANALYSTES PROGRAMMEURS
Formation DUT ou + connaissances : temps réel, assembleur (Z80...) ; Pascal, hardware (spéc. électronique). Emploi stable avec responsabilités dans petite équipe chargée de développements.
Tél. à M. Bertrand,
(1) 883-64-48.

LA VILLE D'ETAMPES
(Sud de l'Essonne)
recrute d'urgence :

UN COMMIS

(ou un agent apte à préparer le concours)
Pour la réception et le secrétariat du service urbanisme.
Qualification en sténodactylo et expérience d'un service d'urbanisme et de gestion droit des sols.
Adresser candidature et CV avant le 1er décembre à M. le Maire, Hôtel de Ville, 91152 ETAMPES Cedex.

ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS

Recherche collaborateurs (trices) ambitieux et dynamiques, souhaitant s'intégrer à une équipe de vente (pas de porte-à-porte).
Si :
- Vous avez min. 23 ans ;
- Le goût des contacts humains ;
- Un bon niveau de culture générale.

Votre candidature nous intéresse.
Tél. à M. MAYORKAS au 538-65-73.

Ville banlieue Sud (+ 40.000 habitants) recherche

UN SURVEILLANT DE TRAVAUX
(voirie, circulation, transports).
Salaire annuel brut : 82.800 F

UN ADJOINT TECHNIQUE
(voirie, circulation, transports).
Salaire annuel brut : 90.000 F
Horaire : 35 h hebdomadaires.
Ecr. s/nº 8.577 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.



OFFRES D'EMPLOIS

capitaux propositions commerciales

propositions diverses

L'immobilier

appartements ventes

appartements achats

locations non meublées offres

locations non meublées demandes

locations meublées offres

locations meublées demandes

propriétés

viagers

bureaux

Locations

locaux commerciaux

Locations

fonds de commerce

Ventes

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE DROIT - SCIENCES PO

35 ans, expér. droit des affaires, immobilier, assurances, ch. poste à Paris. M. Guez, tél. : 365-18-87, 805-64-52.

J. H. dég. O.M. ch. pl. CHAUFFEUR V.L., C.A.P. de Cariste. Tél. : 252-58-24.

J. H. 24 ans, dégagé O.M., D.U.T. d'hygiène et sécurité, spécialiste de la prévention des A.T., brevet de secouriste-réanimateur 1re année de médecine, recherche poste D'ANIMATEUR DE SÉCURITÉ, département indifférent. Ecrire M. G. Celino, 44, rue E.-Herriot, 56400 Le Bono. Tél. : 16 (97) 57-80-61.

H. 34 ans, forte personnalité, formation expert. comptable, 15 ans d'exp. réussie de direction comptable, financière et de direction générale (groupes de 400 à 3.000 pers.), cherche à relever défi tous secteurs. Ecrire sous le nº T 68.933 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Montessuy, Paris-7e.

DIRECTEUR CCIAL ÉDITION

38 ans, actuellement responsable C.A. de 20 millions. Etudie toutes propositions poste équivalent dans société plus importante. Ecrire sous le nº T 068.966 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Montessuy, Paris-7e.

Taxi cherche emploi chauffeur de direction ou similaire. Tél. : 569-15-14, ap. 18 h.

J. H. 23 ans, très sérieux et disp. immédiatement, rech. emploi secrétaire, lisseur, H. de compagnie en France ou à l'étranger. Ecrire M. Joss, poste restante 84000 Avignon.

MARIN DE COMMERCE 39 ans. Notions angl. désirant se reconvertir de n'importe quel domaine, cherche emploi bien rémunéré. Tél. : 326-71-23.

DIRECTEUR ADMINISTR. ET FINANCIER

Bilingue espagnol, bonnes not. anglais-italien, 36 ans, exp. 10 ans PME, gr. mult., gestions, finances, comptabilité, fiscal., social., informatique. Etudierait toutes propositions. Ecr. s/nº 1.495 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. H. 28 ans, docteur 3e cycle éco (éco internat. et développ.) mention tr. bien, étudier. ttes propos., rech. formation, enseign., etc. Ecr. M. Bendahou, 2, rue de Rouen, D 105, 92000 Nanterre.

CE QUE JE CROIS

- Technologie, mutations sociales balbutient encore.
- Les problèmes des hommes sont les plus délicats.
- Bon sens, lucidité, courage sont des qualités fondamentales.
- Plus nombreuses sont les variables plus intéressant est le problème.

CE QUE JE CHERCHE

travailler dans une société qui partage mes convictions.

CE QUE JE PEUX

apporter à ses dirigeants le concours de mon expérience des problèmes de communication et de relations entre les hommes.
Ecr. s/nº 1 508 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ASSISTANTE DE DIRECTION

perf. bil. anglais, not. esp., 20 a. exp. ht niv. négoc. suivi adm. comm. doc. org./cptes rendus congrès, séminaires, sociétés presse, form., transp. intl rech. poste dynamique région Paris, responsabilités contacts. Ecrire SPIRALE, nº 1 208, 36, rue Ballu, 75009 PARIS.

J.F. 25 ans, cél., maîtrise de Droit privé. 1re expér. prof., angl. courant ch. poste responsabilité Paris, prov. étranger. DULCK Béatrice 18, rue des Boulets (11e). 373-82-04.

Etudiante, 24 a., niv. 3e cycle cherche famille d'ambassadeur pour suivre enfants dans leur scolarité. BLAISONNEAU Françoise, 34, rue Félibien, 44000 Nantes. Tél. (40) 20-45-11, apr. 20 h.

Homme 29 ans, maîtrise en psychologie sociale, imaginatif, rigoureux, possédant sens du contact et de la pédagogie, de réelles capacités rédactionnelles, exp. journalistique, membre de la SACEM, une bonne culture gén. et de grandes facultés d'adaptation, anglais courant, serbo-croate bilingue, quelques notions d'allemand, 2 ans d'exp. prof. en tant que responsable des relations sociales de l'information et du recrutement dans ass. 1901, ouvert à toutes propositions en rapport avec aptitudes. Tél. : 543-79-16.

CADRE INFORMATICIEN ORGANISATEUR CNAM-IESTO Exp. resp. infor./organisation, étude jusqu'à mise en œuvre IBM 3-34-36-38-43. Ch. fonct. INFOR/ORGANIS. TTE RÉGION. Contrat DET/INDET. Tél. (6) 068-51-15/069-40-80.

J.H. 25 ans recherche travail à temps partiel, étudie toutes propositions sérieuses. Téléphone : 228-15-85.

J.F. cherche travail à domicile, nomb. séj. aux USA et GB (prof.) lic. trad., BTS trad. com. dipl., ch. de commerce brit., expér. secrétariat, possède machine élect. Almeras Christine, 55 bis, rue Edouard-Vaillant, 93140 Bondy.

H. 49 ans, forte personnalité, formation expert. comptable, 15 ans d'exp. réussie de direction comptable, financière et de direction générale (groupes de 400 à 3.000 pers.), cherche à relever défi tous secteurs. Ecrire sous le nº T 68.933 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Montessuy, Paris-7e.

F. Cadre, 44 a., excel. généraliste, multilingue, dyn. ch. poste intéressant rég. Paris. Ecr. s/nº 8.674 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JEUNE FEMME 23 ANS titulaire bac G1, disponible de suite, dynamique et possédant expérience de travail de bureau, études universitaires en :
- Relations internationales.
- Droit civil.
- Droit constitutionnel.
- Sociologie.
- Psychologie sociale.

Etudierait toutes propositions pour un poste stable et motivant de secrétaire dactylo ou d'animation dans le secteur social, pédagogique ou scolaire à Paris ou région parisienne. Ecr. s/nº 8.661 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

traduction demande

automobiles

ventes

divers

Le Monde

chronologie

Octobre 1984 dans le monde

La chronologie établie par Philippe Boucher et Edouard Masurel paraît chaque mois dans *le Monde* daté du mercredi, entre le 6 et le 12. Les chiffres *figurant* entre parenthèses indiquent la datation du *numéro du Monde* où est rapporté l'événement cité.

ÉTRANGER

1. – CEE : M. Michel Rocard critique vivement, à Luxembourg, le texte sur le plafonnement des dépenses agricoles de la Communauté mis au point par les ministres des finances des Dix. Après un nouveau compromis sur les questions budgétaires, adopté le 2 par les ministres des affaires étrangères, l'Assemblée européenne accepte de débloquer, le 10, la compensation budgétaire due à la Grande-Bretagne pour 1983 et de voter, le 23, une rallonge au budget communautaire de 1984 pour financer les dépenses supplémentaires agricoles (2, 3, 4, 7-8, 11, 12, 26 et 27).

3. – MOZAMBIQUE : Un accord sur le principe d'un cessez-le-feu est conclu à Pretoria, grâce à l'intermédiaire de M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, entre les représentants du gouvernement de Pretoria et ceux de la Résistance nationale du Mozambique (RNM), mouvement rebelle (du 3 au 6, 11 et 30).

3-5. – FRANCE-GABON : Le président Omar Bongo effectue en France une « visite d'Etat » dans une ambiance qualifiée de « très chaleureuse » (du 3 au 8).

4. – RDA-RFA : L'ambassade de RFA à Prague est fermée au public alors que cent quarante Allemands de l'Est s'y sont réfugiés pour obtenir l'autorisation de se rendre à l'Ouest (du 5 au 10, 12 et 24).

4-6. – TCHAD : La visite à Paris de M. Hissène Habré permet de rapprocher les points de vue français et tchadien. A l'issue d'entretiens avec M. Mitterrand, un mini-sommet sur le Tchad est réuni à l'Elysée le 5 avec trois autres chefs d'Etat francophones : MM. Houphouët-Boigny (Côte-d'Ivoire), Bongo (Gabon) et Mobutu (Zaïre). Tandis que le retrait français et le retrait libyen ont lieu, selon M. Cheysson, « pratiquement dans les conditions prévues » par l'accord du 17 septembre, une conférence intertchadienne réunie depuis le 20 à Brazzaville (Congo) est suspendue le 27 sans résultat (à partir du 2).

9. – ÉTATS-UNIS-ISRAEL : M. Shimon Pérès, en visite officielle aux Etats-Unis, est reçu par le président Reagan, qui lui confirme la volonté américaine d'aider Israël à surmonter ses difficultés économiques (les prix ont augmenté de 21,4 % en septembre) et à se retirer du Liban du Sud (5, 6, 11, 12, 17 et 19).

9-11. – FRANCE-AUTRICHE : M. Rudolf Kirchschläger, président de la République d'Autriche, se rend en visite officielle en France (7-8 et 10).

10-12. – VATICAN : Jean-Paul II, après une brève escale à Saragosse, en Espagne, accomplit une visite éclair en République dominicaine et à Porto-Rico (10, 12, 13, 14-15 et 17).

12. – GRANDE-BRETAGNE : L'explosion d'une bombe, dans le Grand Hôtel de Brighton, où résidaient les membres du gouvernement britannique, fait quatre morts et trente blessés. L'attentat est revendiqué par l'IRA. Mme Margaret Thatcher, clôturant, l'après-midi du 12, le congrès du Parti conservateur, se déclare déterminée à « ne pas fléchir », ni face au terrorisme ni face à la grève des mineurs, qui dure depuis sept mois (7-8 et du 12 au 16).

13. – EST-OUEST : Moscou annonce que des missiles de croisière à longue portée ont commencé à être installés à bord de bombardiers et de sous-marins soviétiques, alors que, pendant le mois de septembre, une centaine de fusées SS-22 (1000 kilomètres de portée) ont été déployées en RDA et en Tchécoslovaquie (4, 12 et 16).

14. – IRAK-TURQUIE : Ankara obtient de Bagdad l'autorisation pour l'armée turque de pénétrer en territoire irakien pour y poursuivre les maquisards kurdes, qui ont multiplié, depuis le 15 août, les attaques contre des soldats turcs dans les zones frontalières du Sud-Est anatolien (5, 7-8, 11, 12, 14-15, 17, 19, 21-22 et 26).

15. – EL SALVADOR : M. José Napoleon Duarte rencontre six représentants (deux civils et quatre militaires) de l'insurrection dans l'église de La Palma, ville du nord du pays située dans une zone contrôlée par la guérilla. Cette ouverture du dialogue, qui avait été proposée le 8 devant les Nations unies par le président Duarte, est accompagnée, dès le 18, d'une recrudescence des affrontements armés (du 10 au 30).

15-16. – FRANCE-HONGRIE : M. Janos Kadar, numéro un hongrois, est le premier chef d'Etat ou de parti d'Europe de l'Est à être reçu officiellement en France depuis mai 1981 (4, 13, 16, 17 et 18).

15-17. – RFA-ROUMANIE : Le président roumain, M. Nicolas Ceausescu, se rend en visite officielle en Allemagne fédérale (5, 16, 18 et 19).

18. – ARGENTINE-CHILI : Après une médiation pontificale, l'Argentine et le Chili paraphent au Vatican le traité qui met fin au différend territorial qui les opposait depuis 1881 dans la zone australe du chenal de Beagle (6, 19 et 20).

19. – FRANCE-ALGÉRIE : Le voyage de M. François Mitterrand à Alger met fin au malentendu entre Paris et Alger né de la visite privée de M. Mitterrand fin août au Maroc. L'annonce, faite à l'issue du voyage, que M. Claude Cheysson assistera à Alger aux cérémonies commémoratives du déclenchement de l'insurrection algérienne, le 1er novembre 1954, suscite de nombreuses protestations en France, en particulier au sein de l'opposition (4 et à partir du 19).

19. – POLOGNE : Le Père Jerzy Popieluszko, vicaire d'une paroisse ouvrière de Varsovie et défenseur très populaire des idéaux de Solidarité, est enlevé. Ses ravisseurs, trois officiers de la sécurité, sont arrêtés le 24 et son corps n'est retrouvé dans la Vistule que le 30. Cet assassinat provoque une vive émotion, mais le pouvoir parle d'une « provocation » qui vise à saper sa « politique de renouveau », et Solidarité lance des appels au calme : M. Lech Walesa, affirmant, le 30, qu'« on a aussi voulu tuer l'espoir », souhaite que l'absence de « manifestations d'indignation (...) ouvre la voie au dialogue » (à partir du 23).

20. – CHINE : Le troisième plénum du douzième congrès du PC chinois s'achève en adoptant la « réforme urbaine » qui prévoit d'instaurer dans l'industrie, de manière « réaliste » et « prudente », une décentralisation de la gestion ainsi que la vérité des salaires et des prix (13 et 21-22).

21. – ÉTATS-UNIS-URSS : Alors que M. Constantin Tchernenko a précisé, dans un entretien publié le 17 par le *Washington Post*, les conditions d'une reprise du dialogue entre Moscou et Washington, M. Ronald Reagan propose, au cours de son second débat télévisé avec M. Walter Mondale, de partager avec l'Union soviétique la technologie antimissiles dite « guerre des étoiles » (18, 19 et 23).

22-24. – FRANCE-ARGENTINE : Le président Raul Alfonsin effectue une visite de travail à Paris (13, 23, 24 et 25).

22-26. – NORD-SUD : Echec, à Paris, de la huitième session du conseil des gouverneurs du Fonds international de développement agricole (FIDA), institution des Nations unies spécialisée dans le financement des projets ruraux dans le tiers-monde. Aucun accord n'est obtenu sur le renouvellement des ressources qui sont apportées par vingt pays de l'OCDE et douze pays de l'OPEP (23, 24, 25, et 28-29).

23. – ALGÉRIE : Vingt et un anciens chefs du FLN, dont Krim Belkacem, chef de la délégation algérienne aux négociations d'Evian, sont réhabilités à titre posthume à l'occasion du trentième anniversaire de l'insurrection algérienne (19, 25, 26 et 31).

23-24. – AFRIQUE DU SUD : Une vaste opération de « rétablissement de l'ordre » est entreprise par la police et par l'armée à Sebokeng, une des principales cités noires du sud de Johannesburg, où se multiplient depuis le 2 septembre des affrontements qui ont provoqué la mort d'au moins quatre-vingts personnes. (4, 9, 10, 11, 14-15, 21-22, 24, 25 et 26).

23-24. – PHILIPPINES : La commission chargée d'enquêter sur l'assassinat, le 21 août 1983, de Benigno Aquino, réfute la version officielle d'un tueur à gages solitaire et met en cause vingt-cinq militaires, dont le général Ver, chef d'état-major de l'armée et homme-lige du président Marcos depuis plus de vingt ans. M. Marcos annonce que les coupables seront traduits en justice (4, 19 et du 25 au 30).

23-26. – FRANCE-GRANDE-BRETAGNE : M. François Mitterrand accomplit une visite d'Etat en Grande-Bretagne. La découverte d'explosifs, apportés par un artificier français, à la résidence de l'ambassadeur de France provoque un incident entre policiers britanniques et français ainsi qu'une violente campagne antifrançaise dans la presse britannique (du 23 au 29).

25. – ETHIOPIE : Les pays occidentaux accroissent leur aide à l'Ethiopie, où six millions de personnes sont menacées de famine en raison de la sécheresse. Certains mettent en cause la diligence des autorités éthiopiennes (2, 19 et du 28/X au 3/XI).

25. – RFA : M. Rainer Barzel, président du Bundestag, démissionne après avoir été mis en cause par la presse ouest-allemande dans l'affaire Flick : il est accusé d'avoir reçu du groupe industriel 1,6 million de DM entre 1973 et 1979 pour avoir cédé la présidence du Parti chrétien-démocrate à M. Helmut Kohl. Le scandale, qui atteint l'ensemble de la classe politique ouest-allemande, menace aussi le chancelier Kohl, qui avait reçu de l'argent du groupe Flick (17, 20 et du 24 au 30).

25. – TURQUIE : Deux militants d'extrême gauche condamnés à mort sont pendus, l'un le 7 à Izmir, l'autre le 25 à Burdur (9, 21-22, 23, 26, 27 et 28-29).

26. – ITALIE : Les conclusions de l'instruction sur l'attentat contre Jean-Paul II le 13 mai 1981 confirment qu'il y a eu « complot international ». Sept personnes sont déférées à la cour d'assises : trois Bulgares, dont Sergueï Antonov, et quatre Turcs, dont Ali Agça et Oral Celik, qui serait le second auteur de l'attentat (du 27 au 30/X, 3/XI).

26-27. – UEO : Les ministres des affaires étrangères et de la défense des sept pays membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), réunis à Rome, adoptent un plan de relance de la seule organisation européenne compétente en matière de défense (24, 27 et 30).

27. – FRANCE-AFGHANISTAN : Jacques Abouchar, journaliste à Antenne 2, fait prisonnier en Afghanistan le 17 septembre, revient en France. Condamné le 20 par un tribunal de Kaboul à dix-huit ans de prison, il a été gracié le 25 après de très fermes pressions du gouvernement français auprès des autorités soviétiques et afghanes. Cette affaire avait provoqué une vive tension entre Paris et Moscou, et le PCF avait « suspendu », le 23, ses relations avec le PC afghan (du 2 au 30).

29-30. – CHILI : La onzième journée de protestation nationale, le 29, est suivie, le 30, de la première grève générale, à l'appel du Commandement national des travailleurs. Le mouvement est largement suivi, mais de violentes manifestations font huit morts (6, 10, 11, 12 et du 30/X au 2/XI).

29-30. – FRANCE-ÉGYPTE : Le président Hosni Moubarak effectue une visite de travail à Paris avant de se rendre pour trois jours à Bonn (18 et du 28 au 31).

30. – ISLANDE : Les fonctionnaires et employés municipaux, en grève depuis le 4, cessent leur mouvement qui avait complètement désorganisé la vie du pays (10 et 23/X, 1/XI).

31. – INDE : Indira Gandhi, premier ministre indien depuis 1966, sauf de mars 1977 à janvier 1980, est assassinée à New-Delhi par trois sikhs membres de son service de sécurité. Son fils, M. Rajiv Gandhi, aussitôt nommé premier ministre, lance un appel au calme, mais, dans tout le pays, des hindous commencent à s'en prendre aux sikhs et à leurs biens (à partir du 1er/XI).

31. – OPEP : Après les baisses des prix du pétrole norvégien, le 12, puis britannique, le 17, et nigérian, le 18, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) décide de réduire son plafond de production de 17,5 à 16 millions de barils par jour et de répartir de nouveaux quotas de production pays par pays, mais de maintenir le prix de référence de 29 dollars par baril (du 17 au 25, 27 et du 30/X au 2/XI.)

Les prix Nobel

11. – LITTÉRATURE : Jaroslav Seifert, poète tchécoslovaque (9, du 12 au 15 et 19).

15. – MÉDECINE : MM. Niels Jerne (Danemark), Georges Köhler (RFA) et César Milstein (Grande-Bretagne) pour leurs découvertes en immunologie (16).

16 – PAIX : Mgr Desmond Tutu, évêque anglican sud-africain qui se consacre à la lutte contre l'apartheid (17, 18 et 20).

17. – PHYSIQUE : MM. Carlo Rubbia (Italie) et Simon Van der Meer (Pays-Bas) pour leur contribution à la découverte des particules élémentaires W et Z (18 et 28-29).

17. – CHIMIE : M. Bruce Merrifield (Etats-Unis) pour ses recherches sur la synthèse des molécules biochimiques (18 et 19).

18. – ÉCONOMIE : Sir Richard Stone (Grande-Bretagne) pour ses travaux concernant les différents systèmes de comptabilité nationale (19, 20 et 23).

CULTURE

3. – Le Musée de l'homme consacre une exposition à l'art et aux civilisations des chasseurs de la préhistoire (4).

5. – Création française de la nouvelle version de *Répons*, de Pierre Boulez, aux Rencontres de musique contemporaine de Metz (9 et 10).

16. – Mort de Georges Thill, ténor (18).

19. – Mort d'Henri Michaux, poète (23).

20. – Mort de Pierre Kast, cinéaste (23).

20-28. – Plus de cent mille personnes visitent la onzième Foire internationale de l'art contemporain, la FIAC 84, au Grand Palais (du 20 au 26 et 30).

21. – Mort de François Truffaut, cinéaste (23, 24 et 26/X, 1/XI).

22-23. – Bob Wilson met en scène à l'Opéra de Lyon *Médée*, de Marc-Antoine Charpentier, jamais jouée depuis 1693, et *Medea*, de Gavin Bryars, en création mondiale (24 et 27).

23. – Mort de Marcel Brion, écrivain, de l'Académie française (25 et 27).

24. – 73 tableaux et 143 dessins de Watteau sont exposés au Grand Palais pour le troisième centenaire de la naissance de l'artiste (25).

25. – Mort de Pascale Ogier, actrice, à l'âge de vingt-quatre ans (27, 28-29 et 31).

31. – Mort d'Eduardo De Filippo, acteur italien (2 et 3/XI).

Un choix d'enquêtes et de reportages

– FRANCE : Les métamorphoses du socialisme (du 9 au 16).

– FRANCE : Les lois Auroux sur le terrain (11 et 12).

– AFGHANISTAN : Les résistants de l'an V (16 et 17).

– FRANCE : A quoi sert l'école ? (17, 18, 20, 23, 27 et 30).

– DOSSIER : Le mode de scrutin (17).

– FRANCE : Les Français et la lecture (19 et 26).

– MAROC : « L'Etat c'est lui » (23, 24 et 25).

– FRANCE : Histoires de France (24, 25 et 27).

– DOSSIER : L'élection du président des Etats-Unis (24).

– ÉTATS-UNIS : Regards sur l'Amérique à la veille de l'élection présidentielle (du 25 au 31).

– FRANCE-ALGÉRIE : Le trentième anniversaire de l'insurrection en Algérie (28-29).

FRANCE

2. – La Haute Autorité de l'audiovisuel désigne M. Jean-Claude Héberlé pour succéder en novembre à M. Pierre Desgraupes à la présidence d'Antenne 2 (4, 5, 10 et 13).

7. – A propos de la « *cohabitation* » entre une majorité législative de droite et un président de la République de gauche, M. Raymond Barre déclare à Bordeaux qu'il s'agirait d'une « *trahison du principe de la Ve République* ». M. Jacques Chirac, invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* », réplique que le refus de la cohabitation pourrait aboutir à une « *crise de régime* » (2, 9, 12 et 24).

8. – Mort de Louis Gros, membre du Conseil constitutionnel. M. Maurice-René Simonnet est nommé par M. Poher, président du Sénat, pour le remplacer (10).

10. – Le conseil des ministres annonce de nouvelles mesures visant à favoriser l'insertion des immigrés et à mettre un terme à l'immigration clandestine. Les restrictions apportées aux regroupements familiaux suscitent les protestations d'associations d'immigrés (2, 11, 12, 16, 23 et 28-29).

11. – Le Conseil constitutionnel déclare la loi sur la presse conforme à la Constitution, mais supprime son caractère rétroactif : le groupe de M. Hersant n'est donc plus visé par la loi. L'octroi de pouvoirs administratifs à la « commission pour la transparence et le pluralisme » est aussi annulé (13 et 14-15).

11-13. – M. François Mitterrand, effectuant en Aquitaine son huitième voyage officiel en province, réaffirme sa volonté de « *rassembler* » les Français et d'« *apaiser les passions* » sans « *céder aux pressions* ». A Bayonne, le 12, il déclare à propos de l'autonomisme basque : « *Je ne laisserai pas déchirer le tissu de la France* » (du 11 au 16).

15. – M. Jacques-Antoine Gross, président de chambre à la cour d'appel de Colmar, est inculpé de « trafic d'influence » et de « corruption » (du 18 au 24).

16. – Les obsèques d'un gardien de la paix, tué le 11 octobre, lors d'un contrôle d'identité à Puteaux (Hauts-de-Seine), sont l'occasion de vifs incidents entre le service d'ordre et des militants du Front national, dont M. Jean-Marie Le Pen, à qui est refusé l'accès de la cérémonie. M. Pierre Joxe avait interdit, le 14, une manifestation annoncée par un syndicat de policiers (du 12 au 18 et 23).

17. – M. Laurent Fabius inaugure l'émission « Parlons France », quart d'heure mensuel réservé au premier ministre sur TF 1. Cette innovation a été désapprouvée à l'unanimité par les journalistes de TF 1. Seuls le PC et le PS utilisent, le 18, le droit de réplique, le RPR et l'UDF ayant refusé de répondre à M. Fabius (du 11 au 20 et 23).

20-21. – M. François Léotard est réélu secrétaire général du Parti républicain, au cours d'un conseil national tenu à Joinville-le-Pont (Val-de-Marne) en présence de M. Valéry Giscard d'Estaing, mais aussi de M. Jacques Chirac (7-8, 12, 13, 16 et du 19 au 25).

22-23. – M. Lionel Jospin déclare, dans un entretien au *Monde*, que les socialistes doivent « *faire ce qu'ils croient juste* » et ne pas être « *habités par l'angoisse* » des élections législatives de 1986 (17, 23 et 24).

23. – M. Alain Calmat annonce la création en 1985 d'un « loto sportif » : ce jeu, qui prendra pour support différents sports, doit « *associer chance et connaissances sportives* » (24, 25 et 27).

26-28. – Le cinquième congrès du CDS, réuni à Toulouse, confirme les « *convergences de vues* » avec M. Barre, mais se refuse à « *remettre son destin entre les mains d'un homme* » (du 26 au 30).

28. – La « marche pour la paix », organisée par le PCF et la CGT sous l'égide de l'« appel des cent », rassemble beaucoup moins de manifestants qu'en juin 1982 et juin 1983 (6, 28-29 et 30).

29-30. – Le comité central du Parti communiste adopte le projet de résolution pour le vingt-cinquième congrès prévu en février 1985, à l'unanimité moins six abstentions, dont celles de MM. Pierre Juquin et Marcel Rigout (21-22, 23 et 30/X, 1er, 2 et 3/XI).

Economie

2. – SOCIAL : M. Bernard Hanon, PDG de Renault, propose un nouveau dispositif pour l'emploi, dont un pacte social fondé sur la formation, la mobilité et l'acceptation d'un objectif de productivité. Les négociations s'engagent le 15 avec les syndicats, tandis que la direction précise qu'environ 70 % des huit mille quatre cent soixante-douze salariés de plus de cinquante-cinq ans pourraient accepter de partir en préretraite (du 2 au 6, 9, du 14 au 18 et 31/X, 1er et 3/XI).

17. – PAUVRETÉ : Le conseil des ministres adopte des mesures d'urgence contre la pauvreté, qui concernent le logement, la distribution d'excédents agricoles et l'aide aux chômeurs de plus de cinquante ans. Ces mesures seront en partie financées grâce à une majoration de 0,5 % de l'impôt sur les grandes fortunes de plus de 20 millions de francs (du 3 au 12, du 18 au 22 et 25).

19. – BUDGET : Les députés du PS et du PC adoptent un amendement du gouvernement qui supprime les avantages fiscaux attachés à l'emprunt 7 % 1973, dit « emprunt Giscard ». MM. Giscard d'Estaing, Chirac et Barre dénoncent, dans une déclaration commune publiée le 20, « *le mépris des engagements passés* » (du 20 au 26 et 30).

23. – AFFAIRES : A l'issue d'une consultation organisée par la CGT, 50,54 % des salariés de Creusot-Loire repoussent le plan de reprise présenté par Usinor et Framatome et qui prévoit deux mille six cents suppressions d'emplois (du 3 au 27).

25. – SOCIAL : La grève nationale, organisée dans la fonction publique contre la politique salariale du gouvernement, est un peu moins bien suivie que celle du 8 mars (du 9 au 15, 18, du 23 au 27 et 30).

26. – AFFAIRES : M. François-Xavier Ortoli, ancien ministre de Georges Pompidou, et vice-président, depuis 1977, de la Commission européenne, est nommé PDG de la Compagnie française des pétroles (18, 25 et 28-29).

29. – CRÉDIT : M. Pierre Bérégovoy annonce, pour le 1er janvier 1985, la mise en place d'un système d'encadrement du crédit plus souple et plus progressif (du 27 au 31).

31. – ÉNERGIE : Le gouvernement annonce un nouveau ralentissement des commandes de centrales nucléaires : la construction d'un seul réacteur sera engagée en 1985 (10/X, 1er et 2/XI).

SCIENCES ET FUTUR

2. – Trois cosmonautes soviétiques regagnent la Terre après avoir établi un nouveau record de durée dans l'espace avec deux cent trente-six jours en orbite (3 et 4).

5-13. – Sept astronautes, dont deux femmes, participent avec succès à la treizième mission d'une navette spatiale américaine (6, 7-8, 9, 13, 14-15 et 16).

11. – Le Comité national d'éthique demande que l'expérimentation des médicaments sur l'homme soit strictement réglementée en France (10 et 12).

18. – La découverte du squelette presque complet d'un garçon de treize ans, vieux de 1,6 million d'années (*Homo erectus*), a été faite en août dans le nord du Kenya, à l'ouest du lac Turkana (23).

26. – Les sociétés française CIT-Alcatel et italienne Italtel signent un accord de coopération sur les futurs centraux téléphoniques publics (30).

31. – Le Comité national d'éthique estime que les « locations d'utérus » ne devraient pas être autorisées en France et propose l'organisation d'une « consultation publique » sur l'ensemble des nouvelles techniques de reproduction artificielle (10/X et 1/XI).

Le Monde

économie

AFFAIRES

Quand M. Gattaz suit ses troupes...

Il s'en était donné du mal M. Yvon Gattaz pour apparaître neutre politiquement. Le CNPF avait souffert, il est vrai, de son engagement en faveur de M. Valéry Giscard d'Estaing entre les deux tours de l'élection présidentielle de 1981. On ne l'y prendrait plus. *« Mon seul parti,* clamait donc M. Gattaz depuis sa nomination comme patron des patrons en décembre 1981, *c'est celui de l'entreprise. »* Et c'est au nom de cette connaissance de l'entreprise et de ses mécanismes — *« de cette technicité »* — qu'il obtiendra l'annonce d'un gel des charges qui pèsent sur les entreprises, le recul du pouvoir sur l'abaissement de la durée hebdomadaire de travail, la promesse d'un allégement de la taxe professionnelle, etc.

Le refus du terrain idéologique — face à un Parti socialiste qui l'occupait alors largement — était commode : on ne critiquait pas le principe des lois Auroux mais leurs conséquences sur la vie interne des entreprises ; on ne refusait pas *a priori* la réduction du temps de travail, mais on se disait désolé de voir qu'elle pesait par trop sur les charges des entreprises, manière de dire au gouvernement socialiste : *« Nous connaissons les entreprises, vous pas, alors écoutez-nous. »* Affirmer, comme l'a fait, le 4 novembre, M. Gattaz à TF 1 : *« Je me réjouis très sincèrement du programme du RPR (...), je vois que cela va dans le sens du libéralisme (...), le véritable libéralisme c'est de désétatiser »,* est donc un indéniable changement. Même si le président du CNPF reprend bien vite son antienne : *« Nous ne voulons pas nous identifier, nous substituer aux partis politiques, nous avons une classe politique qui a son rôle, nous avons notre rôle économique qui est le nôtre et qui est totalement différent... »*

Au siège de l'organisation patronale, on estime que si changement il y a, il est purement tactique. Dès lors que le discours gouvernemental est moins idéologique — le néomodernisme de M. Fabius ne l'est guère, — le CNPF peut se permettre de l'être un peu plus.

D'autres, moins subtils sans doute, rapprocheront ce revirement d'une erreur tactique puis du recul de M. Gattaz à l'égard de M. Yvon Chotard, un second qu'il n'aime guère (*le Monde* des 16 octobre et 2 novembre), voire du mécontentement croissant de plusieurs fédérations à l'encontre de la politique du gouvernement. Bref, il y a là une manière de dire que, à dix-huit mois des échéances électorales, le président du CNPF suit ses troupes plus qu'il ne les précède. Mais dire cela serait forcément être mauvaise langue.

B. D.

ÉNERGIE

L'URSS envisage de construire un nouveau gazoduc pour approvisionner ses alliés de l'Est

L'Union soviétique a proposé à certains de ses partenaires du Comecon (1), le Marché commun des pays de l'Est, d'accroître ses livraisons de gaz naturel, grâce à la construction d'un nouveau gazoduc reliant d'ici 1990 le champ de Yamburg, situé à l'extrême nord de la Sibérie, à la frontière. M. Tikhonov, premier ministre soviétique, a précisé, en revanche, lors d'une conférence du Comecon, tenue à La Havane la semaine passée, que Moscou n'augmenterait pas ses livraisons de pétrole à ses alliés de l'Est.

Cette décision devrait permettre à l'Union soviétique, qui connaît des difficultés croissantes pour maintenir le niveau de sa production pétrolière, de préserver ses exportations de brut vers les pays occidentaux, lesquelles fournissent près de 60 % des rentrées en devises du pays.

Le nouveau gazoduc devrait, à pleine capacité, fournir quelque 20 à 22 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an dans les années 90. Dans un premier temps, l'accroissement des livraisons de gaz soviétique aux pays du Comecon sera assuré grâce au gazoduc eurosibérien, en cours d'achèvement, qui relie le champ d'Ourengoï à la frontière tchécoslovaque, et dont un tiers des capacités (32 milliards de mètres cubes par an) sont destinées pour l'essentiel aux pays d'Europe de l'Ouest (France, RFA, Italie, Autriche et Suisse).

La construction du nouveau gazoduc, qui, selon des sources occidentales, serait assurée au cours du XII[e] Plan quinquennal (1986-1990) — la mise en service étant prévue en 1989 ou 1990 — devrait faire l'objet d'une sorte d'accord de « joint venture » entre Moscou et ses alliés, ceux-ci devant participer à sa mise en place. Compte tenu de l'éloignement du champ de Yamburg, situé à 400 kilomètres au nord d'Ourengoï et à 146 kilomètres au nord du Cercle polaire, et des conditions difficiles de son exploitation, ce chantier pourrait, selon des experts cités par l'agence Reuter, nécessiter l'acquisition d'équipements et de technologies occidentales.

Cette décision, discutée dans le cadre du XII[e] Plan, et qui avait été évoquée, nous signale notre correspondant dans un article de M. Nicolas Ryjkov, secrétaire du comité central, publié par la *Pravda* le 30 juillet dernier, traduit les difficultés croissantes de Moscou pour maintenir le niveau de sa production et de ses exportations pétrolières. Les ventes de brut aux pays de l'Est, estimées à environ 79,1 millions de tonnes en 1981, et qui bénéficient de tarifs préférentiels sont demeurées depuis trois ans quasiment étales, voire en légère diminution en dépit des demandes en provenance notamment de l'Allemagne démocratique et de la Tchécoslovaquie. Moscou a en revanche accru ses livraisons de pétrole aux pays occidentaux qui lui fournissent des entrées en devises indispensables.

La production soviétique de brut, qui s'est accrue faiblement depuis quelques années, passant de 603,2 millions de tonnes en 1980 à 616 millions de tonnes en 1983, connaît des difficultés croissantes.

Selon les dernières statistiques officielles, la production n'a atteint au cours des neuf premiers mois de 1984 que 461 millions de tonnes, soit 0,4 % de moins que l'an passé, ce qui laisse prévoir une production annuelle de 614 millions de tonnes en 1984, inférieure à celle de l'année précédente et aux prévisions du Plan (623 millions de tonnes). En dépit d'investissements massifs (qui ont doublé depuis 1977) et ont été largement concentrés dans les provinces sibériennes (pour plus de 50 %), l'industrie pétrolière soviétique connaît en effet des déboires croissants.

L'accent mis sur l'augmentation à tout prix de la production à court terme a conduit les Soviétiques à multiplier les forages et à négliger les travaux d'entretien, de mécanisation et d'infrastructure, ce qui a notablement accru le rythme d'épuisement des champs existants, si bien que la capacité nouvelle prévue par le XII[e] Plan (350 millions de tonnes par an) devrait à peine suffire à remplacer la déclin des anciens champs. Selon une étude récente réalisée par un universitaire américain, l'Union soviétique pourrait être obligée, pour maintenir le niveau de production actuel au cours des années à venir, de doubler le montant de ses investissements pétroliers tous les cinq ans.

VERONIQUE MAURUS.

(1) Pologne, RDA, Hongrie, Bulgarie, Tchécoslovaquie et peut-être Roumanie.

LE DOLLAR A 9 F

Pour la deuxième journée consécutive, le dollar a été coté à Paris, mardi 6 novembre, aux environs de 9 F, retrouvant ainsi son cours du 4 septembre dernier, après avoir culminé à 9,7180 F le 21 septembre. En début de matinée, il a même glissé à 8,99 F pour se fixer finalement à 9,0540 F, les opérations s'effectuant sur des marchés des changes très calmes à la veille des élections américaines, la reconduction du président Reagan étant largement jouée, et anticipée, par les opérateurs.

Ces derniers tiennent compte, maintenant, de la baisse continue des taux d'intérêt américains, qui se produit malgré des appels répétés du Trésor au marché financier afin de combler le déficit budgétaire. Le loyer de l'argent au jour le jour est retombé en dessous de 10 %, de même que le taux de l'eurodollar à six mois, qui s'est inscrit à moins de 10 % pour la première fois depuis le début de l'année.

Le ralentissement très net de l'économie américaine permet à la Réserve fédérale d'accomplir sa politique, afin d'éviter que ce ralentissement ne débouche sur une stagnation, ou même une récession.

● *Stabilité du chômage en RFA.* — Le nombre de chômeurs est resté stable en octobre en RFA et représente, comme en septembre, 8,6 % de la population active (contre 8,7 % en octobre 1983). Le nombre de chômeurs de moins de vingt ans a diminué de 8 % par rapport au mois précédent. Au total, 2 144 500 personnes se trouvaient sans emploi en octobre, contre 2 143 500 en septembre. — *(AFP.)*

DANS UNE CONJONCTURE MEILLEURE

Les pétrochimistes européens rationalisent leurs usines pour résister à l'arrivée des produits du Golfe

La pétrochimie européenne (chimie lourde organique et matières plastiques) se porte beaucoup mieux. Déjà l'an dernier, une timide amélioration s'était fait sentir çà et là. Mais, en 1984, cette industrie, placée en amont de la chimie et à la frontière du pétrole, a retrouvé une partie de son énergie que trois années de crise — les plus graves de son histoire — avaient anéantie. Elle sera globalement bénéficiaire. Même la pétrochimie française (Elf Aquitaine, CdF-Chimie), plus atteinte que les autres, parviendra au moins à équilibrer ses comptes. 1984 sera donc à marquer d'une pierre blanche. Mais peut-on pour autant avancer que la pétrochimie européenne est tirée d'affaire ? Rien n'est moins sûr.

Le lourd handicap des surcapacités n'a pas été entièrement surmonté et l'arrivée des produits « made in Saoudia » risque de relancer une guerre des prix désastreuse. En outre, si un ralentissement de la croisssance économique dans le monde, accompagné d'une baisse trop brutale du dollar, se produisait, la situation pourrait à nouveau se dégrader très rapidement.

La pétrochimie européenne est, en effet, encore de santé fragile. Toutes les séquelles des erreurs stratégiques du passé n'ont pas disparu. Du début des années 50 jusqu'à la fin des années 60, cette branche s'était développée à très vive allure (+ 15 % l'an en moyenne). C'était l'ère du gigantisme. A l'époque, le patron d'un grand groupe se serait presque senti déshonoré s'il n'avait fait bâtir au moins une de ces immenses cathédrales en tuyaux, faites pour fabriquer de l'éthylène (1) et désignées sous le nom de vapocraqueurs. Cette course aux capacités — devait conduire et personne n'en doutait — à réaliser de substantielles économies d'échelle.

La réalité fut bien différente. Quand le premier choc pétrolier survint, l'Europe, et pas seulement elle (les Etats-Unis et le Japon aussi), regorgeait d'éthylène. Avec l'enchérissement brutal des prix du pétrole et de ses dérivés, et la baisse corrélative de la demande, la pétrochimie se révéla très vite excédentaire. Mais l'avertissement ne fut pas vraiment entendu. De nouveaux vapocraqueurs s'élevèrent, à Dunkerque (CdF-Chimie), à Priolo, en Sicile (Montedison), en Yougoslavie (Dow Chemical), à Tarragone (Espagne), à Mosmorran (Ecosse), ce dernier devant bientôt entrer en fonctionnement.

Les chimistes n'avaient pas vu que les temps avaient changé, et restaient persuadés qu'il fallait continuer d'investir, au moment où l'on était dans le creux de la vague. Résultat : au deuxième choc pétrolier, la pétrochimie européenne fut asphyxiée. Sur le front des prix, l'affrontement fut dramatique. On connaît le bilan : environ 100 milliards de francs de pertes causées par des distorsions meurtrières de production (– 30 % en 1975, + 27 % en 1976, + 16 % en 1978-1979, – 16 % en 1980) et le plongeon catastrophique des prix (jusqu'à 71 % en dix ans pour le polyéthylène basse densité, dénommé PEBD). Bref, de reprise en dépression, la pétrochimie était devenue ingouvernable et un véritable gouffre à capitaux pour les entreprises.

Enfin convaincus, ou presque, de la nécessité de faire quelque chose, les chimistes européens se mirent fiévreusement, durant les trois « années terribles » (1980, 1981, 1982), à fermer des usines et un peu plus tard à s'échanger des sites pour se spécialiser chacun sur un point fort. Le géant britannique ICI fut le premier à donner l'exemple en 1982, en troquant son PEBD contre le PVC de BP Chemicals.

Le nouveau groupe d'Etat italien ENICHEM prit le relais et s'entendit avec l'américain Hercules pour, ensemble, regrouper leurs fabrications de polypropylène. L'allemand Hoechst décida d'abandonner sa production de PEBD et loua ses installations à ENICHEM. La semaine dernière, ICI et ATOCHEM (Elf Aquitaine) ont procédé à une rationalisation de leurs activités. Mais en se décidant plus tard que les Américains et les Japonais qui avaient été plus vifs à « faire le ménage », les chimistes européens ont aussi profité plus tardivement des bienfaits de la reprise dans le monde et de la hausse rapide du dollar (2).

A la moitié du chemin

Aujourd'hui, la pétrochimie européenne a repris son souffle. Mais sa cure d'amaigrissement n'est pas terminée, et son embonpoint constitue encore une gêne. De l'avis général, la moitié du chemin reste à faire sur la voie des réductions de capacité. En moyenne, les excédents se chiffrent encore à 15 %, au bas mot. Selon le rapport établi par M. Gatti (Montedison) pour la Commission de Bruxelles, elles sont, notamment, de 10 % environ pour l'éthylène, de 16 % pour le PEBD, de 15 % pour le polyéthylène haute densité, de 14 % pour le PVC et de 10 % pour le polystyrène.

La prudence exigerait d'abandonner rapidement ces kilos superflus, car, s'ils ne sont pas embarrassants dans la conjoncture actuelle, ils pourraient rapidement le redevenir si la demande fléchissait. Déjà les coûts de stockage sont élevés (4 à 5 dollars la tonne pour le PEBD par exemple, pour trois semaines). Dans son rapport, M. Gatti est catégorique. *« L'optimisme soulevé par la reprise de la demande ne doit pas masquer les réalités de demain. »*

Et ces réalités se présentent sous la forme de deux inconnues. D'abord, quelles seront les voies de développement ? Autrement dit, l'expansion se poursuivra-t-elle ? La grande question est posée. Une légère décélération serait supportable. En revanche, un ralentissement trop brutal de la croissance perturberait à nouveau gravement la pétrochimie européenne. De fait, il y a encore beaucoup trop de producteurs sur le Vieux Continent. Selon BP Chemicals, ils sont à peu près deux fois plus nombreux, en moyenne, à capacités égales, qu'aux Etats-Unis. De plus, à mesure que le « dégraissage » des capacités se produit, la stratégie devient plus difficile à élaborer. Des difficultés sociales vont surgir, qui pourraient retarder la prise de décisions urgentes face à un avenir incertain.

L'autre inconnue est le degré de pénétration auquel les pays du Golfe, l'Arabie Saoudite en particulier, vont parvenir sur les grands marchés. Faut-il ou non prendre le danger au sérieux ?

Si les avis divergent sur l'ampleur de la menace, tout le monde s'accorde à penser que les nouveaux venus vont provoquer des troubles. Le National Economic Development Office, organisme consultatif tripartite britannique (syndicats, gouvernement, patronat), est franchement pessimiste. Sauf à prendre des mesures appropriées, c'est, selon lui, 10 000 emplois (20 % des effectifs) qui seront supprimés dans la pétrochimie en Grande-Bretagne quand tous les produits du Golfe vont déferler. Pour le seul PEBD, M. Rien Waale (Royal Dutch), très inquiet lui aussi, prédit un *« bain de sang »* sur le front des prix. Sans aller aussi loin, M. Robert Horton (BP Chemicals) évoque le simple risque d'une réduction progressive des excédents commerciaux de l'Europe. Selon lui, à cause des productions du Proche-Orient, la balance des échanges des dérivés de l'éthylène pourrait tendre vers zéro en 1990. Quoi qu'il en soit, l'arrivée de ces nouveaux produits va rendre plus aigu encore un problème que les pétrochimistes s'efforcent de résoudre à coup d'innovations : celui de l'érosion naturelle des marges financières. Il suffirait d'assez peu de choses pour rompre le précaire équilibre actuel et, même faibles, les ventes prévisionnelles de l'Arabie Saoudite (3 % du marché européen du PEBD, 1,6 % pour le PEHD (3), 1 % pour le méthanol) ne sont assurément pas les bienvenues. Avec des coûts de production de 50 % moins élevés qu'en Occident, les pays du Golfe ont les moyens de « faire souffrir » les usines européennes. Ont-ils intérêt à le faire et le veulent-ils ? C'est une autre affaire. En tout cas, la menace lancée par plusieurs pays de constituer une « OPEP de la pétrochimie » pour faire entendre leur voix à Bruxelles ne doit pas être prise à la légère. Un fait est certain : dans leurs calculs, les chimistes européens devront tenir compte de ce nouveau paramètre.

A l'évidence, une baisse excessive du dollar accentuerait encore l'effet de cette concurrence, mais remettrait aussi l'Amérique du Nord en selle, dont la Shell prédit, dans une étude, qu'elle a toutes les chances de devenir dans les années 90 le premier exportateur mondial de produits pétrochimiques. La pétrochimie européenne, on le voit, est à la merci du premier coup de vent.

ANDRÉ DESSOT.

(1) Matière de base mère, avec tous ses dérivés, de toute la chimie du pétrole, l'éthylène est tiré, soit du naphta, soit du gaz, soit du gazole, soit directement du pétrole brut.

(2) Grâce à la hausse du billet vert, les chimistes européens ont retrouvé des débouchés pour les exportations que leurs concurrents américains ont perdus, mais aussi des prix plus rémunérateurs quand ils sont convertis en monnaie locale. En outre, avec le retour à l'expansion outre-Atlantique, le marché américain est redevenu importateur.

(3) Polyéthylène haute densité.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –		DEUX MOIS Rep. + ou dép. –		SIX MOIS Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	8,9895	8,9915	+ 65	+ 85	+ 155	+ 185	+ 580	+ 600
$ can.	6,8685	6,8716	– 87	– 60	– 168	– 133	– 473	– 371
Yen (100)	3,7180	3,7204	+ 128	+ 139	+ 234	+ 251	+ 656	+ 708
DM	3,0733	3,0750	+ 130	+ 141	+ 251	+ 266	+ 787	+ 835
Florin	2,7262	2,7276	+ 109	+ 121	+ 215	+ 231	+ 658	+ 704
F.B. (100)	15,1939	15,2012	– 64	– 1	– 157	– 40	– 590	– 288
F.S.	3,7316	3,7340	+ 189	+ 214	+ 343	+ 373	+ 1099	+ 1161
L (1 000)	4,9201	4,9243	+ 80	+ 97	+ 157	+ 182	+ 419	+ 465
£	11,4167	11,4282	– 8	+ 38	+ 8	+ 75	+ 73	+ 244

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	9 3/8	9 5/8	9 1/2	9 5/8	9 9/16	9 11/16	9 13/16	9 15/16
DM	5 1/2	5 5/8	5 1/2	5 5/8	5 3/4	5 7/8	5 3/4	5 7/8
Florin	5 1/2	5 3/4	5 3/4	5 7/8	5 7/8	6	6 1/16	6 3/16
F.B. (100)	10 1/2	11 1/4	10 3/4	11 1/8	10 3/4	11 1/8	10 13/16	11 1/8
F.S.	1 1/2	1 3/4	4 1/2	4 5/8	5	5 1/8	5	5 1/8
L (1 000)	15 1/2	16	15 3/8	15 7/8	15 1/2	16	15 1/2	15 7/8
£	10 3/8	10 5/8	10 1/16	10 3/16	9 7/8	10 1/8	9 3/4	9 7/8
F. franç.	10 1/2	10 3/4	10 1/2	10 3/4	10 5/8	10 7/8	11	11 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

L'UNION DE BANQUES SUISSES ENTRE DANS LE CAPITAL DE PHILLIPS AND DREW

L'Union de banques suisses (UBS) va prendre une participation de 29,9 % (maximum autorisé par la loi anglaise) dans le capital d'une des plus grandes firmes de courtage britannique, Phillips and Drew, spécialisée dans les placements pour les investisseurs internationaux et la gestion du portefeuille des fonds et caisses de retraite. L'UBS, la plus grande banque helvétique et la moins tournée vers l'extérieur, veut s'installer sur la place internationale de Londres pour élargir son champ d'action.

Selon son directeur général, M. Robert Studer, elle y a été incitée, également, par la sévérité du régime fiscal suisse. La banque projette de porter à 100 % sa participation lorsque la législation britannique sera assouplie. C'est la première fois qu'une banque européenne s'allie avec une firme de courtage londonienne.

Les autres alliances jusqu'à présent annoncées se sont faites avec des partenaires américains : Security Pacific pour Hoare Govett, Hong-Kong and Shanghai pour James Capel, Citicorp pour Scrim Geour Kemp-Gee and Vickers, Da Costa et American Express pour L. Messel.

Aux Etats-Unis

LA COMPAGNIE D'ASSURANCES EQUITABLE LIFE RACHÈTE LA FIRME DE COURTAGE DONALDSON LUFKIN

La compagnie d'assurances sur la vie Equitable Life, au troisième rang des Etats-Unis avec 53 milliards de dollars (près de 500 milliards de francs) de capitaux gérés, va racheter pour 430 millions de dollars (environ 4 milliards de francs) la firme de courtage Donaldson Lufkin and Jenrette, au douzième rang à Wall Street.

Cette firme, qui a surtout pour clients des investisseurs institutionnels, a réussi à garder une rentabilité convenable, malgré la crise qui sévit dans la profession. Cette opération marque une nouvelle avancée des compagnies d'assurances dans les services financiers : il y a trois ans, la compagnie Prudential avait racheté Bache, septième firme de courtage à Wall Street.

AFFAIRES

La rémunération moyenne des PDG des plus grandes sociétés est proche de 80 000 F par mois

Beaucoup de dirigeants gagnent moins de 8 500 F mensuels

Un dirigeant de société sur dix, PDG, directeur général ou gérant, gagne moins de 8 500 F par mois (en francs 1983), soit la paye d'un ingénieur débutant, indique un rapport du Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) publié mardi 6 novembre.

Toutefois, la feuille de paye de certains dirigeants est *« loin au-delà de ce que nos concitoyens imaginent »*, observe l'étude, qui souligne que la *« diversité »* des revenus est le trait dominant de ce groupe social.

La rémunération annuelle perçue par les principaux dirigeants des plus grandes sociétés (plus de cinq mille salariés) avoisine 1 million de francs (de l'ordre de 80 000 F par mois), précise l'enquête, menée en 1977 à partir de documents fiscaux anonymes et «actualisé» en chiffres 1983. Les salaires des présidents de conseil d'administration s'élèvent avec la taille de l'entreprise : 22 183 F pour les entreprises employant entre 10 et 29 personnes ; 28 300 F entre 30 et 99 personnes ; 37 900 F entre 100 et 349 personnes ; 52 000 F entre 350 et 999 personnes ; 69 580 F entre 1 000 et 5 000 ; 94 400 F au-delà de 5 000 personnes. En moyenne, le salaire est de 26 000 F par mois. L'évolution est la même pour l'ensemble des dirigeants de sociétés : 18 950 F par mois entre 10 et 29 personnes ; 26 530 F entre 30 et 99 personnes ; 37 825 F entre 100 et 349 personnes ; 48 000 F entre 350 et 999 ; 61 400 F entre 1 000 et 5 000 personnes ; 87 000 F au-delà de 5 000 personnes.

Le CERC évalue à 245 000 F par an la paye moyenne des PDG, directeurs généraux ou gérants de sociétés, cotisations sociales déduites. *« Les dirigeants, au total, n'ont qu'une courte avance »* sur les cadres supérieurs de l'ordre de 25 %, estime l'étude.

A leur feuille de paye, les mieux rémunérés des dirigeants de sociétés ajoutent en général des «compléments» de revenus — indemnités, remboursements et le plus souvent en nature — qui s'élèveraient à 5 % du total, selon l'enquête.

Le verdict du tribunal d'Abidjan sur la grève d'Air Afrique

PILOTES ET MÉCANICIENS DÉNONCENT UNE « PARODIE DE JUSTICE »

Après le jugement du tribunal du travail d'Abidjan condamnant pour faute lourde cent seize pilotes et mécaniciens d'Air Afrique, dont cinquante-six de nationalité française (*le Monde* du 2 novembre), le Syndicat national des pilotes de ligne et le Syndicat des officiers mécaniciens précisent dans un communiqué :

« La prétendue « faute lourde » est en réalité une grève de soixante-douze heures, du 11 au 14 septembre, tout à fait licite au regard des lois françaises qui régissent les contrats de travail des personnels navigants concernés. Le verdict n'a pas surpris les personnels assignés puisqu'un directeur général adjoint d'Air Afrique avait déclaré, dès septembre devant les cadres au sol de la compagnie, que celle-ci avait obtenu des garanties quant à l'issue du procès et que le juge prononcerait le licenciement du personnel. »

Les syndicats, qui parlent de « parodie de justice », ajoutent : *« Sans préjuger de ce que pourrait décider la cour d'appel d'Abidjan, les observations suivantes s'imposent : les avocats du personnel ont plaidé durant trois heures les exceptions et l'incompétence du tribunal, ils n'ont pas été entendus. Cependant, la loi ivoirienne est claire. Si elle devait être appliquée — ce que nous contestons — s'agissant d'un conflit collectif, le tribunal du travail n'est pas compétent. S'agissant de conflits individuels, le tribunal n'a pas appliqué la procédure puisque la conciliation prévue par la loi n'a pas été engagée. »*

CONFLIT CHEZ BOUSSAC-SAINT FRÈRES ENTRE LE PRÉSIDENT ET SON DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le torchon brûle entre M. René Mayer, président de la compagnie Boussac-Saint-Frères (CBSF), et son directeur général, M. Gérard Belorgey. Objet du conflit :la préparation du budget de 1985. Si les deux dirigeants sont d'accord sur les grandes lignes de la stratégie à suivre — axée sur la privatisation grâce à l'entrée de nouveaux partenaires — ils ne le sont plus sur les moyens pour y parvenir.

M. Mayer veut laisser le soin aux nouveaux actionnaires potentiels d'arrêter les choix essentiels, autrement dit d'attendre pour prendre les décisions de première importance. M. Belorgey, au contraire, veut immédiatement prendre les mesures, qui devraient permettre de favoriser un retour à l'équilibre financier à la fin de 1985.

Il faut, selon lui, continuer la restructuration, et supprimer encore 1 200 emplois, recentrer l'entreprise sur ses activités bénéficiaires ou capables d'être redressées (tissus, emballages plastiques, linges de maison, hygiène, lin), continuer à vendre les branches déficitaires (confection, articles de couchage, tapis, filés), réduire enfin les frais structurels trop lourds à cause de plusieurs sièges sociaux pour économiser 20 à 30 millions de francs. Bref M. Belorgey veut « faire le ménage complet », quand M. Mayer est partisan d'attendre l'arrivée des nouveaux associés.

Ce conflit est assez surprenant dans la mesure où M. Belorgey avait été appelé en novembre 1983 par M. Mayer à prendre la direction générale de la CBSF où MM. Jollès et Lepargneur avaient usé leurs forces avant lui. Un an après les deux hommes sont en conflit ouvert. Si un terrain d'entente n'était pas rapidement trouvé, l'IDI, majoritaire par sa filiale SOPARI pourrait être amené à trancher.

● **Suntory achète un « château » californien.** — La société japonaise Suntory, premier producteur mondial de whisky, et l'un des plus importants groupes de spiritueux a acquis pour 40 millions de dollars un domaine californien, Château Saint-Jean.

SOCIAL

POUR LA CONVENTION MEDICALE DE 1985

Le gouvernement ne reconnaît que deux organisations représentatives

Le gouvernement a choisi la continuité. Dans un communiqué publié samedi 3 novembre en début d'après-midi, il a indiqué que, comme en 1980, seules la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) et la Fédération des médecins de France (FMF) pourraient participer aux négociations avec les caisses d'assurance-maladie (salariés, agriculteurs, travailleurs indépendants) pour la nouvelle convention médicale qui doit, en 1985, succéder à celle qui est en vigueur depuis quatre ans.

L'enquête préalable sur les effectifs des différents syndicats menée en 1984 a permis de constater, selon le ministère, que *« la CSMF et la FMF comptaient un nombre d'adhérents égal respectivement à plus de 20 % et à environ 10 % des effectifs de médecins libéraux français »* (84 200 en 1983, selon les statistiques de la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés). Comme *« une convention peut être approuvée par les pouvoirs publics »* dès lors qu'elle *« est signée par un seul des syndicats reconnus représentatifs »*, cette reconnaissance ne peut être accordée que *« sur des critères attestant la capacité d'agir au nom des médecins libéraux ou, pour le moins, d'une partie suffisamment représentative d'entre eux. (...) En dessous de 5 % des effectifs de l'ensemble de la profession considérée, un groupement syndical ne saurait être regardé comme représentatif »*.

Cette décision a vivement déçu l'Union syndicale de la médecine (USM), dont le congrès accueillait, dimanche 4 novembre, Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales. Organisation de gauche, qui compte 2 200 adhérents, en grande majorité des généralistes, l'USM était un candidat sérieux à la représentativité avec le Syndicat des médecins libéraux (SML) — 2 800 adhérents, — qui réunit essentiellement un secteur très minoritaire des médecins conventionnés, ceux qui sont autorisés à fixer librement leurs honoraires (10 % seulement du total).

C'est le risque de devoir introduire cette dernière organisation dans le jeu qui a été décisif. Jusqu'au dernier moment, en effet, la décision du gouvernement a été suspendue. Militait en faveur de la reconnaissance de la représentativité de l'USM le fait que celle-ci soit plus proche des options gouvernementales, qu'elle soit plus consciente que d'autres organisations des répercussions de la démographie médicale et de la situation économique sur les dépenses de la Sécurité sociale, des effets économiques des actes médicaux en général. De surcroît, elle aurait renforcé le poids des généralistes dans les discussions conventionnelles, ce qui n'aurait pas été pour déplaire au gouvernement.

L'USM pouvait être jugée représentative au sens strict, puisque le minimum exigé n'est que de 5 % du total des syndiqués. Mais le Conseil d'Etat, dans un avis rendu à la demande du ministère, estimait préférable que ne soient reconnues représentatives que les organisations réunissant au minimum 5 % de la profession. De plus sur le plan local, l'USM n'est que peu représentée dans un certain nombre de départements, alors que les syndicats participent aux négociations conventionnelles sont amenés à faire partie de commissions économiques et de comités paritaires locaux.

En outre, la présence de l'USM à la table des négociations (et *a fortiori*, celle du SML), si elle y introduisait des données nouvelles, rendait ces négociations plus difficiles, les deux grandes organisations se trouvant mises sur la défensive, notamment la CSMF, qui a perdu beaucoup d'adhérents ces dernières années.

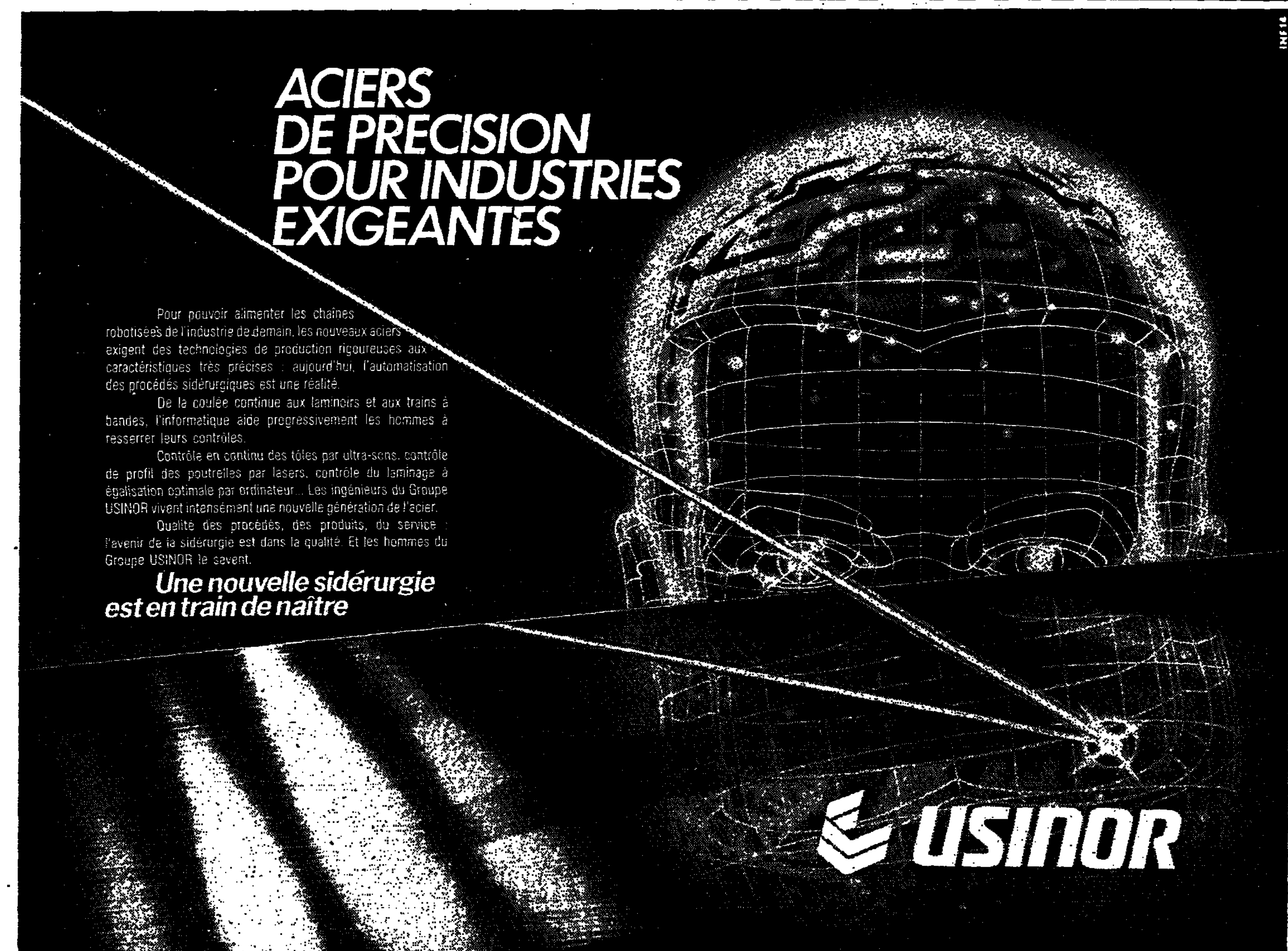
G.H.

Des ouvriers de SKF occupent les écluses de Vitry-sur-Seine

Depuis 7 heures, ce mardi matin 6 novembre, les employés de l'usine SKF d'Ivry (Val-de-Marne) occupent les écluses de Vitry-sur-Seine, à proximité du pont du Port-à-l'Anglais. Un large calicot *« CGT-SKF Ivry, négocions »* a été tendu sur la passerelle reliant les deux rives de la Seine. Il indique clairement que le fleuve restera « coupé » tant que les négociations avec la direction de l'entreprise n'auront pas repris. Aucune péniche ne peut plus ni descendre ni remonter la Seine, alors qu'elles sont quatre-vingts à cent à transiter quotidiennement. Si la situation se prolonge, l'approvisionnement de certaines entreprises en sera à coup sûr perturbé, comme ce sera le cas de la centrale EDF de Vitry, qui reçoit son charbon par voie fluviale.

Cette opération fait suite à une série d'initiatives spectaculaires (manifestations en bateaux-mouches, manifestation à Göteborg, en Suède, au siège de la SKF, marche de 200 kilomètres en Ile-de-France). Elle a été rendue nécessaire, selon la CGT, par le fait que *« les négociations sont au point mort »*. *« Pourtant nous n'avons jamais été aussi près d'une solution raisonnable »*, note le secrétaire de l'union départementale, M. Jean-Pierre Page, qui ajoute : *« La SKF a décidé de ne pas reprendre les discussions avec nous et menace de fermer toutes les usines du groupe, ce qui représente cinq mille emplois en France. De plus, les trois sociétés qui devaient s'installer sur le site d'Ivry et y créer trois cent trente emplois se retirent. Nous avons informé la direction suédoise du groupe de nos propositions, sur lesquelles nous pouvons discuter (réembaucher du personnel, levée des sanctions pour l'occupation de l'usine). Si nous n'obtenons aucune réponse, une nouvelle initiative sera envisagée en direction de la Suède... Sur le dossier SKF, nous ne céderons pas. »*

FRANCIS GOUGE.



SOCIAL

DIFFICILES A DÉFINIR, DIFFICILES A CHIFFRER

Les quatre cercles de la pauvreté

Alors que se développe le débat sur l'émergence des « *nouveaux pauvres* » — à propos desquels des décisions ont été prises par le conseil des ministres du 17 octobre — chacun cherche fébrilement le chiffre, la donnée statistique objective qui viendrait confirmer son intuition ou son discours et quantifier un phénomène qui saute aux yeux dans la vie courante.

Dans les ministères, l'administration ou même l'UNEDIC, les équipes rivalisent pour être les premières à définir cette population jusqu'à présent ignorée. On multiplie les investigations et les calculs sans, pour l'heure, être parvenu à des conclusions satisfaisantes, tant la réalité s'obstine à résister à une mise en équation sommaire (*le Monde* du 6 octobre).

Ainsi il apparaît de plus en plus qu'on ne peut réduire ces fameux « nouveaux pauvres » aux seuls exclus de l'assurance-chômage, comme on a voulu trop rapidement le croire pour la simplicité du raisonnement, mais qu'il existe bien quatre cercles de la pauvreté.

Le premier comporte les laissés-pour-compte créés par la crise. Mais s'agit-il pour autant de « *nouveaux pauvres* » ? Des catégories de plus en plus nombreuses rejoignent ce «quart monde» qui ne date pas d'hier parce qu'elles ont été laminées par la rigueur des temps, alors que la période de croissance leur permettait de subsister. Les «paumés», les personnes fragiles et tous ceux qui ne vivaient pas nécessairement d'un travail salarié régulier, ont pu y être précipités, comme les tâcherons, les journaliers, des petits commerçants ou artisans acculés au renoncement. Quand la récession s'en mêle, une chute physique ou morale peut devenir catastrophique, irrémédiable même. Une femme abandonnée et sans jeunes enfants, pour peu qu'elle n'ait jamais travaillé et ne soit pas en bonne santé, peut-elle, par exemple, ne pas sombrer ? Des groupes entiers, en situation précaire, ont été déstabilisés.

A l'autre extrémité, dans une situation plus « *confortable* », on trouve une autre cercle, où la pauvreté, tout en étant relative, n'en est pas moins le signe d'une déchéance. Un salarié de revenu modeste — ou même plus élevé — peut s'enfoncer à l'occasion d'une période de chômage, quand il ne perçoit plus qu'une indemnité de 40 F par jour, complétée d'un versement équivalent à 42 % de son salaire antérieur. Brusquement, il peut connaître des difficultés financières qui l'amènent à ne plus payer son loyer, à accumuler les factures d'EDF-GDF ou à laisser croître les arriérés d'impôts. S'il n'est pas pauvre au sens strict, il est sûrement « nouveau pauvre » puisque ses ressources ne lui permettent plus de faire face à toutes ses charges et qu'il n'est plus capable d'adapter ses dépenses à ses moyens. La situation se prolongeant, il peut être entraîné plus loin ou plus bas...

Les indemnisés et les autres

Entre ces deux groupes extrêmes il y a encore deux cercles, plus difficiles à définir. Dans le premier, on trouvait 422 986 personnes qui, en août 1984, percevaient au minimum 40 F par jour d'indemnité versée par l'UNEDIC, soit au titre de l'allocation de fin de droits due par le régime d'assurance aux chômeurs de longue durée pour 230 419 d'entre eux, soit au titre du régime d'assistance financé par l'État. Or, là aussi, les chiffres peuvent induire en erreur : le chômeur âgé — 42 876 personnes — qui touche l'allocation de solidarité pendant des périodes de six mois renouvelables (portée à 60 F par jour après cinquante ans et à 80 F par jour après cinquante-cinq ans en fonction de la durée d'activité) peut-il être comparé au jeune demandeur d'un premier emploi qui bénéficie pendant un an de l'allocation d'inscription de 40 F par jour (149 691 personnes) ? Dans un cas, celui du chômeur de longue durée, le dénuement est grand, et M. Bergeron, comme MM. Gattaz et Krasucki ont sans conteste raison de dire qu'on ne peut vivre avec 1 200 F par mois. Dans l'autre, on peut penser que la situation n'est que provisoire et que la solidarité familiale vient lui apporter une amélioration.

Dans le deuxième groupe intermédiaire qui fait l'objet de tant de supputations, sont rassemblés ceux qui sont considérés comme les exclus de l'assurance-chômage et dont on imagine qu'ils représentent bien le gros du bataillon des « nouveaux pauvres ».

Evidemment, la lecture des statistiques fournies par l'ANPE et l'UNEDIC permet de croire que, entre le nombre de chômeurs inscrits et le nombre de chômeurs indemnisés, il suffit de calculer le solde pour retrouver ceux que l'assurance-chômage a abandonnés à leur sort et qui auraient été 93 400 en juillet pour la seule catégorie un des demandeurs d'un emploi stable.

Or rien n'est plus faux que ce raisonnement, dont se sert la CGT, et ce, pour plusieurs raisons. Pour commencer, cette soustraction s'effectue sur des données brutes, alors que, au titre du mois précédent, des chômeurs inscrits seront indemnisés. Ensuite, le nombre de demandeurs d'emploi indemnisés a toujours été inférieur à celui des chômeurs inscrits. Selon les statistiques du ministère du travail on estime que 47 % des chômeurs n'étaient pas indemnisés en 1978, 35 % en 1982, 43 % en 1983 et 40 % en août 1984.

On explique que cette proportion évolue en fonction de la montée du chômage et de sa durée. Elle a sans doute été affectée par le décret de novembre 1982 qui réduisait la couverture sociale. Enfin, il semble que ce pourcentage devrait diminuer du fait du nouveau système mis en place le 1er avril 1984 qui, bien qu'il ne concerne actuellement qu'un tiers des indemnisés, étendait la couverture sociale à davantage de chômeurs en abaissant le niveau de leurs allocations.

Les limites statistiques

Mais peu importe, dira-t-on, s'il reste que, en juillet 1984, 934 000 personnes ont été privées de ressources, soit, selon l'UNEDIC, 42,7 % des chômeurs... En fait, là encore, la non-indemnisation recouvre des situations tout à fait différentes qui ne s'assimilent pas toutes à la pauvreté, ou à l'idée qu'on s'en fait.

Grossièrement, les chômeurs non indemnisés se divisent à leur tour en quatre catégories d'inégale importance. On estime d'abord à 44 % ceux que l'UNEDIC n'indemnise pas parce qu'ils ne remplissent pas les conditions d'admission. Certains n'ont pas travaillé précédemment, et peuvent être des femmes inscrites pour retrouver un emploi, d'autres sont des jeunes qui n'ont pas les diplômes suffisants en fin d'études pour justifier d'une allocation d'insertion, d'autres encore n'ont eu qu'une courte période d'activité (moins de trois mois par exemple) et les derniers, enfin, ont démissionné de leur emploi « *sans motif légitime* ». Curieusement, 28 % des chômeurs non indemnisés se composent de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE qui ont droit aux indemnités de l'UNEDIC et qui n'en font pas la demande. Ceux-là, sont mal connus, par définition, mais on peut imaginer que l'ignorance ou des raisons psychologiques comme l'humiliation ressentie d'être chômeur et d'être assisté par la collectivité expliquent leur attitude. Dans un troisième groupe, qui représente 10 % des cas, on trouve des chômeurs qui ne sont pas indemnisés pendant un délai de carence et qui le seront ensuite. Il y a parmi eux les jeunes qui doivent attendre six mois avant de toucher l'allocation d'insertion, les chômeurs qui bénéficieront de l'allocation de base après une période équivalant à leurs congés payés ou au montant d'une partie de leur prime de licenciement, et également les personnes qui doivent attendre trois mois pour recevoir l'allocation de solidarité, versée après l'allocation de fin de droits.

Dans la quatrième et dernière catégorie, qui rassemble 18 % des chômeurs non indemnisés, figurent enfin ceux que l'on appelle les « *radiés* », et qui pourraient être considérés comme les exclus si, une fois de plus, leur groupe n'était hétérogène. Sont donc « radiées » les personnes qui, pour une raison ou une autre ont été rayées des listes de l'UNEDIC parce qu'elles ne répondaient pas aux convocations ou étaient absentes lors de contrôles, par exemple. Sont également « radiés », après un an d'allocation d'insertion, les jeunes de moins de vingt-cinq ans qui n'ont jamais travaillé (c'est le sous-groupe le plus important). Sont encore « radiés » les chômeurs de longue durée qui ont atteint la limite des durées supplémentaires ou maximales et qui, en outre, ne remplissaient pas les conditions — financières notamment — pour pouvoir bénéficier de l'allocation de solidarité.

En l'état actuel des enquêtes entreprises tant au ministère du travail qu'à l'UNEDIC, il n'est pas possible d'aller plus loin dans la connaissance de cette population des chômeurs non indemnisés ou des exclus de l'assurance-chômage puisqu'on a vu que les deux termes ne correspondent pas aux mêmes réalités. On sait cependant que les non-indemnisés, pour 55 % d'entre eux, étaient âgés de moins de 25 ans, pour 3 % de 50 à 59 ans, pour 4 % de plus de 60 ans et pour 37 % de 25 à 49 ans parmi lesquels on retrouverait sans doute les « nouveaux pauvres ». De même, on a appris que 46 % des femmes étaient non indemnisées, contre 35 % des hommes, mais que ce pourcentage variait en fonction de l'âge : 59 % des femmes de moins de vingt-cinq ans ne touchaient pas d'indemnité contre, respectivement 46 % et 29 % des hommes. Plus tard, grâce à des travaux statistiques en cours, on devrait pouvoir connaître la ventilation des «radiés» par allocation.

Cependant, et pour nuancer encore le résultat à venir, il faut ajouter qu'on ne saura pas pour autant combien de personnes ne s'inscrivent pas à l'ANPE parce qu'elles n'ont aucun droit à l'indemnisation ou l'ont épuisé. Statistiquement, la lumière ne sera jamais faite sur les « nouveaux pauvres ».

ALAIN LEBAUBE.

LES NEGOCIATIONS SUR LA FLEXIBILITE DE L'EMPLOI

M. Faesch (FO) : « Nous ne voyons pas la lueur d'une possibilité d'accord »

M. Yvon Chotard était le seul à afficher le 5 novembre au soir un certain optimisme à l'issue d'une réunion de deux heures trente avec les syndicats sur l'adaptation des conditions d'emploi. Le premier vice-président du CNPF a indiqué que son organisation présenterait ses « *priorités* » le 13 novembre, trois réunions devant avoir lieu en décembre (les 3, 10 et 15) pour rechercher un accord. « *Tout le monde a la volonté d'aboutir* », a souligné M. Chotard.

La veille pourtant, à *Midi-Presse* sur TF 1, M. Yvon Gattaz s'était montré très peu ouvert aux propos de M. Edmond Maire dans *le Monde* des 2 et 3 novembre : « *J'ai bien reçu les deux lettres de M. Maire, envoyées par le journal* le Monde, *et dont je suis, je crois, le destinataire. Je l'en remercie. J'ai pris note que cela commençait par une volée de bois vert à l'encontre du patronat, vieille tradition française sans laquelle il n'y aurait pas, paraît-il, de syndicalisme à la française. (...) Faut-il donner des sur-sécurités, une sur-syndicalisation en particulier une nouvelle syndicalisation dans les petites entreprises ? Demandez aux petites entreprises ce qu'elles en pensent. Elles veulent moins de rigidités, ce n'est pas pour en avoir plus* ».

Le 5 novembre, les syndicats ont retenu, pour ce qui devait être une réunion de méthode avant les séances de conclusions renvoyées en décembre après les congrès de FO et de la CFTC, l'absence d'ouverture du patronat et se sont montrés peu optimistes. Pour la CFDT, M. Jean Kaspar s'est prononcé pour un accord-cadre interprofessionnel. A propos d'une de ses priorités, la réduction du temps de travail, il a demandé qu'elle soit abordée en premier lieu « *à chaque fois qu'un groupe est confronté à des problèmes d'effectifs* ». Il a affirmé, que pour les petites entreprises, il fallait aboutir non à « *une remise en cause* », mais à une « *adaptation négociée* » des dispositions sociales : « *La nécessaire souplesse ne saurait en aucun cas être assimilée à l'affaiblissement des garanties sociales. (...) Il faut que le CNPF modifie ses propositions. Un échec de ces négociations serait grave pour l'avenir et porterait un coup sérieux à la crédibilité des acteurs sociaux.* » M. Jean-Louis Mandinaud, secrétaire national de la CGC, a indiqué que son organisation avait proposé au patronat d'aboutir non à « *un accord généralisé* » mais à « *une succession d'accords sur les thèmes proposés* ». Le CNPF a « *pris acte* ». Reprenant une idée exprimée en partie par M. Marchelli dans *le Monde* du 21 septembre, M. Mandinaud s'est déclaré prêt à examiner, mais seulement « *à titre expérimental* », une fusion éventuelle des délégués syndicaux et des délégués du personnel.

Comme la CFDT et la CGC, M. Jean Gruat, secrétaire général adjoint de la CFTC, a rejeté les emplois nouveaux à contraintes allégées (ENCA) et la suppression de l'autorisation administrative préalable. Préconisant une négociation des mutations technologiques à trois niveaux — branche, région et entreprise, — il s'est montré ouvert à des contrats à durée déterminée d'un maximum — renouvellement inclus — de dix-huit mois. M. Louis Viannet, secrétaire de la CGT, est demeuré sur un registre très sévère : « *Pour le CNPF, il s'agit de parvenir à un compromis dans le sens du recul. Il nous demande de négocier le recul social. Qu'il ne compte pas sur la CGT pour lui faciliter la tâche dans une opération dont les salariés feraient les frais.* » « *Tout recul de la législation*, a ajouté M. Viannet en réitérant son opposition aux projets du CNPF, *se retournerait presque immédiatement contre l'emploi.* » Quant à M. Antoine Faesch, secrétaire confédéral de FO, il s'est montré « *très pessimiste* » : « *Pour l'instant nous ne voyons pas exactement où nous allons. Nous ne voyons pas la lueur d'une possibilité d'accord. Nous le regretions, surtout parce que l'emploi qui est une priorité absolue nous semble passer à l'arrière-plan.* »

M. N.

ÉTRANGER

En Turquie

Le projet de budget fait peu de place aux investissements

De notre correspondant

Ankara. – Le projet de budget 1985 s'élève à 5.508 milliards de livres turques (1), en augmentation de 35 % par rapport à 1984. Ce texte prévoit aussi l'émission, pour quelque 500 milliards de livres, de bons du Trésor. Selon le nouveau ministre des finances, M. Alptemoçin, il s'agit d'un *« budget de stabilité »*, qui permettra à l'État de s'acquitter de ses fonctions tout en respectant les principes de rigueur.

Toutefois pour les milieux de l'opposition, il s'agit plutôt d'un *« budget de désillusion »* dont feront les frais les couches défavorisées. De surcroît, le budget a un vice principal : l'ampleur de l'impasse, renforcée par une surévaluation des recettes, qui aggravera encore l'inflation.

Le projet de loi de finances est fondé sur une prévision de hausse des prix de 25 % en 1985, alors que l'inflation risque d'atteindre au moins 45 % à la fin du présent exercice, au lieu des 25 % prévus l'an dernier. Il est curieux en tout cas de constater que le budget est construit, sans que les officiels le disent ouvertement, sur une estimation de dépréciation de la livre turque de 38 % environ par raport aux monnaies étrangères l'année prochaine. Or la Turquie doit payer ses importations, surtout de brut, en dollars, et chaque majoration des prix du carburant – on en est à la neuvième déjà depuis le début de l'année 1984 – provoque inévitablement des hausses de prix en chaîne.

Il apparaît que le budget, qui représenterait 23,9 % du produit national brut de 1985, sera encore une fois celui de la stagnation : 39,1 % sont affectés aux dépenses de fonctionnement (21,3 % pour le personnel), 42,7 % aux transferts et seulement 18,2 % aux investissements, le plus bas taux de l'histoire de la République. Le tout a dû recevoir la bénédiction du Fonds monétaire international, dont Ankara, champion de la politique monétariste depuis 1980, reste encore un *« élève sage »*. La Turquie doit d'ailleurs en 1985 payer 3,3 milliards de dollars de dette extérieure – dont 1,4 milliard pour le remboursement des intérêts, – contre 2,7 milliards en 1984.

Dans le budget 860,8 milliards de livres vont à la défense, auxquelles s'ajoutent 61,7 milliards pour la gendarmerie, soit 922,5 milliards représentant 16,7 % du total. Pour sa part, l'éducation reçoit 465,9 milliards, soit 8,5 %. Rien ne semble entrepris pour lutter contre le chômage, qui touche plus de 20 % de la population active, soit près de quatre millions de personnes.

Le gouvernement de M. Ozal est pourtant optimiste. Selon les dernières estimations de l'Institut national de statistiques, le taux de croissance aura été de 5,6 % en 1984, et les exportations auront progressé de 28 %, pour atteindre 7,3 milliards de dollars.

ARTUN UNSAL.

(1) 1 livre turque = 0,02 francs.

AGRICULTURE

Les quotas laitiers révèlent les difficultés des agriculteurs allemands

Correspondance

Bonn. – L'application des quotas laitiers, décidée le 31 mars dernier, à Bruxelles, continue de susciter une sérieuse agitation chez les agriculteurs allemands. Ce n'est pas encore la révolution que certains prophétisent. Mais la récente querelle qui a opposé à ce propos M. Franz-Joseph Strauss, ministre-président de Bavière, et M. Ignaz Kiechle, le ministre fédéral de l'agriculture, appartenant tous deux à la CSU, branche bavaroise des chrétiens-démocrates, n'en traduit pas moins une certaine nervosité dans les milieux politiques conservateurs. Le remplacement du secrétaire d'État à l'agriculture, M. Hans Jurgen Rohr, soixante-quatre ans, par M. Walter Florian, soixante-deux ans, serait la conséquence de cette querelle.

A défaut d'être coutumiers des barrages routiers et autres méthodes chères à leurs collègues français, les agriculteurs allemands ont largement réussi à se faire entendre. Tout président de la CSU qu'il soit, M. Strauss a eu du mal, lors des élections locales de Bavière, puis aux élections européennes au début de l'été, à se retrouver dans ses comptes. Quant à M. Kiechle, il a échappé ces derniers mois à quelques jets de tomates. Même au sein des organisations professionnelles, les réunions sont souvent houleuses, comme le reconnaît M. Schnieders, secrétaire général du syndicat des agriculteurs allemands. *« Il y a,* concède-t-il, *de l'énervement dans l'air. »*

Les décisions du conseil des ministres de la CEE, en mars dernier, frappaient particulièrement l'agriculture allemande. Le démantèlement des montants compensatoires monétaires (MCM) se traduira par une baisse des prix de 5 % à partir du 1er janvier 1985. Les quotas laitiers imposent un sacrifice d'autant plus lourd que la production laitière allemande s'est accrue de 7 % pendant la période de référence (1981-1983) contre 3 % en France.

Mais le gouvernement fédéral n'a pas lésiné pour rendre l'addition moins douloureuse. En dépit des règlements communautaires qui interdisent toute mesure nationale, mais avec l'aval des autres gouvernements, les agriculteurs allemands recevront, jusqu'en 1991, sous forme d'une ristourne de TVA de 5 %, une subvention de 22 milliards de DM. De quoi compenser, et même au-delà, le démantèlement des MCM. En outre, la part de l'Etat dans le financement du risque accident a été augmentée d'un quart pour 1985.

Si l'on ajoute à cela une très bonne récolte de céréales, qui permettra de rattraper en quantité une baisse des prix de l'ordre de 5 % et la hausse des cours du porc dont l'élevage fournit le cinquième du revenu agricole, tout n'a pas l'air d'aller si mal. Les difficultés des vignerons allemands et de certains agriculteurs des régions montagneuses qui n'ont pu rentrer leur récolte à temps devraient pouvoir être facilement résolues.

C'était ne pas compter avec l'impact des quotas laitiers qui touchent 400 000 des 700 000 exploitations allemandes.

Le quart des revenus

Les organisations professionnelles réclamaient une limitation de la production laitière depuis des années. Et l'ancien secrétaire général du syndicat des agriculteurs de Bavière estime même qu'il n'y aurait pas eu tant de difficultés, si l'on s'y était pris plus tôt. Entre-temps, en effet, la production laitière, qui représente aujourd'hui à elle seule le quart du revenu des agriculteurs allemands, s'est considérablement accrue au prix d'importants investissements. La productivité est passée, entre 1971 et 1983, de 3 918 kg à 4 545 kg de lait par vache. D'autre part, dans certaines régions du sud de l'Allemagne, comme dans la « zone verte » bavaroise, où il n'est guère possible de faire autre chose que de l'élevage, la reconversion pose des problèmes. Sans compter que l'application des quotas, qui va supposer l'abattage de 400 000 vaches, a fait s'écrouler les cours de la viande bovine.

Sans doute des exceptions ont-elles été prévues pour ceux qui ont à faire face à des engagements financiers très importants ou pour les petites exploitations qui produisent moins de 30 000 kg de lait par an. Ceux-ci doivent réduire leur production de 2 % seulement au lieu de 4 % au minimum pour l'ensemble des autres étables, mais ces réductions peuvent atteindre 12,5 % dans le cas d'une production supérieure à 300 000 kilos. Ces exceptions ont contribué à semer la confusion dans les esprits, ainsi que la zizanie dans les villages. Beaucoup ne savaient apparemment pas jusqu'au dernier moment à quoi s'en tenir, et la « retraite laitière » offerte par le gouvernement à ceux qui abandonneraient le lait pour dégager des quantités supplémentaires destinées aux cas spéciaux n'a pas rencontré l'accueil attendu.

On s'est également aperçu, en faisant les comptes, que la ristourne de TVA appliquée à tous, même à ceux dont les productions n'étaient pas soumises au jeu des montants compensatoires, représentait pour certains un gain net appréciable. Et que, en revanche, elle ne compensait pas les pertes des petits producteurs de lait. Or ceux-ci sont nombreux, même s'ils ne fournissent que les deux cinquièmes de la production totale. La moyenne des exploitations en Allemagne est de 12,2 hectares (contre 24 hectares en France en 1981). Les exploitations de plus de 50 hectares représentent seulement 1 % du total. La moitié des agriculteurs ont un travail d'appoint fournissant au moins la moitié de leurs revenus.

Du coup, tout le monde s'en est mêlé. M. Strauss a volé au secours de ses 160 000 agriculteurs bavarois. Le SPD s'est soudain découvert une passion pour l'agriculture, en hurlant à l'injustice. Mais il n'est pas certain cependant que le vrai problème se situe au niveau du revenu.

Il est résumé ainsi par M. Quinger, ancien secrétaire général de l'Union des paysans bavarois, dans une interview au *Suddeusche Zeitung*: *« Dans le passé, on a encouragé les exploitations à accroître leurs performances. On a fourni aides et subventions, et maintenant on s'aperçoit qu'on s'est trompé dans les objectifs à atteindre. » « Il faut savoir,* ajoute-t-il, *si l'on veut une agriculture répondant aux lois du marché ou maintenir une structure sociale et écologique dans le pays. »* Un choix politique que personne ne semble pressé de faire.

En attendant les premiers relevés des laiteries, qui devraient être connus fin octobre, et la baisse des prix du 1er janvier, les responsables rentrent la tête dans les épaules. *« Personne n'est sûr,* reconnaît M. Schnieders, *de ce qui se passera cet hiver. »*

HENRI de BRESSON.

1984, année record pour les Britanniques

L'année 1984 est une bonne année pour l'agriculture britannique, qui bat en effet des records de rendement et atteint des niveaux de récolte exceptionnels.

Les cultures concernées sont le blé (son rendement moyen de 7,5 tonnes à l'hectare augmente de 21 % par rapport à l'an dernier), l'orge (dont le rendement de 6 tonnes à l'hectare augmente dans les mêmes proportions), mais aussi les betteraves sucrières (35,5 tonnes à l'hectare contre 31,2 en 1983), les pommes de terre (31,5 tonnes contre 26,3).

Selon l'association professionnelle des négociants, la récolte des céréales dépassera 26 millions de tonnes contre 21,3 millions l'an passé. Sur ce total, la Grande-Bretagne disposerait d'un excédent exportable de 6 millions de tonnes de blé et de 4 millions de tonnes d'orge. La récolte de colza atteindra 875 000 tonnes contre 560 000. Avant l'adhésion britannique au Marché commun, la culture du colza était pratiquement inexistante en Grande-Bretagne.

Ces hausses de rendement et de surfaces ensemencées (les emblavures de blé ont augmenté de 15 % par rapport à l'an dernier) s'inscrivent dans les tendances qui ont cours depuis une dizaine d'années. Comme dans les autres pays, ce sont surtout les céréaliers qui profitent du Marché commun : en 1983, ils couvraient 101 % des besoins du pays contre 67 % en 1973, date de l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

6 novembre

Résistant

Pour la seconde journée consécutive, la cote a progressé de 0,2 % à la Bourse de Paris sous l'effet de quelques hausses enregistrées sur des titres de second rang. La sélectivité des ordres de la clientèle se confirme au fil des jours, et l'on voit des titres réagir dans un sens ou dans l'autre à l'annonce de leurs résultats financiers.

C'est ainsi que Darty progresse de plus de 2 % après l'annonce, la veille, de prévisions confirmées en ce qui concerne l'exercice à fin février 1985 (voir « La vie des sociétés »*). Bouygues, en hausse de 3 % après avoir déjà gagné 3,3 % la veille, est toujours bien orienté, une semaine après l'information relative au nouveau tandem constitué avec Havas Tourisme pour se lancer sur le marché de l'immobilier de loisirs. En baisse de 20 % lundi, Alspi a été, au contraire,* « réservée à la hausse » *le lendemain.*

Par ailleurs, on relève des gains modérés (1,5 % à 3 %) sur SFIM, Compagnie du Midi, Primagaz, Bis, Poliet, Navigation mixte, Bongrain, SEB, Compagnie bancaire, Club Méditerranée et Raffinage.

A l'inverse, Sodexho et Viniprix, déjà en baisse la veille, perdent à nouveau aux alentours de 2,5 %. Repli de Matra, Epeda-Bertrand, Faure, SGE-SB, Comptoir des entrepreneurs, CFDE, GTM Entrepose, TRT, Olida et Caby.

Sur le marché de l'or, le métal fin s'est traité à 345,95 dollars l'once à Paris contre 342,30 dollars lundi midi dans la City. A Paris, le lingot a gagné 900 F à 100 700 F, le napoléon cédant 2 F à 608 F.

Le dollar-titre ne varie guère, à 10,43/45 F.

*Par ailleurs, la société de flaconnage Pochet SA fera comme prévu (*Le Monde *daté 4-5 novembre) son entrée à la Bourse de Paris le 13 novembre. Celle-ci aura lieu sur le second marché à un prix qui ne pourrait être inférieur à 550 F.*

NEW-YORK

Hausse

Soutenu par l'espoir que la Réserve fédérale pourrait rapidement assouplir la politique du crédit, Wall Street a repris, lundi, son mouvement de hausse déjà bien amorcé la semaine précédente. La progression des cours s'est poursuivie durant la plus grande partie de la séance et, à la clôture, l'indice des industrielles enregistrait une avance de 12,59 points à 1 229,23.

Le bilan de la journée a été à la hauteur de ce résultat. Sur 2 034 valeurs traitées, 1 071 ont monté, 547 ont baissé et 416 n'ont pas varié.

De l'avis général, le marché tire déjà une traite sur l'avenir en jouant gagnant le président Reagan dans la course à la Maison Blanche. Les opérateurs estiment que la Réserve fédérale n'attendra pas la réunion, mercredi, de la commission de l'« Open Market » pour agir et guettent déjà avec impatience les signes confirmant une proche détente monétaire.

La fermeté du marché obligataire est liée à cet espoir et a contribué, pour une bonne part, à faire renaître l'optimisme autour du « Big Board ».

Par prudence, quand même, les investisseurs n'ont pas forcé leur talent comme en témoigne l'activité en nette diminution. Au total, 84,73 millions de titres ont changé de mains, contre 96,81 millions vendredi.

VALEURS	Cours du 2 nov.	Cours du 5 nov.
Alcoa	38 7/8	36 7/8
A.T.T.	18 1/4	18 5/8
Boeing	69	68 1/4
Chase Manhattan Bank	41 1/2	43 1/8
Du Pont de Nemours	47 1/4	47 3/4
Eastman Kodak	71 1/4	72 1/4
Exxon	43 3/4	44 1/8
Ford	47 5/8	47 3/4
General Electric	57 1/8	57 5/8
General Foods	57 3/4	58 3/8
General Motors	80 1/4	80 3/4
Goodyear	28 3/4	27 1/8
I.B.M.	125 7/8	126 3/4
I.T.T.	28	28
Mobil Oil	30 1/8	30
Pfizer	40	40
Schlumberger	42 1/2	42
Texaco	34 3/8	35
U.A.L. Inc.	43	43
Union Carbide	48 7/8	48 1/2
U.S. Steel	26 1/8	26
Westinghouse	26 7/8	27 1/8
Xerox Corp.	36 3/4	37

LA VIE DES SOCIÉTÉS

VALEO. – Dans une lettre aux actionnaires, le président André Boisson indique que le résultat net consolidé du premier semestre 1984, à savoir un bénéfice de 52 millions de francs, est « *supérieur aux prévisions* ». Mais, poursuit-il, la baisse plus importante que prévu de l'activité automobile française a amené Valéo à provisionner, au premier semestre, « *des coûts sociaux correspondant à des départs supplémentaires* ». De plus, l'obtention tardive des autorisations administratives nécessaires, dans le cadre du Fonds national de l'emploi (FNE), a reporté d'autant les économies correspondantes « *qui n'interviendront que l'année prochaine* ». De ce fait, les coûts exceptionnels ont pesé sur les résultats des six premiers mois à hauteur de 49 millions de francs, le bénéfice net ressortant ainsi à 3 millions de francs seulement pour cette période. Hors intérêts minoritaires, la part revenant à Valéo est de 19 millions de francs.

DARTY. – *Au vu des résultats consolidés* du groupe pour le premier semestre de l'exercice 1984-1985, Darty a enregistré un bénéfice de 85,38 millions de francs, contre 65,39 millions pour la période correspondante du précédent exercice avant provision pour impôts sur les sociétés et participation des salariés, soit une progression de 30 % environ d'une période à l'autre. Dans le même temps, la marge brute d'autofinancement *s'est accrue de 26 % pour atteindre* 119,5 millions de francs, le chiffre d'affaires progressant, lui, de 9,4 % pour s'établir à 1,79 milliard de francs. En commentant ces résultats, le président Bernard Darty a estimé, avec les réserves d'usage motivées par la « *saisonnalité de notre activité* », que les prévisions tablant sur une progression de 12 % pour l'exercice en cours pouvaient être confirmées. Escomptant *une légère reprise de la consommation* (0,6 % en volume en 1985), le groupe va poursuivre sa politique d'ouverture de magasins. Six nouveaux points de vente auront été créés au cours de l'exercice en cours, dont cinq magasins à gestion intégrée, ce qui devrait porter leur nombre à 78 et à plus de 100 à la fin 1988.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 29 déc. 1983)

	31 oct.	5 nov.
Valeurs françaises	119,5	119,4
Valeurs étrangères	93,5	94,9

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	31 oct.	5 nov.
Indice général	181,4	181,4

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 6 novembre .... 11 5/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	5 nov.	6 nov.
1 dollar (en yens)	243,45	242,10

BOURSE DE PARIS Comptant 6 NOVEMBRE

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
3 %	28 45	0 304						
5 %	44 80	3 825						
3 % amort. 45-54	71	0 805						

Actions au comptant

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

Étrangères

SICAV 5/11

◆ : Prix précédent.

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1710	4,5 % 1973	1721	1730	1733	+ 0 69
3810	C.N.E. 3 %	3960	3970	3970	+ 0 25
1490	Electricité T.P.	1536	1531	1525	– 0 71
1062	Renault T.P.	1040	1030	1028	– 1 15
2860	Essilor	2880	2900	2900	+ 0 34
545	Esso S.A.F.	540	540	532	– 1 48
945	Euraïrance	990	995	995	+ 0 50
670	Euromarché	680	707	710	+ 4 41
145	Gencor	144 30	147 60	147 50	+ 2 21
315	Gén. Belgique	310 50	310 50	310 50	....
615	Gén. Electr.	598	601	600	+ 0 33
825	Gen. Motors	841	842	842	+ 0 11
64	Goldfields	67 50	67	67	– 0 74
38	Gd Metropolitain	41	41 50	41 50	+ 1 21
173	Harmony	170 20	173	172 50	+ 1 35
38	Hitachi	38 70	38 75	38 70	....
620	Hoechst Akt.	630	632	634	+ 0 63
93	Imp. Chemical	89 80	89 80	89 80	....
112	Inco. Limited	110 80	119	119	+ 7 40
1560	Siemens A.G.	1615	1620	1605	– 0 61
169	Sony	167 80	167 20	167 20	– 0 35
225	T.D.K.	215 20	212	212 50	– 1 25
19 50	Toshiba Corp.	19 25	19 10	19 05	– 1 03
960	Unilever	948	940	949	+ 0 10
420	Unit. Techn.	390	397	397	+ 1 79
1020	Vaal Reefs	1025	1057	1050	+ 2 43
435	West Deep	444	454	449	+ 1 12
365	West Hold.	359	368	365	+ 1 67
385	Xerox Corp.	390	383	383	– 1 79
1 95	Zambia Corp.	1 95	1 99	1 99	+ 2 05

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 6/11	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	9	9 064	8 700	9 200
ECU	6 897	6 840	....	....
Allemagne (100 DM)	306 970	307 040	292	312
Belgique (100 F)	15 180	15 215	14 500	15 600
Pays-Bas (100 fl.)	272 290	272 400	260	280
Danemark (100 krd)	84 840	84 780	68	83
Norvège (100 k)	104 860	106 180	101	108
Grande-Bretagne (£ 1)	11 367	11 414	10 900	11 800
Grèce (100 drachmes)	7 447	7 427	6 500	8
Italie (1 000 lires)	4 916	4 928	4 700	5 200
Suisse (100 fr.)	372 820	373 100	368	379
Suède (100 krs)	106 800	106 920	103	110
Autriche (100 sch)	43 700	43 690	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 447	5 468	5 150	5 750
Portugal (100 esc.)	6 615	6 650	4 600	5 330
Canada ($ can 1)	6 683	6 918	6 650	7
Japon (100 yens)	3 728	3 736	3 600	3 760

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 6/11
Or fin (kilo en barre)	99800	100600
Or fin (en lingot)	99800	100700
Pièce française (20 fr)	610	608
Pièce française (10 fr)	371	.....
Pièce suisse (20 fr)	585	583
Pièce latine (20 fr)	571	579
Souverain	730	738
Pièce de 20 dollars	4150	4320
Pièce de 10 dollars	2050	2110
Pièce de 5 dollars	1200	.....
Pièce de 50 pesos	3815	3825
Pièce de 10 florins	600	606

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

A B C D E F G

LA DISCUSSION BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Recherche et technologie : « Touchez pas au ministre ! »

L'Assemblée nationale a adopté, lundi 5 novembre, le budget du ministère de la recherche et de la technologie. Seuls, les députés socialistes l'ont approuvé, le RPR et l'UDF ont voté contre et les communistes se sont abstenus.

Les crédits inscrits au budget de ce ministère s'élèvent à 23,05 milliards, soit une progression de 6,9 % par rapport à 1984. Toutefois, l'ensemble du budget civil de recherche-développement qui englobe le budget de recherche des PTT et celui du redéploiement industriel atteint 39,6 milliards, en progression de 5,4 % par rapport à 1984 (*le Monde* du 15 septembre).

« Touchez pas au ministre ! » Au-delà de la question technique, telle est la ligne politique que se sont fixés les députés au cours de la discussion des crédits de la recherche et de la technologie. Ce n'est pas très fréquent ; mais avant d'être ministre de la recherche et de la technologie, M. Hubert Curien est une personnalité scientifique reconnue qui ne peut que forcer le respect. Les députés de l'opposition le savaient bien et ont pris bien soin de ne pas associer M. Curien aux critiques qu'ils adressèrent au gouvernement socialiste.

« N'êtes-vous pas la caution morale d'un gouvernement à la dérive ? », a même demandé au ministre M. Claude Birraux (UDF, Haute-Savoie)... M. Curien a coupé court à ces manœuvres : *« N'espérez pas (...) me dissocier d'un gouvernement dont je demeure bien évidemment solidaire. »*

Le débat s'est déroulé autour de trois thèmes :

● **ANNULATIONS DE CRÉDITS :** L'ensemble des députés se sont inquiétés des répercussions néfastes pour la recherche, des *« coupes »* intervenues au cours de l'exercice 1984. *« Certains crédits ont été annulés et je le regrette comme vous tous »*, leur a répondu M. Curien. *« Mais ces annulations n'ont pas sensiblement modifié le rythme de la croissance des crédits globaux réellement disponibles. »*

● **LA VILLETTE :** *« Le musée de La Villette se voit attribuer 510 emplois, ce qui me semble beaucoup par rapport à ceux dont bénéficieront les activités de recherches proprement dites »*, a déclaré M. Jean-Pierre Sueur (PS, Loiret) rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. M. Curien lui a répondu que ces *« autorisations de recrutement sont nécessaires dès 1985 car il y a une période de formation à prévoir »*.

● **LA LOI D'ORIENTATION :** L'ensemble des intervenants ont souligné que l'objectif de celle-ci est de faire passer la part des dépenses de recherche dans le produit intérieur brut de 2 % en 1981 à 2,5 % en 1985. Ce taux a atteint 2,22 % en 1984 mais il ne semble pas qu'il atteindra les 2,5 % en 1985.

R. Sa.

M. FRANÇOIS GUILLAUME (FNSEA) ATTEND DE M. MICHEL ROCARD QU'« IL RENONCE A SES ERREURS ».

Invité de France-Inter, dans l'émission « Face au public », M. François Guillaume a déclaré lundi 5 novembre qu'il *« attendait du ministre de l'agriculture qu'il renonce à ses erreurs »*. Ces erreurs, ce sont la politique et la mise en œuvre des quotas laitiers. Elles ne sont pas en fait réparables, a indiqué M. Guillaume, mais les agriculteurs refuseront d'*« en assumer les conséquences »*, à savoir payer à la Communauté les pénalités de dépassement, en cas d'excédents de production.

Il a ajouté toutefois qu'*« il redoutait exactement le contraire »*, c'est-à-dire une pénurie de lait en France pour avoir trop réduit la collecte. Interrogé sur ses rapports avec le ministre de l'agriculture, M. Guillaume a répondu : *« Je ne cache pas que nous avons pour lui une certaine sympathie, mais je constate que la politique qui est développée aujourd'hui est contraire aux intérêts des agriculteurs mais aussi à l'intérêt de la France. »*

Quant à son engagement dans une éventuelle carrière politique, M. Guillaume a répondu que *« son éthique syndicale était incompatible avec un mandat politique important »*, mais il a laissé entendre qu'une telle hypothèse n'était pas exclue à long terme *« parce qu'on s'use dans des responsabilités »* comme celles qu'il exerce à la FNSEA et au comité économique et social de Lorraine.

M. JOSPIN : M. Barre est le Picrochole du microcosme

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a commenté, mardi 6 novembre, les déclarations faites la veille par M. Raymond Barre, en disant : *« Que de contradictions chez M. Barre ! Il nous a laissé du chômage, de l'inflation, un appareil de production vétuste mais il parle avec aplomb en matière économique. Il critique le* « reaganisme ultra-libéral » *des damoiseaux et jouvenceaux qui inspirent M. Chirac mais dit ne pas avoir de divergences avec lui. Il joue à l'homme modéré en matière sociale mais il est contre l'impôt sur la fortune, la cinquième semaine de congés, les trente-neuf heures. Tout son cœur va aux chefs d'entreprise, il n'a pas un mot pour le monde du travail. Enfin, lui qui dit ne pas vouloir d'une carrière politique n'a parlé lundi soir que de lui-même et de l'amour qu'il se porte. M. Barre n'a pas de troupes mais il est un général ambitieux : en somme il est le Picrochole du microcosme. »*

[Personnage du *Gargantua* de Rabelais, Picrochole incarne le *« type comique du roi conquérant et vantard »* (Petit Larousse), le *« conquérant ambitieux et entêté »* (Petit Robert).]

LE DÉBAT INTERNE AU PCF

M. MARCHAIS : « Il n'y aura pas de procès de qui que ce soit. »

M. Georges Marchais, qui était, mardi 6 novembre, l'invité du journal de 13 heures de TF 1, s'est employé à minimiser les divergences qui s'étaient exprimées à la tête du Parti communiste français lors des débats du comité central, à l'occasion notamment du vote du projet de résolution préparatoire au vingt-cinquième congrès, marqué par six abstentions, dont celles de MM. Pierre Juquin, membre du bureau politique, et Marcel Rigout, ancien ministre.

Le secrétaire général du PCF a déclaré : *« Il peut arriver que des camarades conservent leurs opinions sur une question ou une autre ; ils pourront la conserver, voire même continuer de la défendre dans les organismes auxquels ils appartiennent, mais il faut respecter la volonté de la majorité, c'est cela la démocratie. »* M. Marchais a affirmé que les contestataires ne seront pas sanctionnés : *« Nous n'avons jamais voulu sanctionner personne. Chez nous il n'y a pas de procès. Chez nous, nous n'avons pas besoin de dissoudre des fédérations, des sections, des cellules et nous n'avons besoin de faire de procès à personne (...) Juquin n'est pas sanctionné, il ne sera pas sanctionné. Il il n'y a pas de procès et il n'y aura pas de procès de qui que ce soit. »*



Violoniste et chef d'orchestre

JANE EVRARD EST MORTE

La violoniste et chef d'orchestre Jane Evrard vient de mourir, à l'âge de quatre-vingt-onze ans. Née le 5 février 1893 à Neuilly-Plaisance, elle avait fondé, en 1930, l'Orchestre féminin de Paris, une formation à cordes composée de vingt-cinq femmes. De nombreux compositeurs (d'Albert Roussel à Daniel-Lesur) lui avaient dédié des œuvres dont elle donna les premières auditions. Son activité musicale se poursuivit, en France comme à l'étranger, jusqu'en 1957.

Sur le vif

Rêves de femmes

C'est bien ma veine, je ne fais pas partie des femmes sondées par *le Parisien*. On ne m'a pas demandé lequel de nos hommes politiques j'aimerais retrouver le soir au creux de mon lit et le matin devant le lavabo de la salle de bains. Les personnes interrogées, elles, n'ont eu qu'un cri : Fabius. Elles sont 26 % à en rêver la nuit. Et quand elles n'en veulent pas pour elles, elles le cèdent — c'est pas gentil ça ? — à leur fille. 37 % des Françaises souhaiteraient l'avoir pour gendre. Normal ! Il est gentil, bien élevé, plein d'avenir, c'est un bon parti.

Fabius, je ne sais pas... Il faudrait, en tout cas, qu'il coupe les trois longs cheveux gominés soigneusement ramenés sur son front dégarni. A l'idée de les voir se décoller et serpenter sur l'oreiller, j'ai un haut-le-cœur. Moi, mes copines, c'est ce qui nous faisait tiquer, déjà, chez Giscard, du temps où il était à l'Elysée. Maintenant, bon, il a abandonné toute prétention à n'être qu'à moitié chauve. Sa calvitie, il l'assume crânement.

Je le trouve pas mal, mais il n'a pas tellement la cote. Sinon comme père. 26 % des nanas aimeraient l'appeler papa. Surtout du côté des jeunes ouvrières et des commerçantes. Pareil pour Barre. Ça se comprend. Ils présentent bien. L'un doit être imbattable question manières à table et l'autre inspire confiance malgré ses petits airs ironiques et vachards. Chirac, c'est pas la joie. Etre sa fille, ou sa belle-mère, alors là, merci bien mais non merci. On n'y tient pas tellement. Il a l'air soupe au lait, casse-pieds, et puis c'est pas le genre attentionné.

Et Rocard, qu'est-ce que vous en pensez ? Il vous tenterait ? Moi, pas tellement. Les Françaises non plus. Elles ne sont que 12 % à le trouver sexy. La grosse surprise, c'est Marchais et Le Pen. On dit toujours que les femmes, ces chiennes, aiment les hommes à poigne. Liliane, fais les valises, on rentre. Eh bien, non ! Ces deux-là, elles n'en veulent ni cru ni cuit. Et surtout pas au volant de la voiture qui leur proposerait de monter au cas où elles feraient de l'auto-stop. Elles auraient une trouille bleue. Moi aussi. Giscard, en revanche... elles ne diraient pas non. Pas pour ce que vos croyez, effacez ce sourire égrillard et déplacé, pas pour la chose du machin sur la banquette arrière, pas du tout. Pour un déjeuner élégant dans un relais gourmand.

CLAUDE SARRAUTE.

NOUVELLES BRÈVES

● *Mort de Sir William Duncan, président de Rolls-Royce.* — Sir William Duncan, âgé de soixante et un ans, était président de Rolls-Royce depuis avril 1983 et avait depuis lors multiplié les accords de coopération avec General Electric et Pratt et Whitney, deux concurrents sur les réacteurs aux Etats-Unis. Auparavant, Sir William avait fait toute sa carrière chez ICI, dont il avait été vice-président de 1977 à 1983.

● *A l'Académie des sciences morales et politiques.* — L'Académie des sciences morales et politiques a déclaré vacant le fauteuil de Raymond Aron, décédé le 17 octobre 1983, dans la section de philosophie. La date limite pour le dépôt des candidatures a été fixée au 17 décembre. L'élection aura lieu le 14 janvier 1985.

● *US-Steel va porter plainte contre dix pays exportateurs d'acier.* — Le groupe sidérurgiste américain US-Steel va porter plainte devant la Commission internationale du commerce contre six pays de l'Est (Pologne, RDA, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie) et, d'autre part, contre la Suède, la Norvège, l'Autriche et le Venezuela. Il les accuse de subventionner leurs exportations d'acier aux Etats-Unis.

Aucun de ces pays ne doit faire l'objet de négociations bilatérales dans le cadre du plan Reagan de limitation des importations d'acier. US-Steel veut donc compléter le dispositif gouvernemental. — *(AFP.)*

● *Le « Borodine » a quitté le Havre.* — Le cargo français « Borodine », de la Compagnie générale maritime, a quitté le port du Havre à destination de Riga (URSS) le 5 novembre vers 23 heures, après une grève de trois jours de son équipage qui réclamait une prime spéciale pour le transport d'hexafluorure d'uranium. La CGM a refusé d'accorder cette prime dont elle n'accepte pas le principe, mais elle a donné son accord pour l'ouverture de négociations visant à une *« amélioration des rémunérations »* de l'équipage.

● *Tchao Pantin,* le film de Claude Berri, avec Coluche, représentera la France aux Oscars décernés à Hollywood au mois d'avril prochain. Parmi les films envoyés par chaque pays, une commission en sélectionnera ensuite cinq, qui resteront en lice pour l'oscar du meilleur film étranger.

● *L'Hôtel Aletti d'Alger débaptisé.* — L'Hôtel Aletti d'Alger, dont le fameux bar fut le quartier général des journalistes durant la guerre d'Algérie, vient d'être rebaptisé Es Safir (l'Ambassadeur), mais conserve son style « arts déco ». L'Hôtel Saint-George avait été également rebaptisé El Djazaïr (l'Algérie) après avoir été restauré et agrandi tout en conservant les parties anciennes de ce qui fut un club anglais.

Le numéro du « Monde » daté 6 novembre 1984 a été tiré à *504 644* exemplaires

